

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16261 – 7 F
VENDREDI 9 MAI 1997
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES



■ Reporter dans les guerres yougoslaves
■ « Le Monde des poches »

La droite doute de son succès et alimente les spéculations sur l'avenir de M. Juppé

M. Giscard d'Estaing affirme que les Français veulent « être gouvernés autrement »

LES SPÉCULATIONS s'amplifient, au sein de la majorité, sur le sort d'Alain Juppé au lendemain des élections législatives. Valéry Giscard d'Estaing semble, tout en se gardant d'être explicite, souhaiter un changement de premier ministre en cas de victoire de la droite. *« Les Français veulent être gouvernés autrement »*, a-t-il déclaré, mercredi 7 mai sur France 2, avant de donner à Jacques Chirac, sur le choix du chef du gouvernement, le conseil suivant : tenir *« compte de ce que les Français auront voulu dire »*. M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il avait fait part à Jacques Chirac de son *« avis négatif »* sur la dissolution et que *« tout n'est pas mauvais »* dans le bilan du gouvernement Juppé.

L'ancien président s'ajoute ainsi à la liste de ceux auxquels François Léotard demande de respecter la *« cohésion majoritaire »* dans les deux dernières semaines de la campagne. Le président de l'UDF a mis en garde, mercredi, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Alain Madelin contre toute tentation de séparatisme. Pourtant Bernard Debré, ancien ministre RPR d'Edouard Balladur, a été encore plus net que Valéry Giscard d'Estaing. Dans un entretien à *Valeurs actuelles*, il déclare qu'il aimerait, face à ses électeurs, être plus explicite sur l'après-élections et leur dire : *« Le prochain premier ministre s'appellera Philippe Séguin ou Edouard Balladur. »* M. Balladur refuse, pour sa part, de s'inscrire dans ce concert, *« de s'associer si peu que ce soit à ce qui est une sorte d'opération personnelle »*.

Conscient que la dissolution de l'Assemblée nationale est mal comprise dans son propre camp et que son impopularité pèse sur le scrutin, Alain Juppé ajoute à ce trouble en affirmant, en petit comité, qu'il ne souhaite pas être reconduit dans ses fonctions à Matignon. Au premier rang des dirigeants de la droite, le chef du gouvernement concentre ses attaques sur le programme des socialistes dont il affirme qu'il a *« explosé en vol »*. Il s'agit, pour la majorité, d'accréditer l'idée selon laquelle il n'y aurait pas d'autre choix que la politique qu'elle mène et qui pourrait être conduite par un autre premier ministre, moins impopulaire que l'actuel.



Lire pages 5 à 7 et la chronique de Pierre Georges page 22



Le Festival de Cannes

LE CINQUANTIÈME Festival international du film de Cannes s'est ouvert, mercredi 7 mai, avec les projections du *Cinquième Elément*, de Luc Besson, et d'un court métrage de Léos Carax. Et, comme il ne saurait y avoir de fête cannoise sans tractations diplomatiques, le gouvernement iranien a finalement donné son accord à Abbas Kiarostami pour que son film *Le Goût de la cerise* soit présenté à Cannes. En revanche, les discussions redémarrent afin de trouver le moment idoine pour projeter le court métrage de soutien aux sans-papiers.

Lire pages 18 et 19 et notre série page 10

Les industriels européens s'invitent à la privatisation de Thomson-CSF

LA LOGIQUE européenne souhaitée par le gouvernement pour la privatisation de Thomson-CSF a été bien intégrée par les deux candidats, Alcatel Alsthom, allié à Dassault Industries, et le groupe Lagardère, maison-mère de Matra. Ce dernier a pris une longueur d'avance en annonçant, mercredi 7 mai, la signature d'une alliance *« immédiate et irréversible »* avec l'allemand Daimler-Benz Aerospace dans les missiles et les satellites. Lagardère a également reçu le soutien de British Aerospace. Le britannique GEC, partenaire idéal de Thomson-CSF, a indiqué que, quel que soit le vainqueur, *« des discussions seront engagées afin de rapprocher certaines activités de GEC Marconi et de Thomson-CSF »* et de créer le *« premier groupe européen d'électronique de défense »*.

Lire page 13

Le président Abdou Diouf vante les mérites de la monogamie

DAKAR
de notre envoyée spéciale

Le président sénégalais Abdou Diouf vient de relancer le débat sur la polygamie. *« Ma volonté est de faire comprendre à tous que la famille équilibrée repose sur la monogamie »*, a-t-il déclaré, prenant le risque de heurter une majorité de la population, musulmane à 90 %, mais aussi de se trouver en porte-à-faux avec la classe politique. Deux de ses ministres ne sont-ils pas polygames ? Son plus proche collaborateur et dauphin potentiel, Ousmane Tanor Dieng, ministre des services et des affaires présidentielles, est connu pour avoir quatre femmes.

L'engagement du chef de l'État sénégalais contre la polygamie n'est pas récent. En 1970 déjà, alors qu'il était premier ministre, Abdou Diouf avait été chargé par Léopold Senghor de se pencher sur le code de la famille. *« Malgré notre souhait, il n'a pas été possible d'abroger la polygamie*, a expliqué le président sénégalais. *La société n'était pas prête, nous avons dû procéder à petits pas. »*

Le Coran et la loi sénégalaise prévoient que chaque musulman peut épouser jusqu'à quatre femmes à condition de les traiter également. Toujours en vigueur, le code de la famille, adopté en 1972, précise que, lors de son premier mariage, l'époux opte pour la monogamie ou la polygamie. *« Le futur mari doit se prononcer en présence de sa promise*, a renchéri Abdou Diouf. *Nous comptions beaucoup sur la présence de cette dernière pour faire pression en faveur de la monogamie. »* Si cette option est choisie, la décision est irrévocable.

Mais la réalité est plus complexe. Une grande partie des mariages sont contractés sous le régime de la polygamie. Les futurs époux se déclarent *« monogames dans leur esprit »* mais ne souhaitent pas se priver de *« la possibilité d'épouser d'autres femmes »*. Quant aux unions placées sous le régime de la monogamie, elles ne résistent pas toujours au poids des traditions. *« De nombreux maris ayant opté pour la monogamie contractent ensuite des mariages cachés »*, explique ainsi Mamadou Diop, le maire de Dakar.

« La monogamie, il ne suffit pas de la souhaiter pour le Sénégal », s'insurge, pour sa part, Fatou Sow, de l'Association des professionnelles africaines de la communication, une organisation non gouvernementale. *« Les femmes veulent des mesures volontaristes. Si on attend que la société soit prête, la polygamie ne sera jamais abolie. »* Cette prise de position tranchée ne fait pas l'unanimité. *« La société africaine est en pleine mutation*, nuance Djibril Diallo, directeur des affaires publiques au Programme des Nations unies pour le développement. *L'abolition de la polygamie doit être en phase avec cette société. Si la monogamie est imposée trop tôt, il est à craindre qu'elle ne soit jamais respectée. »*

La prise de position du président sénégalais a déclenché des remous en Afrique de l'Ouest. En Guinée, peuplée à 87 % de musulmans, le gouvernement a estimé que ce n'était pas à l'Etat d'intervenir dans une affaire aussi privée. *« Sekou Touré avait tenté d'imposer la monogamie mais a dû reculer »*, a déclaré Koumba Diakité, ministre guinéenne de la jeunesse, des sports et de l'éducation, qui aurait souhaité pour sa part *« garder son mari pour* [elle] *toute seule »*, mais doit désormais le partager avec une seconde épouse.

Michèle Aulagnon

Or nazi : un sévère rapport américain

LA SUISSE a largement profité des dépôts faits dans ses banques par les nazis. Elle a notamment bénéficié de l'or qu'ils ont entreposé dans les institutions financières de la Confédération après avoir pillé les banques centrales des pays occupés et volé les victimes qu'ils allaient déporter. Cette accusation à l'encontre de la Suisse, et d'autres pays neutres, figure dans le rapport de 200 pages rendu public, mercredi 7 mai, par le département d'Etat américain sur l'affaire dite de l'or des nazis. Le rapport (intégralement diffusé sur Internet : www.state.gov) vient conforter une récente campagne menée par le Congrès juif mondial et le sénateur de New York, Alfonso d'Amato.

Lire page 4

■ Sommet africain pour le Zaïre

Le président Mobutu participe à Libreville, au Gabon, à un sommet de chefs d'Etat africains sur le Zaïre. p. 3

■ La grogne de l'ordre des médecins

L'ordre estime *« contraire à la déontologie médicale »* le principe du reversement des honoraires en cas de dépassement des objectifs de dépenses. p. 8

■ Indifférence électorale en Algérie

A l'approche des élections législatives du 5 juin, les Algériens sont plus que jamais confrontés à la violence. p. 2

■ Renault perd en appel sur Vilvorde

L'arrêt rendu mercredi 7 mai par la cour d'appel de Versailles oblige le constructeur automobile à consulter son comité de groupe européen avant de fermer son site belge. p. 13

■ Trouver du pétrole malgré les icebergs

Une plate-forme pétrolière située au large de Terre-Neuve a dû se munir d'un mur anti-glaces pour forer en toute tranquillité. p. 14

■ Une défense des Aubrac

Dans un point de vue, l'historien François Delpla juge que rien ne permet de parler d'une « affaire » Aubrac. p. 11

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,30 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 509 - 7,00 F

Asie du triomphe, Asie du malaise

TRIOMPHANTE en termes de croissance, l'Asie orientale l'est assurément. Les signes actuels de fatigue n'y sont peut-être que le reflet d'une pause, et l'expansion s'y poursuivra très vraisemblablement à un rythme supérieur à celui des économies occidentales. Mais pour autant, cette Asie « battante » rayonne-t-elle ? Le troisième pôle économique qu'elle représente déjà, aux côtés de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest, préfigure-t-il le troisième ensemble stratégique de la planète ? Pour l'instant, rien n'est moins sûr.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les interventions militaires en Corée et au Vietnam ont – au prix fort, il est vrai – donné *un coup d'arrêt au communisme* asiatique. Les dérapages survenus entre-temps ou après – maoïsme, Khmers rouges, Corée du Nord – ont contribué à tuer toute formulation d'un type alternatif de développement.

Avec les « quatre modernisations » chinoises puis l'ouverture de l'Indochine, les communistes asiatiques ont opté, au moins pour un temps, et avec l'espoir de conserver leurs fauteuils, pour la vertu du bambou. Parce que leurs recettes n'étaient pas valables, ils plient, faute de moyens et d'imagination, avec le vent. Constat d'échec, ils prétendent aujourd'hui *« construire le socialisme »* avec des recettes capitalistes.

La Chine finit par négocier son admission au sein de l'Organisation mondiale du commerce. La Corée du Sud, pour se faire admettre au sein de l'OCDE, a tant recouru à la pression qu'elle a contraint la société à se plier à de dures exigences – une politique d'ailleurs révélatrice de cette course aux médailles de l'expansion, quel qu'en soit le coût social.

Après s'y être opposé, la Malaisie, avec réalisme, a signé l'accord sur les technologies de l'information. Bon élève depuis le début, le Japon entraîne dans son sillage les « tigres » et les économies émergentes de la région. Pour biaiser avec les investissements étrangers, le Vietnam n'en calcule pas moins qu'il en a tout autant besoin que d'une aide internationale.

Francis Deron, Jean-Claude Pomonti et Philippe Pons

Lire la suite page 12

Un bouquet de 200 chaînes



RUPERT MURDOCH

L'ACCORD CONCLU, mercredi 7 mai à Londres, entre la chaîne BSkyB du magnat australo-américain Rupert Murdoch et le géant des télécommunications BT marque le coup d'envoi de la télévision numérique par satellite en Grande-Bretagne. La nouvelle société, à laquelle participent la banque Midland et le groupe japonais Matsushita, lancera à l'été 1998 un bouquet de deux cents chaînes thématiques et de services.

Lire page 22

MAGHREB L'organisation des élections législatives du 5 juin laisse indifférents la majorité des Algériens. A quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne, le 16 mai, les préoccupations liées à une vie quotidienne très difficile – la sécheresse sévit dans l'ensemble du pays – prennent le pas sur toute autre considération. Confrontés à une violence peu exprimée par la presse, les citoyens en viennent à attribuer au régime des crimes qu'il n'avait aucun intérêt à commettre. ● PRÈS DE 8 000 CANDIDATS se disputeront les 380 sièges de la prochaine Assemblée. Seuls quatre partis seront représentés dans la totalité des circonscriptions. ● L'ÉGLISE CATHOLIQUE se prépare à célébrer, mercredi 21 mai, dans la discrétion, le premier anniversaire de l'assassinat des sept moines au monastère de Tibehirine, dont l'avenir est toujours en question.

L'Algérie continue à vivre sous un régime de double terreur

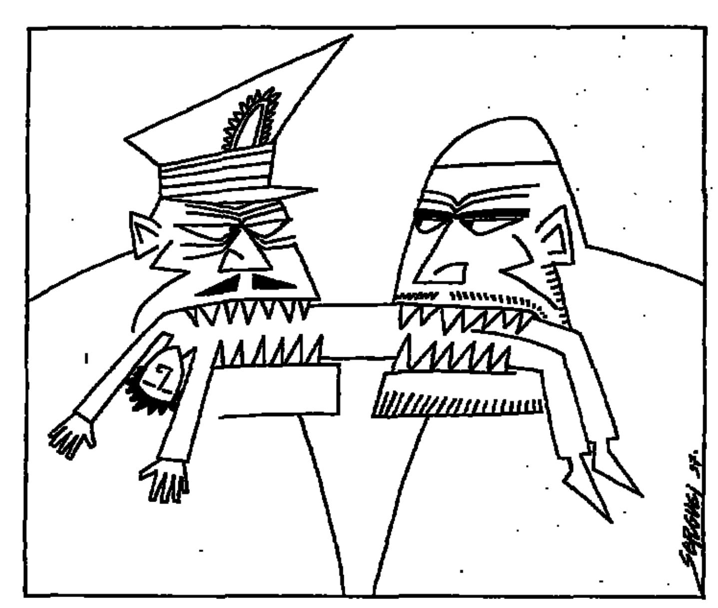
Les élections législatives du 5 juin, qui doivent, selon le régime algérien, consacrer le retour à des « institutions légitimes », ne mobilisent pas la population, confrontée à des conditions de vie précaires

ALGER
de notre envoyé spécial

Le président de la République algérienne, Liamine Zeroual, accompagné de treize ministres, vient d'effectuer son premier déplacement à l'intérieur du pays depuis son élection, il y a un an et demi. Il a choisi Ghardaïa, *« la millénaire, la modérée et la tolérante »* – la dernière ville avant le désert du Sahara – pour donner le coup d'envoi des législatives du 5 juin. Le chef de l'Etat a confirmé que des élections communales suivraient ce scrutin *« dans un délai le plus bref possible* [sans doute à l'automne] *»*. *« Ainsi,* a-t-il conclu, [l'Algérie] *aura achevé la période de transition et consacré le retour au peuple souverain et à des institutions légitimes. »*

L'administration cultive l'image de cette *« transition tranquille »*. Ainsi, en province, dans les mairies, les fonctionnaires exhibent volontiers des panneaux de bois, des ordinateurs flambant neufs, où sont récensés le nombre d'électeurs, leur répartition par sexes, la liste des bureaux de vote, où ne manquent que les résultats. Mais, en dépit de la présence attendue de plus de deux cents observateurs étrangers le 5 juin, aux yeux d'une partie de l'opposition les jeux sont déjà faits : *« Les élections seront pluralistes, mais pas démocratiques »*, résume un ancien ministre du président Boumedienne. Ils attendent en vainqueur le Rassemblement national démocratique (RND). Créé de toutes pièces il y a trois mois, les Algériens le surnomment *« le parti du président »*. Deux facteurs jouent en sa faveur : la bienveillance de l'administration et les habitudes d'une partie de l'électorat. *« L'Algérie profonde votera pour le pouvoir, comme elle a l'habitude de le faire depuis l'indépendance »*, souligne l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche.

Les grandes villes sont les seuls lieux où un débat politique réel est possible à travers les réunions électorales, les prises de position dans la presse. C'est particulièrement vrai d'Alger, où s'affronteront les ténors de la classe politique : l'actuel premier ministre, Ahmed Ouyahia, tête de liste du RND ; Abdelhadi Sayah, le numéro deux du Hamas-FILM, le parti des islamistes *« modérés »* ; Seddik Debaili, le numéro deux du Front des forces socialistes (FFS), en l'absence d'Hocine Aït-Ahmed ; Saïd Saadi, chef du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et chef de file des *« démocrates-républicains »* ; l'ancien premier ministre Redha Malek, de l'Alliance nationale républicaine (ANR).



DES VICTIMES PAR CENTAINES

Mais, à quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne électorale – le 16 mai –, la population ne donne pas le sentiment d'une grande mobilisation. Il est vrai que les pouvoirs de l'Assemblée seront des plus réduits. Surtout, les difficultés de la vie quotidienne ont raison de toutes les énergies. A Alger, par exemple, la sécheresse qui sévit dans l'ensemble du pays a pris des allures dramatiques. L'eau est sévèrement rationnée depuis le début du printemps. Certains quartiers en sont totalement privés depuis près d'un mois et des camions-citernes ont fait leur apparition dans certaines rues de la capitale.

Et que dire du calvaire enduré par ces dizaines de familles qui s'entassent sous des tentes, sans eau, sans électricité, sans sanitaires, sur les hauteurs d'Alger, à deux pas du *« Mémorial des martyrs »* et de son centre commercial ? Leurs pauvres maisons rasées en juin 1996, sans prévenir, par les autorités, ils devaient être relogés une semaine plus tard, selon l'administration. Un an après, ils sont toujours là. Des enfants sont nés dans le campement. Il y a quelques jours, tandis que les hommes étaient à leur travail, un incendie accidentel a détruit une dizaine de tentes. Les pouvoirs publics en ont fourni de nouvelles. Mais de relogement, il n'est toujours pas question. *« On n'est plus des citoyens algériens. Ici, c'est le Rwanda »*, se plaint l'un des habitants.

Candidat à la présidentielle, le général Zeroual avait promis de ramener la paix civile dans le pays. Aujourd'hui, les Algériens déchantent. La violence demeure. Certes, comme s'il s'agissait de conjurer le sort, les autorités ne perdent pas une occasion d'affirmer qu'elle a atteint un niveau « résiduel ». A Ghardaïa, le chef de l'Etat l'a redit : les groupes armés – les *« terroristes »* dans le vocabulaire officiel – ont *« perdu la bataille »*. Mais le constat qu'une presse étroitement contrôlée par le pouvoir n'ose ou ne veut pas exprimer s'impose aux yeux de quiconque parvient à recueillir les témoignages d'une population méfiante et craintive : les autorités minimisent la violence. A travers le pays, les victimes se comptent encore chaque semaine par centaines.

Terreur contre terreur. Les Algériens vivent depuis plus de cinq ans sous ce régime. D'un côté, un terrorisme bien réel : celui de groupes catalogués sous l'étiquette GIA (Groupes armés islamiques) capables de massacrer des familles entières avec une sauvagerie inouïe. A cette barbarie s'ajoute une lutte armée dirigée contre le pouvoir militaire et conduite par l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui interdit. Entre les deux organisations concurrentes, point d'alliance. A Médéa, une ville qui domine la Mitidja, particulièrement touchée par les exactions, la plupart des civils assassinés ces derniers mois par le GIA *« étaient des sympathisants de l'AIS »*, confie un habitant de la ville.

Mais ceux que le pouvoir catalogue sous le terme de *« terroristes »* n'ont pas le monopole de la violence. En effet, de l'autre côté, le régime algérien a sa part de responsabilité, même s'il s'en défend. Dans les quartiers populaires d'Alger, racontent les habitants, les ratissages sont monnaie courante, avec leur lot de séquestrations, de tortures et d'exécutions sommaires.

Le pouvoir a pour lui de posséder des moyens importants. A Alger, il n'est pas rare d'entendre les coups de canon ou de voir les hélicoptères militaires tournoyer à la tombée du jour au-dessus de certains zones « chaudes ». Au-delà, les méthodes employées par les services de sécurité et leurs supplétifs (les gardes communaux et les groupes de légitime défense, les GLD) n'ont rien à envier à celles de leurs adversaires, selon des témoignages concordants. Il y a quelques semaines, dans un quartier deshérité d'Alger, à Baraki, bouclé par les militaires, des *« patriotes »* – les groupes de légitime défense – ont fait sauter une maison et sauvagement assassiné un jeune homme.

LE POUVOIR SOUPÇONNÉ

Le régime algérien est discrédité. La majorité de la population algérienne, méfiante à l'égart de la presse, est convaincue que le pouvoir est l'instigateur principal de la violence dans laquelle baigne le pays depuis plus de cinq ans. Contre toute vraisemblance, la société civile lui impute des crimes qu'il n'avait aucun intérêt à commettre : l'assassinat des moines de Tibhirine comme celui du syndicaliste Abdelhak Benhammouda où les massacres de civils dans la Mitidja.

Les forces de sécurité sont omniprésentes. Les barrages sont innombrables, les contrôles d'identité monnaie courante. *« Parce que je suis un militaire de carrière, j'affirme que l'on ne viendra pas à bout du terrorisme,* affirme un officier supérieur algérien aujourd'hui à la retraite. *L'armée algérienne a déployé tous ses moyens disponibles. Au total, elle en a engagé davantage que l'armée française au plus fort de la guerre d'Algérie. Sans avancer d'un pouce. Des trains sautent régulièrement, le trafic routier sur les grands axes cesse dès la tombée de la nuit. Seuls ceux qui ne peuvent pas faire autrement roulent sur les axes secondaires. Dans les villes, des bombes explosent à tout bout de champ. Comment peut-on affirmer que la bataille est perdue pour les terroristes ? »*

Dans l'attente d'une solution politique qui ne vient pas, l'Algérie compte ses morts. Dans la banlieue de la capitale, au cimetière d'El Alia, onze tombes identiques témoignent du drame d'une famille entière, égorgée le 28 février 1997. A quelques centaines de mètres de là, d'autres tombes. La plupart ne portent pas de nom ou, simplement, un prénom. Ce sont celles des *« terroristes »*. *« Il y a encore beaucoup de place libre »*, fait observer un policier.

J.-P. T.

Un scrutin à la proportionnelle

7 486 candidats d'une quarantaine de partis se disputeront les 380 sièges de la prochaine Assemblée. Pour le scrutin du 5 juin, à la proportionnelle, un candidat sur deux à moins de quarante ans et 40 % d'entre eux sont des universitaires. Seize partis ont été exclus par la Commission nationale de surveillance des élections législatives (Cnisel) car ils ont été incapables de présenter des listes dans au moins 12 des 56 circonscriptions (dont 48 en Algérie et 8 à l'étranger).

Seuls quatre partis politiques sont présents dans la totalité des circonscriptions : le RND (gouvernemental), le FLN (Front de libération nationale), Ennahda (islamique) et le PRA (Parti du renouveau algérien ; libéral). Le Hamas n'est absent que d'une circonscription, celle d'El Oued, où il parraine une liste *« indépendante »* conduite par le milliardaire Djillali Mehri. Le FFS est présent dans trente-neuf circonscriptions, résultat jugé satisfaisant par les dirigeants du parti.

Dans son splendide isolement, Tibehirine attend ses cisterciens

TIBEHIRINE
de notre envoyé spécial

On monte au monastère de Tibehirine en procession : un véhicule de la gendarmerie derrière l'autre... A toute allure. Et l'on visite sous bonne escorte l'imposante bâtisse au style incertain, vaguement méridional, où, dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, sept moines furent enlevés et assassinés près d'un mois plus tard par des « terroristes islamistes ».

REPORTAGE

Depuis le drame des moines assassinés en mars 1996, le monastère n'est plus un lieu de pèlerinage ni un lieu de vie

Ce déploiement de force a quelque chose d'incongru tant le monastère, situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale algérienne, respire la sérénité. Les quelques religieux qui fréquentent encore Tibehirine le disent : depuis la tragédie du printemps dernier, le monastère, avec ses pauvres maisons de cultivateurs qui, comme lui, dominent une vallée sauvage, vit en marge, épargné par la fureur et le sang. Les groupes islamistes ne viennent plus dans les parages. Les forces de sécurité, de leur côté, ne font pas de zèle. Une trêve tacite règne, qui profite aux habitants.

En face, dans la chaîne de montagnes, elle ne s'applique pas. Désertés au nom de la sécurité, les hameaux sont en train de mourir lentement. Dans le meilleur des cas, leurs habitants reviennent pendant la journée cultiver les lopins de terre. Avant la nuit, pour se mettre à l'abri des groupes islamistes, ils redescendent dans la plaine où jadis s'affrontèrent les troupes de l'émir Abdelkader et celles du colonisateur français. De cette transhumance obligée, la ville de Tamezguida a gagné un surcroît de population. *« J'ai un ami qui accueille trente personnes dans sa maison chaque soir »*, affirme un habitant.

A quelques jours du premier anniversaire de l'assassinat des sept moines – dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies par les autorités algériennes –, le monastère semble figé. Pas encore lieu de pèlerinage mais plus vraiment lieu de vie. Tout est en ordre pour que Tibehirine s'anime de nouveau, mais rien ne se passe. Depuis un an, les deux cloches de la chapelle sont restées silencieuses. Dans la bibliothèque, Dostoïevski, Léon Bloy et Albert Cohen attendent sagement un lecteur qui ne vient pas. A l'étage, dans les cellules des moines, blanches et austères, des couvertures bariolées sont jetées sur des lits où plus personne ne s'allonge pour dormir. *« Ça sent le renfermé »*, note le gardien. Bien entretenus, le parc et le jardin intérieur du monastère font illusion. Iris, rosiers, lavande, vigne, lilas, arbres fruitiers, figuiers... Tout pousse, et bien, mais sans que quiconque soit là, à demeure, pour en bénéficier.

CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE LE 21 MAI

Une cérémonie commémorative est certes prévue le 21 mai, date présumée de la mort des moines, mais elle sera discrète, en dehors de la présence des familles des religieux disparus, pour éviter toute récupération politique à quelques jours des élections législatives algériennes. On se contentera donc de poser des stèles sur les tombes où reposent les restes des sept moines. Aujourd'hui, les prénoms sont inscrits à la craie sur de petits cubes de béton.

Avant de devenir un monastère cistercien, Tibehirine – « petit jardin », en langue berbère – fut une exploitation agricole créée à la fin du siècle dernier par un Anglais, un certain Henry J. Mirehouse. Elle couvrait 418 hectares, en grande partie plantés en vigne, selon le plan du domaine initial pieusement conservé par la communauté religieuse.

Arrivés à Tibehirine dans les années 30, les moines trappistes avaient vu grand. Ils prévoyaient d'accueillir près d'une centaine de cisterciens. En réalité, les effectifs de la communauté dépassèrent rarement la vingtaine. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, ils n'étaient plus que cinq frères. La taille du domaine agricole a suivi, réduit à une trentaine d'hectares par la réforme agraire voulue par le président Boumediène. C'était encore trop vaste pour les moines, qui, apiculteurs et modestes producteurs de lavande, ont sous-traité une partie de l'exploitation à des cultivateurs *« associés agricoles »* : le monastère leur offre la terre et les semences, mais récupère la moitié de la récolte.

L'avenir de Tibhérine est incertain. L'archevêque d'Alger, Mgr Teissier, plaide pour un retour progressif des cisterciens, sans attendre la fin du conflit algérien. *« Il faut qu'au plus tôt un groupe de cisterciens puisse se retrouver en Algérie »*, écrivait-il récemment à ses ouailles. Les monastères catholiques en terre musulmane ne sont pas si nombreux que l'Eglise puisse s'offrir le luxe d'en abandonner un. Mais la décision ne dépend pas de l'archevêque d'Alger. Elle est du ressort des moines qui appartiennent au même ordre que ceux de Tibehirine. Installés à Fès, au Maroc, la plupart très âgés, les cisterciens de Notre-Dame de l'Atlas ne sont pas convaincus, eux, de l'urgence d'un retour.

Jean-Pierre Tuquoi

En dépit des élections législatives, le sud du Yémen reste sans véritable représentation politique

ADEN
de notre envoyé spécial

Les élections législatives du 27 avril, marquées par la victoire écrasante du Congrès populaire général du président Ali Abdallah Saleh, n'ont pas réglé le contentieux entre le sud et le nord du Yémen. Vaincus militairement en 1994 après une tentative de sécession qui avait suscité peu de soutien dans leur propre camp, les socialistes, qui avaient choisi de boycotter le scrutin, ont laissé les sudistes sans véritable représentation politique.

Le titre de l'ouvrage d'un universitaire de Sanaa, *L'Unité yéménite, de la fusion immédiate à la colonisation intérieure*, publié en 1995, témoigne des ressentiments du Sud à l'égard d'un Nord plus peuplé (11 millions, contre 4 millions) et surtout plus riche. La réplique du pouvoir permet de mesurer également l'extrême sensibilité du président Saleh aux revendications identitaires. La publication de l'essai dans le journal *Al-Ayam*, qui défend les intérêts du Sud avec passion, a entraîné sa suspension pendant trois mois, et l'universitaire critique, exclu temporairement de l'Université pour propos *« séparatistes »*, a été passé par deux fois à tabac par des inconnus...

Campé dans son bureau de directeur de la publication d'*Al-Ayam* installé dans le quartier du Cratère, à Aden, Tamar Bachrahill s'insurge de l'absence de défenseurs des intérêts sudistes dans les rouages du pouvoir. *« Les membres de l'ancienne direction sudiste qui sont partis à Sanaa sont devenus des fantoches obéissant au doigt et à l'œil au pouvoir. »*

Le directeur de la publication espère que, ces élections passées, le pouvoir fera un geste en faveur du Sud. *« Ils y sont obligés, parce qu'ils sont très soucieux de leur image à l'extérieur. Ils ne peuvent pas nous laisser dans cette situation »*, assure-t-il. Le fait est que le Sud est manifestement « pénalisé » par la tentative de sécession de 1994, même si les autorités se défendent de toute forme d'ostracisme.

« Comment investir à Aden ? », se demande M. Bachrahill. *« Les lois sur la confiscation édictées par les socialistes n'ont toujours pas été abrogées, quel investisseur prendrait le risque de s'engager dans une région où le cadre juridique reste aussi confus »*, ajoute-t-il.

Rétrospectivement, le titre de « capitale économique » décerné à Aden en 1991, aux belles heures de l'unité, pour faire accepter l'installation à Sanaa de la capitale politique laisse rêveur qui s'aventure dans le port, lequel fut l'un des tout premiers mondiaux dans les années 50. Le projet de zone franche censé redynamiser une région laissée en déshérence n'est pas allé plus loin que les cartons. Les quais vieillots, les équipements portuaires antédiluviens et les rares bâtiments mouillés dans la baie de l'ancienne capitale ont du mal à soutenir la comparaison avec les installations des Emirats étincelantes, comme celle de la zone franche de Djebel Ali, de l'autre côté de la péninsule.

Gilles Paris

Victoire écrasante du parti du président

En remportant 187 des 301 sièges en jeu, le Congrès populaire général (CPG) a remporté un véritable triomphe au cours d'élections jugées *« correctes »* par les observateurs internationaux présents mais contestées par les partis de l'opposition comme par l'allié du CGP au gouvernement, le Rassemblement pour la réforme (Islah-islamiste). L'Islah n'a recueilli que 53 sièges contre 54 aux indépendants (dont 39 CGP et 10 islamistes). Les baassistes ont obtenu 3 sièges et les nassériens 2. Deux circonscriptions feront l'objet d'élections partielles ultérieures. Seules deux femmes ont été élues à Aden. Il n'y avait que 21 candidats féminins (moins de 1 % du total). – (*AFP*)

Les pressions s'accentuent sur M. Mobutu pour parvenir à une solution au Zaïre

Un sommet des chefs d'Etat de la région se réunit jeudi 8 mai à Libreville (Gabon)

Le président Mobutu Sese Seko est arrivé mercredi *7 mai à Libreville (Gabon) pour participer, jeudi* matin, à un sommet avec des chefs d'Etat de la région. Il s'agit de trouver une issue pacifique à la crise zaïroise après l'échec de la première rencontre entre le président et son rival, Laurent-Désiré Kabila. A l'est de Kinshasa, de violents combats ont opposé mercredi les troupes rebelles et les Forces armées zaïroises (FAZ).

LE PRÉSIDENT Mobutu Sese Seko a retrouvé ses pairs de la région, jeudi 8 mai, à Libreville, au Gabon, pour tenter de mettre au point une transition négociée au Zaïre. Arrivé la veille, M. Mobutu, qui s'est déclaré *« fatigué »*, a laissé Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad), Ange-Félix Patassé (Centrafrique) et Pascal Lissouba (Congo) *« se concerter d'abord avant »* le sommet régional, qualifié par certains de *« réunion de famille »*. Teodoro Obian Nguema (Guinée-équatoriale) devait rejoindre le groupe jeudi matin.

Trois jours après l'échec de sa rencontre avec le chef des rebelles Laurent-Désiré Kabila, dont les forces poursuivent leur offensive sur Kinshasa, le déplacement du président Mobutu a alimenté les spéculations sur un départ définitif, spéculations auxquelles Washington a mis un terme dans la soirée de mercredi. Le porte-parole de la Maison-Blanche a estimé, en citant l'entourage du président zaïrois, que celui-ci *« pensait rester au Gabon seulement jusqu'à vendredi »*, date de son retour au Zaïre.

VIOLENTS COMBATS À KENGE

Mercredi, des combats violents ont mis aux prises les rebelles et les Forces armées zaïroises (FAZ) autour des villes de Kenge et de Kikwit (respectivement à 200 kilomètres et à 450 kilomètres à l'est de Kinshasa). A Kenge, au moins 200 civils, dont dix secouristes de la Croix-Rouge zaïroise, une centaine de soldats gouvernementaux et 15 rebelles ont été tués mercredi, selon l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF). D'après ce témoignage, des combats de rue entre les FAZ et les forces de Laurent-Désiré Kabila se sont poursuivis toute la journée alors que la rébellion avait affirmé, la veille, s'être emparée de la ville.

L'Alliance rebelle a également rencontré une résistance des FAZ à Kikwit. Les forces gouvernementales *ont assuré avoir tué* 500 rebelles. L'Alliance a démenti ce chiffre mais de nombreux blessés dans ses rangs devaient être évacués de la région, selon des sources informées à Lubumbashi (sud-est), occupée par les rebelles. En revanche, ces derniers auraient continué leur progression vers Bandundu, à plus de 400 kilomètres au nord de Kinshasa. Selon une source informée, ils seraient arrivés mardi soir par le fleuve Kasaï aux alentours de la capitale provinciale.

Parallèlement aux combats et au sommet de Libreville, les initiatives diplomatiques se sont poursuivies, mercredi, pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise. Le vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, a ainsi annoncé, mercredi à Luanda, que M. Mobutu et M. Kabila *pourraient à nouveau se rencontrer* le 14 mai, sans préciser où. Enfin, Bill Richardson, l'envoyé spécial du président Bill Clinton au Zaïre, devait être reçu jeudi par le président Jacques Chirac, à Paris, où se trouvait en début de semaine l'émissaire de l'ONU, Mohammed Sahnoun. Laurent-Désiré Kabila a affirmé mercredi sur Radio-France Internationale qu'il espère que « la position de la France va évoluer ». – (AFP. *Reuter.*)

Du « km 47 » au « km 52 », le cauchemar toujours recommencé...

KISANGANI
de notre envoyée spéciale

« Trop de morts. On n'a pas pu les compter. Ils ont tiré de tous les côtés ». Des réfugiés rwandais racontent. Ils sont arrivés au débarcadère de Kisangani, mardi 6 mai, vers 13 heures. Un camion du HCR les a emmenés aussitôt au centre de transit. Une heure plus tard, ce groupe d'environ 70 personnes – *dont des enfants* – arrivé le matin même à pied d'Opalo, peut enfin souffler. Leur odyssée a commencé lundi 21 avril, au camp « km 25 » de Kasese, à 25 kilomètres de Kisangani, un lieu toujours interdit à la circulation pour les organisations non gouvernementales et pour la presse – officiellement, pour des raisons « de sécurité ».

Ils racontent : *« Dans la nuit de lundi à mardi, vers 2 heures du matin, des militaires* [de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila, la rébellion zaïroise] *arrivés en train ont tiré en l'air et sont entrés dans notre camp de Kasese. A 6 heures, les soldats ont encerclé le camp et nous ont rassemblés.*

» – Vous allez rentrer au Rwanda via Ubundu où un avion vous prendra, *nous a-t-on dit.*

» Certains d'entre nous ont eu peur.

» – Vous n'allez pas nous tuer ?

» – On veut votre sécurité, *nous a-t-on répondu.*

» Tout le monde a fait son bagage.

» – Il faut partir sans bagage".

» Nous avons pris la route vers le village de Biaro. Quelques Zaïrois armés de machettes nous donnaient des coups de bâton. Derrière eux se trouvaient les soldats. Dans le village, les rares paquetages que certains avaient réussi à garder ont été confisqués. La population locale était au courant. Puis nous avons continué à marcher jusqu'au kilomètre 47. Là, des militaires nous ont fait asseoir sur la route, en rangs sous un soleil de plomb. A droite de la route, ils ont commencé à tirer avec des fusils, des mitrailleuses, de tous les côtés. Il y avait beaucoup de cadavres, trop. On n'a pas pu les compter sur la route, du kilomètre 47 jusqu'au kilomètre 52. Les bulldozers ont creusé des fosses communes pour enterrer les cadavres, tout près de la route, dans la forêt. »

Ils disent enfin : *« Nous avons réussi à fuir. Un commissaire de zone nous a protégés. A chaque étape, il désignait un chef pour chacun des quartiers visités et il nous a fait donner à manger. Nous avons, au total, marché deux semaines dans la forêt. On craint tout le monde, les Zaïrois, les militaires. On croyait que le HCR allait survoler les lieux avec son hélicoptère. C'était notre souhait le plus cher. Il faut qu'il le fasse maintenant pour tous ceux qui restent encore dans la forêt et qui ne savent pas que le HCR peut les aider. Dès qu'ils veulent en sortir, les militaires tirent en l'air pour les faire rentrer. »*

Ce nouveau récit conforte les témoignages déjà recueillis sur les atrocités qui auraient été commises au cours des journées du 21 et 22 avril.

Danielle Rouard

L'Alliance bloque toujours l'enquête de l'ONU

Une mission d'enquête de l'ONU sur les massacres qui auraient été commis dans l'est du Zaïre contrôlé par les rebelles est restée bloquée au Rwanda, mercredi 7 mai, par les forces de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila. Arrivée à Kigali samedi 3 mai, la mission souhaite se rendre rapidement à Goma, où la présence de fosses communes a été signalée par des réfugiés. L'Alliance conteste notamment la présence dans cette équipe du rapporteur spécial sur le Zaïre, le Chilien Roberto Garreton, qui a déjà estimé au cours d'une enquête préliminaire que les rebelles ont perpétré des massacres parmi les réfugiés rwandais au cours du mois dernier. Deux délégués du Centre des droits de l'homme de l'ONU ont eu mercredi une deuxième rencontre à Lubumbashi (sud-est du Zaïre) avec le « ministre » de la justice de l'Alliance rebelle, Mwenze Kongolo, pour tenter de débloquer la situation. – *(AFP.)*

Les Etats-Unis et le Mexique s'engagent à étendre leur zone de libre-échange à tout le continent en 2005

MEXICO
de notre correspondant

A l'issue d'une visite officielle de deux jours, le président Bill Clinton a quitté le Mexique, mercredi 7 mai, pour se rendre au Costa-Rica où il se réunira avec les chefs d'Etat des pays d'Amérique centrale, avant de poursuivre son périple aux Caraïbes. M. Clinton et son homologue mexicain, Ernesto Zedillo, ont présenté un bilan largement positif de l'accord de libre-échange entre les deux pays et se sont engagés à l'étendre à l'ensemble de l'Amérique latine en 2005.

Malgré les nombreux contentieux qui empoisonnent les relations entre les deux pays voisins, la première visite de M. Clinton au Mexique depuis son arrivée au pouvoir, en 1993, aura plutôt ressemblé à de chaleureuses retrouvailles entre vieux amis, soucieux d'oublier le passé et de regarder résolument vers l'avenir, à savoir la consolidation de l'accord de libre-échange en vigueur depuis janvier 1994.

BILAN POSITIF

Il a certes été longuement question du trafic de drogue et de l'immigration illégale mais, à la différence du Congrès américain qui reproche au Mexique de ne rien faire pour les combattre, le chef de la Maison-Blanche a reconnu que les responsabilités étaient partagées et que ces problèmes devaient être abordés dans un esprit de coopération. Il est revenu sur le sujet, mercredi, au cours d'une imposante cérémonie, à Mexico.

Après avoir rappelé que plus de 12 millions de résidents américains étaient d'origine mexicaine et que 160 000 Mexicains avaient immigré légalement aux Etats-Unis l'an dernier, M. Clinton a justifié les mesures entrées en vigueur le 1er avril pour accélérer l'expulsion des sans-papiers vers leur pays d'origine. Répondant à l'invitation pressante du Mexique, il a cependant expliqué *qu'il allait demander au Congrès de « corriger certains aspects de la loi sur l'immigration »* afin d'éviter la séparation des familles (2,5 millions de Mexicains seraient en situation illégale aux Etats-Unis).

Face à un auditoire plutôt bienveillant, il a estimé que la solution au problème des clandestins passait avant tout par la création d'emplois au Mexique. Cela lui a donné l'occasion de faire un bilan extrêmement positif de l'accord de libre-échange entre les trois pays de l'Amérique du Nord (Alena), estimant que celui-ci avait permis au Mexique de sortir plus rapidement de la grave crise économique provoquée par la dévaluation du peso en décembre 1994 (après avoir chuté de 6,2 % en 1995, le produit national brut a progressé de 5 % l'an dernier). *« Nombreux étaient ceux qui, dans nos deux pays, croyaient que l'Alena entraînerait des fermetures d'usines et des pertes d'emplois. Ils avaient tort. L'Alena fonctionne pour les Etats-Unis et il fonctionne pour le Mexique »*, a déclaré Bill Clinton.

En dépit de la progression spectaculaire des échanges commerciaux entre les deux voisins, et dans une moindre mesure avec le Canada, les adversaires de l'Alena ne désarment pas, aux Etats-Unis comme au Mexique, plus particulièrement dans les milieux syndicaux. Ils reconnaissent, certes, que les exportations mexicaines ont progressé de 67 % au cours des trois dernières années et que celles des Etats-Unis ont augmenté de 37 %, mais ils soulignent que la dépendance du Mexique à l'égard de son voisin s'est encore aggravée (90 % des exportations sont destinées aux Etats-Unis), même si sa balance commerciale reste pour l'instant excédentaire.

De plus, ils considèrent que les distorsions se sont approfondies du fait du grave déséquilibre entre les deux économies, contribuant en fait à accélérer la fermeture d'entreprises aux Etats-Unis pour transférer des emplois beaucoup plus mal payés au Mexique.

VIBRANT PLAIDOYER

Prenant la relève de Bill Clinton sur le podium, le président mexicain a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur du libre-échange et de l'économie de marché, *« à visage humain et accompagnée de sensibilité sociale »*.

Rejetant les arguments des adversaires de l'Alena, il a expliqué que cet accord *avait permis* au Mexique de *« devenir le troisième partenaire commercial des Etats-Unis »*, derrière le Canada et le Japon (les échanges ont atteint près de 150 milliards de dollars l'an dernier) et d'améliorer ses performances en matière de productivité. Profondément convaincu que le libre-échange est *« l'un des plus puissants moteurs du développement pour mettre fin aux inégalités sociales »*, il annoncé que le Mexique appuyait son extension à l'ensemble du continent.

Plus précis, le secrétaire américain au commerce, William Daley, qui accompagnait le président Clinton à Mexico, a estimé que l'accord continental pourrait entrer en vigueur en 2005, à condition toutefois que le Congrès accepte d'accélérer le processus de négociation, comme il l'avait fait avec l'Alena. En quittant Mexico, Bill Clinton semblait convaincu que le succès de son premier séjour en Amérique latine, où il se rendra de nouveau en octobre pour visiter le Brésil, l'Argentine et le Venezuela, allait contribuer à vaincre les réticences du Congrès.

Bertrand de la Grange

Lire aussi notre éditorial page 12

Bill Clinton a pris date avec l'opposition

Le président Clinton a rencontré, mardi 6 mai, séparément, les représentants des deux principales formations d'opposition du Mexique, le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) et le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche). Il s'agit d'une première dans l'histoire des relations entre les deux pays, et le changement d'attitude de Washington intervient alors que la suprématie du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est menacée après soixante-huit ans de pouvoir ininterrompu.

***« Il nous a dit qu'une éventuelle victoire de l'opposition aux élections du 6 juillet ne le préoccupait absolument pas et qu'il souhaitait maintenir des relations stables et constructives quel que soit le résultat du scrutin »*, a déclaré le président du PAN, Felipe Calderon, à l'issue d'une conversation de quinze minutes avec M. Clinton. M. Calderon et son collègue du PRD, *Andres Lopez Obrador*, ont exprimé leur désaccord avec la politique d'immigration menée par les Etats-Unis.**

Un moine tibétain a été condamné pour atteinte à « l'unité nationale »

PÉKIN. Un moine tibétain a été condamné à six ans de prison pour atteinte à *« l'unité nationale »*, a annoncé mercredi 7 mai l'agence Chine Nouvelle. Chadrel Rinpoche était poursuivi pour avoir révélé au dalaï-lama, le chef spirituel des Tibétains, l'identité de celui que Pékin avait choisi pour devenir le panchen lama, « numéro deux » du lamaïsme tibétain. Une vive rivalité oppose Pékin au dalaï-lama dans cette affaire de désignation du successeur du dixième panchen lama, décédé en 1989. Le 14 mai 1995, le dalaï-lama avait rendu public, avant Pékin, le nom du jeune garçon de six ans, Gedhun Choekyi Nyima, considéré comme la réincarnation du dixième panchen lama. Furieuses, les autorités chinoises avaient immédiatement accusé Chadrel Rinpoche, responsable de l'équipe chinoise envoyée par Pékin pour localiser le nouveau panchen lama, d'avoir communiqué le nom de ce jeune garçon au chef spirituel des Tibétains. Pékin a alors désigné un autre garçonnet, Gyaincain Norbu. – *(AFP.)*

Une vive polémique renaît au Canada autour de la souveraineté du Québec

MONTRÉAL. L'ancien premier ministre du Québec Jacques Parizeau, a déclenché, mercredi 7 mai, une vive polémique dans la classe politique canadienne en affirmant, dans un livre à paraître, que, si les souverainistes avaient gagné le référendum d'octobre 1995, il aurait immédiatement déclaré la souveraineté du Québec. Dans ce livre, *« Pour un Québec souverain »*, à paraître la semaine prochaine et dont le quotidien *Le Soleil* a publié des extraits, M. Parizeau explique qu'il n'aurait pas attendu plus de dix jours pour proclamer unilatéralement la souveraineté du Québec. Il précise même qu'il avait engagé une semaine avant le référendum une *« opération destinée à faire aboutir la reconnaissance du Québec par la France »*. M. Parizeau aurait eu en janvier 1995 *« divers contacts de haut niveau en France »*, en particulier avec l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing. Les responsables souverainistes du Québec se sont dissociés de M. Parizeau. Le premier ministre, Lucien Bouchard, a exprimé sa *« stupéfaction »*, en soulignant que la démarche de M. Parizeau contredisait un accord de juin 1995 prévoyant qu'en cas de *« oui »* au référendum des négociations sur un partenariat seraient engagées avec le gouvernement fédéral, avant toute déclaration de souveraineté. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE : les nouveaux députés** britanniques ont réélu à l'unanimité, mercredi 7 mai, la travailliste Betty Boothroyd au poste de « speaker » de la Chambre des communes. Tony Blair a d'autre part réuni l'ensemble des élus du Labour et les a mis en garde contre toute indiscipline. Il leur a rappelé qu'ils étaient les *« serviteurs du peuple »* britannique. – *(Corresp.)*

■ **SLOVAQUIE : l'opposition** slovaque a appelé mercredi 7 mai à voter « oui » lors du référendum sur l'entrée de la Slovaquie dans l'OTAN et sur l'élection du chef d'Etat au suffrage universel, qui se déroulera les 23 et 24 mai. Le premier ministre, Vladimir Meciar, n'a pas donné de consigne pour les questions concernant l'OTAN et appelle au boycottage de celle portant sur l'élection présidentielle. – *(AFP.)*

■ **BULGARIE : le nouveau Parlement** bulgare issu du scrutin du 19 avril a élu lors de sa première réunion, mercredi 7 mai, M. Yordan Sokolov à sa présidence. M. Sokolov est le vice-président de l'Union des forces démocratiques, noyau dur de la coalition anticommuniste qui a remporté les élections. Le Parlement s'est fixé deux objectifs : relancer les réformes économiques et lutter contre la criminalité et la corruption. – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : le ministre de l'intérieur**, Leszek Miller, a limogé mercredi 7 mai le chef des services de protection des personnalités, après que des édudiants polonais ont jeté dimanche des œufs en direction du président polonais, Alexandre Kwasniewski, lors de sa visite à Paris. Les jeunes Polonais, s'affirmant partisans de Lech Walesa, avaient déclaré vouloir faire une *« blague politique »*. – *(Reuter.)*

■ **OTAN : le conseil de l'OTAN** a approuvé, mercredi 7 mai, à Bruxelles, la nouvelle définition des fonctions attribuées au général européen qui sera commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe. Ce mandat – actuellement confié à un général britannique – donne à son titulaire la responsabilité d'assurer les liens entre l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de préparer les moyens de l'OTAN qui seraient adaptés à une mission décidée par la seule Europe. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **LIBYE : la Libye** élabore de nouvelles propositions visant à régler l'affaire Lockerbie, a-t-on appris mercredi 7 mai auprès de la Ligue arabe. Celles-ci seront examinées le 25 mai à Tripoli lors d'une visite du secrétaire général de la Ligue, M. Esmat Abdel Méguid. La Libye refuse d'extrader sans conditions vers la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis deux de ses ressortissants soupçonnés d'implication dans l'explosion d'un avion de la PanAm au dessus de Lockerbie (Ecosse) en 1988. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : les autorités de Jésuralem** ont été mises en accusation, mercredi 7 mai devant le Comité de l'ONU contre la torture, pour ses interrogatoires musclés de Palestiniens soupçonnés de préparer des attentats. Une personne est morte d'un traumatisme crânien pendant ces séances en 1995. *Le comité doit rendre ses conclusions publiques* vendredi pour établir si Israël viole ou non la convention internationale contre la torture entrée en vigueur en 1987. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDE : des guérilleros séparatistes** ont tué, mercredi 7 mai, vingt soldats indiens au Tripura, dans l'attaque la plus meurtrière contre les forces indiennes dans cette région de l'extrême nord-est du pays. Des mouvements de guérilla tribaux luttent depuis des années pour la constitution d'une entité tribale indépendante au Tripura, un Etat frontalier du Bangladesh. – *(AFP.)*

■ **HONGKONG : les Etats-Unis** continueront de traiter Hongkong comme une « entité économique autonome », après son retour sous *souveraineté chinoise le 1er juillet, a indiqué mercredi 7 mai le secrétaire* adjoint au Trésor, Lawrence Summers. Près de 1 100 compagnies américaines emploient 250 000 personnes sur le territoire, soit presque 10 % de la population active, selon les chiffres du Trésor. – *(AFP.)*

■ **CAMBODGE : le roi Norodom Sihanouk** a demandé, jeudi 8 mai, la constitution d'un tribunal international pour juger les dirigeants khmers rouges coupables du génocide au Cambodge, et s'est déclaré prêt à comparaître devant une telle instance. Il a ajouté qu'il fera *« abstraction »* de son immunité royale et demandera à un tribunal de le *« juger également, en même temps que Pol Pot, Ieng Sary, Ta Mok, Son Sen, Nuon Chea et Kieu Samphan »*. Le roi est accusé par certains d'avoir favorisé l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges en 1975 pour se débarrasser du régime pro-américain qui l'avait renversé cinq ans auparavant. – *(AFP.)*

■ **TAÏWAN/JAPON : des manifestants** taïwanais se sont heurtés, jeudi 8 mai, aux forces de l'ordre alors qu'ils tentaient, – pour la deuxième journée consécutive –, de faire irruption dans le bureau de représentation du Japon à Taïpeh pour protester contre le débarquement de quatre nationalistes japonais sur les îles Senkaku (Diaoyu en Chinois). Dix militants du Comité d'action et de défense des îles Diaoyu ont jeté des œufs sur le bureau de représentation aux cris de *« A bas le militarisme japonais ! »*. – *(Reuter)*

L'étude américaine sur l'or volé par les nazis est accablante pour la Suisse

Le métal précieux confisqué aux victimes de la Shoah était fondu avec celui des banques centrales

Au terme d'un travail de sept mois sur près d'un million de pages d'archives, le rapport commandé par l'administration américaine sur le sort de l'or et des biens volés par les nazis a été rendu public mercredi 7 mai. Il est accablant pour les pays neutres, qui ont *« pris prétexte de leur neutralité pour fuir les considérations morales »* ; mais il est aussi sévère pour les Etats-Unis et les Alliés.

NEW YORK
de notre correspondante

Les conclusions de l'étude sur le sort de l'or et des biens volés par le IIIe Reich sont rendues dans un rapport de 200 pages (et 200 d'annexes) préparé par l'historien en chef du département d'Etat, William Slany, sous la direction de l'ambassadeur Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'Etat au commerce, auquel le président Clinton avait confié la tâche en octobre dernier de faire toute la lumière sur l'état des connaissances américaines sur cette question. Onze administrations, dont celle du Trésor, la CIA et le FBI, ont collaboré aux recherches sur ce que M. Eizenstat a défini mercredi devant la presse comme *« l'un des plus grands cambriolages jamais perpétrés par un Etat* [l'Allemagne nazie] ».

Selon le rapport, qui se veut préliminaire car des millions de pages de documents restent à consulter, l'Allemagne nazie a confisqué, pour financer son effort de guerre, 580 millions de dollars en or aux banques centrales des pays occupés (6,5 milliards de dollars en valeur actuelle) et saisi *« un montant indéterminé de biens aux personnes privées victimes des atrocités nazies »*. De cet or pillé, *« environ 400 millions sont allés en Suisse »*, dont les réticences à restituer les biens entreposés dans ses coffres ont été la cible depuis un an d'une offensive conjointe du sénateur américain Al d'Amato, président de la commission bancaire du Sénat, et du Congrès juif mondial. Edgar Bronfman, le président du Congrès juif mondial, a qualifié mercredi le rapport américain de *« document historique »*, qui *« conforte les revendications, les craintes, les témoignages des survivants de l'Holocauste et leur juste exigence d'une restitution morale et matérielle »*.

La plus terrible révélation du rapport concerne en effet la fusion faite par les nazis de l'or des banques centrales et de l'or volé aux victimes. Il y a seulement quelques semaines, les historiens américains ont découvert dans les archives du Trésor des microfilms des archives de la Reichsbank ; celle-ci avait établi un compte spécial, le *« compte SS Bruno Melmer »*, sur lequel étaient déposés les métaux précieux confisqués aux victimes des camps de concentration. M. Eizenstat a présenté mercredi la photo de l'un des bordereaux du compte qui apparaissaient fréquemment dans les fichiers de la Reichsbank : *« 854 anneaux, un coffre d'objets en argent, un coffre d'or dentaire, 29 996 grammes »*. Le tout était ensuite fondu avec les lingots de l'or des banques centrales. C'est ainsi, établit le rapport Eizenstat, qu'*« une partie significative »* de cet or *« non monétaire »* a été transféré en Suisse et en Italie, sans que rien ne permette de dire que la Suisse ait soupçonné l'origine de cet or.

Cette fusion de l'or monétaire et de l'or non monétaire a une autre conséquence : lorsque, après la guerre, une commission tripartite de l'or, composée des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, a été créée pour restituer l'or aux Etats dont les banques centrales avaient été pillées, elle a en grande partie récupéré cet or auprès des pays neutres. Ce qui n'était à l'époque qu'un soupçon est donc aujourd'hui pour les Américains une certitude : *« l'or des victimes entachait »* aussi l'or de la commission tripartite. Pour ne pas se perdre dans les réclamations individuelles, les Alliés, divisés sur cette question, avaient préféré fermer les yeux et restituer d'office l'or aux Etats : 329 tonnes d'or ont ainsi été redistribuées, le dernier pays à en profiter ayant été l'Albanie en octobre 1996 ; il reste aujourd'hui 6 tonnes, d'une valeur actuelle de 70 millions de dollars, dans les coffres de la Réserve fédérale de New York et à Londres, qui devaient être réparties entre la France, l'Autriche, les Pays-Bas et l'Italie, mais que les membres de la commission tripartite ont décidé de geler en février. M. Eizenstat a proposé mercredi à la France et à la Grande-Bretagne qu'une *« partie substantielle »* de cet or soit versé à un fonds destiné aux victimes, en particulier aux juifs des pays de l'Est qui n'ont jamais reçu la moindre compensation, et non plus aux Etats. Il a également réclamé la déclassification des archives de la commission tripartite qui, plus de cinquante ans après sa création, n'ont jamais été ouvertes. Enfin, Washington propose la convocation d'une conférence internationale d'historiens et d'experts, cet automne, sur la question de l'or nazi et des biens juifs.

> « Ce que nous avons découvert,
> c'est ce que la guerre froide avait balayé (...).
> Dans les années 60 et 70,
> nous n'avions pas saisi les implications
> de ce que nous avions sous les yeux »

Pourquoi les Alliés, menés par les Etats-Unis, ont-ils toléré si longtemps les réticences de la Suisse et d'autres pays neutres à rendre l'or nazi, au mépris de leurs engagements internationaux ? La réponse, admet aujourd'hui Washington, tient en deux mots : guerre froide. *« Aux objectifs de la période de guerre succédèrent la nécessité de reconstruire une Europe intégrée, puis les impératifs de la guerre froide, notamment la création de l'OTAN pour contenir la menace soviétique »*, reconnaît le rapport. Les priorités avaient changé. Il fallait remettre sur pied l'économie allemande, bâtir sa démocratie. Si les pays neutres avaient rendu tout l'or entreposé chez eux par les nazis, ils auraient exigé, en échange, que l'Allemagne paie ses dettes.

M. Eizenstat trouve un motif d'*« optimisme »* dans le fait qu'aujourd'hui plusieurs pays européens, dont la France, ont entrepris eux aussi de fouiller dans leur passé. *« Ce que nous avons découvert,* dit l'auteur du rapport, William Slany, *c'est ce que la guerre froide avait balayé, laissant en friche tout un monde de problèmes et de difficultés. Nous avons découvert combien reste encore à examiner. Il y a encore tant de choses que nous ne comprenons pas. »* Et de poursuivre par cet extraordinaire aveu, pour l'historien qui, il y a vingt-cinq ou trente ans, avait déjà travaillé sur ces archives : *« Dans les années 60 et 70, nous n'avions pas compris ; c'est mon grand regret. Nous n'étions pas allés jusqu'au bout, et nous n'avions pas saisi les implications de ce que nous avions sous les yeux. »*

Sylvie Kauffmann

Londres renforce ses relations avec Paris et Bonn

Robin Cook a rencontré Lionel Jospin

LONDRES poursuit son offensive pour convaincre de sa volonté de réintégrer pleinement le jeu européen. Venu mercredi 7 mai à Paris et à Bonn pour prendre contact avec ses homologues français et allemand, Hervé de Charette et Klaus Kinkel, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a, dans ses déclarations publiques, revendiqué pour la Grande-Bretagne un rôle majeur aux côtés de la France et de l'Allemagne dans l'Union européenne. Dans les deux capitales, M. Cook est également allé porter son message aux chefs du Parti socialiste, Lionel Jospin, et du Parti social-démocrate allemand, Oskar Lafontaine. *« Nous sommes des partis frères et nous avons des positions plutôt proches sur nombre de sujets »*, a déclaré M. Jospin à l'issue de leur entretien.

De part et d'autre du Rhin, Robin Cook, a réaffirmé l'intention des dirigeants britanniques de prendre une part active à la recherche de solutions pour faire progresser la contruction européenne. *« Nous voulons que la Grande-Bretagne soit l'un des trois leaders de l'Union européenne, œuvrant ensemble dans l'intérêt de nos peuples- »*, a-t-il ainsi déclaré après sa rencontre avec M. de Charette. Dans un geste symbolique, Paris et Bonn ont salué cette bonne volonté en annonçant simultanément une première initiative conjointe avec Londres pour relancer les négociations internationales sur l'interdiction des mines antipersonnel, un sujet qui avait été souvent soulevé pendant la campagne britannique.

En France comme en Allemagne, le changement de ton britannique continue de susciter l'espoir d'une nouvelle phase de coopération qui facilitera les négociations en cours au niveau européen. On perçoit cependant dans les deux capitales une certaine prudence en attendant de voir concrètement à l'œuvre le nouveau premier ministre, Tony Blair. A l'issue de son entretien avec M. Cook, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a éludé la question d'une relation triangulaire particulière entre Paris, Bonn et Londres, estimant que chacun a son rôle à jouer.

PRUDENCE

La rencontre que Tony Blair doit avoir vendredi à Londres avec le président en exercice de l'Union, le premier ministre néerlandais Wim Kok, pour préparer le prochain sommet européen du 23 mai sur la réforme du traité de Maastricht, sera suivie avec intérêt. Dans ses conversations à Paris, M. Cook a laissé entendre que, si son gouvernement était ouvert sur beaucoup de sujets, il serait bon que ses partenaires évitent de le mettre sous pression sur certains points considérés comme très sensibles, comme les contrôles aux frontières nationales, ou la défense européenne. Avant la réunion ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale, qui se tient la semaine prochaine à Paris, M. Cook a plaidé pour que l'on exige pas de Londres des engagements qu'ils ne pourrait pas prendre.

A Paris comme à Bonn, le secrétaire au Foreign Office s'est montré prudent sur la participation britannique à la monnaie unique. Bien que l'entrée de la livre dans l'Union monétaire dès 1999 paraisse exclue, on considère comme important à la Banque de France la décision de M. Blair d'accorder plus d'indépendance à la Banque d'Angleterre. La nomination, mercredi, du président de BP, David Simon, fervent partisan de la monnaie unique, comme secrétaire d'Etat au commerce et à la compétitivité européenne, est un signal que les choses pourraient bouger là aussi plus vite que prévu.

Henri de Bresson et Lucas Delattre

La Confédération sous le choc du rapport Eizenstat

BERNE
de notre correspondant

Une fois n'est pas coutume : les autorités helvétiques n'ont pas attendu pour réagir au rapport Eizenstat présenté mercredi 7 mai à Washington et critiquant sévèrement la Suisse pour ses relations avec l'Allemagne nazie. A peine cette étude du gouvernement américain avait-elle été rendue publique que le Conseil fédéral exprimait l'émoi provoqué dans le pays par les révélations selon lesquelles la Banque nationale suisse (BNS) aurait acheté à la Reichsbank des lingots comprenant de l'or ayant appartenu à des victimes de l'Holocauste.

Dans une déclaration lue mercredi soir à l'issue d'une séance extraordinaire du gouvernement consacrée à une première évaluation du rapport Eizenstat, le ministre des affaires étrangères, Flavio Cotti, a reconnu que cette étude constitue *« une nouvelle contribution à la mise en lumière des transactions d'or durant la seconde guerre mondiale »*.

Si, dans l'ensemble, le rapport confirme les faits et chiffres fournis par la Banque centrale suisse sur ses transactions d'or avec l'Allemagne hitlérienne, il n'en révèle pas moins qu'une petite partie de cet or proviendrait de la fonte de bijoux, dents et autres objets ayant appartenu à des personnes disparues dans les camps de concentration.

« FAUSSE IDENTITÉ »

« Si cela se confirmait, a dit M. Cotti, *il s'agirait d'éléments nouveaux extrêmement choquants. Il nous est presque impossible d'appréhender avec quel cynisme et avec quel sang-froid les sbires du nazisme ont refondu l'or de leurs victimes pour le revendre sous forme d'or ordinaire de Banque centrale. »* Le rapport Eizenstat souligne que les dirigeants de l'institut suisse d'émission de l'époque *« ne savaient pas »* qu'ils achetaient de l'or confisqué aux victimes du nazisme. *« L'or était livré sous une fausse identité »*, a précisé l'actuel président de la BNS, Jean-Pierre Roth, qui s'est déclaré *« terriblement choqué de cette information »*.

Pourtant directement mis en cause pour leur contribution à *« l'effort de guerre »* de Hitler et pour leur intransigeance dans la restitution des fonds en déshérence, les banquiers se montrent comme à leur habitude beaucoup plus circonspects. Ainsi, pour l'Association suisse des banquiers, *« le rapport Eizenstat est un document de l'administration américaine et il appartient à la commission d'historiens mise en place par le gouvernement fédéral de l'approfondir en se référant à des archives différentes et en présentant le point de vue d'autres Etats concernés »*.

Alors que la Suisse est montrée du doigt pour ses manquements pendant la guerre et les ambiguïtés de sa neutralité, le Conseil fédéral a regretté que le rapport *« n'ait pas suffisamment tenu compte de la situation extrêmement difficile »* que vivait le pays encerclé par les puissances de l'Axe.

Selon lui, *« la Suisse n'avait pas le choix »* et *« pour vivre, elle devait commercer avec tous les pays »*. Il indique aussi que *« la quasi-totalité de la population était opposée aux nazis »*, et que le rapport Eizenstat mentionne *« la grande importance économique et politique que revêtait la Suisse pour les Alliés »*.

Après avoir été amené, sous la pression extérieure, à reconsidérer son passé, le Conseil fédéral assure que *« la Suisse veut que toute la vérité éclate »*. Il rappelle qu'il a chargé une commission d'experts de faire la lumière sur cette sombre période et lui demande de prendre également en compte le rapport Eizenstat dans ses investigations.

Il cite de plus les diverses initiatives déjà prises ou en gestation pour venir en aide aux victimes de l'Holocauste et retrouver les fonds en déshérence. Par ailleurs, il a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de renégocier l'accord de Washington conclu en 1946 avec les Alliés et en vertu duquel Berne avait versé 250 millions de francs suisses pour régler la question des opérations sur l'or avec l'Allemagne hitlérienne.

Jean-Claude Buhrer

Le Tribunal de La Haye reconnaît le Serbe Dusan Tadic coupable de crimes contre l'humanité

LE TRIBUNAL pénal international pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie (TPI), qui siège à La Haye (Pays-Bas), a reconnu, mercredi 7 mai, le Serbe de Bosnie Dusan Tadic, coupable de crimes contre l'humanité, pour son implication dans la politique de *« nettoyage ethnique »* menée contre les Musulmans de Bosnie, mais l'a déclaré non coupable du chef d'accusation de meurtre. Ancien propriétaire de bar, Tadic était accusé d'avoir tué 13 Musulmans et d'en avoir torturé 18 autres dans les camps de prisonniers d'Omarska, Keraterm et Trnopolje, dans le nord de la Bosnie, au cours d'opérations menées de mai à décembre 1992.

Arrêté en Allemagne en février 1994, alors qu'il rendait visite à sa famille, Dusan Tadic a déjà passé plus de trois ans en détention. Il risque une peine de réclusion à vie. L'avocat yougoslave de Tadic, Me Milan Vujin, a annoncé que son client faisait appel, précisant qu'il allait apporter de nouveaux éléments. *La date du verdict, initialement fixée au 1er juillet,* pourrait en conséquence être reportée. Le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Mme Louis Arbour (Canada), a pour sa part laissé entendre que son bureau se préparait à aller lui-même en appel contre le jugement prononcé, l'accusation n'étant *« pas d'accord »* avec la décision de la chambre.

« Nous sommes déçus que toutes les charges pesant contre Tadic n'aient pas été retenues, mais nous espérons que la sentence sera appropriée, en raison des crimes commis », a déclaré, mercredi à Sarajevo, Mirza Hajric, conseiller du président bosniaque Alija Izetbegovic. *« Le fait que Tadic ait été reconnu coupable de crimes contre l'humanité confirme la position du gouvernement bosniaque qui accuse les dirigeants des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et le général Radko Mladic, d'avoir planifié et organisé un génocide »*, a conclu le conseiller.

75 INCULPÉS

Créé en mai 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU, afin de poursuivre les personnes accusées de crimes de guerre dans la défunte fédération de Yougoslavie depuis 1991, le TPI, inauguré en novembre 1993, emploie plus de 300 personnes de 36 nationalités, dont 11 juges répartis en deux chambres de première instance, et une chambre d'appel, composée de 5 juges. Le TPI a inculpé 75 personnes pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ou génocide, dont 51 Serbes de Bosnie, 3 officiers serbes appartenant à l'ancienne armée yougoslave, 18 Croates de Bosnie et 3 Bosniaques musulmans.

Le 29 novembre 1996, le tribunal a prononcé la première condamnation de son histoire, en condamnant à une peine de 10 ans de prison Drazen Erdemovic, un Croate de Bosnie, pour sa participation aux exécutions de Musulmans à Srebrenica, en juillet 1995. Huit accusés sont actuellement détenus aux Pays-Bas et en Croatie. Les 67 autres suspects, dont les anciens chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, tous deux accusés de génocide et de crimes contre l'humanité, sont toujours en liberté. Quatre procès sont en cours, deux en attente de jugement en première instance, et deux autres en attente d'appel. – *(AFP, Reuter.)*

Le providentiel « trésor caché » du budget américain

WASHINGTON
de notre correspondant

Personnalité jusque-là ignorée des médias, June O'Neill, directeur de l'Office budgétaire du Congrès (CBO), mérite à coup sûr le titre de plus grand « prestidigitateur fiscal » de tous les temps. Son pouvoir semble dépasser celui du grand argentier des Etats-Unis, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin. La presse américaine vient de rendre un hommage mérité, quoique dubitatif, à ses talents : vendredi 2 mai, alors que les discussions entre la Maison Blanche et les républicains pour aboutir à un compromis sur l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2002 piétinaient, le directeur du CBO a adressé à la hâte une missive aux négociateurs. En refaisant ses comptes, il venait de découvrir 225 milliards de dollars !

Comment ? Très simple : l'incroyable « boom » de la croissance américaine, qui ne cesse de confondre les économistes, entraîne une explosion inespérée des recettes fiscales, ce qui permet de réduire d'autant les prévisions du déficit. M. O'Neill fut accueilli comme le Messie : il apportait sur un plateau l'équivalent de 1 282 milliards de francs sur cinq ans, soit un peu plus que le montant total des recettes du budget français pour 1997 (1 269 milliards de francs) ! Pour l'Etat fédéral, cette manne signifie un bonus de 45 milliards de dollars (256 milliards de francs) par an.

EUPHORIE

Du coup, tout devenait simple : la réduction des dépenses (notamment sociales) n'avait pas besoin d'être aussi draconienne et l'allégement de la fiscalité devenait facile, puisque l'on pouvait compter sur de confortables réserves. Bref, quelques heures après avoir épluché, un peu incrédules, les comptes de M. O'Neill, les experts de la Maison Blanche et du Parti républicain annonçaient triomphalement un accord « historique ». Dans la foulée de cette euphorie budgétaire, ils renonçaient à leur accord de la veille tendant à réviser à la baisse l'indice des prix à la consommation (CPI), une décision qui permettait pourtant d'économiser quelque 35 milliards de dollars.

Mais personne ne tenait à se mettre à dos les toutes-puissantes associations de retraités, dont les allocations évoluent en fonction du CPI, un indice qui surestimerait l'inflation d'au moins 1,1 %. Par souci de « rigueur » fiscale, Bill Clinton et les responsables républicains ont vertueusement expliqué que, au moins dans l'immédiat, ils ne prendront en compte que 11,5 % du contenu de cette « cassette » budgétaire, le reste étant mis de côté pour des temps plus incertains.

Si la conjoncture économique se maintient, les Etats-Unis devraient donc avoir un budget équilibré en 2002, pour la première fois depuis la présidence de Lyndon Johnson (1963-1969). Bill Clinton se voit d'un seul coup lavé de l'accusation d'irresponsabilité fiscale qui, historiquement, « colle » aux démocrates. Sauf accident, la postérité pourrait retenir l'image d'un président qui a conduit l'Amérique à travers une exceptionnelle période de prospérité, tout en équilibrant les comptes. Les républicains, de leur côté, peuvent prétendre avoir réalisé l'un des objectifs essentiels de leur « révolution » conservatrice de 1994. Tout cela grâce à ce que le *Wall Street Journal* appelle le « miracle d'O'Neill ». Un saint homme, assurément...

Laurent Zecchini



Londres renforce ses relations avec Paris et Bonn

MAJORITÉ Valéry Giscard d'Estaing, très discret depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, est intervenu dans la campagne électorale, mercredi 7 mai, sur France 2. Après avoir rappelé son *hostilité à l'initiative du président de* la République, il a distillé de nombreuses remarques acides sur Alain Juppé et multiplié les conseils à Jacques Chirac. ● FRANÇOIS LÉOTARD, *président de l'UDF*, était intervenu, dans la journée, lors d'un déplacement dans les Alpes-Maritimes, pour appeler à la cohésion de la majorité et rappeler à l'ordre, explicitement *ceux qui veulent faire entendre* leur différence, comme MM. Pasqua, Séguin ou Madelin. ● LES RESPONSABLES de la majorité s'interrogent, dès à présent, sur les différents scénarios sur lesquels pourrait déboucher une victoire. Des rumeurs sur le non-maintien d'Alain Juppé à Matignon recommencent à circuler.

La droite spécule sur l'avenir d'Alain Juppé

Valéry Giscard d'Estaing souhaite que Jacques Chirac écoute les Français. Sans demander formellement le départ du premier ministre, il recommande à la majorité de « gouverner autrement ». Le chef du gouvernement laisse entendre qu'il ne désire pas conserver cette fonction

IL L'AVAIT PROCLAMÉ « le meilleur de sa génération », et l'avait adoubé, en mars 1995 pendant la campagne présidentielle, le plus capable d'occuper les fonctions de premier ministre. Bref, Valéry Giscard d'Estaing tenait Alain Juppé dans la plus grande estime. L'ancien président de la République doit d'ailleurs accueillir le chef du gouvernement dans ses terres auvergnates, lundi 12 mai, à Clermont-Ferrand, pour un meeting commun. Mais des affinités avec un homme dont il vante souvent la *« courtoisie »* ne sauraient empêcher M. Giscard d'Estaing de livrer, comme il le fait périodiquement, son point de vue lorsqu'il estime que la majorité a besoin de ses conseils. C'est ce qu'il a fait, sans s'embarrasser outre mesure de précautions oratoires, mercredi 7 mai, au journal de France 2.



A la fois suave et mordant, l'ancien président de la République a longuement expliqué qu'avant tout, *« les Français veulent être gouvernés autrement »*, que la dissolution leur donne une chance de le faire savoir, et que, lorsque viendra pour Jacques Chirac le moment de nommer le prochain premier ministre, il *« souhaite que dans le choix que fera* [le chef de l'Etat], *confirmation ou nomination, il le fasse en tenant compte de ce que les Français auront voulu dire »*. Bref, tout en se gardant de se prononcer explicitement sur le maintien d'Alain Juppé à Matignon – *« je n'indique ni qu'il doit le changer, ni qui il doit choisir »* –, M. Giscard d'Estaing a longuement expliqué qu'après les élections législatives, la majorité serait bien avisée de présenter un autre visage.

Le président du conseil régional d'Auvergne a raconté comment, consulté, quelques heures avant l'annonce officielle, par M. Chirac sur la dissolution de l'Assemblée nationale, il l'avait mis en garde : *« Il m'a demandé mon avis et je lui ai donné un avis négatif. »* Deux raisons à cela : d'abord parce que le bouleversement des échéances normales ne va pas, à ses yeux, dans le sens d'une *« démocratie apaisée »*. Ensuite *« parce que les enquêtes d'opinion montraient que ce n'était pas le fonctionnement de la majorité qui était en cause, c'était plutôt que les Français étaient majoritairement mécontents de la manière dont ils étaient gouvernés »*, a expliqué M. Giscard d'Estaing.

« J'ai dit au président de la République qu'il prenait un risque puisque le débat allait se déplacer (...) vers une question sur laquelle il y avait une opinion négative des Français, qui était la manière dont ils étaient gouvernés », a-t-il ajouté. Or les Français, croit savoir M. Giscard d'Estaing, ne veulent ni reconduire une majorité qui poursuivrait sur sa lancée, ni permettre le retour de la gauche, dont ils n'ont *« pas fini de payer la facture »*. Ils veulent au contraire *« pouvoir envoyer un troisième message : on garde la majorité, mais pour gouverner autrement »*. Pour autant, dans le bilan de la majorité, *« tout n'est pas mauvais, il ne faut pas exagérer »*, tout comme Alain Juppé *« a des qualités, il ne faut pas non plus.... »*, a-t-il concédé à plusieurs reprises dans un sourire, en expliquant qu'il avait autrefois *« suffisamment souffert de l'injustice »* pour ne pas être *« injuste »* à son tour.

« COUPS DE GRIFFES »

D'ailleurs, l'ancien chef de l'Etat avait eu l'occasion de faire part de ses observations au premier ministre, qui l'a longuement reçu, à l'hôtel Matignon, mercredi matin. La conversation a notamment porté sur la poursuite de la décentralisation et le transfert de la formation professionnelle aux régions, de nouveau réclamée par M. Giscard d'Estaing mercredi soir, et sur la réforme du mode de scrutin régional, pour laquelle le président de la région Auvergne milite avec insistance depuis l'élection présidentielle.

M. Giscard d'Estaing a également fait part au premier ministre de son regret de ne pas avoir été *« utilisé »*, pour un rôle à sa mesure, après l'élection de M. Chirac à la présidence de la République. Aussi c'est sans trop d'inquiétude que l'entourage de M. Juppé, en déplacement dans la Somme, s'attendait, mercredi après-midi, à quelques « coups de griffes » de l'ancien président de l'UDF.

Les propos de M. Giscard d'Estaing concluaient une journée de spéculations, au sein de la majorité, sur l'avenir d'Alain Juppé à Matignon. Dans un entretien à *Valeurs actuelles* daté 10 mai, Bernard Debré (RPR), ancien ministre d'Edouard Balladur, déclare ainsi que, pour l'efficacité de sa campagne dans l'Indre-et-Loire, il *« aimerai*[t] *pouvoir être plus explicite sur l'après-juin (...), en annonçant par exemple à nos électeurs que le prochain premier ministre s'appellera Philippe Séguin ou Edouard Balladur »*. *« Mes électeurs me disent : "comment confier au même homme, quelles que soient ses immenses qualités, le soin de mener en quarante jours la rupture qu'il n'a pu imposer en deux ans" »*, explique le frère du ministre de l'intérieur.

De ces propos, M. Juppé ne pense *« franchement rien »*. Edouard Balladur, lui, a refusé, sur LCI, de *« s'associer si peu que ce soit à ce qui est une sorte d'opération personnelle »* contre M. Juppé, tandis que Raymond Barre ne voit, dans l'impopularité du chef du gouvernement, que des électeurs qui *« se défoulent »* avant de retrouver leur *« raison »*. *« Coup de chapeau à Juppé, et pas le coup de pied de l'âne »*, s'est exclamé Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) qui, sur France-Info, a déploré que le premier ministre en prenne *« plein la figure aujourd'hui »*.

Le président de l'UDF, François Léotard, qui avait souhaité, mardi, sur France 2, qu'une victoire de la majorité, le 1er juin, soit l'occasion d'un *« profond »* renouvellement du gouvernement avec *« un certain nombre de visages nouveaux et d'attitudes nouvelles »*, a poussé le zèle jusqu'à conseiller, mercredi, à Philippe Séguin, Charles Pasqua et Alain Madelin de *« respecter »* la *« cohésion de l'équipe majoritaire »*. *« Il est utile que Philippe Séguin mette l'accent sur l'Etat, Alain Madelin sur l'entreprise et Charles Pasqua sur la sécurité »*, mais, a-t-il ajouté lors d'un déplacement dans les Alpes-Maritimes, *« il y a un équilibre, il faut (...) veiller à ce que les interprétations, les expressions, les explications (...) concordent avec le messsage global qui est celui de plus de liberté, plus de responsabilité, plus d'initiative »*. Un message qu'il porte aux côtés d'Alain Juppé.

Cécile Chambraud

M. Balladur évoque les risques d'une cohabitation

Edouard Balladur estime, dans un entretien publié dans *Le Parisien* du jeudi 8 mai, qu'*« il faut tout faire pour éviter une nouvelle cohabitation »*. Soulignant que *« la cohabitation est parfois inévitable, jamais souhaitable »*, M. Balladur note qu'elle *« introduit dans l'exercice du pouvoir des difficultés »*. *« Il faut que le pouvoir ait le plus de cohésion possible »*, déclare l'ancien premier ministre. M. Balladur note que la majorité *« a été trop optimiste il y a quelques semaines »* sur l'issue des élections législatives. *« Je pense qu'on est trop pessimiste aujourd'hui »*, ajoute-t-il.

Interrogé, mercredi, sur RTL, Raymond Barre a lui aussi réaffirmé son opposition à la cohabitation, qu'il a qualifiée de *« période d'impuissance »*.

Sous le « nouvel élan », trouble, doutes et incertitudes

LES DIRIGEANTS de la droite, Alain Juppé surtout, ont concentré leurs attaques sur le programme socialiste, que le premier ministre estime avoir fait *« exploser en vol »*. Il s'agit naturellement pour eux de démontrer qu'il n'existe pas de véritable alternative et que les propositions de la gauche sont ou bien identiques à la politique que mène la droite, ou bien illusoires, si ce n'est absurdes. Il est essentiel pour la droite que la gauche apparaisse comme incapable de préparer l'avenir et réduite à répondre de son passé puisque, à l'inverse, la majorité sortante veut faire oublier son bilan et justifier la dissolution par la préparation de « l'an 2000 ».

ANALYSE

MM. Chirac et Juppé sont reconduits au point de départ de leur initiative

Cependant, cette tactique a pour inconvénient de mettre le programme socialiste au centre du débat, au risque d'avouer que la droite n'a, elle, rien d'autre à proposer que ce qu'elle fait depuis deux ans. La dissolution de l'Assemblée et les élections législatives anticipées se révèlent alors pour ce qu'elles sont : purement conservatoires et destinées à lever l'hypothèque de l'alternance qui aurait pesé sur l'action du pouvoir pendant un an si les échéances normales avaient été respectées.

Ainsi reconduits au point de départ de leur initiative – dissoudre, pour quoi faire ? –, MM. Chirac et Juppé sont à leur tour pris de court. Ils savent que dans l'électorat de la droite, qu'il s'agit pour eux de mobiliser, la dissolution n'est toujours pas comprise faute d'ouvrir sur un *« nouvel élan »* qui ne soit pas seulement une formule, mais un programme répondant aux attentes frustrées depuis l'élection présidentielle de 1995, voire depuis les législatives de 1993. Cette frustration se concentre sur un homme, le premier ministre, dont le sort paraît alors déterminant pour l'issue de la campagne. Aussi les stratèges de la majorité sortante s'efforcent-ils d'accréditer l'idée qu'un débat serait ouvert sur l'identité du futur chef du gouvernement si la droite l'emporte.

Il est plus troublant, toutefois, d'entendre M. Juppé lui-même glisser, en petit comité, qu'il ne souhaite pas être reconduit dans ses fonctions. La responsabilité des déceptions infligées à l'opinion de droite depuis deux ans ne saurait en effet être imputée à lui seul. La politique menée au fil des mois qui ont suivi l'élection présidentielle a, bien entendu, été arrêtée en commun par le chef de l'Etat et le premier ministre. Aujourd'hui encore, c'est ensemble qu'ils réfléchissent à ce qu'il faudra faire, et avec qui, si l'opération dissolution réussit.

DÉSACCORD

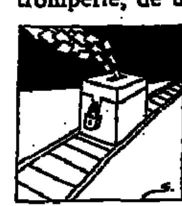
Or, sur ce point, il n'y a pas forcément accord entre eux. On peut imaginer que M. Juppé ne souhaite pas prendre la responsabilité d'un budget à hauts risques, celui de 1998, et de mesures impopulaires – pour financer le déficit de la Sécurité sociale, par exemple –, avant d'être amené, par une impopularité maintenue ou aggravée, à quitter ses fonctions au printemps 1998. Il peut souhaiter, au contraire, mettre en place, en juin, si la droite gagne, une équipe entièrement nouvelle, capable d'assumer des décisions difficiles à faire accepter par le pays parce qu'elle pourra s'appuyer sur une fraction de l'opinion, suffisamment large, convaincue que le « vrai » changement aura commencé.

Si cette solution ne s'impose pas, il en est d'autres, auxquelles songent de moins en moins discrètement les rivaux potentiels de M. Juppé. Ainsi, l'insistance mise par Valéry Giscard d'Estaing sur la priorité qu'il faut donner à l'emploi rejoint-elle les propos de Philippe Séguin sur ce sujet : le second pourrait rassurer les Français, tandis que le premier rassurerait les Européens. Les suggestions de « tandems » de ce genre, soufflées à mi-mot à M. Chirac, ne vivent que des mauvais sondages dont pâtit M. Juppé. Elles dénotent néanmoins, derrière l'unité de façade de la droite, le réveil des incertitudes.

Patrick Jarreau

La grosse colère de la presse régionale

CE N'EST peut-être pas encore la fin d'une histoire d'amour, c'est en tout cas une vraie scène de ménage. Pour cause d'adultère, de tromperie, de dignité bafouée. Donc, Jacques Chirac – ou ses conseillers, mais on n'ose imaginer que ce n'est pas la même chose ? – a commis une de ces énormes bourdes qui, dans la vie, font passer n'importe qui au mieux pour un goujat, au pis pour un nicodème : pour diffuser la bonne parole présidentielle, mercredi 7 mai, seuls quatorze gros titres d'une presse régionale et départementale qui en compte près de cinquante, ont été retenus. Et, comme on dit dans les livres d'enfants, ce qui devait arriver, arriva : tous les autres s'en sont indignés, prenant leurs lecteurs à témoin de cette innovation démocratique, et multipliant billets et éditoriaux assassins.



RÉCIT

De l'intervention du chef de l'Etat, calculée, dosée, pesée par les apprentis sorciers de l'Elysée, on a surtout retenu une leçon qui ne figurait pas franchement dans le *médiaplanning*, comme on dit chez les communicants : à la *« fracture sociale »*, Jacques Chirac a *« stupidement cru pouvoir ajouter la fracture du lectorat »*, a résumé Jacques Camus, l'éditorialiste de *La République du Centre*, mercredi 7 mai.

Dans son billet publié le même jour par le quotidien *L'Indépendant*, Henri Fabre relevait, pour sa part, une autre nouveauté. *« On savait la France coupée en deux : Paris d'un côté, la province de l'autre. C'était faux, paraît-il, puisque l'Elysée, qui dispose des services de très urbains spécialistes de la communication, vient de couper le pays en trois. A côté de Paris, il y aurait en effet deux provinces : l'une qui disposerait d'une presse régionale, l'autre qui n'en bénéficierait pas, faute sans doute, d'un développement économique suffisant (...) L'événement,* poursuit-il, *est donc celui-ci : pour la première fois, un président de la République, président de tous les Français, fait l'impasse sur une grande partie du territoire national »*.

L'amertume et la déception pointaient aussi dans le billet de Claude Vautrin, publié par *La Liberté de l'Est*. *« Le coup médiatique de l'Elysée a d'entrée fait long feu. Comment, en effet, vanter les mérites de la proximité – la bonne intention chiraquienne en l'occurrence – en excluant sans le moindre état d'âme une majorité de titres qui font justement du rapport privilégié avec leurs lecteurs, l'un des fondements de leur philosophie rédactionnelle ? »* De l'initiative élyséenne, observe-t-il, *« on retiendra qu'elle est surtout méconnaissance du monde »*.

Dans *La Charente libre*, Jacques Guyon renchérissait sur *« cette stratégie technocratico-stupide, qui sacrifie à l'information plus d'un citoyen sur deux »*. *Le Journal de la Haute-Marne*, rappelait, sous la plume de Patrice Chabanet que, cette fois, *« la maladresse tient de la bourde et établit une discrimination inacceptable entre les lecteurs qui se trouvent être, l'aurait-on oublié, des électeurs (...) Notre modeste taille présente sans doute l'inconvénient d'être considéré comme quantité négligeable par l'entourage politique du président de la Republique »*, ajoute-t-il à l'intention de celui qui, il y a tout juste deux ans, s'était aussi fait élire par ces « petits » qu'il promettait alors de défendre.

Dominique Raffin, dans *Paris Normandie*, insistait lui aussi : *« Le principal personnage de la République aura donc considéré, sur la foi de ses conseillers parisiens, que son message, attendu de tous (mais pourquoi, Monsieur, avez-vous convoqué le sufffrage universel ?) méritait diffusion complète en Provence, mais pas en Picardie, en Rhône-Alpes mais pas en Haute-Normandie, en Poitou-Charentes, mais pas en Champagne-Ardenne »*.

Et voilà que jeudi, ça recommence. Tout se passe d'ailleurs, sur ce point du calendrier, exactement comme l'avait prévu et voulu l'Elysée

Et voilà que jeudi, ça recommence. Tout se passe d'ailleurs, sur ce point du calendrier, exactement comme l'avait prévu et voulu l'Elysée. Le problème, c'est le fond, qui n'est pas, pour le coup, celui que l'on espérait. Dans son éditorial du 8 mai, Olivier Kopf de *La Liberté de l'Est*, s'interroge : *« Et le pluralisme ? »*. Qualifiant de *« bévue »* la sélection opérée entre les journaux, il s'étonne que Jacques Chirac *« homme de la province, aimant visiblement à fouler du pied le terroir du pays »* ait pu *« oublier l'immense majorité des quotidiens français (...) qui ont eu ainsi le sentiment de compter pour quantité négligeable, et leurs lecteurs avec. C'est sans doute le mépris de ceux-ci qui est le plus condamnable. L'Elysée ne n'est sans doute pas rendu compte – ou alors c'est vraiment grave – que quelques départements français ont encore la chance de posséder sur leur territoire un véritable pluralisme de la presse. Or, priver l'un des titres de son message, c'est sans conteste faire bien peu de cas de l'un des pans les plus fragiles de la démocratie »*.

Sébastien Lacroix, dans le quotidien *L'Union*, revient, lui aussi, sur cette affaire : *« Complètement ratée, l'opération de communication du chef de l'Etat auprès des lecteurs de province : des franges entières de la population ont été mises à l'écart, notamment dans l'Aisne, les Ardennes et la Marne. Sans doute la situation politique de notre région n'est-elle pas jugée inquiétante par les stratèges élyséens »*.

Lorsqu'ils ne consacrent pas un nouvel éditorial à ce sujet, les quotidiens délaissés reprennent, jeudi, plus ou moins longuement, une dépêche de l'AFP intitulée *« Les ratés de la stratégie de communication de l'Elysée »*. Elle couvre cinq colonnes de *L'Indépendant*, photo légendée à l'appui de l'un de ces kiosques où, hier, *« on prenait connaissance des déclarations du président de la République, lorsqu'elles étaient publiées... »*. Cette dépêche est aussi largement offerte aux lecteurs de *Paris Normandie* et, plus chichement, à ceux de *Nord-Eclair*.

Quant aux fidèles abonnés de *La République du Centre*, ils devront attendre vendredi, si le sujet les intéresse encore, pour lire la tribune présidentielle. Leur quotidien fait, en effet, relâche le jeudi de l'Ascension. Bonne pioche, au bout du compte : ce jour-là, ils pourront découvrir en même temps, dans leur édition, un Jospin et un Chirac. A égalité, sans distinction, dans le plus parfait respect du pluralisme. Involontaire, celui-là.

Pascale Robert-Diard

Le chef du FN se campe en « Zorro », poursuivi car il « dit la vérité »

M. Le Pen a commencé à Lille une série de réunions régionales

Le président du Front national a tenu à Lille, mercredi 7 mai, la première des neuf réunions publiques régionales auxquelles il participera pendant la campagne des législatives. Mais sa non-candidature laisse penser qu'il ne table pas sur cette consultation pour le *« grand changement »* que son parti veut incarner.

L'IMAGERIE LEPÉNISTE s'est étoffée. Non pas celle des « méchants » où l'on trouve toujours le président de la République comparé à un *« commis voyageur »* ou un *« petit télégraphiste de Maastricht »*, le premier ministre en *« dircab »* (directeur de cabinet) de Jacques Chirac, et Robert Hue en *« nain de jardin »*, *« chouchou de Chirac »* auquel Jean-Marie Le Pen crie *« Hue, Hue coco ! »*. Cette fois, c'est du côté des « bons » où le président du Front national se déguise en *« Zorro »*.

« Zorro est toujours poursuivi par les gendarmes espagnols et c'est un véritable justicier. Il agit masqué la nuit (...). *Dès qu'une branche crisse, on se dit c'est Zorro* (...). *Nous sommes les justiciers »*, s'est exclamé, mercredi 7 mai, à Lille, le chef du parti d'extrême droite devant un millier de militants hilares.

Dans le scénario lepéniste, on veut faire taire Zorro parce qu'il *« dit la vérité »* sur *« le sida »*, *« la vache folle »*, le bilan *« catastrophique »* des gouvernements *« Chirac-Juppé et Balladur »*. Il est poursuivi parce qu'il mène, seul contre tous, une bataille *« décisive »* contre les mondialistes *« RPR, UDF, PS, PC »* qui veulent *« dissoudre la nation française dans l'Europe de Maastricht »*. La mise en place de l'euro en constitue une étape importante. *« Nous ne sommes pas contre une monnaie unique de référence mais contre la monnaie euro, la disparition du franc qui serait déjà une disparition de la France »*, a dit M. Le Pen qui ouvrait une série de neuf réunions régionales.

La bataille qu'il entend mener avec son parti est une *« bataille de rupture »*. Aussi a-t-il cherché à galvaniser ses troupes pour qu'elles se transforment en *« propagandistes »*. Il se dit persuadé que *« le système électoral majoritaire à deux tours, qui a été fabriqué pour que nous n'ayons pas un seul député, peut se retourner d'un seul coup »*. M. Le Pen liste d'ailleurs toutes ces *« choses »* que, secrètement, il espère bien voir prospérer : le *« drame des banlieues »*, *« la conquête du pouvoir par le FIS en Algérie »* qui amènerait, affirme-t-il, des millions de réfugiés en France, ou – proximité de Vilvorde oblige – *« la disparition de l'industrie automobile »*.

PROPHÉTIE RÉCURRENTE

« Nous approchons maintenant des grandes heures difficiles de notre histoire ». C'est sa prophétie récurrente. La non-candidature du chef de l'extrême droite laisse toutefois penser qu'il ne table pas sur ces législatives pour le *« grand changement »* que son parti veut incarner. Lui préfère l'élection présidentielle qu'il prévoit avant la date normale. M. Le Pen défie les Français *« qui disent "ça suffit, on n'en peut plus", de voter comme ils parlent »* et de *« sortir les sortants »*. Il somme le chef de l'Etat de *« démissionner »* s'il n'obtient pas *« la majorité des voix »* aux législatives.

Le lieu de la réunion, Lille, coeur d'une région touchée de plein fouet par l'effondrement de l'industrie textile et minière, imposait de la part du président du Front national d'aborder le domaine social. Il l'a fait par le biais du SMIC que le parti propose de relever – dans un délai non précisé – à 7000 francs ; de la préférence nationale et du retour des immigrés qui, ajoutés au salaire parental de libre choix, devraient, par une équation magique, faire disparaître le chômage des Français. Il en a profité pour évoquer la *« limitation des prélèvements obligatoires à 33 % »*, l'élargissement et la création d'un référendum d'initiative populaire, mais aussi le rétablissement de la peine de mort.

Le Front national ne cache pas qu'il berce à moyen terme beaucoup d'espoirs en la région Nord-Pas-de-Calais, ancien fief de gauche, déchirée par le chômage. Carl Lang, vice-président du mouvement et responsable du FN dans la région, estime *« difficile »* d'emporter un siège à l'Assemblée mais table sur la présence du parti au second tour dans douze circonscriptions du Nord sur vingt-quatre, soit le double de 1993.

Christiane Chombeau

Lille manifeste contre la venue de M. Le Pen

LILLE
de notre correspondante

Ils étaient près de cinq mille, mercredi 7 mai, au soir, dans les rues de Lille, pour protester contre la tenue d'une réunion publique de Jean-Marie Le Pen. Malgré la pluie, beaucoup de jeunes avaient répondu à l'appel « Manifestez contre l'extrême droite » lancé par une quarantaine d'organisations syndicales, associatives et politiques. La manifestation était ouverte par le collectif de soutien aux sans-papiers de Lille.

Défilé joyeux, où beaucoup sont venus en famille, avec les enfants *« qui n'en sont pas à leur première manifestation, parce qu'il n'est jamais trop tôt pour apprendre la tolérance, être antiraciste et citoyen »*, explique une mère de famille. *« Je suis venue là en tant que femme, parce que Le Pen remet en cause tous nos droits : le droit à l'IVG, à occuper un emploi... »*, confie Claire, enseignante et militante d'une association de femmes. Non sans amertume, elle ajoute que, *« sous certains gouvernements, de gauche y compris, on n'a pas attendu Le Pen pour voter des lois racistes et expulser des étrangers par charters »*. Frédéric et Pascal, lycéens à Tourcoing, ont joint le solide cortège de Ras l'Front. *« Chez nous, le Front national fait des scores pas possibles. Je n'ai pas envie qu'un jour ce soit comme à Toulon ou à Orange où ils suppriment les subventions aux associations qui ne leur plaisent pas, retirent des livres des bibliothèques. »*

Après la dislocation de la manifestation, un groupe de deux cents jeunes a tenté de se rendre sur le lieu de la réunion d'extrême droite. Dissuadés par les forces de l'ordre, ils se sont rabattus sur l'immeuble où les élus au conseil régional ont leurs bureaux. Une dizaine d'entre eux ont pénétré dans le bâtiment et ont jeté un cocktail Molotov contre la porte du local du Front national. Ces manifestants ont été interpellés par la police à leur sortie du bâtiment. Une vitrine a, par ailleurs, été brisée.

Nadia Lemaire

Vitrolles, ou le siège virtuel du Front national

VITROLLES
(Bouches-du-Rhône)
de notre correspondant régional

Douze communes et 142 713 habitants. La douzième circonscription des Bouches-du-Rhône est l'inconnue célèbre de cette législative. Dans les projections des sondeurs, elle est l'implicite circonscription attribuée au Front national. L'arithmétique des derniers scrutins présidentiels et législatifs l'explique : en 1995, Jean-Marie Le Pen arrivait en tête avec 18 719 voix (26,35 %), tandis qu'aux législatives de 1993, Bruno Mégret rassemblait à la première place 16 041 voix (27,53 %). Depuis, Marignane (32 325 habitants) et Vitrolles (37 373) ont été conquises par l'extrême droite : ces deux communes représentent 48 % des habitants de la zone. Pour faire bonne mesure, il faut ajouter que le candidat de droite de 1993, qui réunissait plus de 10 000 électeurs (18,34 %), est passé, avec armes et fichiers, au Front national.

Le premier à souffrir de cette situation est Christian Rossi, costaud volubile et gaulliste depuis vingt-huit ans, investi par le RPR et l'UDF. Ses atouts ? Un mois après la déroute de la municipale partielle de Vitrolles, qui avait encore vu des gaullistes rejoindre Mégret et consorts entre les deux tours, il a réconcilié des fâchés à mort. Roger Guichard, malheureux candidat UDF de cette partielle, joue le jeu. Les zizanies de 1995 dans d'autres petites villes sont dépassées et on se montre ensemble aux distributions de tracts.

Mais M. Rossi ne peut cacher une réelle inquiétude. Comment stopper l'hémorragie qui a vu l'électorat populaire, de droite et de gauche, filer scrutin après scrutin vers M. Mégret ? Lui, en tous cas, a décidé qu'il fallait marquer un coup d'arrêt, défier le Front national et se refuser à tout compromis pour reconstruire plus tard. Outre les tournées incessantes de marchés et de commerçants, il a entrepris, particulièrement à Vitrolles et à Marignane, un travail de cages d'escalier, ciblé sur les abstentionnistes. Il croit y déceler un réservoir d'électeurs de droite déçus qui n'ont pas franchi le pas du vote FN.

TRANQUILLITÉ D'ÂME

A soixante-dix ans, Henri d'Attilio, député socialiste sortant et maire de Châteauneuf-les-Martigues (10 911 habitants), rêvait d'un bâton de sénateur pour finir une belle carrière d'élu local. Ce natif du lieu, qui rappelle fréquemment qu'il parle provençal, a répondu à l'insistance des directions fédérale et nationale du PS, traumatisées par la défaite d'Anglade, maire sortant invalidé et battu par Catherine Mégret. Il joue la tranquillité d'âme et *« le travail permanent sur le terrain »*. Il parle des *« dossiers de la 12e »*, de l'emploi menacé dans la pétrochimie ou à Eurocopter, et de la protection de l'étang de Berre. Il relève les silences de M. Mégret au Parlement européen et au conseil régional sur ces questions. Surtout, il lit les chiffres antérieurs autrement : le maire FN de Marignane sort d'une triangulairee, et si lui, Henri d'Attilio, a résisté à la vague bleue de 1993, c'est qu'il est indécrochable. L'actuelle remontée socialiste achève de le mettre en confiance. D'autant qu'il l'affirme : les deux premiers mois de Mme Mégret ont été mauvais pour le FN.

Sa faiblesse, c'est peut-être aussi cette continuité. Alain Hayot, sociologue et communiste, le pense. Il débarque plus vite qu'il ne l'avait prévu dans cette terre de reconquête. Car si on l'avait oublié, Vitrolles comme Berre (12 672 habitants), Saint-Chamas (5396) ou Gignac (8772) furent un jour communistes, et, aux derniers scrutins nationaux, le PCF recueillait encore 12 % des voix. Pour retrouver l'ancien, il faut faire du neuf pense cet apprenti du « toque-manettes », qui se réjouit du soutien officiel du MDC et de la LCR. *« Démarche citoyenne »* à la bouche, il rencontre les Verts et tout ce que le pourtour de l'étang compte de rassemblements anti-Front national. Il y trouve bon accueil, mais ignore ce que cela signifie en voix. Sur les dossiers de la 12e, il veut faire avancer ses idées de *« développement durable »* qui marie emplois et écologie.

Quant à lui, M. Mégret arpente les marchés de son pas allongé. Escorté du jovial maire de Marignane, Daniel Simonpiéri, qui lui présente tout le monde et les enfants. Tracts et journaux de campagne appellent au *« grand changement »*, vantant la gestion des villes FN et dénoncent surtout ceux qui *« ont tous échoué »*. Si l'ambiance tendue tourne à l'affrontement, comme ce fut le cas à Berre ou à Saint-Chamas, il revient avec une escorte plus musclée et reprend ses tournées. Assez persuadé quand même que le vent souffle en sa faveur.

Michel Samson

LE SONDAGE DU JOUR

La gauche majoritaire en voix et minoritaire en sièges

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
POUR LA GAUCHE	39	41	42	39,5	40	41,5
POUR LA MAJORITÉ	40,5	38	38	40	39	40,5
SOLDE POUR LA GAUCHE (en points)	–1,5	+3	+4	–0,5	+1	+1
[illegible]						
POUR LA GAUCHE	245	De 255 à 285	262	260	251	253
POUR LA MAJORITÉ	331	De 269 à 299	291	294	302	301
SOLDE POUR LA GAUCHE (en sièges)	–86	–14	–29	–34	–51	–48

L'ensemble des voix de gauche comprend les intentions de vote pour l'extrême gauche, le PC, le PS et les divers gauche. La majorité regroupe les intentions de vote pour le RPR, l'UDF et les divers droite.

La droite dispose, a priori, de réserves de voix plus nombreuses que la gauche

Le découpage n'est pas responsable du retard en sièges du PS

QUATRE des six sondages publiés ces derniers jours donnent à l'ensemble de la gauche (PS, PCF, extrême gauche et divers gauche) un avantage plus ou moins net sur la majorité dans les intentions de vote de premier tour. Dans le même temps, tous les instituts accordent à la coalition de droite (RPR, UDF et divers droite) une majorité à l'Assemblée nationale au soir du deuxième tour. Les projections en sièges réalisées par les sondeurs sont, on le sait, un exercice de calcul de probabilité à haut risque, tant les inconnues de l'équation du second tour sont multiples (*Le Monde* du 29 avril). La question s'impose pourtant : comment une gauche majoritaire en voix serait-elle perdante à tout coup ?

Malgré la tentation de recourir à cette explication, l'actuel découpage électoral des circonscriptions paraît hors de cause. Adopté par la droite en octobre 1986, ce découpage avait volontiers été qualifié, à l'époque, de *« charcutage »* par l'opposition de gauche. Les études ont montré que, s'il peut être localement contestable, ce découpage est équitable au plan national. Le scrutin majoritaire à deux tours n'est pas davantage en cause. Certes, il amplifie fortement les mouvements des vainqueurs au détriment des vaincus. Mais dans un scrutin incertain comme celui qui s'annonce, cet avantage peut bénéficier à la coalition de gauche autant qu'à celle de droite.

En réalité, deux paramètres essentiels conduisent, actuellement, les instituts de sondage à accorder une majorité à la droite RPR-UDF dans les simulations en sièges : d'une part la mécanique des reports de voix entre les deux tours, d'autre part le taux de participation. C'est au second tour, en effet, que se joue le sort du scrutin. En 1993, par exemple, quelque quatre-vingt députés seulement (sur 577) avaient été élus dès le premier tour, avant le raz-de-marée de la droite au second. L'essentiel repose donc sur la capacité des candidats de gauche ou de droite à mobiliser au mieux leurs partisans ou alliés, mais également à aller chercher des voix supplémentaires aux frontières de leur camp naturel, voire dans l'autre camp.

DEUX HANDICAPS

La gauche dispose, à cet égard, d'un atout, mais de deux handicaps. La discipline républicaine de désistement et de report de voix entre les formations de gauche est un comportement électoral ancien et bien établi, consolidé, cette année, par l'ensemble des accords conclus entre le PS, le PCF, le Mouvement des citoyens, sans parler des Verts. Il n'en reste pas moins que la diversité de l'offre électorale à gauche – fort utile au premier tour – crée nécessairement des risques de dispersion et de déperdition au second tour.

En outre, la réserve de voix pour la gauche, au second tour, se situe dans l'électorat écologiste, qui se reporte pour les deux tiers environ sur les candidats de gauche, le tiers restant se partageant entre la droite et l'abstention. Mais, compte tenu des intentions de vote actuelles en faveur des écologistes (entre 5 % et 7 %, contre 11 % en 1993), ce réservoir n'est pas considérable.

A l'inverse, la droite RPR-UDF dispose – en principe – dans l'électorat du Front national d'un réservoir deux fois plus important, au moins, si l'on en croit les intentions de vote déclarées aujourd'hui pour le premier tour (de l'ordre de 15 %). Jusqu'à présent, en effet, les électeurs du FN se sont reportés en majorité sur les candidats de la droite parlementaire en cas de duel droite-gauche et la plupart des instituts retiennent, pour l'instant, cette hypothèse. Il y a sur ce point, pourtant, deux inconnues redoutables pour l'actuelle majorité... et pour les instituts de sondage.

La première tient à la volonté de Jean-Marie Le Pen de faire battre la droite. Si les électeurs du FN suivent cette recommandation martelée depuis des mois, comme semble l'indiquer le dernier sondage d'Ipsos (*Le Monde* du 2 mai), cela risque de bousculer le jeu au second tour. Il y a là, reconnaissent les sondeurs, une redoutable incertitude pour la majorité. La seconde tient au niveau de la participation. Si celle-ci est forte, le Front national aura d'autant plus de facilité à recueillir 12,5 % des suffrages des électeurs inscrits et donc à maintenir ses candidats au second tour. Or toutes les études tendent à démontrer que, dans ce cas, la multiplication d'élections triangulaires (gauche-droite-FN) au second tour avantagerait les candidats de gauche, au détriment de la droite.

Gérard Courtois

Nicolas Sarkozy « flirte » avec les notaires

CHERS, TRÈS CHERS NOTAIRES... Une allocution chaleureuse du garde des sceaux, Jacques Toubon. Un message du président de la République rendant hommage au *« professionnalisme »* de ces officiers ministériels *« placés par la nature même de leur mission au cœur des préoccupations des Français »* et les assurant de l'*« extrême attention »* portés par les sommets de l'Etat à leurs travaux. Et, pour finir, Nicolas Sarkozy, en vedette américaine. Mercredi 7 mai, au dernier jour de leur 93e congrès, réuni à Strasbourg, les notaires en rosissaient de plaisir. Toutes ces petites attentions ont touché. Et la profession y est sensible. Elle est chatouilleuse, parfois rancunière. Elle a de la mémoire : elle en veut encore à Balzac et à Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République a choisi, dans son roman, un notaire pour incarner la France profonde. Il a conforté un verdict sans appel : *« Giscard n'aime pas les notaires. »*


VU PAR

Les notaires, M. Sarkozy, lui, les aime. Ou, en tout cas, mercredi, pendant trente minutes, il a fait tout comme. Invité à dire sa *« part de vérité »* sur le sujet qu'il avait à traiter – *« L'avenir de l'immobilier et l'immobilier de l'avenir »* –, le maire de Neuilly-sur-Seine, chef-lieu de canton, avait décidé *« d'être franc »*. De jouer cartes sur table car *« les moments de campagne,* a-t-il expliqué, *doivent être vécus comme des chances pour la clarté du débat »*. L'ancien ministre du budget d'Edouard Balladur est un dragueur sournois. *« Je ne suis pas là pour... »*, *« je n'ai pas fait tous ces kilomètres pour... »*, a-t-il martelé, laissant planer un doute atroce sur l'auditoire qui, trois jours durant, avait réclamé une fiscalité *« moins défavorable »* pour l'immobilier.

« Soyons responsables ensemble (...). *La politique de soutien public du logement par des aides multiples, diverses, ciblées de telle ou telle façon, a touché ses limites. Savez-vous qu'elle représente un tiers du chiffre d'affaires d'un secteur comme le bâtiment ? Les aides à la pierre, à la personne, les aides fiscales se cumulent. Je ne saurais trop vous engager, vous, les notaires, à faire le tri dans toutes ces mesures. »* Ainsi parle M. Sarkozy. Cela tombe bien : c'est, précisément, ce que souhaitait entendre la profession. Toujours aussi « brutal », l'ancien ministre a promis *« une pause législative »* dans l'immobilier, domaine où *« l'administration fiscale change les règles du jeu en permanence »*. Et il a affiché comme priorité *« absolue »* de la majorité, *« dans les semaines qui vont suivre »*, *« une baisse forte, brutale et durable des droits de mutation »*. *« Cela vaut la peine d'essayer, non ? »* a-t-il lancé, en clin d'œil, à la salle. Comme de bien entendu, il fut salué par un tonnerre d'applaudissements. Le président du congrès, maître Patrick Wallut, ne pouvait se retenir de brandir le pouce, en signe d'approbation.

Tout cela relevait, évidemment, du débat *« technique »* et non pas politique. Avouer de l'intérêt pour la campagne électorale est une atteinte au bon goût. Car de la politique, les notaires n'en font pas. Pas ouvertement, en tout cas. Ce serait déroger à la *« sainte prudence »*, le commandement du métier, qui interroge chaque mot d'un contrat, d'un acte. Ce serait, encore, enfreindre la discrétion et la réserve, les deux vertus cardinales de la profession. Ce serait, enfin, perdre la notion *« notoriale »* du temps – celui qui lie plusieurs générations d'acte juridique en acte juridique – pour céder à l'agitation. *« Pour toutes ces raisons, les notaires sont obligés d'être politiquement neutres »*, affirme maître Bernard Dumas, notaire parisien. Neutre politiquement, laisse-t-il entendre, ne veut pas non plus dire aveugle. *« On apparaît sans doute très réservés, mais, en tant que notaires parisiens, on a été les premiers à prendre la mesure des phénomènes d'exclusion, des situations d'endettement, des difficultés de logement lorsqu'au début des années 80, la hausse des prix de l'immobilier a chassé des familles entières de la capitale. »*

Lyonnais, gendre de notaire et notaire lui-même, maître Philippe Bailly est un spécialiste de la fiscalité de l'immobilier. Lui non plus ne fait pas de politique. Simplement, il s'autorise des constatations. Sur les prélèvements obligatoires : *« L'impôt sur la fortune est un impôt nocif »*, explique-t-il. Sur la famille : *« Le mariage est un gage de stabilité de la société. Les concubins n'ont qu'à se marier. Les enfants de divorcés, je le vois bien, sont ceux qui, à l'école, posent le plus de problèmes. Ils manquent de stabilité. »* Ce n'est pas de la politique. C'est juste une vision de société. Celle de M. Sarkozy ?

Caroline Monnot

Les intellectuels de gauche, éprouvés par la fin du mitterrandisme, se méfient du PS

Le refus de l'Europe de Maastricht profite aux communistes et aux chevènementistes

Depuis la crise du mitterrandisme, les intellectuels entretiennent avec le PS des relations tourmentées. *A quelques semaines des élections législatives, certains, notamment chez les anti-maastrichtiens ou les « républicains de gauche », confient leur volonté de voter communiste au premier tour. Ce « vote par défaut » est le signe de la chute d'un « tabou ». Il n'émeut guère les responsables socialistes.*

CE 28 AVRIL, Robert Hüe est dans sa voiture, et écoute France-Info. Emmanuel Todd annonce qu'il votera pour le Parti communiste au premier tour. Depuis de longs mois, le sociologue – chez qui Jacques Chirac a puisé l'idée de la *« fracture sociale »* – laisse entendre qu'il votera pour ceux qui, avec Philippe Séguin et Jean-Pierre Chevènement, ont toujours eu sa *« tendresse »* : sa présence, avec Julia Kristeva, au premier soir du 29e Congrès du parti, en décembre 1996, en attestait. Robert Hue est *« ému »*. Vite, il téléphone à *l'Humanité*.

Depuis, *« l'Huma »* ne compte plus les bonnes nouvelles. Les écrivains Jean Vautrin et Didier Daeninckx, l'architecte Roland Castro annoncent leur ralliement. C'est ensuite le tour de l'écrivain Gilles Perrault, un des initiateurs de Ras l'Front, naguère proche de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Parmi les républicains ou les anti-maastrichtiens de gauche, nombreux sont aussi ceux qui, au fil d'une conversation, confient aussi leurs interrogations. *« Ce n'est pas déshonorant, ni ringard, ni absurde de voter communiste »*, juge l'éditeur et journaliste Jean-Claude Guillebaud, qui d'ailleurs ne *« l'exclut pas »*. *« Autour de moi, tout le monde vote à gauche. Certains votent PC. Moi-même, je m'interroge »*, dit aussi Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières.

Retour des compagnons de route ? Effet de mode parisien ? Signe, plutôt, du malaise qui continue de régner entre le PS et les intellectuels depuis la fin du mitterrandisme. En 1981, et dans les années qui ont suivi, ils bruissaient, colloquaient, discutaient, s'habituaient à arpenter les allées du pouvoir, où le prince appréciait leur compagnie. Aujourd'hui, ils préfèrent se tenir à distance, refusant toute nouvelle instrumentalisation. *« En plus d'une défiance à l'égard de toute mobilisation partisane, il y a toujours une réticence, désormais, à voter PS au premier tour »*, résume l'historien Jean-Pierre Azéma, professeur à l'Institut d'études politiques, pour qui *« il n'y a pas d'élan vers ce parti »*. La *« mauvaise fin du deuxième septennat »*, *« Ménage, les écoutes, Bousquet »* : ils les évoquent comme des blessures.

« SOLIDARITÉ FATIGUÉE »

« Il n'y a pas de fécondation mutuelle. Jospin se contente d'être porté par un mouvement historique », juge le politologue Sami Naïr. Philippe Breton, chercheur au CNRS et l'un des initiateurs de l'Appel de Strasbourg contre le Front national, note chez ses amis *« une impossibilité à voter PS au premier tour. Certains évoquent la possibilité de voter PC. Mais il ne s'agit pas d'un vote positif. C'est un vote répulsif à l'égard du PS, pour ne pas se dire, une fois de plus, en sortant de l'urne : merde, j'ai encore voté PS. »*

Malaise, donc, plus que crise de confiance. *« Je parlerais d'énergie faible, comme on dit en physique »*, tempère ainsi Pierre Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon. *« Il n'y a ni passions fortes, ni rejets brutaux. C'est une sorte de solidarité fatiguée. » « Il n'y a pas d'état aigu : ni amour, ni haine*, renchérit Jacques Julliard. *L'écart des passions s'est restreint. Jospin, contrairement à Mitterrand, ne séduit pas. Jospin a déçu, parce qu'il est très maladroit avec les intellectuels. Mais, à la limite, ce trait de caractère me rassure. »*

Dans le même moment, la chute du mur de Berlin, la *« mutation »* engagée par la place du Colonel-Fabien, la personnalité de Robert Hue lèvent les inhibitions. Certes, le Parti communiste demeure pour beaucoup frappé d'un *« péché originel, mortel »*, notamment chez les historiens qui citent les travaux de Stéphane Courtois, disciple d'Annie Kriegel et co-auteur du livre posthume de cette dernière, une biographie d'Eugen Fried, homme de l'ombre du Front populaire. De ce côté-là, *« l'évolution de Jospin sur l'Europe sous la pression du PC »* ne passe pas.

Reste que le PC peut se flatter de ralliements intellectuels publics. S'agit-il d'une mode ? *« Il y a une tendance au vote protestataire, et Robert Hue n'évoque pas une démarche de danger. C'est cela qui a levé le tabou »*, juge le philosophe Paul Thibaud – l'un des premiers à exprimer ses réticences, en 1992, devant le traité de Maastricht. Gilles Perrault use du même mot : *« Je crois qu'un tabou s'est brisé chez un certain nombre d'intellectuels : il y a quelques années, voter commmuniste était pour eux quelque chose d'inimaginable, de presque obscène »*, explique l'auteur du *Pull-over rouge*. Pas de *« Huemania »*, donc, mais plutôt une sympathie par défaut.

Retour aux vieux clivages marxistes et non-marxistes ? *« Voter PC, pour certains intellectuels, c'est restaurer l'opposition de classe*, estime Paul Thibaud. *Un vote de nostalgie... qui s'explique aussi par l'abandon moral, par ses gestionnaires, d'une grande partie de la société française. » « Je suis frappé par l'anti-maastrichtisme des intellectuels*, commente pour sa part Jacques Julliard, éditorialiste au *Nouvel Observateur*. *Leur caractère violemment anti-progrès, leur nationalisme, depuis la chute du mur de Berlin, me semble l'un des signes les plus inquiétants de l'avachissement de ce pays. »*

Sur cette base anti-maastrichtienne, Jean-Pierre Chevènement s'attire aussi des sympathies, telle celle de Régis Debray. *« C'est la reconnaissance de l'institutionalisation, en France, d'une contestation à gauche*, explique le politologue Sami Naïr. *En Europe, la radicalité persiste. Ceux qui croyaient à la fin de l'exception française et rêvaient de construire une grande gauche à l'anglo-saxonne commencent à s'apercevoir qu'ils se sont trompés. »*

PC, PS ? Dan Frank, l'un des animateurs du mouvement des pétitionnaires contre la loi Debré, n'en est plus là. *« Il y a aujourd'hui un vide politique, et pas un seul parti qui fasse bander. Aucun qui ait un imaginaire. La vraie politique se fait sur le terrain, avec les associations, et des gens qui bougent. »* Il n'appellera à voter pour personne, mais ira, au cours de la campagne législative, soutenir tous les candidats de gauche qui le lui demanderont. L'important, à ses yeux, est moins de voter, *« par défaut »* pour la gauche, celle qui sera le plus à gauche possible, que de voter *« violemment »* contre la droite.

Ariane Chemin et Agathe Logeart

« Cela ne mérite pas un grand commentaire »

Le soutien de certains intellectuels au PCF n'a pas troublé le PS. *« Cela ne mérite pas un grand commentaire »*, explique Pierre Moscovici, un de ses secrétaires nationaux. Il croit *« peu au caractère spontané »* de ces soutiens et y décèle le retour sans surprise *« de la vieille alliance gaullo-communiste »*. *« Il n'y a pas d'intellos organiques en piste aujourd'hui aux côtés du PS*, reconnaît-il, *mais si nous sollicitions des gens, nous en trouverions sans doute beaucoup. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. »*

Claude Allègre, ami de Lionel Jospin, n'est absolument pas *« choqué »* par ce rapprochement. *« Je comprends bien leur démarche*, dit-il, *y compris celle d'Emmanuel Todd. Elle est le fait d'antimaastrichtiens restés méfiants à l'égard du PS. »* Il n'y a pas pour autant, selon lui, de frilosité des intellectuels à l'égard du PS : *« Ce n'est pas un secteur qui nous fait grand souci. »* En revanche, entre les deux tours, les soutiens officiels devraient se multiplier, comme ceux du sociologue Alain Touraine, du mathématicien Laurent Schwartz, de l'historien Jacques Le Goff ou de l'anthropologue Maurice Godelier.

A la recherche du calme et de l'anonymat

Ils supplient qu'on les laisse tranquilles. Qu'on ne surveille pas leurs réunions, qu'on évite de faire d'eux un *« nouveau fantasme médiatique »*. *« Embarqués malgré eux dans la campagne présidentielle »*, traumatisés qu'on ait pu attribuer au club Phares et balises la victoire de Jacques Chirac, en 1995, les intellectuels qui, par antiballadurisme, s'étaient réunis autour de Régis Debray et Jean-Claude Guillebaud, ne veulent plus qu'on parle d'eux. Même si certains – il manque Emmanuel Todd, Denis Tillinac ou Jean-Claude Barreau – se voient toujours.

***Le club n'est donc plus un club, mais un simple « séminaire sur la mondialisation »*. Entre eux, pour rire, ils l'appellent parfois *« la Chose, comme le Parti communiste italien quand il n'avait plus de nom »*. Les participants – une trentaine – sont cooptés. Pas d'invités extérieurs : les économistes Jean-Paul Fitoussi et Gérard Lafay ont parlé économie, Laurent Joffrin *« souveraineté »*. Le 6 mai, à la Sorbonne, la séance était consacrée à la justice, avec Antoine Garapon et Robert Badinter.**

Pierre-Louis Rémy, le « technocrate » qui veut devenir député

Il est aussi l'« ami de Martine Aubry »

CHAMBÉRY
de notre correspondant

« C'est passionnant une campagne électorale, ça permet de créer du lien. » Créer du lien ! Pierre-Louis Rémy répète cette phrase presque avec jubilation. Manifestement heureux, il se passionne, apprend sur le terrain. *« C'est dans les contacts directs avec les gens qu'on fait renaître la confiance »*, affirme-t-il.

PORTRAIT
Pratiquement inconnu, il recherche pourtant les suffrages des Savoyards

Sa candidature dans cette circonscription de la Savoie, autour de Chambéry et de la Maurienne, où il est pratiquement inconnu, a fait pourtant, dans un premier temps, grincer quelques dents du côté des militants socialistes. *« J'habite et je vis ici depuis dix ans avec ma femme et ma nombreuse famille »*, réplique-t-il en faisant allusion à ses sept enfants ou aux responsabilités associatives qu'il a assumées dans diverses associations sportives ou de défense de l'environnement. Dans cette circonscription à la fois urbaine et rurale, le candidat socialiste multiplie les rencontres, conscient que la brièveté de la campagne lui laisse peu de temps de se faire un nom face à un sortant RPR très solidement implanté, ou vis-à-vis de candidats vert ou communiste qui détiennent déjà un mandat régional ou local.

« Enarque et polytechnicien, on ne pouvait rêver mieux ! », remarquent d'ailleurs avec ironie certains de ses concurrents qui le perçoivent comme *« brumeux »*, d'une autre planète ou plus gentiment le qualifient de *« professeur Nimbus »* débarqué, à cinquante ans, dans la politique. Pour Michel Bouvard, député sortant, également vice-président du conseil général de Savoie, il est *« sympa et courtois »*, il a *« des idées généreuses »* mais n'est *« absolument pas au fait des réalités locales »*.

« Je mène une campagne de député, pas de conseiller général. D'ailleurs, les gens que je rencontre ne m'interrogent pas sur les dossiers locaux mais sur l'euro, la réforme fiscale ou l'avenir de la Sécurité sociale et de la protection sociale », réplique M. Rémy. Son principal message tient en ces quelques mots : *« La société est assez riche pour que chacun ait une vraie place. »* Dans son dépliant de campagne, préfacé par Jacques Delors, il indique tout de go que ses brillantes études lui ont permis *« d'exercer des responsabilités passionnantes dans l'entreprise et l'administration »*.

« PAS DU BIDON »

Mais l'atout essentiel de Pierre-Louis Rémy, actuellement inspecteur général des affaires sociales, s'appelle Martine Aubry, *« l'amie de trente-deux ans »*. C'est l'ancien ministre du travail qui l'a encouragé à se présenter et elle est venue, mardi 6 mai, animer un meeting à Chambéry.

Devant une salle enthousiaste de près de mille cinq cents personnes, en présence d'un autre « ami », le maire socialiste de Chambéry, Louis Besson, elle a indiqué que, si elle n'avait dû se déplacer que dans une seule circonscription durant cette campagne, c'est sans hésiter celle de *« Pierre-Louis »* qu'elle aurait choisie. Et la salle a vibré lorsque après avoir rappelé que, ancien directeur adjoint du cabinet du ministre du travail Jean Auroux, collaborateur du premier ministre Edith Cresson avant d'assumer, pendant huit ans des responsabilités à la tête de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), elle a souligné qu'il avait, en 1993, démissionné avec fracas de la présidence l'Office des migrations internationales (OMI) pour protester contre les lois Pasqua. Très ému, Pierre-Louis Rémy avait lâché quelques minutes auparavant : *« L'amitié avec Martine, c'est pas du bidon. Nous partageons les mêmes valeurs depuis fort longtemps. »*

Philippe Révil

La CGT appelle à voter contre la politique actuelle

SORTANT DE SA RÉSERVE, la CGT a clairement appelé, mercredi 6 mai, les électeurs à battre le gouvernement, dénonçant sa politique économique. Dans une déclaration de sa commission exécutive, elle juge que Jacques Chirac a dissout l'Assemblée parce qu'il veut *« obtenir une nouvelle légitimité pour franchir un bond dans la déréglementation sociale, la réduction des dépenses publiques, la flexibilité des emplois, la privatisation et l'affaiblissement de la fonction publique, (...)au nom des critères de Maastricht et de la monnaie unique »*. Faisant référence au *« vaste mouvement social de novembre et décembre 1995 et aux luttes revendicatives unitaires »* qui ont suivi, la CGT estime qu'il y a *« urgence à ce que la mobilisation quotidienne des salariés fasse entendre leur voix et leurs exigences »*.

DÉPÊCHES

■ **PC : Robert Hue a qualifié de « lamentable »**, le choix *« de communiquant »* du président et a estimé que Jacques Chirac *« venait de descendre dans l'arène et de livrer sa circulaire électorale, sa profession de foi, s'engageant totalement derrière sa majorité, ou plutôt devant elle »*. le secrétaire national du Parti communiste a appelé les électeurs à *« sanctionner »* le président, dont il considère le bilan *« désastreux »*.

■ **CHIRAC : le premier ministre Alain Juppé a estimé**, mercredi 6 mai, que *« le message du président de la République allait permettre d'aider »* tous les parlementaires de la majorité *« à donner cet élan retrouvé, nouveau, dont la France a besoin »*.

■ **EUROPE : dans un message** adressé, mercredi 7 mai, au *« mouvement européen »*, qui organise plus de trois mille manifestations en France pour célébrer la journée de l'Europe, samedi 9 mai, Jacques Chirac a déclaré souhaiter *« rechercher l'adhésion et même l'enthousiasme »* des Français en faveur de la construction européenne.

■ **TRAVAIL : Nicolas Sarkozy, a fait, mercredi 7 mai à Plainfaing (Vosges)**, l'apologie de la société du travail, s'en prenant vigoureusement aux socialistes *« qui veulent faire croire aux Français que l'on peut travailler moins pour gagner plus »*. *« Les socialistes sont fascinés par la ligne d'arrivée de la vie. Il faut qu'on arrive tous à la même heure et dans les mêmes conditions. Moi, ce qui m'intéresse, c'est la ligne de départ »*, a-t-il expliqué.

■ **PROGRAMME SOCIALISTE : Jean-Michel Fourgous, député RPR des Yvelines**, estime, dans un communiqué publié au nom des quarante-deux chefs d'entreprise et députés de la majorité, que *« le programme socialiste est coupé des réalités économiques »*.

■ **EXCLUSION : Isabelle Balkany** a été exclue du RPR en raison de sa candidature dans la 5e circonscription des Hauts-de-Seine face à Olivier de Chazeaux (RPR), maire de Levallois-Perret. *« Je suis RPR depuis vingt et un ans et les exclus d'hier sont les réintégrés de demain »*, a-t-elle déclaré en apprenant cette sanction.

Lionel Jospin veut gagner sur l'« adhésion » au programme socialiste

Le premier secrétaire du PS s'engage « solennellement » sur l'indépendance de la justice

POITIERS
de notre envoyé spécial

Le rituel est *désormais* bien réglé : à l'heure dite, Lionel Jospin fait son entrée sur une musique de Robert Miles, *Children*. La salle se lève et l'ovationne. Les jeunes agitent des affichettes vertes et scandent *« Jospin ! Jospin ! »*. Au gymnase du lycée du Bois-d'amour, à Poitiers (Vienne), mercredi 7 mai, il n'y a pas eu de fausse note. Les jeunes étaient moins nombreux que la veille à Nantes, mais très présents. Un peu moins de deux mille personnes étaient rassemblées, et Edith Cresson, très applaudie, semblait danser sur scène. Avant Poitiers, M. Jospin avait salué le maire de Châtellerault dans sa ville, lors d'un bref rassemblement avec quatre cents sympathisants.

Le rituel était identique, avec alternance de critiques contre la droite et de rappels des propositions socialistes, mais avec une différence de taille : la première intervention dans la campagne de Jacques Chirac. M. Jospin, qui voit toujours se dessiner dans le pays un mouvement qui *« peut conduire au succès et peut-être même à la victoire »*, a évoqué plus la forme que le fond, à travers une série de jugements brefs et secs : *« Une dissolution incomprise, un chef de bataille impopulaire, un bilan imprésentable, un projet masqué (...). On comprend qu'il ait fallu appeler le chef de l'Etat au secours, avant qu'il ne nous quitte pour la Chine, nous laissant entre nous, si j'ose dire. »*

Faisant mine de s'interroger, devant un auditoire visiblement au diapason, sur le résultat de cette *« lettre »*, M. Jospin a repris son antienne – *« une dissolution incomprise... »* –, sans oublier de fustiger les *« emprunts »* ou les caricatures du programme du PS ; *« Tout ça pour cela ?*, a-t-il ironisé. *Eh bien oui ! tout ça pour cela, car il n'y a que cela »*. Dénonçant la politique de la droite qui *« oppose, divise et fractionne les Français »*, le premier secrétaire du PS a exhorté les électeurs à *« transformer »* le mécontentement à l'égard du gouvernement *« en un désir »* pour les socialistes. *« Si l'élection se jouait sur l'impopularité du pouvoir, il serait battu demain »*, a-t-il lancé, en souhaitant recueillir l'*« adhésion »* des Français.

CRITIQUES DE M. ROCARD

M. Jospin s'est gardé d'évoquer les critiques de Michel Rocard sur le plan de création de 700 000 emplois pour les jeunes et l'exploitation immédiate qu'en a faite Alain Jupé. Le matin, lors de la réunion du bureau national, il y avait juste fait allusion dans une mise au point sur les lectures du programme qui sonnait, notamment pour l'ancien premier ministre, absent et non cité, comme un rappel à l'ordre. A Poitiers, le premier secrétaire du PS a préféré s'en prendre à la droite dont les critiques sur ce plan *« tombent à plat »*. *« Notre programme n'est pas un programme de quarante jours mais pour cinq ans »*, a-t-il assuré en se moquant de la droite – *« ce qu'ils font avant n'a pas d'importance et ce qu'il feraient après est tenu secret »* – et en opposant *« le dialogue, la négociation, le contrat »*, pour l'emploi comme pour la réduction de la durée du travail, à la *« démarche autoritaire »* de M. Juppé.

Moins en verve qu'à Nantes, M. Jospin s'est étendu sur l'Europe et les services publics et s'est engagé *« solennellement »* sur l'indépendance de la justice, assurant qu'*« il ne sera plus possible au garde des sceaux d'intervenir dans des affaires judiciaires »*. Il a ironisé sur les passages de la lettre de M. Chirac sur le cumul des mandats et la place des femmes, notant les difficultés de M. Juppé pour appliquer ces conseils. Il s'est aussi offert, en complicité avec la salle, un petit trait d'humour à propos de la visite qu'il avait reçue, le matin, de Robin Cook, le nouvau secrétaire au Foreign Office car, a-t-il indiqué à son auditoire, *« savez-vous qu'en Grande-Bretagne, les amis de M. Madelin ont gagné les élections ? Vous ne le saviez pas ? Vous n'aviez donc rien compris, comme moi d'ailleurs »*.

Michel Noblecourt

Les travaillistes saluent leur « parti frère »

Lionel Jospin a reçu au siège du Parti socialiste, mercredi 7 mai pendant un peu plus d'une demi-heure, le nouveau secrétaire au Foreign Office, Robin Cook. Tout en affirmant que les travaillistes entretenaient de *« bonnes relations »* avec le PS, qu'il a qualifié de *« parti frère »*, le nouveau chef de la diplomatie britannique s'est refusé officiellement à la moindre ingérence dans la campagne électorale française, soulignant son intention de *« travailler en étroite relation avec le nouveau gouvernement que choisiront les Français »*. Selon Pierre Guidoni, secrétaire national du PS aux relations internationales, le secrétaire au Foreign Office aurait confié à Lionel Jospin, au détour d'un *« entretien très chaleureux »*, que *« la mécanique de campagne du Parti travailliste ne sert plus à rien »*. *« Si vous voulez, on peut la mettre à votre disposition »*, aurait-il ajouté en souriant. Concernant les conditions posées par M. Jospin à l'entrée dans la monnaie unique, M. Guidoni indique que M. Cook *« ne s'est pas montré en désaccord avec cette manière d'aborder les choses »*.

SANTÉ L'ordre des médecins, qui a réuni son conseil national le 7 mai, a annulé une délibération de l'ordre de Seine-et-Marne qui menaçait de poursuivre pour *« violation de la déontologie médicale »* les praticiens acceptant de signer la convention entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins. ● NÉANMOINS, le conseil national de l'ordre dénonce vivement cette convention médicale. *« Le principe du reversement des honoraires est contraire à la déontologie médicale »*, estime le président de l'ordre, le professeur Glorion. ● LE CONSEIL D'ÉTAT a rejeté, par une décision rendue publique le 7 mai, plusieurs recours contre l'ordonnance d'avril 1996, relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins. Aucun des arguments invoqués par trois organisations de médecins, qui dénonçaient ce texte *« pour excès de pouvoir »*, n'a été retenu.

L'ordre des médecins dénonce les modalités de maîtrise des dépenses de santé

Son conseil national, réuni le 7 mai, est revenu sur les menaces de poursuites à l'encontre de praticiens de Seine-et-Marne. Mais il estime « contraire à la déontologie médicale » le principe du reversement des honoraires en cas de dépassement des objectifs

LA MAÎTRISE des dépenses de santé est-elle compatible avec la déontologie des médecins ? La question agite le monde médical depuis que le conseil départemental de l'ordre de Seine-et-Marne a menacé de poursuivre pour *« violation de la déontologie médicale »* les praticiens signataires des deux conventions qui régissent, depuis la fin mars, les relations entre les caisses d'assurance-maladie, les généralistes et les spécialistes (*Le Monde* du 3 mai). En substance, les docteurs Joël Le Guérinel et André Deseur, à l'origine de la menace adressée le 28 avril à leurs confrères du département, opposent le principe de l'exercice individuel d'une profession à la gestion collective des sanctions financières en cas de dépassement des objectifs de dépenses. Ces objectifs sont désormais fixés chaque année par le gouvernement et le Parlement.

A l'issue d'une réunion extraordinaire, mercredi 7 mai, le Conseil national de l'ordre des médecins a annulé cette décision départementale. Il avait pourtant, le 27 mars, qualifié d'*« inadaptées »* les dispositions collectives prévues par les conventions pour le reversement des honoraires en cas de dépassement de l'objectif prévisionnel de dépenses. *« Nous étions alors dans un cadre légal, émettant un avis à la demande du gouvernement,* a précisé au *Monde*, jeudi 8 mai, le professeur Bernard Glorion, président du Conseil national. *Cet avis n'a pas été rendu, le gouvernement ayant rapidement fait paraître le texte de la convention médicale sans tenir compte de notre position critique. Nous n'avons pas, depuis, changé d'avis. A nos yeux, le principe du reversement des honoraires est contraire à la déontologie médicale. Il s'agit d'une injustice, dans le sens où c'est une sanction collective touchant une profession dont l'exercice est individuel. »*

« Interrogés par les conseils départementaux de l'ordre et par les médecins quant à l'attitude à adopter en pratique, nous répondons aujourd'hui que nos réserves et nos critiques demeurent », nous a encore assuré le professeur Glorion. Pour autant, le conseil national a annulé la délibération du conseil départemental de Seine-et-Marne. *« L'attitude des responsables de ce conseil qui menaçaient de sanctions disciplinaires les médecins signataires de la convention était inadmissible, constituant un abus de pouvoir,* nous a expliqué le professeur Glorion. *Aujourd'hui, la situation est claire. Le conseil national fait savoir à chaque médecin qu'il n'y a aucune menace dans ce domaine. Chaque praticien est donc libre d'adhérer à la convention. »*

> Pour le professeur Bernard Glorion, président du conseil national, « il s'agit d'une injustice, dans le sens où c'est une sanction collective touchant une profession dont l'exercice est individuel »

En pratique, le problème ne se posera que dans deux ans, lorsque des médecins pourront être conduits à reverser une partie de leurs honoraires, situation dont les pouvoirs publics s'accordent à dire qu'elle ne se présentera pas puisque la réforme, reposant sur le respect des normes de bonne pratique médicale, aura porté ses fruits. Il convient aussi de signaler que les patients des médecins qui refuseraient de signer la convention seraient beaucoup moins bien remboursés que les autres. La menace brandie par le conseil départemental de Seine-et-Marne semblait donc relever davantage du symbole politique et il était permis de douter de son impact dans les faits. Dans le document adressé le 28 avril aux médecins de ce département, le conseil de Seine-et-Marne écrivait que ceux *« qui accepteraient de signer ces textes, s'exposeraient aux poursuites que* (le conseil) *engagerait à leur encontre du fait du non-respect du code de déontologie médicale »*. Les dispositions des conventions portaient, selon le conseil, *« atteinte à l'honneur de la profession »*.

Le syndicat MG France, signataire de la convention pour les généralistes, s'était déclaré, par la voix de son président, le docteur Richard Bouton, *« indigné »* par l'initiative du conseil de Seine-et-Marne. *« Il s'agit là d'un incident très grave, d'un scandale public »*, avait déclaré M. Bouton, qui demandait alors la démission du docteur *Le Guérinel*. Le mouvement des internes et des chefs de clinique reposait essentiellement sur le rejet des sanctions collectives imposables aux médecins. Leur syndicat s'était prévalu de l'avis très critique du conseil national de l'ordre pour justifier la grève des soins.

L'institution ordinale réfute finalement les arguments du gouvernement, qui estime que le mécanisme du reversement des honoraires est un *« processus d'équilibre économique totalement étranger à la déontologie médicale »*. Si le conseil national de l'ordre a décidé de ne pas faire obstruction à l'adhésion de ses membres à la convention, il maintient que le mécanisme est contraire à la philosophie de l'exercice médical, les médecins ayant le sentiment d'être floués, dans la mesure où les praticiens vertueux paieront pour ceux qui ne le sont pas.

Laurence Folléa et Jean-Yves Nau

Les sanctions collectives et leurs dispositions

● **Le 15 novembre 1995**, le premier ministre, Alain Juppé, présentait à l'Assemblée nationale son plan de réforme de la Sécurité sociale. Il annonçait la mise en place d'*« un dispositif d'ajustement automatique des rémunérations des médecins en fonction du respect des objectifs »*.

● **Le 19 décembre 1996**, un décret *« relatif au reversement exigible des médecins conventionnés en cas de non-respect de l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses médicales »* précisait les modalités des pénalités. *« Lorsque le montant prévisionnel des dépenses d'honoraires, rémunérations et frais accessoires des médecins »* est dépassé, le reversement exigible est égal à l'intégralité *« du dépassement constaté sur ce poste, pour la part prise en charge par les régimes de Sécurité sociale »*, indique le décret. Lorsque le dépassement ne concerne que le *« montant prévisionnel des dépenses de prescription »*, le montant du reversement est égal à 5 % *« du dépassement constaté sur ce poste, pour la part prise en charge par la Sécurité sociale »*.

● **Le 28 mars**, deux arrêtés portant approbation des conventions nationales des médecins détaillent les modalités des reversements exigibles : *« Du montant du reversement (...) sont déduites les sommes reversées dans l'année de référence et correspondant aux éventuelles sanctions financières individuelles résultant du non-respect des références médicales opposables, de la répétition des indus et des décisions rendues par les comités médicaux régionaux (...). Le montant national du reversement exigible des médecins est affecté aux seules zones qui n'ont pas respecté leur objectif, et ce à due concurrence de la part du dépassement de chacune d'entre elles dans le dépassement constaté nationalement. »*

Le Conseil d'Etat rejette plusieurs recours contre l'ordonnance d'avril 1996

TROIS ORGANISATIONS de médecins, l'Association nationale pour l'éthique de la médecine libérale, le Syndicat national des psychiatres privés et le Syndicat des médecins libéraux, avaient demandé au Conseil d'Etat d'annuler *« pour excès de pouvoir »* l'ordonnance du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins. Les requérants soulevaient une série de moyens juridiques attaquant la légalité des articles 6, 11, 17, 19 et 20 de l'ordonnance. La juridiction administrative a rejeté leurs requêtes par une décision du 30 avril et rendue publique le 7 mai.

Le principe des sanctions financières imposables aux praticiens était la disposition la plus critiquée. Le Conseil a considéré que le reversement imposé aux médecins en cas de non-respect de l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses de santé *« constitue un mécanisme d'ajustement de ces dépenses et ne revêt pas le caractère d'une sanction »*. Les requérants n'étaient donc, selon lui, pas fondés à invoquer une *« violation des principes de nécessité des peines et de non-cumul des peines pour une même faute »*.

En outre, *« l'instauration d'un objectif prévisionnel d'évolution des dépenses médicales n'est pas, en elle-même, contraire au principe de protection de la santé garanti par le préambule de la Constitution »*, a estimé le Conseil d'Etat. *« L'objectif prévisionnel et les références médicales opposables ne portent pas atteinte au libre exercice de la profession de médecin,* a ajouté le Conseil, *dès lors qu'ils ne s'appliquent qu'aux médecins qui ont choisi de placer leur activité sous le régime de la convention définissant les rapports entre le organismes d'assurance-maladie et les médecins »*.

L'expérimentation des filières et réseaux de soins organisés autour du médecin généraliste, prévue à l'article 6 de l'ordonnance, était aussi attaquée, au motif qu'elle *« méconnaîtrait un prétendu principe constitutionnel de libre choix du médecin par le malade »*. L'argument a été écarté, le Conseil considérant que *« ne participeront à ces actions expérimentales que les bénéficiaires de l'assurance-maladie qui auront donné leur accord »*.

Le Conseil a par ailleurs souligné que, *« si les dispositions critiquées ne prévoient pas la procédure par laquelle les caisses primaires d'assurance-maladie feront connaître aux médecins le montant et les bases de calcul du versement (...), elles ne sauraient faire obstacle à la mise en œuvre du principe du respect des droits de la défense, applicable même sans texte à une décision telle que celle prévoyant qu'un médecin versera à la caisse primaire d'assurance-maladie une somme correspondant à une partie des dépenses d'honoraires et de prescriptions que son activité a occasionnées (...) »*.

Enfin, les organisations requérantes invoquaient la violation du principe d'égalité à propos des références médicales opposables aux médecins libéraux et hospitaliers. Sur ce dernier point, le Conseil d'Etat a noté qu'*« eu égard aux différences de situation (...) existant entre les praticiens libéraux conventionnés et les praticiens hospitaliers, le gouvernement pouvait, sans méconnaître le principe d'égalité, prévoir (...) que les références médicales opposables, dont le non-respect est passible de sanctions financières, ne s'appliqueraient qu'aux premiers, tandis qu'il prévoyait (...) que le respect de ces références par les établissements de santé publics ou privés (...) serait pris en compte dans la procédure d'accréditation »*. Les arguments juridiques avancés par les syndicalistes n'ont en aucun cas convaincu la haute juridiction. Les médecins qui s'appuient sur la violation du code de déontologie pour dénoncer les conventions auront-ils plus de chance ?

L. F.

Trois personnes interpellées après le meurtre d'un Gitan lors d'une fusillade près de Lyon

LYON
de notre correspondant régional

Ils étaient mille peut-être, graves, tristes et dignes. Certains sont restés sur la place, par petits groupes, l'église était déjà pleine, de parents et d'amis. Mercredi 7 mai, la communauté gitane de l'agglomération lyonnaise a enterré en silence Auguste, vingt-huit ans, tué d'une balle dans la tête, dimanche 4 mai vers 2 heures du matin, à Chaponost (Rhône). Auguste était ferrailleur, vivait en caravane dans un campement, près d'une rocade, à Irigny. C'est dans cette commune de la banlieue sud de Lyon que la messe a été célébrée.

Samedi soir, à Chaponost, dans l'Est lyonnais, ils étaient trois ou quatre cents Gitans réunis dans la salle des fêtes pour le baptême de deux enfants. A l'heure où chacun commençait à songer à rentrer chez lui, une BMW noire a déboulé sur le parking. Trois hommes cagoulés en sont sortis et ont fait feu. Stupeur, panique, hurlements, des adultes tentent de protéger les enfants de leur corps, d'autres essaient de fuir. Les gendarmes retrouveront une vingtaine d'impacts de balles.

Auguste a été abattu à bout portant, près de la porte d'entrée. Un jeune homme est grièvement blessé à un œil. *« Il y aurait pu avoir dix morts »*, dit avec un effroi rétrospectif un gendarme. Aussitôt, la communauté fait bloc, car *« c'est le peuple gitan qu'on a attaqué »*. Les témoins de la scène désignent ceux qu'ils considèrent être les coupables : *« les Algériens »*. Quelques heures avant l'irruption du commando, un banal accident de circulation, devant le parking de la salle des fêtes, avait opposé quatre occupantes d'une voiture, des femmes maghrébines, et une invitée au baptême. Le ton a monté et les quatre femmes ont promis que leurs amis reviendraient *« avec des fusils »*.

> « J'ai la colère. J'ai vu ma fille à un fil de la mort »

C'est cette piste que les enquêteurs de la section de recherches de la gendarmerie de Lyon ont remontée. Ils savent qu'ils doivent agir vite, certains Gitans parlant de vengeance, même si Adolphe, le père d'Auguste, appelle au calme ceux qui, depuis le drame, sont venus chaque nuit l'aider à supporter le deuil. *« J'ai la colère. J'ai vu ma fille à un fil de la mort,* raconte un homme. *Il faut que la justice les rattrape. »* Cinquante gendarmes sont mobilisés, essayant de recouper les témoignages d'une communauté peu disposée, par tradition, à coopérer avec les forces de l'ordre.

Mercredi, peu après la fin des obsèques, François Molens, premier procureur adjoint au parquet de Lyon, a fait le point sur l'enquête, qui *« établit une relation entre l'accrochage et la fusillade »*. La veille, sur six personnes placées en garde à vue, trois avaient été relâchées. Trois individus, *« appartenant à la communauté maghrébine »*, ont été présentés à un juge d'instruction. Un homme âgé de trente-neuf ans, propriétaire d'une BMW noire, a été déféré pour *« assassinat et tentative d'assassinat »*, mais *« il nie les faits »*, a précisé le procureur. Les deux autres, des hommes de trente-trois et trente-cinq ans, dont l'un sous le coup d'un arrêté d'expulsion, faisaient l'objet d'une procédure incidente pour possession de deux pistolets automatiques, deux armes différentes de celles utilisées par le commando.

Mais l'enquête *« est loin d'être terminée »*, a expliqué M. Molens, et *« elle reste difficile »*. *« Afin d'éviter d'éventuelles représailles »*, les identités des trois suspects, *« connus par les services de police et dont l'un sortait d'une peine de détention »*, n'ont pas été révélées. Dans le campement d'Irigny, la caravane d'Auguste est vide désormais. Adolphe, son père, a confiance *« en Dieu et en la justice »*. Mais ses autres fils crient leur *« colère »*.

Bruno Caussé

Encore sous le choc de la crise de 1995, l'université de Rouen perd son président

ROUEN
de notre correspondant

A six mois du terme de son mandat, Jean-Marie Carpentier, président de l'université de Rouen, passe la main. Mardi 6 mai, il a présenté sa démission devant le conseil d'administration. *« Je laisse la barre à un moment de calme »*, a-t-il commenté en laissant le soin à son successeur, qui entrera en fonction au cours de l'été, de gérer les importantes échéances qui attendent cet établissement de 29 000 étudiants.

Toujours sous le choc des conséquences de plusieurs semaines de grève qui, en octobre 1995, avaient donné le coup d'envoi d'un mouvement national d'étudiants, la situation de l'université est, semble-t-il, loin d'être réglée. Certes, M. Carpentier, soumis à une forte contestation interne de ses collègues de la faculté des sciences, considère que *« sa décision n'est liée à aucun soubresaut universitaire ni à aucune difficulté grave. C'est un climat propice qui justifie le moment de ma décision pour servir au mieux les intérêts de l'université »*.

Mais deux dossiers importants attendent la nouvelle équipe dès la rentrée : la révision à mi-parcours du contrat quadriennal d'établissement et les négociations avec le ministère sur les postes de personnel enseignant. Cette discussion renvoie à la signature du plan d'urgence obtenu en novembre 1995 après l'intervention d'un médiateur, Gilles Bertrand. Dès les premiers jours de la rentrée, les étudiants et les enseignants s'étaient mis en grève pour réclamer les *« moyens nécessaires »* pour leurs études en chiffrant à 12 millions de francs et à quelque 226 postes le déficit du nombre d'enseignants et de personnels administratif et technique (IATOS).

Reconnu *« légitime »* par le président de la République, leur mouvement avait fait tache d'huile en s'étendant aux jeunes universités de villes moyennes. Comme Rouen, elles ont, en l'espace de quelques années, connu une forte augmentation de leurs effectifs sans bénéficier des moyens financiers et pédagogiques correspondants.

PROMESSES NON TENUES

Sur les 12 millions de francs qu'ils estimaient nécessaires pour le fonctionnement normal de l'établissement, les enseignants et les étudiants en avaient obtenu 9 millions du gouvernement, selon l'accord conclu avec M. Bertrand. Selon les nouvelles normes de dotations adoptées depuis, l'université de Rouen aurait même dû bénéficier de moyens supplémentaires. Or, constate aujourd'hui Campus actif, l'organisation d'étudiants à l'origine de la contestation, *« contrairement aux promesses, nous n'avons reçu que la moitié de cette somme »*.

Côté nominations de personnels, la situation ne serait guère plus brillante. Il devrait manquer 83 postes d'enseignants à la rentrée même si, en septembre, 25 ont été attribués. Pour Campus actif, le compte est loin d'être acquis, surtout s'il faut tenir compte des nouvelles exigences d'encadrement induites par la récente réforme des études.

Enfin, de nouvelles tensions sont apparues avec l'UFR de sciences et techniques à propos de la vétusté de certains bâtiments, notamment en biologie, où la sécurité des occupants n'est plus assurée. *« Le cumul de tous ces problèmes risque d'entraîner, dans les mois qui viennent, une grave crise au sein de notre université »*, considère Campus actif. Selon ses responsables, la démission de M. Carpentier pourrait bien l'accélérer.

Mis en cause pour son absence de *« fermeté »* dans les négociations avec le gouvernement, le président sortant avait souhaité par la suite engager un débat interne sur les missions de l'université. Il avait même, en diverses occasions, manifesté l'idée d'une partition de l'établissement en deux entités de taille moyenne. En annonçant son départ prématuré, il laisse à ses successeurs la charge de dessiner l'avenir de cette université bien fragile.

Etienne Banzet

L'Académie pour le dépistage obligatoire du sida chez les femmes enceintes

LE TEST de dépistage du sida, actuellement proposé aux femmes enceintes, devrait devenir *« obligatoire »*, selon un rapport de l'Académie nationale de médecine rendu public mercredi 7 mai. *« Le caractère obligatoire du test de dépistage recommandé dans le rapport de l'Académie de 1992, mal accepté quand la seule solution était une interruption de grossesse, a désormais un tout autre sens et devrait être reconsidéré »*, écrit l'auteur du rapport, le professeur Roger Henrion, gynécologue-obstétricien (maternité de Port-Royal, Paris). *« A tout le moins*, ajoute-t-il, *il serait nécessaire de rappeler, tant aux médecins qu'aux mères, le très grand intérêt de connaître le statut sérologique VIH de toute femme enceinte dès le début de la grossesse. »* Depuis le 27 janvier 1993, le médecin a l'obligation légale de proposer systématiquement un dépistage aux parturientes.

Grâce à l'AZT (zidovudine), le risque de transmission materno-foetale du virus est passé de 15 % à 5 %, précise le professeur Henrion, qui rappelle que *« 90 % des femmes enceintes subissent en France ce dépistage du sida proposé et accepté par 99 % d'entre elles*, [et que], *parmi celles qui sont séropositives, plus de 40 % continuent à le découvrir au moment de la grossesse »*. Un essai de bithérapie (AZT avec 3TC, ou lamivudine), concernant 450 femmes enceintes, a été lancé en janvier dans plusieurs centres de soins. En France, 1 800 à 2 000 femmes enceintes porteuses du virus VIH poursuivent chaque année leur grossesse, et environ 600 enfants naissent chaque année de mère séropositive.

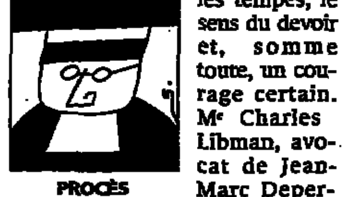
La défense de Jean-Marc Deperrois souligne les « failles » de l'enquête

Des éléments contradictoires dans l'affaire de la Josacine empoisonnée

Le président de la cour d'assises de Seine-Maritime, Jean Reynaud, n'a pas indiqué, mercredi 7 mai, s'il compte entendre le médecin de la famille Tanay, Sylvain Vue. Son témoignage avait été négligé par les enquêteurs en 1994, alors qu'il peut bousculer la thèse de l'accusation contre Jean-Marc Deperrois.

ROUEN
de notre envoyé spécial

L'adjudant Jean-Luc Doby, quarante-deux ans, a le cheveu court, quelques gouttes de sueur sur les tempes, le sens du devoir et, somme toute, un courage certain. Mᵉ Charles Libman, avocat de Jean-Marc Deperrois, accusé d'avoir empoisonné un flacon de Josacine administrée, le 11 juin 1994, à Emilie Tanay, une fillette de neuf ans, l'interroge en faisant appel à sa conscience de gendarme. Dans la salle d'assises de Seine-Maritime, le militaire a plus gradé que lui dans son dos. Au premier rang des bancs du public, son ancien chef d'enquête, *Jean-Louis* Martinez, cache mal sa nervosité, alors que, la veille, il a déjà été particulièrement malmené par la défense.



PROCÈS

« Votre conscience de gendarme, elle est permanente, hein ?, demande Mᵉ Libman à l'adjudant Doby. *N'êtes-vous pas étonné, encore aujourd'hui, que ni l'enquête, ni l'instruction, ni la poursuite du parquet n'aient fait état de la déposition que vous avez enregistrée ? »* Inlassablement, l'avocat tape sur le coin qu'il a déjà commencé à enfoncer lors de la journée précédente. L'adjudant est l'officier de police judiciaire qui enregistra, en juillet 1994, la déposition du docteur Sylvain Vue, médecin traitant de la famille Tanay.

Selon M. Vue, Corinne Tanay lui avait indiqué, deux jours après le drame, avoir remarqué des anomalies lors de la préparation du médicament (*Le Monde* du 8 mai). Or, selon l'accusation, s'appuyant sur d'autres déclarations de la mère d'Emilie, la préparation effectuée par ses soins a été tout à fait normale et l'empoisonnement n'a pu se produire que postérieurement, à Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime), où réside Jean-Marc Deperrois. L'adjudant réfléchit. *« Vous semble-t-il normal qu'on ait passé sous silence cette déposition ?*, insiste Mᵉ Libman. *Est-ce une faille pour la recherche de l'enquête ? »* De fait, le docteur n'a jamais été réentendu dans le cadre de la procédure. Alors, le gendarme lâche : *« Ça peut être considéré comme une faille. »* Dans son dos, le capitaine Martinez bouillonne.

DÉPOSITION EN SUSPENS

Mais, à l'audience, Corinne Tanay vient d'infirmer catégoriquement les propos tenus par son médecin, qui, de son côté, interrogé par les médias, a confirmé sa déposition, rendant plus que nécessaire une prochaine confrontation devant la cour d'assises. Elle laisse entendre qu'il y aurait eu confusion.

Cependant, assure l'adjudant Doby, *« il n'y avait pas de problème de compréhension »* entre le médecin et lui. *« Il n'y a pas eu d'erreur d'interprétation »*, assure-t-il. Le président de la cour, Jean Reynaud, n'indique pas pour autant s'il compte faire citer à la barre le docteur Vue. La question de sa déposition demeure en suspens. L'audience se poursuit selon le plan minutieusement prévu, quitte à défier parfois les facultés d'attention et de concentration des jurés : quatorze heures de séance, mercredi 7 mai, compte non tenu des suspensions.

Cheminant ensuite sur les reliefs de l'accusation, l'audience reprend son cours, aborde point par point le dossier, et notamment la question du *« mensonge »* de Jean-Marc Deperrois, sur lequel, en tant que circonstances aggravantes, l'accusation s'appuie. Lors de sa garde à vue, le chef d'entreprise avait nié, contre toute évidence, avoir détenu du cyanure de sodium, allant jusqu'à traiter de *« menteur »* son fournisseur, médusé, Alain Bodson. Invariablement, l'accusé a expliqué, depuis son placement en détention provisoire, il y a près de trois ans, avoir agi ainsi parce qu'il avait été pris d'une *« peur panique »* après avoir appris que la petite Emilie avait été empoisonnée par du cyanure de sodium alors qu'il détenait lui-même 1 kilo de ce produit, pour, selon lui, des *« expérimentations »* à usage professionnel. Or l'accusation considère que l'achat de cyanure constitue un acte de préméditation.

« Je comprenais bien la demande de M. Deperrois », témoigne au contraire le directeur technique de la société Bodson, Jean-Jacques Chassagne, qui donne du crédit aux expérimentations du chef d'entreprise. Tandis que de l'audition d'Alain Bodson, son fournisseur, il ressort que la livraison du cyanure ne revêtait pas de caractère aussi secret qu'on eût pu le penser : la refacturation du produit à Jean-Marc Deperrois était prévue et sa livraison avait eu lieu dans les locaux de la société Bodson cinq semaines avant le décès de la petite Emilie, en présence de plusieurs témoins.

Jean-Michel Dumay

Peines de prison pour « Ma Dalton » et son clan

BERNADETTE FOURTIER, alias *« Ma Dalton »*, et cinq membres de son clan – mari, fils, fille, beau-frère, belle-sœur – ont été condamnés, mercredi 7 mai, par le tribunal correctionnel de Nancy, à des peines de deux mois à quatre ans d'emprisonnement, et à verser 350 000 francs aux parties civiles. La famille avait escroqué une dizaine de vieillards crédules.

Le tribunal a également interdit de séjour dans les Vosges et en Haute-Saône cette famille qui terrorise la région depuis plusieurs années, et avait eu son heure de gloire lorsqu'elle était venue vanter le système D sur le plateau de l'émission télévisée « Ciel mon mardi ». *« Merci quand même, messieurs dames. On reviendra. On fera appel »*, a déclaré *« Ma Dalton »* à l'adresse du tribunal.

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : le préfet de l'Aude a été condamné** pour voie de fait, mercredi 7 mai, par le juge des référés de Narbonne, pour avoir consigné José Nito, un passager clandestin capverdien, à bord du navire dans lequel il venait d'accoster à Port-la-Nouvelle. *« Le fait d'ordonner au commandant de retenir l'étranger à bord ne relève d'aucune disposition législative ou réglementaire »*, précise le jugement. Le préfet devra verser 3 000 francs à José Nito, libéré dans la soirée.

■ **JUSTICE : le tribunal correctionnel de Beauvais (Oise) a** condamné, mardi 6 mai, le bâtonnier du barreau de Compiègne, dont les avocats observent la *« grève des gardes à vue »*, à verser un franc symbolique au Syndicat des avocats de France (SAF) et 2 000 francs à un jeune homme de vingt ans qui n'avait pu obtenir l'assistance d'un avocat à la vingtième heure de sa garde à vue. Radoine Madmoune avait été arrêté, en septembre dernier, après une nuit d'émeute dans une cité de Compiègne. A l'audience, le bâtonnier avait expliqué que le barreau refusait de faire *« de l'assistanat social »*.

■ **MEURTRE : l'un des derniers caïds marseillais, Jean Toci,** soixante-quatre ans, demi-frère du parrain Gaëtan Zampa, a été tué, mercredi 7 mai, de plusieurs balles, ainsi que sa compagne, Berthe Crémier, cinquante-deux ans, sur le parking d'un supermarché d'Istres. Les meurtriers, deux hommes cagoulés, ont tiré au moins une demi-douzaine de décharges de fusils à pompe.

■ **POLICE : Emile Pérez, le secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale** (SCHFPN- majoritaire) a déclaré, dans un entretien à *L'Express* daté du 8 mai, que les juges d'instruction sont *« incontrôlés et irresponsables dans leur pratique »*. M. Pérez réagissait aux quinze propositions *« pour une nouvelle autorité judiciaire »*, émises, le 28 avril dernier, par l'Association française des magistrats instructeurs (*Le Monde* du 30 avril).

■ **SANTÉ : les comprimés de Juvépirine à 100 milligrammes d'aspirine des laboratoires Asta Medica sont retirés du marché à la** suite d'un accident respiratoire par *« fausse route »* (passage anormal dans les voies respiratoires) survenu chez un enfant d'un an, a annoncé, mercredi 7 mai, l'Agence du médicament. *« Seule la Juvépirine à 100 mg d'aspirine sous forme de comprimés à croquer ou à sucer »* est visée par cette mesure, a précisé l'Agence.

■ **RECHERCHE : le professeur Luc Montagnier continuera d'appartenir aux cadres techniques de l'Institut Pasteur** de Paris jusqu'à l'âge de soixante-huit ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 2000, a annoncé, mercredi 7 mai, l'Institut. *« Jusqu'à cette date, il pourra conserver ses fonctions de chef de l'unité d'oncologie virale et poursuivre ses recherches dans les mêmes conditions qu'actuellement »*, souligne l'organisme.

CARNET

NOMINATIONS

ÉQUIPEMENT

Sur proposition de Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, **Gilbert Santel**, directeur du personnel et des services du ministère de l'équipement, a été nommé délégué à la modernisation et à la déconcentration de ce ministère, par le conseil des ministres du mercredi 7 mai. Le délégué à la modernisation et à la déconcentration, dont le poste a été créé par un décret paru au *Journal officiel* du 6 mai, est le correspondant permanent du commissaire à la réforme de l'Etat, Jean-Ludovic Silicani, depuis septembre 1995 ; le rôle du délégué est de proposer, de coordonner et de suivre toutes les réformes intéressant les structures de l'administration centrale, l'organisation des services déconcentrés, les actions de modernisation, la *simplification* des procédures. **Pierre Chantereau**, directeur général de l'Institut national de recherche sur les transports urbains et leur sécurité (Inrets), a été nommé directeur du personnel et des services en remplacement de M. Santel par le conseil des ministres du 7 mai.

[Né le 23 décembre 1948 à Pontacq (Pyrénées-Atlantiques), ancien élève de l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, Gilbert Santel a travaillé à la direction départementale de l'équipement (DDE) de la Moselle (1972-1974), à la direction des bases aériennes (1974-1978), à la DDE de la Seine-Saint-Denis (1978-1980) et à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France (1981-1985), avant d'être chargé de mission auprès du directeur de l'action sociale du ministère de la solidarité nationale, secrétaire adjoint du Comité interministériel pour les villes (1985-1987) et chargé de mission à la direction départementale de l'équipement du Val-de-Marne (1987-1988). Il est membre du bureau national du Syndicat du personnel technique, administratif et de services de la CGT de 1975 à 1980. Gilbert Santel est nommé conseiller technique aux cabinets de Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, et *de Philippe Essig, secrétaire d'Etat* au logement du premier gouvernement de Michel Rocard (mai 1988-juin 1988). Dans le second gouvernement de M. Rocard, il est conseiller technique aux cabinets de Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement (juin 1988-février 1989), puis de Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (février 1989-décembre 1990), mais aussi directeur du cabinet de Louis Besson, ministre délégué au logement (de mars 1989 à décembre 1990). Il devient ensuite directeur de la construction au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace (1990-1991). Il est nommé directeur du cabinet de Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire d'Edith Cresson (novembre 1991-avril 1992), puis ministre de la fonction publique et de la réforme administrative de Pierre Bérégovoy (avril 1992-décembre 1992). Depuis décembre 1992, Gilbert Santel était directeur du personnel et des services du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.]

[Né le 7 décembre 1942 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'Ecole polytechnique (1962), Pierre Chantereau est chef de l'agence de l'Est du Service d'études techniques des routes et autoroutes (1967-1972), chef d'arrondissement à la direction départementale de l'équipement (DDE) du Loiret (1972-1977), adjoint au directeur de la direction départementale de l'équipement de la Somme (1977-1980), chargé de la gestion du corps des ingénieurs des ponts et chaussées puis de la sous-direction des personnels d'encadrement (1980-1984), chargé de mission pour les actions relevant de la fonction publique territoriale (1984-1987), puis directeur de la DDE de Loire-Atlantique (1987-1994). Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme d'Edouard Balladur, le nomme responsable de l'organisation du débat « Ensemble traçons notre avenir ». Il devient conseiller spécial au cabinet de Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme des deux gouvernements d'Alain Juppé (mai 1995-octobre 1996). Il est nommé ingénieur général des ponts et chaussées en août 1995. Depuis octobre 1996, il était directeur général de l'Institut national de recherche sur les transports urbains et leur sécurité (Inrets).]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Donatien et Pépa CUBLIER
ont la joie d'annoncer la naissance de

Aymar,

le 1ᵉʳ mai 1997, à Madrid.

Calle Alcalde Lopez Casero, 7,
28027 Madrid.

Mariages

M. et Mᵐᵉ Jean-Paul LAJOIE,
M. et Mᵐᵉ Alain ROLLAT,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Olivier,

qui sera célébré le samedi 17 mai, à 16 h 30, en l'église Saint-Louis, à Sète (Hérault).

34, chemin de Montvollant,
17100 Bussac-sur-Charente.
3, rue des Aulnes,
93600 Aulnay-sous-Bois.

Décès

– Le service des conférences de l'OCDE
a le profond regret de faire part du décès de

Claudia ANCELOT,

survenu le 30 avril 1997.

Begegnen wir der Zeit,
wie sie uns sucht.
Shakespeare, *Cymbeline.*

– Aix-en-Provence.

Mᵐᵉ Catherine Dechavanne,
son épouse,
et ses enfants,
Le docteur Didier Dechavanne,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mᵐᵉ Robert Janniaux,
leur fille et leurs petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François DECHAVANNE,
DRH à la SNCM,

survenu dans sa cinquantième année.

La cérémonie civile aura lieu le samedi 10 mai 1997, à 14 h 30, au cimetière du Grand-Saint-Jean.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Pierre Piganiol,
Et les membres du Comité scientifique pour la rénovation du Musée des arts et métiers,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

M. Yves DEFORGE,
inspecteur principal
de l'enseignement technique,

survenu le 27 avril 1997, à Honfleur (Calvados).

Le président et les membres du Comité scientifique,
Ainsi que l'équipe du Musée
s'associent à la douleur de sa famille.

– Bernard et Rosy Duattis,
ses parents,
Diego Chonchol,
son compagnon,
Jean et Nathalie Duattis,
son frère et sa sœur,
Les familles Chonchol, Delclos et Duattis,
font part du décès de

Anne DUATTIS,

survenu dans sa vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 2 mai 1997, à Poulx (Gard).

Collège Jean-Vilar,
30800 Saint-Gilles.

– M. René Noury,
son époux,
Francine, Simone, Philippe et Paul,
ses enfants,
Marie, Mathieu, Alice,
Pierre, Henri, Jean et Clara,
ses petits-enfants,
Et les familles Noury, Rabbat, Brule, Hawley, Karruze et Ganem,
ont la douleur de faire part du décès, le 6 mai 1997, de

Lola NOURY,
née RABBAT.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 12 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Saturnin, place de l'Eglise, à Antony (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être faits à Médecins du monde, 62, rue Marcadet, Paris-18ᵉ.

117, avenue Emile-Zola,
75115 Paris.

– Mᵐᵉ Jacques Ouzilou,
Mᵐᵉ Colette Ouzilou,
Le docteur et Mᵐᵉ Robert Ouzilou,
M. Claude Ouzilou et Mᵐᵉ Jacqueline Falguière,
Le docteur Raymond Narboni,
Mᵐᵉ Jacqueline Barnavi, Elie Barnavi, David, Yaël,
Le docteur Brigitte Narboni,
Mˡˡᵉ Danièle Ouzilou,
Mᵐᵉ Hélène Darche, Jean Besançon et leur fils,
Mᵐᵉ Louisette Narboni et Danièle,
Mᵐᵉ Gabriel Narboni,
Mᵐᵉ Arthur Ouzilou,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques OUZILOU,
ingénieur agronome,

survenu le 5 mai 1997.

4, avenue de la Marne,
92600 Asnières.

– Madeleine Pommat,
son épouse,
Dominique, Pascale et Eric Pommat,
ses enfants,
Andrée Pommat,
sa mère,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges POMMAT,

survenu le 5 mai 1997, dans sa soixante-cinquième année.

Anniversaires de décès

– Il y a vingt ans, à Montréal (Canada),

Jean Salvi GUILLEM,
psychiatre

nous quittait.

Ses enfants souhaiteraient que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

– Il y a dix ans, le 9 mai 1987,

Denise TINTANT

nous quittait.

Ses parents,
Et ses nombreux amis,
auront pour elle une pensée ou une prière.

Colloques

DISCOURS RACISTE
et
LIBERTÉ D'EXPRESSION :
PROBLÈMES JURIDIQUES
et
PHILOSOPHIQUES

Colloque international

organisé par l'Institut hongrois de Paris, en collaboration avec l'Association des Amis de l'Institut hongrois et le Goethe Institut, avec le soutien de la Fondation Soros de Budapest, de l'Unesco et de Medimpex France.

Sous le haut patronage de
Raymond BARRE, ancien premier ministre, et de **Federico MAYOR**, directeur général de l'Unesco.

INTERVENANTS

Eric Barendt, professeur, University College, Oxford.
Irwin Cotler, professeur, McGill University, Montréal.
R.P. Bernard Dupuis, directeur de la revue *Istina*, Paris.
Ronald Dworkin, professeur, University College, Oxford, et New York University Law School.
Roger Errera, conseiller d'Etat, Paris.
Jochen A. Frowein, professeur, Max-Planck-Institut, Heidelberg.
Kent Greenawalt, professeur, université Columbia, New York.
Gàbor Halmai, professeur, université d'Europe centrale, Budapest.
Pierre Kende, *directeur d'études au* CNRS, président de l'Institut 1956, Budapest.
Jànos Kis, professeur, université d'Europe centrale, Budapest.
Friedrich Kübler, professeur, université de Francfort-sur-le-Main.

Vendredi 9 et samedi 10 mai 1997,
de 10 heures à 12 h 30
et de 14 h 30 à 18 heures.

ENTRÉE LIBRE
A L'INSTITUT HONGROIS,
92, rue Bonaparte, 75006 Paris.
Téléphone : 01-43-26-06-44.

Soutenances de thèse

– **Katharina Traichel** a soutenu sa thèse de doctorat de littérature comparée : **« Le corbeau dans la littérature. L'évolution d'une image mythique »**, le 3 mai 1997, en Sorbonne.
Le jury lui a décerné la mention « honorable ».

21 mai 1973 Les excès de « La Grande Bouffe »

SIX JOURNÉES PARTICULIÈRES

IV

Une rétrospective des grands moments du Festival de Cannes

Demain : 19 mai 1982, la nuit messianique de « Parsifal »



Marco Ferreri et Michel Piccoli n'hésitent pas, face aux détracteurs de « La Grande Bouffe », à renchérir dans la provocation.

LA bataille pour *La Grande Bouffe* avait débuté bien avant le 21 mai 1973, jour de sa présentation en sélection officielle, où le scandale tant annoncé allait effectivement se produire. Cette année-là, tous les regards convergent vers deux des films français de la compétition cannoise : celui de Marco Ferreri et *La Maman et la Putain*, de Jean Eustache (*La Planète sauvage*, de Roland Topor et René Laloux, complète la sélection). Même Frank Capra, sorti de sa maison de retraite pour vieilles gloires hollywoodiennes pour honorer de sa présence un hommage qui lui est rendu, semble avoir reniflé le fumet de *La Grande Bouffe* en refusant d'avance l'envahissante odeur. Lorsqu'on lui demande où est passé le vent d'optimisme et d'idéalisme qui flottait sur ses films, il répond : *« On n'a jamais autant ri au cinéma que pendant la Grande Dépression. On n'est drôle que quand on a faim. » La Grande Bouffe* allait pourtant lui prouver le contraire. L'ironie peut aussi affleurer avec la peau du ventre bien tendue.

Dans un entretien à *L'Express*, en 1972, peu de temps après la fin du Festival de Cannes, où la représentation française avait été d'une faiblesse extrême, Marco Ferreri déclarait : *« Un cinéma marche lorsqu'il colle à son époque, reflète sa couleur sociale. Carné, Renoir ont été le reflet de 1936 : le cinéma du Front populaire. Aujourd'hui, la France est dilettante, son cinéma aussi. »* A l'opposé de sa devancière, la sélection française du Festival de Cannes de 1973 est un modèle de pertinence et d'à-propos. *La Grande Bouffe* et *La Maman et la Putain* rendent tous les deux compte de la fin d'une époque. Serge Daney voyait dans *La Maman et la Putain* l'une des rares visions sur *« les enfants perdus de mai 68 »*, alors que *La Grande Bouffe* prenait le parti, clairement symbolique, de montrer dans quelle impasse se trouvait la société de consommation à travers le suicide par indigestion d'un pilote de ligne, d'un journaliste, d'un magistrat et d'un restaurateur.

Le film part d'une réalité purement physiologique, presque médicale, et décrit l'homme comme une machine qui a faim et soif de choses purement matérielles. *« Le risotto est mieux que la cocaïne. La nourriture, la consommation, si vous préférez, permet de tout saisir de notre société »*, explique Ferreri. Jacques Lourcelles compare son humour noir avec le désespoir d'une page de Jonathan Swift. Parlant de ce dernier, Roger Nimier écrivait : *« La littérature anglaise est accrochée au plafond comme un jambon tranquille, mais les jambons sont plus inquiets qu'il ne semble. »* Cette année-là, à Cannes, les jambons avaient donc gagné le droit à la parole.

La Grande Bouffe était marqué du sceau du scandale avant même d'être projeté. Carlo Rim, président de la Fédération internationale des auteurs de film, membre du conseil d'administration du Festival, rendant publiques, dans *Nice-Matin*, les délibérations du conseil le jour du vote pour la sélection, s'en prend violemment à l'*« absurdité de présenter comme français » La Grande Bouffe*, réalisé par un Italien. Il critique également la sélection française dans son ensemble, accusant André Astoux, directeur général du Centre national du cinéma et membre de droit du conseil d'administration, d'avoir demandé au conseil de *« faire abstraction de ses goûts »*. Le lendemain, encore dans *Nice-Matin*, André Astoux répond qu'*« il apparaît anormal et inconvenant que des discussions relevant du secret professionnel soient rendues publiques,* [que] *les œuvres qui provoquent la désapprobation de M. Carlo Rim ont finalement obtenu une très large majorité »*.

APRÈS l'échec commercial de *Liza*, son film précédent, Marco Ferreri avait pu monter *La Grande Bouffe* grâce à Jean-Pierre Rassam, l'un des producteurs les plus brillants de sa génération. Le succès des films de Jean Yanne (*Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil* ; *Moi y'en a vouloir des sous*) lui avait permis de produire *Tout va bien*, de Jean-Luc Godard et Jean-Pierre Gorin, et *Nous ne vieillirons pas ensemble*, de Maurice Pialat. Peu de temps avant la présentation du film à Cannes, *Le Figaro* se fait, dans son édition du 19 mai, l'écho de la polémique sur la nationalité du film. Pour le quotidien, assimiler *La Grande Bouffe* à un film français reviendrait à faire passer *La Joconde* pour un chef-d'œuvre de la peinture française, sous prétexte que François Ier avait payé les couleurs de Léonard de Vinci. *Le Figaro* conclut par une comparaison hardie : *« La France n'a-t-elle pas livré la plupart de ses batailles avec la légion étrangère ? »*

> « La Grande Bouffe » prenait le parti pris, clairement symbolique, de montrer dans quelle impasse se trouvait la société de consommation à travers le suicide par indigestion d'un pilote de ligne, d'un journaliste, d'un magistrat, et d'un restaurateur

La Grande Bouffe est vraiment attendu de pied ferme, ce 21 mai. La projection de l'après-midi a lieu dans un calme relatif. Les choses se compliquent lors de la conférence de presse qui suit. Ferreri y est entouré de ses cinq principaux comédiens : Ugo Tognazzi, Marcello Mastroianni, Michel Piccoli, Philippe Noiret et Andrea Ferreol. Aux premières invectives, Ferreri répond : *« Les gens de* La Grande Bouffe *sont comme tout le monde ! »* Tout aussi direct, Michel Piccoli enfonce encore un peu plus le clou : *« Je n'ai pas de honte, mais un seul regret. Le film est si beau que j'aurais voulu ne pas en être l'interprète pour le découvrir en spectateur. Les insultes dont on nous accable ne me gênent pas, elles me passionnent. Mourir en pétant n'est pas plus atroce que de mourir dans un costume militaire bien propre. On est choqué de voir au cinéma des choses qui se passent partout, dans les appartements, dans les hôpitaux, dont on parle dans les livres. C'est la vie, et il faut la montrer telle qu'elle est. »* Un peu en retrait, Noiret reconnaît avoir eu des problèmes de pudeur : *« Ce n'est pas du tout mon genre de jouer dans des scènes osées. Mais l'œuvre est tellement belle que je suis passé là-dessus. »* Ugo Tognazzi évoque de son côté des problèmes beaucoup plus pratiques : *« Les plats étaient si bien préparés que c'était un plaisir pour moi de les manger. Mais je ne vous dirai pas le nombre de kilos que j'ai pris. »*

Comme prévu, la projection du soir se révèle houleuse. La salle du Palais est comble et, pendant la première moitié du film, d'un calme absolu. Puis les sifflets et les injures commencent à affluer. L'accumulation des rots et des pets n'y est sans doute pas pour rien, et la présence de plus en plus envahissante de bruits de chasse d'eau non plus. Pour répondre aux sifflets des détracteurs, les défenseurs du film commencent à apostropher leurs adversaires. Pendant ce temps, la salle se vide, peu à peu. Lorsque la lumière se rallume, André Astoux se dirige vers Ferreri et ses comédiens pour leur serrer la main et leur manifester sa solidarité.

Astoux et l'équipe du film doivent sortir en se tenant par les bras pour forcer le barrage qui les attend à la sortie du Palais. Astoux est même pris à partie par quelques groupes restés sur la chaussée, au bas des marches. *« Certains m'auraient broyé »*, écrit-il dans son autobiographie (*Ce maudit cinéma*, Ed. Jean-Claude Lattès). Michel Piccoli donne dans ses Mémoires (*Dialogues égoïstes*, Ed. Olivier Orban) sa version de la soirée du 21 mai : *« Le plus étonnant furent sans doute les haines et les mensonges que ce film déclencha lors de sa présentation au Festival de Cannes, cette fabuleuse foire du cinéma, que l'on pourrait comparer aux Arts ménagers de la pellicule. L'équipe y fut agressée d'une manière suspecte, non par les honnêtes gens, mais par certains professionnels ou critiques. Ceux-là se sont déchaînés. Le verdict, sans véritable surprise, est tombé, rapide : "ils" ont fait ce film pour faire du fric. »*

DÈS le lendemain de la présentation du film, qui correspond également à sa sortie en salles (il attirera 2 460 000 spectateurs dans toute la France), la presse amplifie la polémique. On reprochera tout à Ferreri : sa nationalité, sa rondeur, sa barbichette, ses pantalons en Tergal, d'être contre la France, de chercher à se faire de l'argent en créant le scandale. Selon Louis Chauvet, dans *Le Figaro* du 22 mai, *« on éprouve une répugnance physique à parler de* La Grande Bouffe *de Marco Ferreri. Le seul énoncé de l'intrigue heurte le goût (...). Un moment, l'idée m'était venue que Ferreri, dont nul n'ignore le zèle contestataire, avait voulu représenter les excès et les horreurs de la société de consommation. Je ne peux même pas lui concéder cette excuse, puisqu'il a formellement affirmé* "qu'il n'y avait rien de philosophique dans tout cela". *Nous sommes donc en présence d'un film gratuitement révulsif, qui ne signifie et n'aboutit à rien. »* André Brincourt adopte la même tonalité dans les colonnes du *Figaro* du 2 juin : *« Qu'un film comme* La Grande Bouffe *ait pu être tourné est une chose : tout autre chose est le fait qu'une telle vomissure ait été "sélectionnée" pour représenter la France au Festival de Cannes (...).* La Grande Bouffe *relève plus de la psychiatrie que de la critique. »* François Chalais évoque *« les publications au Danemark où l'on montre des petites-filles accouplées à des animaux »*.

La palme de l'excès revient à Claude-Marie Trémois, dans *Télérama* du 26 mai : *« Obscène et scatologique, d'une complaisance à faire vomir, ce film est celui d'un malade, ou d'un homme qui méprise tellement les spectateurs que l'on ne peut que se réjouir des huées qui l'ont accueilli, lui et ses interprètes (...). Si le sacrilège existe, je crois qu'en voilà un exemple : ce que l'on blasphème ici, c'est l'homme, le partage fraternel du pain et la notion même de fête. Ce qu'on sacralise, c'est l'excrément. »* Jean-Louis Bory sera l'un des rares critiques à défendre le film, dans *Le Nouvel Observateur* du 21 mai : *« Vive Ferreri et Eustache ! Haut les cœurs ! Avec eux, on défèque et on baise. Bref, on respire. Monsieur notre ministre va être content. On ne pourra plus dire que le cinéma français a froid aux yeux. »*

L'offensive des François Chalais, Jean Cau, Michel Droit, Claude-Marie Trémois et Charles Ford, qui profite de l'occasion pour réclamer le retour des listes noires (!), va avoir des effets jusqu'au Sénat. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes et maire de Menton, se sent obligé de poser une question écrite à Maurice Druon, le ministre de la culture de l'époque, pour lui demander comment un tel film a pu figurer dans la sélection française. Olivier Stirn, alors secrétaire d'Etat, lui répond que *« ce film n'a bénéficié d'aucune aide sélective de l'Etat. L'ayant vu, je puis dire qu'il n'est pas représentatif de la culture française. Mais je pense qu'à réclamer la censure on porte tort à la liberté et qu'à trop en parler on fait à cette œuvre une publicité qu'elle ne mérite guère »*.

La Grande Bouffe repartira pourtant de Cannes avec le prix de la Fédération internationale de presse cinématographique. Mais Ingrid Bergman, présidente du jury, se sentira obligée de préciser qu'il était regrettable que *« la France ait cru devoir se faire représenter par ces deux films* [*La Grande Bouffe* et *La Maman et la Putain*], *les plus sordides et les plus vulgaires du Festival »*. Il reste donc cette bataille d'*Hernani* qui a provoqué un torrent d'insultes impensables aujourd'hui. *La Grande Bouffe* est régulièrement diffusé à la télévision et on ne parle plus de décadence ni de blasphème.

Samuel Blumenfeld
Photographie : Traverso

هكذا زمن الإهمال

Le droit à une mort digne

par Michel Thévoz

ATTEINT du sida, l'écrivain Hervé Guibert a entrepris, le *13 décembre 1991*, de se donner la mort en absorbant une dose massive de digitaline, comme il l'avait d'ailleurs annoncé dans son livre *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*. Mais l'intervention de médecins alertés *in extremis* on ne sait trop comment a eu pour résultat qu'il a agonisé encore pendant quatorze jours à l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart. En dépit de la résolution qu'il avait prise, on l'a donc contraint à mourir effectivement du sida. Doit-on comprendre que, pour avoir tenté de se soustraire à une fin atroce, Hervé Guibert a été puni, à l'instar de ces condamnés à mort qui font une tentative de suicide et qu'on réanime tant bien que mal pour qu'ils n'échappent pas au supplice ?

Qui n'a pas vécu, de près ou de loin, dans sa famille ou dans le cercle de ses amis, le cas d'une défenestration, d'un suicide raté ou contrarié, d'une agonie douloureuse, humiliante et dégradante ? Quelle est la valeur d'une morale sociale qui met tout un chacun en demeure de prendre toute sa vie ses responsabilités, mais qui le traite comme un lâche, un enfant, un dépressif ou un malade mental quand il réclame son droit à une *mort douce* ?

Alors même que notre société admet l'interruption de grossesse, qui, après tout, concerne non seulement la femme enceinte mais la vie d'un autre être humain, elle pénalise le suicidaire qui, lui, n'engage *que sa propre vie. Idéologiquement*, la mort volontaire continue à être présentée comme un geste désespéré, pathétique ou infamant. Légalement, l'Etat et les professionnels de la santé persistent à retirer du marché et à *proscrire les drogues qui permettraient* de mourir sereinement.

Les guides d'autodélivrance publiés depuis quelques années en Europe et aux Etats-Unis n'ont sûrement pas entraîné d'holocaustes. En revanche, ils ont été *très utiles à l'Etat et à ses services* médicaux pour identifier les médicaments qu'il convenait d'interdire, et cela avec une efficacité remarquable – alors même qu'on peut se procurer facilement, à toute heure du jour ou de la nuit, un sachet d'héroïne. Pourquoi l'Etat se montre-t-il aussi bizarrement sélectif dans l'application de ses lois ? Serait-ce qu'il appréhende la *mort volontaire comme* une sorte de désertion sociale ou comme une manière de se soustraire à son emprise, tandis qu'il tolère, qu'il encourage peut-être même hypocritement, une toxicomanie généralisée qui renforce effectivement son pouvoir ?

Certes, les pratiques médicales à l'égard des agonisants ont évolué sous la pression de ceux qui ont entrepris de dénoncer l'acharnement thérapeutique. L'euthanasie, qui est le corollaire médical de la gestion autonome de la mort, est octroyée plus souvent qu'autrefois – sans toutefois qu'on ose prononcer son nom. Mais, justement, c'est l'incertitude quant aux principes déontologiques du médecin et quant à sa décision, c'est le sentiment d'être livré sans recours à *l'arbitraire d'une sorte de prêtre* sans soutane dont on ignore les convictions, qui est source d'angoisse et de souffrance. La perspective de cette dépossession finale contribue certainement à empoisonner la vieillesse.

Le droit à l'euthanasie, ou au suicide (puisque cela revient au même et qu'il faut bien appeler les choses par leur nom), c'est-à-dire la garantie d'une aide médicale administrée au moment décidé par le patient, ou tout au moins la mise à *sa disposition des médicaments ad hoc*, contribuerait à calmer son angoisse et le dissuaderait peut-être d'anticiper sa décision. On aurait donc tort de considérer la revendication de ce droit comme un encouragement au suicide : il aurait au contraire pour effet de le diminuer statistiquement en en faisant un acte non plus pulsionnel, mais rationnel.

On est encore loin d'une telle ouverture. Il semble qu'il suffise d'évoquer la mort volontaire pour réveiller, même chez les agnostiques, une culpabilité archaïque d'essence judéo-chrétienne. Tu naîtras, tu vivras, tu vieilliras et surtout tu mourras dans la douleur, nous dit notre surmoi. Si le suicide est permis, tout devient permis : telle est la perspective angoissante que nous ouvre la reconquête de notre propre existence. Au-delà du cadre juridique, la question de la mort volontaire et de l'euthanasie ressuscite des valeurs, des mythes ou des superstitions enracinés dans l'inconscient collectif.

Il suffit d'évoquer la mort volontaire pour réveiller une culpabilité archaïque d'essence judéo-chrétienne. Tu naîtras, tu vivras, tu vieilliras et surtout tu mourras dans la douleur, nous dit notre Surmoi

On ne métamorphose pas l'esprit humain par un article de loi ; mais on peut agir ainsi à plus ou *moins longue échéance*. Le for intérieur, si archaïque soit-il, et la loi écrite sont en relation d'interdépendance. L'évolution du droit et la dépénalisation de certains actes médicaux devraient avoir un effet en profondeur et contribuer à *exorciser* la culpabilité irrationnelle dont il est question.

Les initiatives parlementaires dans différents pays d'Europe s'inspirent de la législation des Pays-Bas, la plus libérale à l'heure actuelle en la matière. Elles tendent à faire admettre l'interruption non punissable de la vie, c'est-à-dire l'euthanasie active ; cela, bien sûr, dans certaines conditions bien précises – et même bien trop restrictives à notre sens : demande réitérée d'une personne atteinte d'une maladie en phase terminale, qui lui occasionne des souffrances prolongées et intolérables, mais qui le laisse en état de *se déterminer pondérément au* cours d'entretiens authentifiés par un groupe de médecins indépendants les uns des autres, etc. Autrement dit, le moribond doit être lucide, mais dans le coma ; il doit être dispos, mais à la torture ; il doit pouvoir délibérer, mais être déjà mort...

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les auteurs de telles initatives prennent toutes leurs précautions ; à telle enseigne que les articles de loi qu'ils proposent restent en deçà des pratiques médicales réelles et ne feront, le cas échéant, que les avaliser rétroactivement. Ce qui n'empêche pas les adversaires de l'euthanasie médicale d'invoquer le risque de « dérapages ». On peut se féliciter que les Grecs, qui ont institué la démocratie, ou que les révolutionnaires français, qui ont proclamé les droits de l'homme, ne se soient pas arrêtés à de telles objections qui leur étaient déjà faites.

L'espèce humaine n'a-t-elle pas évolué depuis cent mille ans pour avoir pris de tels risques – ce qui la distingue précisément de ses ancêtres simiesques ? Et si les progrès vers l'autonomie et la maîtrise de sa propre vie devaient être envisagés comme des dérapages par rapport à la coutume, disons qu'il est *toujours possible* de les contrôler. La loi est faite pour cela.

Reste à savoir si l'angoisse inhérente à la liberté et à la responsabilité de soi n'est pas devenue à ce point intolérable que les citoyens préfèrent s'en remettre définitivement, corps et âme, à l'Etat thérapeutique...

***Michel Thévoz** est professeur à l'université de Lausanne et conservateur au Musée de l'art brut de Lausanne.*

Quelle affaire Aubrac ?

par François Delpla

UNE rumeur envoûtante, propagée notamment par un livre de Gérard Chauvy, met en doute l'honnêteté et le patriotisme du couple Aubrac. Y a-t-il quelque chose à en retenir ?

Le livre de Lucie, *Ils partiront dans l'ivresse* (1984), affirme que les autorités vichystes, maîtresses du *sort des personnes arrêtées* le 15 mars 1943, ne manifestaient aucun zèle répressif, à l'exception du procureur. Lucie est allée le menacer de mort, et il a signé la mise en liberté provisoire de Raymond. Quelques jours plus tard, avec des camarades, le couple est allé délivrer les trois autres inculpés les plus haut placés dans l'organigramme de la Résistance, Morin, Ravanel et Kriegel-Valrimont.

Les documents invoqués à l'encontre de ce témoignage confirment le zèle du procureur. Ils sont muets sur ses motivations lorsqu'il signe la mise en liberté ? La belle affaire ! On accordera aux sceptiques que la vérité eût été plus facile à établir s'il avait mentionné d'insupportables coliques causées par les menaces d'une jeune femme. Sa discrétion nous oblige, hélas !, à nous contenter du témoignage de Lucie, du fait qu'une telle démarche est bien dans sa manière, et de l'absence totale d'éléments qui contredisent sa version.

Cependant, est-il vraisemblable que des cadres éminents de l'Armée secrète n'aient pas été réclamés par l'Allemagne ? Oui, et pour deux raisons. D'une part, rien n'établit la compréhension, par l'occupant, de l'importance des personnes arrêtées. Le procureur les considère comme des *« agents de liaison »*. Quant au rapport maintes fois invoqué du chef SS Kaltenbrunner, il ne les cite même pas.

D'autre part, quels sont les buts et les moyens de Hitler à cette époque ? Etrillé à Stalingrad et bientôt chassé d'Afrique, il ajoute à ses soucis le génocide des juifs. La Gestapo, tout juste arrivée dans la zone sud française, ne sait où donner de la tête. Elle remonte fébrilement les filières pour décapiter une Armée secrète qu'elle surestime. Elle s'appuie sur la police et la justice françaises, tant par manque d'effectifs que par principe : il faut conserver au régime de Vichy un semblant de souveraineté.

Dans l'armée allemande elle-même commencent à poindre les germes qui vont éclore l'année suivante, avec l'attentat manqué contre le Führer. On surcharge donc de responsabilités les jeunes officiers SS comme Klaus Barbie, qui n'a pas l'habileté que son avocat lui insufflera bien plus tard, et surtout à titre posthume.

Il serait trop long de commenter le relevé tatillon des contradictions entre les livres des Aubrac et des documents divers, qui est l'arme favorite de leurs détracteurs. Rien ici ne démontre le caractère fallacieux de leur témoignage, ni n'étaye une description différente ou, à plus forte raison, opposée, des circonstances qui ont permis la survie de Raymond Aubrac. On se concentrera sur la manière très originale dont la rumeur traite de son évasion.

Aucun document ne vient démentir que Lucie s'est rendue plusieurs fois au siège de la Gestapo en *dissimulant son mariage et en* mettant en avant sa grossesse, pour connaître les jours de déplacement du prisonnier vers cet endroit, afin de le délivrer en chemin. On oppose seulement un scénario concurrent : l'attaque aurait été préparée par d'autres, *et pour un* autre, Jean Biche, chef du réseau Nilo. A l'appui, un rapport de Knochen. Mais il tient seulement pour vraisemblable que les assaillants aient voulu délivrer Biche. Qu'à cela ne tienne : on produit le témoignage de Biche au procès Doussot (1948). Il dit qu'il avait entendu parler d'un projet d'évasion pour le 21 octobre.

Si cette campagne contenait un grain de vérité, elle susciterait de *nouveaux témoignages*, allant dans son sens. Or c'est le contraire qui se produit. Le colonel Dupuy a offert ses services pour défendre Raymond Aubrac, qui l'avait oublié. Il était son dernier compagnon de cellule et se souvient que, le matin du 21 octobre, Raymond n'était pas sûr de revenir. En revanche Dupuy, qui était l'adjoint de Biche, atteste que celui-ci ne lui a jamais parlé d'un projet d'évasion, *ni alors ni* plus tard.

Son témoignage s'explique donc probablement par le contexte de 1948 : il visait à fournir une circonstance atténuante à Lucien Doussot, un collaborateur français qui avait rendu des services au réseau Nilo ; *c'est lui qui, se présentant* comme un agent double, aurait par deux fois entretenu Biche d'un projet d'évasion ; ce témoignage a tout d'un renvoi d'ascenseur.

Quant à Knochen, lorsqu'il oriente, sans trop s'avancer, les soupçons de ses supérieurs vers Nilo, on peut lui supposer deux mobiles. D'une part, il présente comme un échec une attaque qui n'a pas réussi à en libérer les membres. D'autre part, Nilo étant lié aux services britanniques, il est sans doute moins humiliant de se faire arracher des prisonniers par lui que par la Résistance française. En tout état de cause, ce rapport authentifie l'attaque du 21 octobre, et son bilan d'au moins deux morts du côté allemand. Il confirme qu'elle a surpris la Gestapo.

Gérard Chauvy, en confrontant le témoignage des Aubrac à des documents d'époque, retouche quelques détails et laisse intact tout ce qui est important. Son mérite essentiel est d'éclairer le côté allemand des choses. Mais là, tout esprit critique disparaît

Le travail de Gérard Chauvy, le premier qui confronte le témoignage des Aubrac à des documents d'époque, amène à retoucher quelques détails et laisse intact tout ce qui est important. Son mérite essentiel est de commencer à éclairer le côté allemand des choses. Mais là, tout esprit critique disparaît. Les rapports de hauts responsables SS ne mentionnent pas les ruses de Lucie : cela suffit à l'auteur, et à ses trop nombreux disciples, pour insinuer que, si elle a aidé son mari à recouvrer la liberté, ce n'est pas par d'étonnants exploits mais en dénonçant des camarades. Ne va-t-on pas jusqu'à écrire qu'elle a téléphoné à Barbie le rendez-vous de Caluire ? Il ne s'agit donc pas de travaux historiques, mais de médiocres plaidoiries d'avocats, qui réservent toute leur méfiance à l'une des parties et se moquent de la vérité.

Certains commentaires laissent entendre que l'histoire doit nécessairement ramener les hauts faits à *de médiocres proportions. C'est* une grave erreur. Elle peut tout aussi bien les confirmer. Cette épreuve n'aura pas été vaine, et les époux Aubrac auront rendu en l'affrontant un nouveau service à la nation comme à la liberté, si elle *aide à mieux écrire l'histoire de la* deuxième guerre mondiale. Celle-ci est en effet à la croisée des chemins : soit elle verse dans un scepticisme railleur, soit elle permet au public, en replaçant de mieux en mieux les comportements dans leur contexte, de les apprécier plus justement. L'historien doit publier ce qu'il découvre, en tirer les conclusions les plus nettes possible et ne pas craindre de susciter chez son lecteur, envers les per*sonnages dont il traite, quelque* sentiment que ce soit. Fût-ce le respect, la reconnaissance ou l'admiration.

***François Delpla** est historien de la deuxième guerre mondiale.*

AU COURRIER DU « MONDE »

LA SUFFISANCE DES MAÎTRES ET LA GRÈVE DES INTERNES

« Maux d'ordre » : voilà l'article *[le point de vue publié par le professeur de médecine Didier Sicard dans* Le Monde *du 5 avril]* que j'aurais aimé écrire.

Enfin un maître qui ose toucher à l'un des « interdits sacrés » du langage médical universitaire, qui ose dire que si nos élèves souffrent et clament dans la rue des revendications non seulement anachroniques et irréalistes, mais réellement anti-sociales, c'est que leurs maîtres, par leur silence, par leur passivité, par leur suffisance, leur ont laissé croire à la réalité d'un monde artificiel, schizophrène, coupé du monde extra-hospitalier [...].

Un système qui ne se justifie que par la seule répétition d'un savoir – survivance anachronique des écoles coraniques –, où le paradigme, la référence élitiste, est le succès au concours de l'internat, où toute opinion personnelle, toute référence au *« vrai monde »* sont interdites ne peut produire que sclérose.

Quand aura-t-on le droit de dire que la clinique française n'a inventé aucun grand concept nosologique depuis 1914, que notre littérature médicale a pratiquement disparu du monde étranger et que notre médecine est quasiment toute importée, aussi bien dans ses idées que dans ses techniques et ses médicaments ?

Comment dire qu'il est scandaleux que nos facultés ne comportent officiellement ni chaire ni enseignement de la logique, de la méthodologie, de la philosophie, de l'analyse décisionnelle, de la lecture critique, alors que ce sont là des informations et compétences dont l'urgence s'affirme davantage de mois en mois ? Et, plus grave encore, que notre « formation » ne comporte aucun enseignement, aucune stimulation, aucun contrôle de la curiosité et de la *créativité* ?

Professeur Bernard Grenier, Tours

Une réforme pour l'ENA

par Yann Gaillard

L'ÉNARCHIE n'est pas la bureaucratie telle que l'a raillée un Courteline ; c'est le pouvoir des bureaucrates devenus ministres, ce qui est fort différent. L'Ecole elle-même n'est qu'en partie responsable de cette dérive, si dérive il y a. La montée en puissance des hauts fonctionnaires dans la politique est due, moins au régime des études et aux règles de recrutement de la fonction publique, qu'aux structures de la Ve République et aux conditions d'exercice de la fonction parlementaire (on ne trouve pas par exemple dans le privé d'équivalent du détachement des fonctionnaires dans un mandat électif).

Avant de songer à supprimer l'Ecole, peut-être faudrait-il rendre plus équitables les conditions d'accès aux métiers politiques, soit qu'on revienne sur les avantages des fonctionnaires en supprimant le détachement, les obligeant ainsi à faire un choix – ce qui n'est guère souhaitable –, soit en s'efforçant de trouver des équivalences dans le monde de l'entreprise – *ce qui* est fort difficile. Sans parler du problème des cumuls...

En tant qu'ancien élève de l'ENA, inspecteur général des finances, devenu parlementaire par le hasard de la vie, l'auteur de ces lignes s'est permis de faire une suggestion pratique à la tribune du Sénat, le 28 novembre 1996, sur la réforme de l'Etat. L'ENA a été conçue comme une école d'application ayant pour but de recruter les cadres dirigeants des administrations (grand corps, administrateurs civils, etc.). Mais elle fonctionne en fait comme une « écurie » dont les pensionnaires n'ont qu'une idée, une obsession, préparer leur concours de sortie. D'où l'effet de répétition par rapport au concours précédent, celui d'entrée (prédominance des matières générales, prime à l'expression orale ou écrite aux dépens du fond).

A l'ENA, on n'apprend aucun métier précis mais on s'exalte ou on s'aigrit dans un esprit de compétition qui forge psychologiquement l'armure de l'énarque, cette armure si redoutée. D'où l'idée qui consisterait à supprimer purement et simplement le concours de sortie. Le classement définitif serait celui du concours d'entrée. Dès le début, l'élève saurait à quelle administration il est destiné. De ce fait, la scolarité à l'ENA se déroulerait dans des conditions d'efficacité pratique et de sérénité qui donneraient à cette institution un autre visage.

Supprimer le concours de sortie. Le classement définitif serait celui du concours d'entrée. Dès le début, l'élève saurait à quelle administration il est destiné

Les stages, certes, trouveraient leur place normale dans cette scolarité différenciée. Ils pourraient être adaptés à la future affectation des élèves. Il resterait sans doute un tronc commun – langues, informatique, etc. – à Strasbourg – mais les ateliers, à Paris ou ailleurs, seraient branchés directement sur les services de destination. Les élèves apprendraient ainsi leur métier *à l'ENA* au lieu de le faire sur le tas à la sortie.

Ce mécanisme de sélection à l'entrée aurait un autre avantage : il pourrait fonctionner sur le même modèle dans les différentes voies d'accès. Ne pourrait-on décider que, cette année, le Conseil d'Etat, par exemple, accueillerait *x* étudiants et *y* fonctionnaires ? Cela permettrait de diversifier le recrutement des grands corps, entre autres, et de renforcer la promotion interne dans la fonction publique. Bien entendu, dans pareil processus, les concurrents ne seraient pas limités à une tentative. Ils pourraient risquer leur chance, une fois, deux fois, ou autant de fois que l'on voudra, jusqu'à un âge décent... Ils arbitreraient ainsi, comme l'exige la vie même, entre réalisme et ambition, entre patience et lassitude.

En bref, on n'abattrait pas la vache sacrée. On réformerait l'ENA de manière profonde, en éliminant les toxines tout en conservant précieusement l'apport de Michel Debré.

A mi-chemin entre un conservatisme sociologique qui s'attacherait à un modèle intangible de l'ENA (lequel se confond peu ou prou avec le concept aujourd'hui décrié du « management à la française ») et un rêve de meurtre expéditif, suivi sans nul doute de non-passage *à l'acte, il semble* qu'il y ait place pour des solutions intermédiaires.

Celle que je présente ne prétend pas remédier à tous les inconvénients que se plaisent à dénoncer les plus brillants produits du système. Elle aurait le mérite de l'efficacité immédiate et d'une sérieuse économie de temps. Les élèves de l'ENA formés de cette manière seraient opérationnels beaucoup plus vite.

Mais sans doute l'ENA ainsi réformée ne serait-elle plus tout à fait l'ENA. Mais peut-être aussi, à droite comme à gauche, souhaite-t-on moins supprimer l'ENA qu'exorciser à travers elle ce sentiment de responsabilité que les élites françaises ne peuvent *manquer* d'éprouver devant la subite défaveur du modèle dont ils sont issus et que, *volens nolens*, ils incarnent.

***Yann Gaillard** est sénateur (app. RPR) de l'Aube.*

Le Monde
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'offensive sud-américaine de M. Clinton

BILL CLINTON aura attendu presque cinq ans après son entrée à la Maison Blanche avant d'effectuer, au Mexique, son premier voyage en Amérique latine. Cette première étape au sud du Rio Grande n'est que le prélude à une entreprise de reconquête des Amériques par Washington. A l'automne, le président se rendra au Brésil et en Argentine, les deux poids lourds de la zone économique du cône sud (le Mercosur) qui à eux seuls « pèsent » 60 % de l'Amérique du Sud.

Depuis quatre ans, dopés par leur propre croissance, les Etats-Unis enregistrent un déficit commercial croissant et inédit avec le sud du continent américain. Dans le même temps, l'Union européenne est devenue le premier partenaire commercial du Mercosur et a réduit presque à zéro le déficit commercial qu'elle entretenait avec les pays de la zone. La première puissance économique mondiale ne peut pas se contenter d'un espace aussi étroit que l'Alena, qui l'unit au Canada et au Mexique, même s'il est équivalent – en PIB et en population – à celui de l'Union européenne.

L'agriculture et l'industrie nord-américaines rêvent d'un grand marché des Amériques qui, de la Terre de Feu à l'Alaska, leur offrirait un espace, une population et un potentiel à la mesure de leur puissance et de leur ambition. Malgré la satisfaction affichée par Bill Clinton, le grand projet des Amériques, lancé par George Bush en 1992 et réactivé par son successeur lors du sommet de Miami en 1994, stagne en raison du peu d'empressement des pays du Sud, plus soucieux d'affirmer leur identité économique, voire politique, dans le cadre du Mercosur. L'accord cadre, signé fin 1995, entre les pays de l'UE et ceux du Mercosur a été interprété par Washington comme la conséquence de l'absence de leadership américain dans la région.

D'où l'offensive latino-américaine de Bill Clinton qui, à certains égards, évoque la doctrine Monroe (nom du président des Etat-Unis qui la conçut en 1823), à l'époque où les pionniers du continent américain voulaient s'affranchir définitivement de la tutelle coloniale européenne. Mais le projet d'une Amérique aux Américains se heurte à la nouvelle donne induite, à l'initiative de Washington, par la libéralisation des économies. Les pays d'Amérique latine entendent négocier, dans le cadre de cette globalisation, avec tous les partenaires sans se lier à un seul.

Le Mexique, qui réalise 90 % de ses exportations avec les Etats-Unis, se pose avec Washington en champion du libre-échange dans tout le continent américain à l'horizon 2005. Cela ne préjuge en rien des choix des autres – Brésil, Argentine et Chili en particulier.

Seule certitude : la concurrence entre les Etats-Unis et l'Union européenne ne peut que renforcer la position de l'Amérique latine dans les négociations commerciales qu'elle mène actuellement avec les uns et avec l'autre.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

La nature, avec et pour les hommes

SITE CLASSÉ, zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique, parc naturel régional ou national, île ou désert interdits au public mais entrouverts aux scientifiques, réserve de la biosphère... La gradation des termes est riche pour désigner des espaces – terrestres ou aquatiques – qui méritent, parce qu'ils constituent un patrimoine collectif fragile, une politique spécifique et inscrite dans la durée conjuguant intelligemment la valorisation et la sauvegarde.

Tel était le thème d'un colloque organisé du 1er au 4 mai à Florac, la lilliputienne sous-préfecture de Lozère, par les dirigeants du parc national des Cévennes avec l'appui de l'Union mondiale pour la protection de la nature (qui fêtera en 1998 son 50e anniversaire) et du programme MAB (Man and Biosphère) qui dépend de l'Unesco.

Cette rencontre coïncidait avec l'initiative du conseil général de la Lozère de faire de 1997 « l'année Edouard Alfred Martel ». Il y a cent ans en effet ce juriste, président de la Société nationale de géographie et cofondateur du Club cévenol, découvrait l'aven Armand, l'une des grottes les plus impressionnantes des catalogues de la spéléologie, située sur le causse Méjean dans le périmètre actuel du parc. « Inventeur » aussi des gorges du Tarn, Martel avait voulu que les Français portent un nouveau regard sur ces Cévennes si souvent rebelles dans l'histoire et considérées jusqu'alors comme le « mauvais pays » car escarpées, pauvres et fermées. De fait, il devint le précurseur de la notion de parc national.

Commencé il y a plus d'un siècle, le débat sur la triple nécessité de la protection, de la promotion-accueil et du développement n'a rien perdu de son acuité et de sa modernité au moment où en France, en Europe (sur le pourtour de la Méditerranée par exemple), en Afrique ou en Asie la pression urbaine ou démographique accentue les risques de rupture des sociétés, d'altération des paysages, de fracture des territoires et de laminage des cultures.

Créé en 1970, le parc des Cévennes n'est pas peu fier d'une réussite majeure : non seulement la fréquentation de ses 300 000 hectares par des visiteurs et randonneurs s'accroît, mais la population résidente augmente. C'est même un des rares endroits ruraux du Massif Central qui gagne régulièrement des habitants depuis quinze ans. Dans la zone centrale, où les contraintes réglementaires sont pourtant les plus sévères, les chiffres sont passés de 450 à 600 personnes et dans la zone périphérique la progression est de 2 % par an. Alors que la politique nationale d'aménagement du territoire tâtonne et que le gouvernement met en chantier un nouveau « plan Massif Central », cette dynamique peut donc donner aux dirigeants des idées judicieuses.

Le schéma selon lequel la mise en valeur d'un territoire pourrait être décidée par un pouvoir central en dehors des avis des populations qui ont fait le pari d'y vivre et d'en vivre, ou qu'elle passe nécessairement par plus de routes et d'usines, est sans doute derrière nous.

Un exemple : le levier économique des flux touristiques est évidemment à la fois indispensable en termes d'emplois et redoutable. Selon la belle expression d'un intervenant, il faut que, dans les parcs ou les réserves, le mot d'ordre des visiteurs soit : *« Ne rien emporter sinon des photos, ne rien laisser derrière soi sauf des traces de pas. »* Une maxime qui vaut aussi pour les amateurs de châtaignes ou de champignons, car la nature même généreuse n'exclut jamais le droit de propriété. C'est à ce prix qu'on pourra continuer à admirer le vol auguste des vautours moines réintroduits dans les gorges de la Jonte par des ornithologues tenaces et à voir dans le Méjean la quinzaine de chevaux sauvages de Przewalski que le parc a « sauvés » d'une mort génétique qui les menaçait en Mongolie.

ÉVITER LES DÉRIVES

Parce qu'ils se veulent d'autre part des laboratoires de l'aménagement réinventé ou des champs d'expérimentation sociale et culturelle, les parcs, à travers un réseau serré de jumelages et d'organismes de coopération, peuvent aussi apparaître comme des théâtres de solidarité internationale et d'échanges. *« Il y a comme une dimension spirituelle dans le parc des Cévennes »*, a pu dire Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon.

L'environnement devrait d'ailleurs constituer un des chapitres du sommet francophone prévu l'automne prochain à Hanoï. Le parc des Cévennes est jumelé avec celui du Saguenay au Québec (auquel il emprunte ses techniques de relevé photographiques) et de Montseny près de Barcelone. La France aide le ministère de l'environnement de Mauritanie pour la préservation du banc très poissonneux d'Arguin ou les Seychelles pour l'exploitation de ses carrières de granit.

Faut-il, pour mieux protéger la nature, en exclure plus systématiquement les hommes ? Au parc des Cévennes on répond sans ambages : *« Non »*. Mais on parle aussi d'éducation, de pédagogie, de rencontre entre l'approche esthétique des lieux de mémoire et le *« patrimoine vécu »*. Voilà les chemins de la transhumance qui se croisaient jadis dans des hameaux, où des hommes venaient louer leurs bras, ce qui explique aujourd'hui encore l'influence locale du communisme agraire. Voilà au sommet du mont Lozère les *« clochers de tourmente »* dont la fonction, civile, était d'alerter les populations éparses lorsque menaçaient la tempête, le froid et la neige. Alors, plutôt que de mettre la nature « sous cloche », ce qui entraîne des dérives (prolifération des sangliers et cervidés, fermeture des espaces agricoles lorsque les parcours de moutons ne sont plus assurés, risques d'incendies), il est bien préférable de confronter sans biaiser ses exigences avec les problèmes du développement.

Dans les Cévennes, le paysage et la nature sont le résultat du travail et de la présence des hommes. Demain comme hier. Des hommes qui, *« avec des petits moyens se sont attaqués à des tâches de géants »*, a témoigné Jean-Pierre Chabrol, le plus authentique des Cévenols.

François Grosrichard

Cinquième dimension *par Leiter*



IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Berlin ou la quadrature du cercle

SEPT MOIS après l'unification des zones anglaise et américaine, M. Bevin, passant par Berlin, a pu constater l'échec d'une mesure économique qui devait permettre à l'Allemagne occidentale de se suffire à elle-même dans les trois ans. D'après les renseignements que donnent les experts britanniques, il semble bien qu'en fait cette fusion n'ait pas été pratiquement réalisée. Les causes de cet échec économique semblent être avant tout politiques. Anglais et Américains ne sont pas en effet encore parvenus à se mettre d'accord sur la structure politique de l'Allemagne.

De profondes divergences subsistent entre la conception britannique d'une Allemagne fédérale à économie centralisée et planifiée, et la conception américaine d'une confédération allemande dont l'économie serait décentralisée et fragmentée entre des gouvernements de pays virtuellement indépendants.

Par un curieux phénomène de mimétisme politique – qu'explique dans une large mesure l'opposition naturelle entre la zone anglaise surindustrialisée et la zone américaine en majorité rurale – les partis allemands se sont, dans leurs zones respectives, rangés à l'opinion de la puissance occupante. On conçoit dans ces conditions qu'il n'ait pas été facile d'organiser une administration économique bizonale qui, tout en conciliant les points de vue des deux alliés, puisse faire un large appel à la collaboration des autorités allemandes.

(9 mai 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Asie du triomphe, Asie du malaise

Suite de la première page

Faute d'avoir su inventer un modèle de développement adapté à son héritage culturel, l'Asie orientale paraît, parfois à son corps défendant, s'engouffrer aveuglément dans une mondialisation des échanges qui gomme les particularismes des comportements et des mœurs alors qu'ailleurs le monde bourgeonne de reconquêtes identitaires. La puissance matérielle n'y est plus, trop souvent, qu'une fin en soi, au prix de grands malaises sociaux.

Dans ce maelström de la modernisation, le Japon fait preuve d'une plus grande maturité parce qu'il s'est engagé sur cette voie voilà déjà un siècle et demi. Les ruptures sociales y ont été moins brutales qu'ailleurs. Mais l'expansion, depuis la deuxième guerre mondiale, s'y est également traduite par un saccage irrémédiable de l'environnement et les enfants de la prospérité y font aussi, de nos jours, du consumérisme une fin en soi. Aujourd'hui, le malaise japonais est celui d'une société riche au sein de laquelle deux phénomènes récents – un élan de volontariat et un regain de conscience – soulignent les limites des satisfactions d'ordre matériel.

En raison de sa taille, du poids de son passé et de la tentation de retrouver une place prédominante dans la région, la Chine pose un problème particulier. Contrairement à ce qui était le cas dans l'ancienne Union soviétique, les nationalités vassalisées n'y représentent que le dixième de la masse démographique et les rivalités y sont, outre de vieilles haines claniques, d'une nature plus en rapport avec l'appropriation jalouse de ressources à l'échelle provinciale ou même locale. En fait, en dépit de ses allures de grand commandeur, le gouvernement chinois « surfe » sur une vague maîtrisée avec peine.

LES « VALEURS »

Cette faiblesse du pouvoir central est l'un des dangers qui menace l'Asie orientale, puisqu'elle peut conduire à la mobilisation des énergies dans une aventure extérieure. L'édification spectaculaire du néo-capitalisme chinois fait donc parfois penser à un vernis sous lequel de vieux démons nationaux ne font que sommeiller.

Quoi qu'il en soit et jusqu'à nouvel ordre, seul le rythme de l'intégration de l'Asie dans le jeu mondial peut prêter à discussion, non le mouvement lui-même. Les règles du jeu, définies ailleurs, pénètrent lentement des mentalités souvent méfiantes au départ et toujours mal à l'aise. Mais ceux, peu nombreux, qui opposent des « valeurs asiatiques » aux « valeurs occidentales » jouent sur les mots. Ils confondent les vertus de l'héritage confucianiste (autorité, discipline) et les valeurs, qui ne peuvent que tendre vers l'universel. Car ils n'ont pas encore trouvé, dans un monde pourtant multipolaire, leur propre modèle de développement. Que reste-t-il, par exemple, de l'Asie dans la capsule climatisée de Singapour où tout est occidental, de l'éducation à l'architecture ?

Les communistes asiatiques ont leur lourde part de responsabilité dans cet échec au moins provisoire. Si, portés par le nationalisme, ils ont contribué à refermer la page des empires européens, pas davantage que les vaincus japonais ils n'ont su proposer un choix viable : digérer l'impact du choc avec l'Occident.

FRUSTRATIONS

L'Asie orientale ou, plus précisément, l'Extrême-Orient et son pré carré du Sud-Est asiatique, n'ayant donc pas trouvé une expression propre, les frustrations sont latentes. Elles vont du nihilisme au rejet, dans l'expression sociale comme artistique. La philosophie vietnamienne n'existe pas, dit un peintre du cru. Le néo-confucianisme n'est jamais qu'un carcan au service du pouvoir, disent certains Chinois. Les sectes rejettent le tout. Les progrès matériels, si impressionnants, s'accompagnent d'un malaise encore diffus face à la confusion entre développement équilibré, donc réel, et enrichissement matériel. Les nouvelles bourgeoisies asiatiques n'ont à proposer que leurs succès financiers et non un modèle de société s'appuyant sur des valeurs. L'Asie orientale a fait de nombre de ses cités des monstres sur le plan esthétique, aux premiers rangs pour la pollution et paralysés par les embouteillages.

Le blocage qui en résulte est préoccupant, mais à long terme. Dans l'immédiat, l'Occident peut encore concentrer son attention sur ses propres équilibres internes tout en s'assurant que le pan asiatique d'un édifice qui se veut planétaire ne se lézarde pas et continue de s'élever. Des pressions commerciales, économiques, financières et, quand il le faut, militaires, y pourvoient.

En passe de devenir, dès le début du XXIe siècle, le troisième pôle économique mondial, l'Asie orientale ne retrouvera sa vraie mesure que lorsqu'elle se vêtira de costumes mieux taillés, c'est-à-dire taillés par elle et non par d'autres. Elle le fera, mais cela prendra du temps.

Francis Deron, Jean-Claude Pomonti et Philippe Pons

ARMEMENT La restructuration européenne, souhaitée par le gouvernement français à l'occasion de la privatisation de Thomson-CSF, est lancée. Les offres déposées, mercredi 7 mai, par le groupe Lagardère et Alcatel Alsthom allié à Dassault Industries proposent des perspectives d'alliances. ● LE GROUPE LAGARDÈRE a fait basculer dans son camp l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA), qui lui apporte son *« soutien total et exclusif »*. ● PARTENAIRE de Lagardère, British Aerospace lui apporte son appui financier. L'autre grand industriel britannique du secteur, GEC, n'a pas pris parti. Il souhaite un rapprochement avec Thomson-CSF quel que soit son repreneur. ● ALCATEL ALSTHOM souligne, pour sa part, l'importance de sa force de frappe financière et affirme s'en tenir à la volonté initiale du gouvernement : restructurer l'industrie française avant de nouer des alliances européennes.

Matra lance la restructuration européenne avant la privatisation de Thomson-CSF

Rival d'Alcatel, Lagardère a obtenu l'appui de l'allemand Daimler-Benz Aerospace et de British Aerospace. L'autre britannique, General Electric Company, reste neutre vis-à-vis des deux candidats à la reprise du groupe d'électronique

« LA LOGIQUE européenne souhaitée par le gouvernement pour la privatisation de Thomson-CSF est bien intégrée par les candidats et par leurs partenaires », se réjouissait, mercredi 7 mai, l'un des responsables du dossier au gouvernement. Quelques heures plus tôt, deux offres concurrentes avaient été remises : celle d'Alcatel Alsthom, allié à Dassault Industries, et celle du groupe Lagardère, maison-mère de Matra.

Toutes deux prévoient, en cas de succès, de nouer des alliances avec le britannique General Electric Company (GEC) et sa filiale de défense GEC-Marconi. Mais le groupe Lagardère prenait son rival de vitesse en annonçant, dans l'après-midi, la signature avec Daimler-Benz Aerospace (DASA) d'un *« accord stratégique majeur portant sur les missiles, l'espace et l'électronique de défense »*. Une alliance par laquelle le groupe allemand, selon un communiqué commun aux deux sociétés, *« apporte son soutien total et exclusif au groupe Lagardère pour son offre de reprise de Thomson-CSF »*. British Aerospace (BAe), allié à Matra dans les missiles au sein d'une société commune à 50-50, Matra-BAe Dynamics, lui a, pour sa part, renouvelé son appui.

GEC, très complémentaire de Thomson-CSF et qui avait lui-même été tenté de déposer une offre de rachat, a confirmé avoir signé des lettres d'intention avec chacun des deux candidats. Quel que soit le vainqueur, a-t-il indiqué, *« des discussions seront engagées afin de rapprocher certaines activités de GEC-Marconi et de Thomson-CSF »*, soulignant que *« la combinaison de leurs activités donnerait naissance au premier groupe européen d'électronique de défense »*.

FUSION DANS LES SATELLITES

Cette neutralité contraste avec le choix de DASA, qui s'est clairement rangé dans le camp Lagardère. Avant même que les deux candidats à la privatisation de Thomson-CSF soient départagés par le gouvernement, le groupe allemand a accepté de rapprocher certaines de ses activités avec celles de Matra, et cela, soulignait-on mercredi au siège du groupe Lagardère, *« de façon immédiate et irréversible »*.

Le volet le plus spectaculaire de cet accord est la fusion prévue dans le domaine de l'espace (satellites, lanceurs) entre Matra Marconi Space (MMS), dont Lagardère détient 51 % et GEC 49 %, et DASA. Cet ensemble, d'environ 15 milliards de francs de chiffre d'affaires, sera détenu à parts égales par le groupe allemand et la société franco-britannique. Dans les missiles, Matra-BAe Dynamics prendra 30 % du capital de LFK, la filiale de DASA, tandis que le dernier volet de l'accord évoque un rapprochement *« en plusieurs étapes »* dans les *« systèmes de commandement, de contrôle, de communication et d'information »*.

Déjà allié du groupe français, BAe apporte désormais son soutien financier à la stratégie de Jean-Luc Lagardère. Le groupe britannique va prêter 1,2 milliard de francs à Matra Bae Dynamics pour contribuer au rachat des 30 % de LFK et souscrire pour 1,5 milliard de francs à l'emprunt obligataire de 5 milliards prévu par Lagardère pour financer le rachat de Thomson-CSF.

Ce coup d'éclat du groupe Lagardère aura-t-il un poids décisif dans le choix du repreneur de Thomson-CSF ? Ces alliances concernent deux activités, missiles et satellites, où Thomson-CSF a besoin d'être renforcé. Le rapprochement avec DASA apporte donc de nouveaux atouts à Matra. Mais celui-ci n'aura que 25 % de la future société européenne de satellites. Et l'on ignore comment Thomson-CSF serait intégré dans ce regroupement.

De son côté, l'alliance Alcatel-Dassault s'empressait de souligner sa force de frappe financière, alors que son adversaire doit trouver un financement pour acheter Thomson-CSF, tout en pointant les faiblesses de l'offre de son rival. *« Alcatel estime préférable de pouvoir négocier des alliances européennes autour d'un groupe renforcé par Thomson-CSF plutôt que de s'engager par avance »*, expliquait son porte-parole. L'offre de Lagardère satisfait-elle la volonté de l'Etat français de *« regrouper le plus largement possible les capacités industrielles* [françaises] *autour des activités de Thomson-CSF »* ?

Les communiqués de Lagardère, distillés tout au long de l'après-midi du 7 mai, ont conduit le ministère de l'économie et des finances à rappeler aux candidats leur devoir de réserve. Une réserve que l'administration s'impose elle-même en consignant dans un « coffre » les offres jusqu'au lendemain du second tour des élections législatives. De son côté, DASA découvrait avec surprise l'existence d'un communiqué, propre au groupe Lagardère, plus volontariste que le communiqué commun des nouveaux alliés. *« Une grande société spatiale est immédiatement créée, Matra Marconi-DASA-Dornier, dont le président du directoire sera nommé par Lagardère »*, affirmait Matra. *« Cela prendra un certain temps »*, corrigeait DASA, en précisant que seule une lettre d'intention avait été signée. Tout en affirmant que les filiales communes dans les satellites et les missiles seraient bien constituées, quelque soit l'issue de la privatisation de Thomson-CSF, DASA ménageait son allié traditionnel Aerospatiale. *« Notre filiale Euromissiles avec Aerospatiale continuera de produire les missiles sol-air Roland, antichars Milan et Hot »*, rappelait DASA.

L'acteur le plus affaibli de la journée de mercredi est sans conteste Aerospatiale. Perdant définitivement, dans les missiles et satellites, son allié traditionnel DASA, Il sait sa survie menacée dans ces deux domaines. Il pourra, certes, s'allier à Alcatel Alsthom dans les satellites, un rapprochement envisagé de longue date, mais cette alliance sera handicapée commercialement face au consortium constitué par Lagardère. A moins que le groupe public ne soit amené, devant le renforcement du camp adverse, à s'en rapprocher.

Christophe Jakubyszyn et Anne-Marie Rocco

Lagardère se donne les moyens de financer la reprise de Thomson-CSF

COMMENT n'acheter que 50,1 % de Thomson-CSF lorsque l'Etat vous force à reprendre l'essentiel de sa participation (58,2 % du capital) et à lancer une OPA sur les actions dans le public (41,7 %), le solde restant dans les mains des salariés de Thomson-CSF et de l'Etat ? Problème difficile à résoudre pour le groupe Lagardère, d'autant que ces 91,8 % valent en Bourse 20,2 milliards de francs.

Lagardère n'a pas cette somme. Il disposait, fin 1996, de 2,2 milliards de francs de trésorie et il aura levé, d'ici à fin juin, 3,3 milliards de francs grâce à des bons de souscription d'actions arrivant à échéance. S'y ajoutent 5 milliards de francs de capacité d'endettement. Au total, Lagardère dispose de 10,5 milliards de francs : on est loin des 20,2 milliards de francs nécessaires. Même si, hypothèse réaliste, la moitié seulement des actionnaires minoritaires de Thomson-CSF apportent leurs titres à l'OPA, il manque encore un peu plus de 5 milliards de francs.

Il serait possible au groupe Lagardère d'obtenir auprès de banquiers un découvert de 5 milliards de francs pour payer les actions de l'Etat et des minoritaires, en espérant le rembourser grâce à la revente ultérieure de ces titres en Bourse. Mais Lagardère ne veut pas prendre le moindre risque : que se passerait-il si l'action Thomson-CSF s'effondrait entre-temps pour une raison quelconque ?

SOLUTION INGÉNIEUSE

Le groupe Lagardère a donc trouvé une solution ingénieuse. S'il remporte Thomson-CSF, il émettra pour 5 milliards de francs d'obligations remboursables en actions (ORA), ce qui résoudra immédiatement son problème de trésorerie. Mieux, ces ORA, émises au prix de 165 francs selon des sources bancaires, seront remboursées avec les titres Thomson-CSF que Lagardère aura récupérés auprès des minoritaires ou en apportant à Thomson le pôle haute technologie de Matra qui vaudrait 8 milliards de francs. Une ORA donnera droit à une action Thomson-CSF.

Si le cours de l'action Thomson-CSF s'écroule, Lagardère ne risque pas de réaliser une moins-value ou de se retrouver avec des titres implaçables sur le marché. Ce sont les porteurs d'ORA qui prendront ce risque. Si Lagardère ne récupère pas assez d'actions Thomson-CSF, il aura la possibilité de rembourser jusqu'à 4 milliards de francs sur 5 en cash, pour conserver la majorité du nouvel ensemble.

Le Crédit lyonnais et Dresdner Kleinwort Benson *ont garanti la souscription de ces* obligations, qui ont déjà été préplacées à près de 70 % auprès d'investisseurs étrangers. Ceux-ci toucheront, d'ici à fin juin, une rémunération d'environ 1 %, même si la candidature Lagardère n'est pas retenue et que l'émission d'ORA n'a donc pas lieu. Autre avantage de la formule : Lagardère s'assure que 5 milliards de francs d'actions Thomson-CSF au moins seront dans le public, donnant au titre une liquidité.

Arnaud Leparmentier

La cour d'appel de Versailles oblige Renault à consulter son comité de groupe

LA DIRECTION de Renault aurait-elle dû informer et consulter son comité de groupe européen (CGE) *avant d'engager la fermeture* de l'usine belge de Vilvorde ? Saisi en référé par le CGE, le tribunal de grande instance de Nanterre avait répondu par l'affirmative (*Le Monde* des 6 et 7 avril). Il avait même interdit au constructeur automobile de poursuivre la procédure de fermeture tant que cette information et cette consultation n'auraient pas été menées à leur terme. La direction de Renault avait fait appel. Ni l'accord créant le CGE ni la directive européenne n'imposent une telle démarche préalable, faisait valoir Renault, apparemment confiante *dans la procédure d'appel*. A tort. L'arrêt rendu par la cour d'appel de Versailles, mercredi 7 mai, donne en grande partie satisfaction au comité de groupe européen et à la Fédération européenne de la métallurgie.

Tout en se démarquant du premier jugement, la cour d'appel ordonne à Renault de *« réunir en session plénière, au besoin extraordinaire, le comité de groupe européen, avec transmission aux membres de ce comité, huit jours au moins avant la session, des documents utiles à une connaissance des motifs et des répercussions d'une telle fermeture »*. Accessoirement, elle condamne Renault à verser 15 000 francs à son CGE, qui s'ajoutent à une somme identique déjà allouée par le premier juge.

Le raisonnement de la cour d'appel est le suivant. L'accord de Renault de 1995, bien qu'antérieur à l'entrée en vigueur de la directive européenne (en novembre 1996), doit appliquer les normes de ce texte communautaire adopté en 1994. Or la directive précise que l'information et la consultation doivent être *« mises en œuvre en temps utile »*.

UN CHAMP NOUVEAU

Certes, *« en temps utile »* n'implique pas *« de façon absolue »* une antériorité par rapport à la décision à prendre, reconnaît la cour d'appel, qui, sur ce point crucial pour la jurisprudence, annule le jugement de Nanterre. Néanmoins, il faut que cette consultation ait lieu *« en temps utile »* pour qu'elle puisse avoir *« un effet utile »*. Pour la cour, qui ouvre là un champ jurisprudentiel nouveau, *« cette utilité s'appréciera au regard de critères raisonnables au nombre desquels figureront à tout le moins la place laissée aux observations, contestations ou critiques, l'importance et le caractère irrémédiable ou non des préjudices susceptibles d'être causés, ou encore le respect d'une chronologie propice aux mesures ou réactions utiles, voire à une modification des résolutions initiales, le tout pour que la décision prise ou à prendre ait un degré minimum de souplesse ou rencontre le minimum d'acceptation ou de compréhension nécessaire à la régulation apparemment recherchée des rapports sociaux transnationaux »*. Sans vouloir généraliser, rappelle la cour, les troubles causés par la suppression de trois mille emplois sont tels qu'une information et une consultation préalables à l'annonce publique étaient nécessaires.

Prenant acte de ce jugement, qui a rempli d'aise les syndicalistes belges et français présents lors de son énoncé, la direction de Renault a annoncé qu'elle convoquerait une réunion plénière du comité de groupe européen sans doute *« dans une dizaine de jours »*. Même si cet arrêt est exécutoire, elle envisage de se pourvoir en cassation pour avoir une idée plus précise des exigences des juges. Officiellement, la fermeture de Vilvorde est toujours programmée pour le 31 juillet. Mais entre la réunion du CGE, l'attente d'un jugement en appel du tribunal de Bruxelles prévu pour le 16 mai, sans oublier la campagne électorale française, les dirigeants de Renault ne sont pas au bout de leurs peines.

Frédéric Lemaître

DÉPÊCHES

■ **AIRBUS : le consortium européen a dégagé, en 1996, un bénéfice** net de 2,4 milliards de francs, révèle le rapport annuel 1996 de Daimler-Benz Aerospace (DASA), membre d'Airbus. Le document n'indique pas la rentabilité réelle du GIE Airbus, les bénéfices réalisés par chacun des partenaires industriels ne remontant pas au niveau du consortium.

■ **ERAMET : l'Erap, actionnaire public majoritaire du groupe minier**, a annoncé, mercredi 7 mai, son intention de proposer *« la candidature de Thierry Chambolle*, directeur général délégué de la Lyonnaise des eaux, *pour succéder à Yves Rambaud »* à la présidence du groupe (*Le Monde* du 8 mai). Cette nomination devrait être entérinée à l'issue de l'assemblée générale d'Eramet, fixée au 29 mai, au cours de laquelle l'Erap compte prendre la majorité du conseil d'administration.

■ **EUROCOPTER : la France, l'Italie et l'Allemagne** posséderont chacune une chaîne de montage de l'hélicoptère militaire de support logistique NH-90 conçu par le groupe Eurocopter. En ce qui concerne les Pays-Bas, quatrième partenaire du programme, la décision n'a pas été prise. Cette répartition, annoncée mercredi 7 mai, à Paris, s'inspire de ce qui se fera aussi pour l'hélicoptère d'attaque Tigre, assemblé simultanément sur des chaînes en France et en Allemagne.

■ **BRE-X : la compagnie minière canadienne a été radiée**, mercredi 7 mai, de la liste des sociétés inscrites à la Bourse de Toronto, à la suite de l'effondrement du titre, qui a clôturé à 9 cents canadiens. L'action valait encore 3,23 dollars canadiens vendredi, avant qu'on apprenne, dimanche, que le gisement de Busang (Indonésie), sur lequel la compagnie avait fondé sa réussite, ne recelait pas d'or.

■ **ASSURANCE : une fusion entre les AGF et GAN Assurances** *« serait, à certaines conditions, une bonne opération pour les deux compagnies et pour le secteur français de l'assurance »*, a déclaré, mercredi 7 mai, le président des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani.

Le Crédit agricole s'apprête à acquérir un courtier américain

AU MOMENT où la Banque Paribas vient d'annoncer qu'elle a obtenu le statut envié de spécialiste en valeurs du Trésor aux Etats-Unis (*Le Monde* du 8 mai), le Crédit agricole espère bien à son tour faire une entrée remarquée sur les marchés financiers américains. Sa filiale Crédit agricole Indosuez négocie avec la maison de titres Dean Witter – qui vient de fusionner une autre banque d'affaires américaine, Morgan Stanley – pour lui racheter l'essentiel de ses activités de courtage sur les marchés à terme.

Une information révélée par le *Wall Street Journal* du 6 mai, et confirmée, selon le quotidien, par des responsables des deux groupes. Dean Witter est l'un des plus grands intervenants sur les marchés à terme de Chicago. Mais cette activité est désormais redondante dans le nouvel ensemble Morgan Stanley-Dean Witter, Morgan Stanley possédant aussi des équipes dans ce domaine.

Pour le Crédit agricole et Indosuez, une telle opération présente beaucoup d'avantages. Les deux banques *doivent déjà regrouper* leurs filiales spécialisées dans les opérations sur les marchés à terme, Crédit agricole Futures (présent à Paris, *Londres et Chicago*) et Indosuez Carr Futures (présent à Paris, Londres et Chicago, mais aussi à Singapour). Ensemble, *ces deux pôles atteindront* tout juste la taille critique nécessaire dans ce marché très concurrentiel. S'ils se voyaient ajouter les équipes de Dean Witter, ils formeraient un pôle deux fois plus gros de plus de 600 personnes. Encore faut-il pour cela que les *négociations, semble-t-il* très avancées, aboutissent.

S. F.

La Poste allemande et la Postbank font la paix

COLOGNE
correspondance

Les deux sœurs ennemies se sont finalement entendues : la Poste allemande et la Postbank *ont signé, mercredi 7 mai à Bonn*, l'accord de coopération qui met fin à deux ans de conflit. *« Equitable pour les intérêts de la Poste et de la banque postale »*, selon le ministre chargé du dossier, Wolfgang Bötsch, le document encadrera jusqu'en 2006 les rapports entre *les deux intéressées*.

Le désaccord portait essentiellement sur le coût et les modalités de l'utilisation en commun du réseau postal. *La banque disposera* d'une exclusivité d'accès aux guichets pour la vente de ses produits financiers. Elle devra verser un *« loyer » fixé à 1,14 milliard de* deutschemarks (3,85 milliards de francs) pour 1997, progressivement ramené à 785 millions de *DM d'ici quatre ans. La Poste s'en*gage à conserver 12 000 des quelque 16 000 succursales actuelles jusqu'à l'an 2000 et 10 000 par la suite. Elle recevra 17,5 % du capital *de la Postbank*.

Le gouvernement allemand a dû recourir à une sorte d'ultimatum pour inciter les deux rivales au *compromis actuel. Après un pre*mier accord en novembre 1996, les deux institutions, les autorités de tutelle et les partis de la coalition *gouvernementale avaient eu du* mal à s'entendre sur les détails d'une coopération. Ces derniers jours, la banque postale hésitait *encore à accepter le document mis* au point par les pouvoirs publics. Le président de son directoire, sur le point de partir à la retraite, s'est *d'ailleurs abstenu de signer l'ac*cord, laissant cette responsabilité à d'autres dirigeants de la banque.

PRIVATISATIONS

Günter Schneider s'était toujours opposé à un projet jugé trop coûteux et craignait, comme les *représentants du parti libéral FDP*, une mainmise de la Poste sur la banque. Cette tutelle aurait été en contradiction avec les statuts des deux sociétés anonymes, indépen*dantes l'une de l'autre depuis la* scission des PTT allemands en 1989. Pour apaiser les craintes, M. Bötsch a tenu à rappeler, mer*credi, qu'il était assuré que les* deux entreprises resteraient indépendantes et que la Poste ne dominerait pas la Postbank.

La fin du conflit permet aux intéressés de se concentrer sur leurs privatisations. La Postbank doit ouvrir le bal dès l'automne. Bonn veut se séparer de 75 % du capital pour un montant de 3 milliards de DM : une partie sera réservée aux partenaires commerciaux de la *banque – comme la Caisse* d'épargne du bâtiment, BHW – l'autre sera vendue aux investisseurs privés. La Poste entrevoit sa *privatisation à partir de 1999*. D'ici là, les deux partenaires devront traduire dans les faits les principes de leur accord. Une mise en œuvre *délicate*, d'après les observateurs, tant la tension a été vive.

Philippe Ricard

AUJOURD'HUI

HYDROCARBURES Près de Terre-Neuve dort un important gisement sous-marin de pétrole, Hibernia, dont les réserves sont estimées à 650 millions de barils. Le consortium canadien Hibernia Management and Development Company LTD a décidé de construire une plate-forme gravitaire en béton pour l'exploiter. ● SITUÉE sur la route des grands icebergs du Groenland et du Labrador, à l'embouchure du Saint-Laurent, cette installation est posée sur le fond de la mer, profonde à cet endroit de 80 mètres. ● CES MASSES de glace, dont le poids avoisine parfois les 6 millions de tonnes, représentent un danger important. ● POUR LA PROTÉGER d'une rencontre avec l'une d'entre elles, la plate-forme Hibernia a été équipée d'une solide couronne dentelée destinée à les repousser. Elle a été conçue pour résister à des pressions considérables, pouvant atteindre 600 tonnes par mètre carré.

Les plates-formes pétrolières luttent contre les icebergs géants

Pour pouvoir exploiter sans danger les énormes réserves sous-marines existant à l'embouchure du Saint-Laurent, une compagnie canadienne a décidé de doter une de ses installations maritimes d'un solide mur anti-glaces

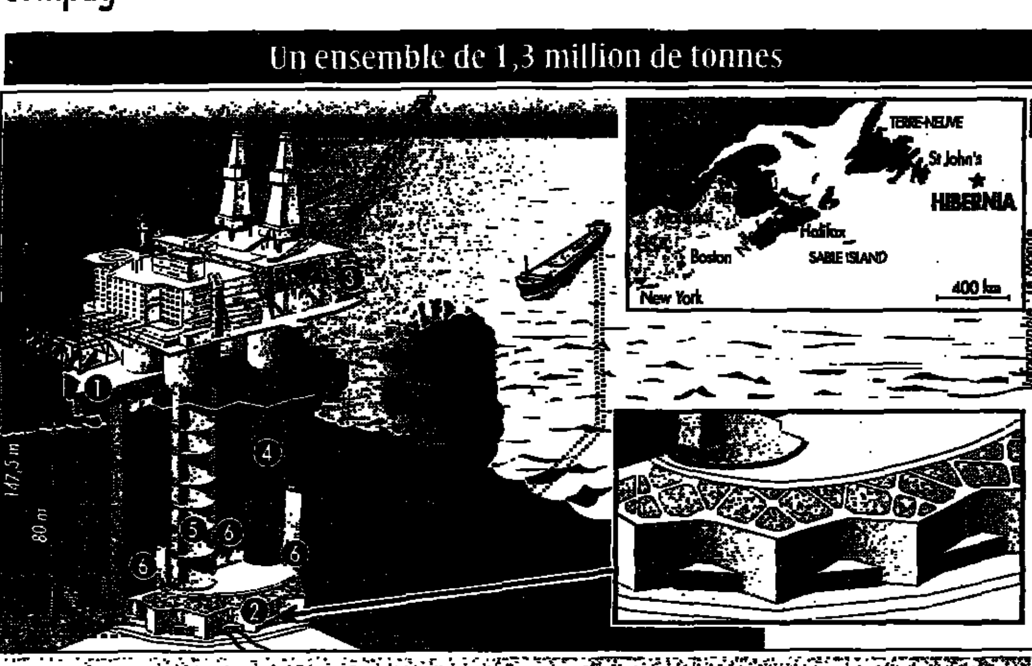
INSTALLER une plate-forme pétrolière à l'embouchure du Saint-Laurent, près de l'île de Terre-Neuve, sur la route des grands icebergs du Groenland et du Labrador, peut paraître une gageure. Car ces énormes masses de glace, qui peuvent parfois peser jusqu'à 6 millions de tonnes, balaient tout sur leur passage. Elles peuvent se déplacer à une vitesse de 2 nœuds (un peu moins de 4 kilomètres/heure) et leur partie immergée, la plus importante, peut parfois racler le fond de la mer, en y laissant des sillons révélateurs.

En cas de rencontre avec un tel géant, événement qui peut se produire statistiquement trois ou quatre fois par quart de siècle, la pression alors subie par la plate-forme située sur leur chemin est énorme. Les efforts locaux sur le matériau peuvent atteindre, selon les ingénieurs, 600 tonnes par mètre carré. Dans cette zone, l'installation pétrolière doit aussi affronter la glace de mer, épaisse parfois d'un mètre.

Pour contourner ce danger et exploiter avec sécurité pendant vingt-cinq ans les énormes réserves du champ pétrolifère d'Hibernia (650 millions de barils), situé à environ 300 kilomètres de Terre-Neuve, le consortium canadien Hibernia Management and Development Company Ltd (HMDC), qui représente les intérêts de Mobil Oil Canada, Gulf Canada Resources Ltd., Petrocanada Inc. et Chevron Canada Resources), a décidé d'employer les grands moyens. Sa plate-forme d'exploitation, Hibernia, construite en béton armé et précontraint, sera posée sur le fond de la mer, profonde à cet endroit de 80 mètres, et protégée par une énorme enceinte anti-icebergs.

Cette dernière est faite de deux murs concentriques, dont l'extérieur est dentelé. Entre les deux parois, sont disposées des alvéoles creuses de forme triangulaire qui seront « ballastées » avec du minerai de fer pour aider Hibernia à se poser sur le fond, et offrir ainsi une grande inertie aux chocs. La construction de cette plate-forme, commencée en 1990, est pratiquement achevée. Hibernia devrait être remorquée de la côte de Saint-John's, capitale de Terre-Neuve, vers son lieu d'exploitation le 23 mai prochain. Les premiers forages ne commenceront en principe qu'à la fin du mois d'août, et « *la toute première huile* » devrait être produite à la fin de l'année.

Un ensemble de 1,3 million de tonnes



La plate-forme est posée sur le fond de la mer. Elle est protégée des icebergs par un mur dentelé (1), dont la structure interne comporte des alvéoles creuses remplies de minerai de fer très lourd (2). A l'intérieur du caisson, quatre colonnes supportent le pont (3). L'une contient le système de pompage du pétrole (4), et une autre les locaux techniques et l'ascenseur (5). Entre elles, sont installés les six compartiments de stockage du pétrole (6).

> Au large de Terre-Neuve, les icebergs pèsent parfois jusqu'à 6 millions de tonnes, et se déplacent à 4 km/h en raclant le fond de la mer

Hibernia est la première plate-forme au monde à être dotée d'une telle protection, dont sont dépourvues quelques trente autres plates-formes, installées en mer du Nord. La conception de cet ensemble de 150 mètres de haut, capable de stocker 1,3 million de barils de pétrole, a demandé six ans. Une fois achevée, elle sera la plus grosse plate-forme en termes de poids, avec ses 1 300 000 tonnes de béton et de ballast solide.

La conception du mur anti-glaces qui protège Hibernia a été proposée aux Canadiens par la société française Doris-Engineering, spécialisée dans les études de plates-formes pétrolières. Ce qui a permis au groupe Nodeco (Newfoundland Offshore Development Constructors), à qui HMDC a confié l'étude et la réalisation de la plate-forme, de remporter le contrat. Pour le mettre en œuvre, les ingénieurs ont fait appel à toutes les facettes de leur savoir : mécanique des glaces, résistance des matériaux et algorithmes reliant les caractéristiques physiques des icebergs à l'écrasement de la glace sur la plate-forme. De tout ce travail de recherche, les spécialistes ont pu « *déduire une géométrie en forme de dents, telle que les efforts subis par la structure ne soient pas transmis au reste de la plate-forme* », explique François Sédillot, chef du projet Hibernia chez Doris Engineering.

Pour construire ce mur circulaire, large de 1,40 mètre et haut de 110 mètres, il a fallu utiliser une quantité astronomique de béton précontraint. « *Dans ce domaine*, précise François Sédillot, *nous avons atteint des records mondiaux en quantité d'armatures de métal. Environ 570 kilos d'acier par mètre cube de béton et chacune d'entre elles a été dessinée une par une.* » Cette conception titanesque sera peut-être la dernière du genre. Le groupement Petro-Canada a en effet choisi une plate-forme radicalement différente pour exploiter le champ pétrolifère de Terra Nova, situé à 35 km d'Hibernia, dont les réserves sont estimées à 400 millions de barils *(lire ci-contre)*. La nouvelle installation devrait fournir ses premiers barils de pétrole à la fin de 2001. La plate-forme retenue est en effet légère, flottante, et ressemble à un bateau qui serait fixé au fond de la mer par des ancres.

En présence d'un iceberg dangereux, elle ne disposera, quant à elle, que d'une seule ressource : la fuite.

Un touret mobile pour Terra Nova

Pour exploiter le champ pétrolifère canadien de Terra Nova, situé à l'embouchure du Saint-Laurent, à 35 kilomètres à l'est d'Hibernia, le groupe Petro-Canada a opté pour une plate-forme légère, flottante et fixe, ressemblant à un gros bateau. Il a chargé Brown and Root (groupe qui comprend la société française Doris Engineering) de mener à bien sa construction.

Terra Nova sera dotée en son centre d'un touret mobile, une sorte de gros moulinet, relié au fond de la mer par des ancres. Si un iceberg, détecté par le Service canadien des glaces, vient à s'approcher trop près de la plate-forme, des remorqueurs tentent d'abord de changer sa trajectoire, après l'avoir ficelé avec de gros câbles. Si cette opération échoue, le touret est « déconnecté » de la plate-forme, ce qui permet à celle-ci de s'éloigner de la zone dangereuse et de revenir une fois le danger passé.

L'opération consiste à détacher la plate-forme flottante de ses câbles sous-marins pour l'éloigner le temps nécessaire. « *Or, c'est une opération très lourde et très chère* », constate François Sédillot. Les coûts d'exploitation s'en ressentiront. Le montant de l'investissement initial pour Terra Nova sera beaucoup moins élevé que pour Hibernia : moins de 2 milliards de dollars canadiens (environ 8 milliards de francs), sans les tankers, pour la première, contre 5,8 milliards (23,2 milliards de francs) pour la seconde.

Christiane Galus

Intel commercialise un nouveau microprocesseur, le Pentium II

7,5 millions de transistors sont concentrés sur une tranche de silicium de la taille d'une pièce de 5 centimes

EN INFORMATIQUE, la course à la puissance ne connaît aucun répit. Le fabricant américain de microprocesseurs Intel en a fourni une illustration avec l'annonce de la mise sur le marché, mardi 6 mai, de sa dernière puce, baptisée Pentium II. Pour se conformer à la loi de Moore, qui veut que la densité des transistors double tous les dix-huit à vingt-quatre mois – et que l'obsolescence des matériels suive le même rythme –, la firme de Santa Clara a concentré environ 7,5 millions de transistors sur une tranche de silicium de la taille d'une pièce de cinq centimes.

Si ce chiffre est inférieur aux 8,8 millions de transistors de la puce K6, présentée récemment par la société AMD (*Le Monde* du 10 avril), Intel a tout de même rajouté 2 millions de transistors par rapport au Pentium Pro, mis sur le marché à la fin de 1995. Ce Pentium II, qui en reprend l'architecture interne, est aussi doté du jeu d'instructions multimédia MMX équipant déjà une partie de la gamme d'Intel. Cette technologie est censée renforcer les capacités audio, vidéo et graphiques du processeur, mais elle ne donne sa pleine mesure que dans des applications spécifiques, encore peu nombreuses. Le Pentium II est aussi doté d'un double bus indépendant, qui relie le processeur à sa mémoire cache et à sa mémoire principale, ce qui permet de réduire les goulets d'étranglement en effectuant certaines opérations en parallèle.

Ce concentré de technologie est enchâssé dans une cartouche, reliée à la carte mère par un nouveau socle, le Slot 1. Cette configuration, incompatible avec le système précédent, interdit d'implanter la puce sur d'anciennes machines. Elle contraindra donc un jour les concurrents d'Intel – notamment AMD et Cyrix, qui accentuent la pression en abaissant les prix – à adopter, moyennant finance, cette norme qui redonne ainsi une longueur d'avance à la firme américaine.

Car si Intel a publié les spécifications physiques de cette nouvelle cartouche, l'architecture électrique reste secrète et sa propriété exclusive. Intel se défend de vouloir artificiellement court-circuiter ses rivaux, et assure que la nouvelle cartouche est indispensable aux développements des microprocesseurs. En introduisant une source d'incompatibilité, Intel risque de renforcer la circonspection des consommateurs, auxquels la gamme précédente (Pentium, Pentium Pro, Pentium MMX) continuera d'être proposée.

Cadencé en 233 et 266 mégahertz avec une mémoire cache de 512 Ko, le Pentium II s'adresse aux professionnels, aux PME-PMI qui souhaitent exploiter ce que les dirigeants d'Intel appellent l'« *informatique visuelle* » : traitement d'image, commerce en ligne, échanges de données de tous ordres. Le prix, par lot de 1 000 unités, est de respectivement 636 et 775 dollars pour les versions à 233 et 266 MHz ; soit 26 % de plus que le K6 à 233 MHz, offert par AMD à 469 dollars. Le Pentium II, « tournant » à 300 MHz – qui ne sera disponible qu'au troisième trimestre –, sera commercialisé à un prix unitaire de 1 981 dollars. La vitesse de calcul pourrait encore s'accroître, et des versions de démonstration ont déjà atteint, selon le fabricant, la cadence maximale de 450 MHz.

La production de cette nouvelle puce devrait être de 15 à 20 millions d'unités cette année, mais Intel fabriquera encore 50 millions de Pentium Pro en 1997. Un grand nombre de constructeurs d'ordinateurs ont déjà adopté le nouveau microprocesseur, dont 100 000 exemplaires ont été livrés. Certains proposent des produits à un prix inférieur à 15 000 francs hors taxes. Les ordinateurs portables ne pourront malheureusement profiter des performances du Pentium II : gourmand en énergie, il dégage trop de chaleur pour pouvoir y être intégré. Par ailleurs, il n'est « *pas conseillé* », reconnaît-on chez Intel, de l'employer dans des applications faisant appel à plus de deux microprocesseurs.

RUMEUR INQUIÉTANTE

A ces restrictions s'ajoute une rumeur inquiétante : selon Robert Collins, l'animateur du site Internet X86 Monthly Digest, consacré à la chasse aux « *secrets d'Intel* », le Pentium II, tout comme le Pentium Pro, souffrirait d'un bogue *(lire également ci-contre)*. Alerté par un mystérieux « Dan », qui a souhaité garder l'anonymat, Robert Collins a testé les capacités de gestion des virgules flottantes des deux processeurs, et a constaté qu'ils ne se comportaient pas comme leurs prédécesseurs. Près de cent quarante et un mille milliards de nombres à virgule flottante pourraient, selon ses estimations, adopter, lors de leur traitement, un « *comportement incorrect* ». Une défaillance qu'il n'hésite pas à comparer à celle – due à une erreur de programmation et non à un dysfonctionnement de puce – qui a conduit à l'explosion en vol de la fusée Ariane 5, le 4 juin 1996.

Intel, qui avait déjà eu à faire face, en 1994, à un bogue sérieux sur les premiers Pentium, ne dément pas l'information. « *Nous travaillons jour et nuit pour vérifier ce qu'il en est* », a indiqué Gilles Granier, directeur général d'Intel pour l'Europe de l'Ouest. S'il regrette que Robert Collins, avec lequel Intel a déjà eu maille à partir, refuse de collaborer aux recherches, il assure que « *tout défaut constaté sera rendu public* ».

Hervé Morin

La Bourse redoute le bogue

La rumeur concernant l'existence d'un bogue sur le nouveau Pentium II et sur le Pentium Pro a entraîné une chute de 4,5 dollars de l'action d'Intel, qui, mardi 6 mai, cotait 158 dollars à New York. En 1994, un défaut sur le microprocesseur Pentium avait déjà coûté 475 millions de dollars (2,7 milliards de francs) à la firme dirigée par Andy Grove. Les analystes s'inquiètent des conséquences financières d'un éventuel remplacement des pièces défectueuses. Certains considèrent que le bogue, qui ne concerne apparemment qu'un type d'opérations spécifiques, pourrait être corrigé par la simple adjonction d'un logiciel.

A ces craintes s'ajoutent celles concernant une chute des revenus d'Intel, « *qui pourrait générer 2,5 milliards de dollars de moins que prévu durant l'année à venir* », selon un rapport de Vince Glinski, de Rodman & Renshaw. Les cours de constructeurs (Compaq et Dell notamment), qui proposent le Pentium II dans leur gamme de micro-ordinateurs, ont eux aussi baissé.

En Allemagne, des « cyberflics » pourraient surveiller le contenu d'Internet

AU BUNDESTAG, l'Assemblée fédérale allemande, le débat autour d'une loi multimédia pourrait aboutir à l'arrivée, dès le mois d'août, des premiers « cyberflics » chez les fournisseurs d'accès à Internet. Ces inspecteurs prendront la relève des cinq policiers de Munich qui scrutaient le cyberespace à la recherche de pornographie, de pédophilie ou de propagande nazie. Le 16 avril, leur travail a conduit, après un an d'enquête, le Bureau des procureurs de Bavière à poursuivre Felix Somm, directeur de la branche allemande de CompuServe, pour avoir fourni « *en connaissance de cause* » à ses abonnés un accès au contenu pornographique et raciste d'Internet.

Deux jours plus tard, Edzard Schmidt-Jortzig, le ministre allemand de la justice, déclarait que « *les fournisseurs qui se contentent de "transporter" des programmes ne peuvent être tenus pour responsables de ces contenus provenant de l'étranger* ». Pour appuyer ce point de vue, il a fait référence aux services postaux, « *qui ne sont pas punis lorsqu'ils acheminent des lettres contenant la recette des cocktails Molotov, de la propagande nazie ou de la pornographie mettant en scène des enfants* ». Pour lui, les coupables sont donc les expéditeurs.

Jürgen Rüttgers, ministre de l'éducation, de la science et de la technologie, a précisé que les fournisseurs d'accès « *doivent bloquer de tels contenus lorsqu'ils sont au courant de leur nature* ». Il a précisé à l'hebdomadaire *Der Spiegel* que « *la Poste doit prévenir la police lorsqu'elle apprend qu'une bombe se trouve dans l'un de ses colis* ».

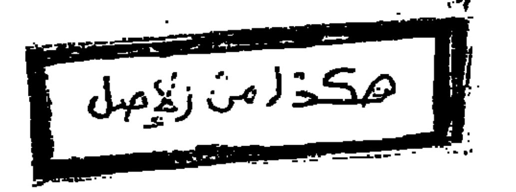
Ce débat rappelle l'action judiciaire menée, en mai 1996, par la police française contre Worldnet et Francenet, des fournisseurs d'accès accusés de transmettre des images pédophiles à leurs abonnés. En juin 1996, le juge Jean-Pierre Marcus rendait son ordonnance au sujet de l'assignation en référé de neuf fournisseurs d'accès par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Cette dernière reprochait aux prestataires de service de faire de la publicité aux propos racistes et négationnistes tenus sur des sites américains.

Le juge a donné acte aux fournisseurs d'accès de leur bonne volonté. Tous se sont engagés à traquer les textes illicites sur leurs ordinateurs. Mais il ont refusé d'être tenus pour responsables de ce que contiennent les machines réparties dans le monde. Cette affaire souligne l'absence de statut des fournisseurs d'accès. D'où le travail de la commission Beaussant, qui a abouti à la présentation au gouvernement d'un projet de charte d'autorégulation (*Le Monde* du 6 mars). Il prévoit la création d'un « conseil de l'Internet » qui soulève des doutes quant à sa légitimité et au rôle qu'il peut jouer lors des actions judiciaires contre les fournisseurs d'accès.

En Allemagne, CompuServe a déjà été contraint, fin 1995, de priver ses abonnés de deux cents forums de discussion. Aujourd'hui, la mise en cause de Felix Somm porte, outre sur des contenus illicites provenant d'Internet, sur des jeux vidéo mettant en scène Hitler. L'avocat du dirigeant se défend en expliquant que ces logiciels proviennent du siège de CompuServe aux Etats-Unis et que son client n'est pas en mesure de les bloquer. Cette affaire fait suite à une action policière contre la pédophilie en Autriche. Début avril, une perquisition réalisée chez le fournisseur d'accès VIP avait déclenché la fermeture du service de quatre-vingts autres prestataires autrichiens.

Michel Alberganti





Les judokas français vont à Ostende en pensant à Paris

Les championnats d'Europe qui ont lieu en Belgique jusqu'au dimanche 11 mai sont le prélude des prochains championnats du monde de Bercy

Après la moisson des Jeux olympiques d'Atlanta (sept médailles dont trois d'or), les judokas français reprennent du service. Pour les championnats d'Europe d'Ostende (Belgique) qui devaient débuter le jeudi 8 mai, les entraîneurs leur ont fixé le même objectif de sept médailles. Il paraît modeste au regard du niveau de l'équipe qui sera toutefois privé de David Douillet, convalescent. Mais le but de l'opération est de préparer au mieux les championnats du monde qui auront lieu cet automne à Paris (du 9 au 12 octobre) et, surtout, les Jeux de Sydney en l'an 2000. Pour cela, ils partiront également en stage de montagne en juillet pour se forger une condition physique à toute épreuve.

C'EST UN TOUT petit voyage, presque une promenade, à deux pas de la frontière. N'empêche qu'à Ostende, sur les rebords de la Flandre et de la mer du Nord, beaucoup de combattants, qu'ils soient hommes ou femmes, penseront très fort à Paris. Quitte à oublier un peu ces drôles de championnats d'Europe belges, coincés au milieu du printemps, quand *tous les meilleurs judokas français* se promettent déjà un heureux automne, une consécration mondiale sur les tatamis du Palais omnisports de Paris-Bercy. La tête à Paris, les jambes en Belgique, ou le grand écart du judo tricolore. René Rambier, l'entraîneur des hommes, et Yves Delvingt, celui des femmes, en conviennent : le tournoi européen ne sera pas une compétition comme les autres, où l'on court de tout coeur après les médailles.

Il n'est pas question d'en faire *une sélection pour Bercy. Celle-ci* sera normalement annoncée à la mi-juin. *« On peut très bien être championne d'Europe, et ne pas être retenue pour les championnats du monde »*, proclame Yves Delvingt. L'avertissement vaut aussi pour les hommes. Les héros des jeux d'Atlanta n'ont pas grand-chose à attendre de cette excursion flamande, même si Marie-Claire Restoux, championne olympique et championne du monde dans la catégorie des moins de 52 kilos, ne *s'est jamais imposée dans cette* épreuve, et savoure l'idée d'y réussir. Dans certaines catégories, les jeunes se contenteront du rôle ingrat d'intérimaire. Laurent Crost, par exemple, ne doit sa présence en Belgique qu'à l'état de David Douillet, victime d'un grave accident de moto, le 30 septembre 1996 (*Le Monde* du 4 octobre). Le champion olympique et champion du monde des plus de 95 kilos a repris l'entraînement avec succès, mais ne sera pas prêt avant l'automne. René Rambier et Yves Delvingt ont donc réfléchi avec plus de souci encore au programme d'une année pas tout à fait ordinaire.

« METTRE LE PAQUET »

Ils se sont évertués à plier les calendriers à une seule exigence : le judo français, si brillant à Atlanta, doit resplendir à Paris. *« Il faut mettre le paquet sur les mondiaux, et tant pis si l'on n'est pas au maximum pour les Europe »*, résume Yves Delvingt. *« Bercy, puis les Jeux de Sydney en l'an 2000, ce sont les deux grands rendez-vous »*, renchérit René Rambier, comme si le déplacement en Belgique s'effectuait presque en catimini. L'ambition avouée de sept médailles, à des encablures du record de treize breloques enregistré à Paris en 1987, *témoigne de cette modestie.* Et d'une constatation de bon sens : il est difficile d'exiger des judokas qu'ils soient les meilleurs en mai et en octobre.

« Ce n'est pas une équipe à deux vitesses », assure René Rambier, tout en reconnaissant ne pas attendre la *même chose de tous* ses combattants. Djamel Bouras, champion olympique dans la catégorie des moins de 78 kilos, et tenant du titre européen, a repris l'entraînement tardivement. Il s'agit juste *« de voir où il en est »*, dans la perspective des championnats du monde. Certains, comme Larbi Benboudaoud (moins de 65 kilos), ont accumulé les bonnes performances pendant les tournois d'hiver, au point de s'assurer une confortable avance sur leurs concurrents. Les résultats des championnats d'Europe ne la remettront pas en cause. Pour les autres, espoirs ou inconnus sur le plan international, il faudra au minimum *« terminer troisième »* en Belgique, pour rester en lice.

Au retour d'Ostende, les entraîneurs ont prévu une courte période de décompression, dans l'espoir de chasser la fatigue morale, la lassitude du trop de judo, trop de combats, dans laquelle peuvent se briser les plus beaux espoirs. C'est dans la même perspective que les membres de l'équipe de France, hommes et femmes, participeront au mois de juillet à un stage de vélo, en montagne. Le programme prévoit un parcours équivalent à cinq étapes du Tour de France. Escalades et descentes sur les traces des forçats de la route ; les judokas seront loin des tatamis, tout occupés à batailler avec la rudesse de l'ascension de l'Alpe-d'Huez, à se forger dans les lacets des routes une condition physique irréprochable, et *« un esprit d'équipe »*.

La suite sera plus traditionnelle. Deux stages en juillet et en août, un travail en atelier où la technique sera révisée jusque dans les moindres détails, puis le retour à l'INSEP en septembre pour les ultimes réglages. *« L'essentiel est d'arriver à faire du judo avec plaisir »*, précise Yves Delvingt. Après, il sera toujours temps de songer à la fuite. Quitter Paris, la pression des médias, des amis, de la famille, ce Paris *« qui prend une autre dimension, par rapport aux villes étrangères où nous faisons des tournois »*, commente René Rambier. L'été dernier pendant les Jeux, les membres de *l'équipe de France s'étaient tenus à* l'écart. Ils ne regagnaient le village olympique qu'à la veille de leur compétition. La délégation tricolore a gagné à ce jeu de cache-cache trois médailles d'or. A l'automne, il lui faudra fuir l'obsession de Bercy et retrouver la douce sérénité d'Atlanta.

Pascal Ceaux

Les Français d'Ostende

La composition de l'équipe de France de judo pour les championnats d'Europe, du 8 au 11 mai à Ostende (Belgique), est la suivante :

● **Hommes :**
moins de 60 kg : Yacine Douma (Puget-sur-Argens)
moins de 65 kg : Larbi Benboudaoud (Dugny)
moins de 71 kg : Christophe Gagliano (Maisons-Alfort)
moins de 78 kg : Djamel Bouras (PSG)
moins de 86 kg : Stéphane Nomis (RCF)
moins de 95 kg : Ghislain Lemaire (Franche-Comté judo)
plus de 95 kg : Laurent Crost (ACBB)
toutes catégories. : Laurent Crost (ACBB)

● **Femmes :**
moins de 48 kg : Sylvie Meloux (PUC)
moins de 52 kg : Marie-Claire Restoux (Levallois)
moins de 56 kg : Magali Baton (Levallois)
moins de 61 kg : Séverine Vandenhende (Gennevilliers)
moins de 66 kg : Isabelle Beauruelle (Levallois)
moins de 72 kg : Estha Essombe (Levallois)
plus de 72 kg : Céline Lebrun (Orléans)
toutes catégories. : Gaëlle Potel (Orléans)

Les « petites » Peugeot tiennent tête aux Subaru dans le Tour de Corse

Colin McRae s'impose le dernier jour

LA PLUIE a sauvé du ridicule la Fédération internationale de l'automobile (FIA). C'est bien une « *World Rally Car* » (WCR), un des six prototypes inscrits au championnat du monde des pilotes et des marques, *qui* a *gagné* le *Tour de Corse. Long*temps pourtant, une petite voiture du championnat de France, une Peugeot 306 Maxi à deux roues motrices et au moteur atmosphérique de 275 chevaux (*Le Monde* du 6 mai), a plus que résisté à ces « monstres » à quatre roues motrices et aux moteurs turbocompressés de 300 chevaux.

Au volant de sa Subaru Impreza WCR, Colin McRae a refait, mercredi 7 mai, dans la troisième et dernière journée du rallye, tout son retard sur la Peugeot de François Delecour. Avec sa « petite » voiture, celui-ci occupait depuis la veille la tête de la course, *ex-aequo* avec l'Espagnol Carlos Sainz (Ford Escort Cosworth WCR). *L'Ecossais* n'a pas seulement réussi un exploit personnel digne de son titre de champion du monde obtenu en 1995, il a également donné un peu plus de crédibilité à la nouvelle réglementation mise en place cette année par la FIA.

Comme au Rallye de Catalogne, la précédente épreuve du championnat du monde tout avait mal commencé pour les « grosses » WRC. Plus que jamais handicapées par leur poids (1 230 kilos), les Subaru, les Ford et les Mitsubishi faisaient piètre figure, *lundi*, sur les routes étroites et tourmentées de la région d'Ajaccio. Sans l'arrivée de la pluie sur les dernières épreuves spéciales, les deux équipages Peugeot, conduits par Gilles Panizzi et François Delecour, auraient pu terminer la journée avec beaucoup plus que les quelques poignées de secondes d'avance finalement acquises sur Sainz et McRae.

Sur des chaussées glissantes, les transmissions intégrales des voitures du championnat du monde, sont un atout évident face aux simples tractions avant. En Corse, la légèreté des Peugeot et des bons *choix de pneus ont d'abord permis* à Gilles Panizzi et à François Delecour de se maintenir hors de portée des moteurs turbocompressés. Ceux-ci réussissaient enfin, grâce à leur motricité sous la pluie, à profiter de l'avantage fourni par leur formidable puissance.

Mercredi, sur des routes rendues de plus en plus impraticables par les averses orageuses, Ford et Subaru faisaient parler la puissance de leurs turbos. C'est d'abord Carlos Sainz qui prenait l'avantage avec sa Ford sur la Peugeot de François Delecour. Le duel final dans les ultimes épreuves spéciales n'allait plus opposer que l'Espagnol et l'Ecossais. Et dans l'ultime épreuve chronométrée, Colin *McRae* prenait tous les risques pour remporter une victoire qui le met en bonne place pour le championnat du monde.

« C'EST ÉQUITABLE »

Le bon tour joué par les Peugeot pendant les deux tiers de cette sixième manche du championnat du monde, dont elles prennent finalement les 3e et 4e places, n'a pas été du goût de David Richards, le patron de l'écurie Subaru. Il ne décolère pas contre les règlements de la *FIA. Il dénonce en particulier la limi*tation de la puissance des moteurs des voitures WRC. Un point de vue que ne partage évidemment pas Jean-Pierre Nicolas, responsable des rallyes chez Peugeot : *« Cela prouve au contraire que le règlement est bien fait puisque les petits peuvent battre les gros. C'est équitable. »*

Christophe de Chenay

Duels au fleuret dans la cour du Louvre

LES SILHOUETTES qui défileront, dimanche 10 mai, sur les podiums du Carrousel du Louvre seront un peu plus charpentées que celles des mannequins habituées du lieu. Les défilés de mode céderont en effet la place aux meilleurs fleurettistes mondiaux, qui se disputeront le Challenge AXA-UAP, comptant pour la Coupe du monde. Principal enjeu du tournoi : désigner les tireurs français qualifiés pour les championnats du monde qui se dérouleront cet été (du 12 au 17 juillet) au Cap, en Afrique du sud. Quatre places sont à pourvoir. Les deux leaders du fleuret français, Lionel Plumenail et Franck Boidin, respectivement médaille d'argent et médaille de bronze aux Jeux olympiques d'Atlanta, ont déjà leur place assurée pour l'Afrique du Sud.

En revanche, l'incertitude plane sur les deux escrimeurs qui les accompagneront. Ils sont pour le momment quatre prétendants : Patrice Lhotellier, Olivier Lambert, Laurent Bel et Renaud Wiart. Avant l'épreuve, le quatuor est dans un mouchoir de poche au classement de la Coupe du monde, entre la quatorzième et la dix-huitième place. Pour eux, la compétition sera déterminante. Elle le sera également pour Franck Boidin. Même si la qualification est déjà acquise, le tireur d'Hénin-Beaumont (Nord) traverse actuellement une mauvaise passe et a besoin de retrouver confiance.

Le début de saison avait pourtant été tonitruant avec une médaille de bronze aux championnats d'Europe, deux podiums et deux cinquième place en Coupe du monde. Depuis, la machine s'est grippée. Un problème de hanche l'a privé de piste pendant *trois semaines. La sanction a été* inévitable : depuis le mois de janvier, Franck Boidin n'a plus participé à une seule finale. *« Aux deux derniers tournoi de Coupe du monde, à Budapest et à Bonn, je suis passé complètement à côté. Maintenant, il faut que je retrouve le feeling d'avant ma blessure »*, reconnaît-il.

Il faut dire que grâce à des mensurations solides – 1,88 m pour 80 kg –, une bonne partie du jeu de Franck est basée sur le physique et la vitesse de jambes. Pour l'entraîneur national du fleuret, Patrice Menon, *« Franck est un tireur d'instinct, il a besoin de retrouver des sensations. Il a un jeu très varié, dans lequel la prise de risque est maximum. Pour être au mieux, il faut qu'il récupère tout son potentiel physique. »*

Malgré ses soucis de milieu de saison, Franck Boidin est tout de même bien installé au sein de l'élite mondiale du fleuret. 1996 a été l'année de la révélation : en quelques mois il est passé de la 35e à la 6e place mondiale. La consécration est venue aux Jeux olympiques d'Atlanta, au cours desquels il a réussi à arracher une médaille de bronze. *« Au début, ça m'a fait bizarre de me retrouver au milieu des escrimeurs que j'admirais. Je pensais que je n'avais pas forcément ma place »*, se souvient Franck. C'est Philippe Omnès qui allait lui offrir une victoire en forme d'adoubement en s'inclinant face à son cadet. A vingt-quatre ans, il tenait sa première finale olympique.

UNE PRÉCISION D'HORLOGER

Depuis ce passage de témoin entre deux générations, l'*« Indien »*, comme le surnomment ses copains, a su consolider sa notoriété toute fraîche en remportant une troisième place aux championnats d'Europe à Limoges, en novembre 1996. Depuis Franck a mûri. Il a pris confiance en lui-même. Désormais, il sait se fixer des objectifs ambitieux. Pour les championnats du monde, il veut accéder au podium. Le but semble réaliste pour son entraîneur. *« Il y a actuellement huit à dix tireurs capables de remporter le titre mondial. Lionel Plumenail et Franck font partie du lot. »*

Pour Plumenail, l'échéance se présente sous les meilleurs hospices. Vainqueur, le 6 avril, au tournoi de Coupe du monde de Budapest, le tireur du Racing Club de France mène sa saison avec une précision d'horloger, dosant ses efforts, montant progressivement en puissance. Franck, lui, n'en est pas encore là. Il remonte peu à peu la pente. Mais les championnats *du monde n'ont lieu que dans* deux mois tout juste. Le Challenge AXA-UAP sera une bonne occasion pour lui pour reprendre ses marques.

Stéphane Lauer

Manque d'assurance pour le partenariat du challenge

Le doute plane sur la poursuite du soutien du challenge que l'UAP apporte depuis douze ans au challenge parisien. Depuis la fusion avec AXA, intervenue en 1996, la direction du nouveau groupe n'a pas encore confirmé si elle reconduirait la collaboration avec la Fédération française d'escrime (FFE). Une décision doit intervenir dans les semaines qui viennent. Outre la prise en charge de l'organisation du tournoi, la compagnie d'assurance offre aux vainqueurs de l'épreuve (masculine et féminine) une enveloppe d'un montant total de 50 000 francs. Une prime rarissisme dans un sport qui reste amateur.

Peu médiatisée, l'escrime, est depuis le début des années 90, confrontée au problème de la recherche de sponsors. La loi Évin sur la publicité sur les alcools avait d'abord privé la FFE du partenariat des apéritifs Martini. La défection de Fabergé en 1995, puis de la BNP, en 1996, ont fragilisé encore un peu plus la situation. Cette évolution semble paradoxale dans la mesure où l'escrime reste l'un des sports qui rapporte *le plus de médailles* en tous genres à la France.

Eric Cantona, champion d'Angleterre pour la cinquième fois

ET DE CINQ POUR ÉRIC CANTONA. *Le « King »* a ramassé, mardi 6 mai, sa quatrième couronne avec Manchester United (1993, 1994, 1996 et 1997) après celle glanée avec Leeds (1992). Les « Red Devils » ont profité de la défaite de Liverpool à Wimbledon (1-2) et du nul de Newcastle à West Ham (0–0) : ils ne peuvent désormais plus être rejoints en tête du championnat d'Angleterre. Malgré ce nouveau titre, le Français le plus célèbre d'Angleterre commence à être discuté au sein de son club. A trente et un ans, il aura connu une saison en demi-teinte, alors que son contrat expire à la fin de la saison prochaine.

Les clubs français de rugby envahissent l'Europe

ANGLAIS ET FRANÇAIS ONT TROUVÉ, MARDI 6 MAI à Dublin, un terrain d'entente avec l'ERC, l'organisme qui gère les Coupes d'Europe de rugby, convenant notamment d'un élargissement de la *Conférence européenne à 32 équipes, qui permettra une participa*tion de tous les clubs français de première division dès l'an prochain (*le Monde* du mardi 6 mai). Outre les quatre clubs qualifiés pour la Coupe d'Europe, la plus prestigieuse des deux compétitions, la France bénéficiera de seize places en Conférence européenne. L'Angleterre *aura huit entrées, le Pays de Galles, quatre, l'Ecosse, l'Ir*lande, l'Italie et la Roumanie, une. Ces 32 équipes seront réparties en huit poules de quatre. – (*AFP*).

DÉPÊCHES

■ **OLYMPISME : Henri Sérandour a été réélu, mardi 6 mai,** à la présidence du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), pour une durée de quatre ans.

■ **FORMULE 1 : les deux monoplaces de Prost Grand Prix** courront sous les couleurs d'Alcatel dès le Grand Prix de Monaco, dimanche 11 mai. L'écurie du quadruple champion du monde et le géant français de la télécommunication ont signé un accord de partenariat d'une durée de deux ans.

■ **Un compromis au sujet du maintien** des grillages de protection *dans les dix stades qui accueilleront la phase finale de la Coupe du* monde 1998 devrait être annoncé prochainement, a indiqué, mercredi 7 mai, à Zurich, le secrétaire de la Fédération internationale de football (FIFA), M. Sepp Blatter. *« Les grillages sont pour les animaux non pour les amateurs de football »* a rappelé M. Blatter. Le gouvernement français avait décidé le 21 février du maintien des grillages de protection pour des raisons de sécurité. – *(AFP.)*

■ **LOTO : les tirages n° 37** du loto, effectués mercredi 7 mai ont donné les résultats suivants :

● premier tirage : 3, 27, 29, 34, 36, 39, numéro complémentaire 26. Les rapports sont pour 6 bons numéros de 7 770 715 F ; pour 5 bons nuémros et le complémentaire de 124 055 F ; pour 5 bons numéros. de 11 820 F ; pour 4 bons numéros de 205 F ; pour 3 bons numéros 18 F ;

● second tirage : 11, 16, 22, 27, 31, 34, numéro complémentaire 40. Les rapports sont pour 6 bons numéros de 4 051 685 F ; pour 5 bons numéros et le complémentaire de 47 275 F ; pour 5 bons numéros de 4 860 F ; pour 4 bons numéros de 121 F ; pour 3 bons numéros de 14 F.

Pluies et fraîcheur

IL N'Y A toujours pas d'amélioration en vue. Une profonde dépression centrée sur les îles britanniques génère un flux d'ouest perturbé sur la France. Une nouvelle bande pluvieuse active stationnera, vendredi, des Pyrénées aux Alpes sans atteindre les côtes méditerranéennes. Les autres régions subiront un temps instable avec de fréquentes averses.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Des averses se déclencheront toute la journée, accompagnées d'un fort vent d'ouest. Températures maximales de 10 à 13 degrés.

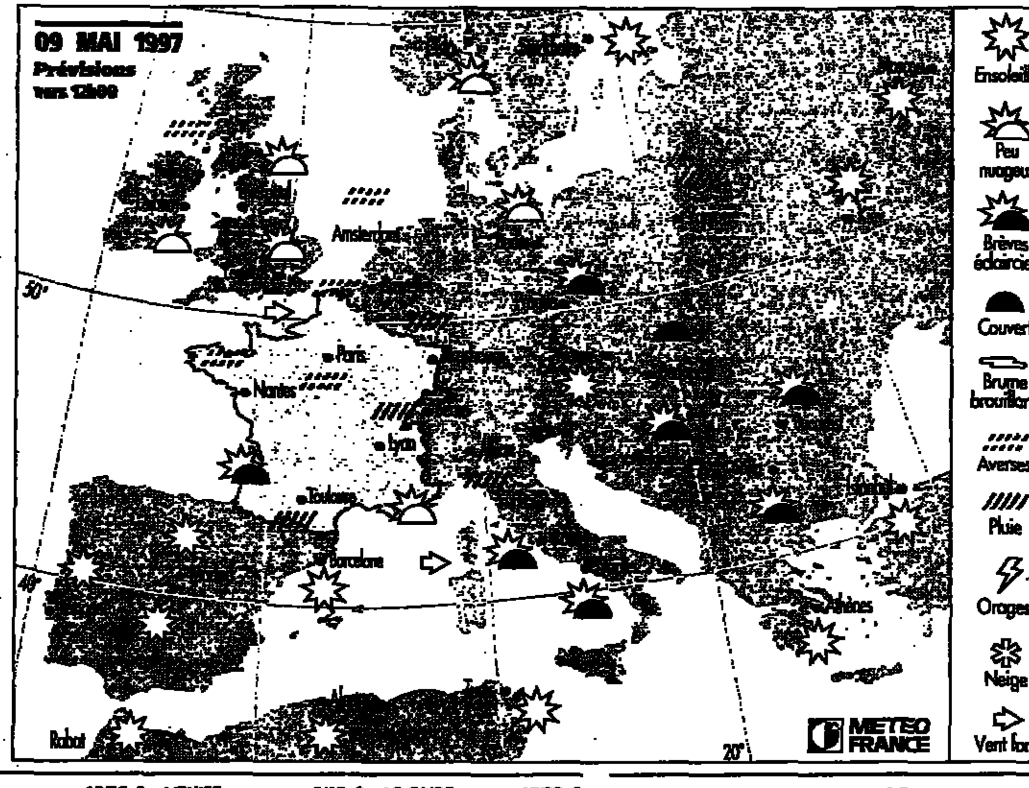
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les pluies seront remplacées par un temps instable et venteux. Des averses menaceront les côtes le matin. Elles se multiplieront dans l'intérieur l'après-midi. Il fera 10 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La journée débutera sous la pluie. Puis de timides éclaircies reviendront de la Champagne à l'Alsace dans un ciel toujours menaçant. L'amélioration sera plus tardive de la Bourgogne au Jura. Il fera de 10 à 14 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Près des Pyrénées, le temps restera gris et souvent pluvieux. Il neigera en moyenne montagne. Des Landes au Poitou, le soleil sera plus présent malgré de petites averses. Les températures seront de 14 à 16 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – De l'Auvergne aux Alpes, il pleuvra une bonne partie de la journée. Le Limousin bénéficiera d'un ciel plus clément avec un peu de soleil. Au meilleur de l'après-midi, il est prévu de 12 à 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Un fort vent d'ouest soufflera du Var à la Corse dans un ciel parfois voilé. Les nuages pourront donner quelques gouttes en matinée en Languedoc-Roussillon. Les températures atteindront 15 à 18 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 09 MAI 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole			
AJACCIO	8/19 S	NANCY	5/12 P
BIARRITZ	9/15 N	NANTES	7/13 P
BORDEAUX	9/16 N	NICE	11/17 S
BOURGES	6/12 P	PARIS	6/12 P
BREST	7/13 P	PAU	7/15 P
CAEN	7/11 P	PERPIGNAN	11/19 N
CHERBOURG	5/12 P	RENNES	7/14 P
CLERMONT-F.	6/14 P	ST-ETIENNE	5/14 P
DIJON	6/13 P	STRASBOURG	5/13 P
GRENOBLE	6/17 P	TOULOUSE	8/16 P
LILLE	6/11 P	TOURS	6/12 P
LIMOGES	6/12 N	**FRANCE outre-mer**	
LYON	7/15 P	CAYENNE	24/28 P
MARSEILLE	10/18 N	FORT-DE-FR.	24/29 S
		NOUMEA	20/23 S
		PAPEETE	24/28 S
		POINTE-A-PIT.	23/31 P
		ST-DENIS-RÉ.	22/27 S

EUROPE					
AMSTERDAM	8/12 P	KIEV	18/26 S	VENISE	9/18 S
ATHENES	16/22 S	LISBONNE	12/19 S	VIENNE	8/20 S
BARCELONE	13/20 S	LIVERPOOL	6/10 N		
BELFAST	5/11 P	LONDRES	7/13 N		
BELGRADE	12/20 S	LUXEMBOURG	8/11 P		
BERLIN	7/16 N	MADRID	5/19 S		
BERNE	3/11 P	MILAN	8/19 P		
BRUXELLES	9/12 P	MOSCOU	12/24 S		
BUCAREST	13/22 S	MUNICH	2/14 N		
BUDAPEST	10/20 C	NAPLES	12/19 S		
COPENHAGUE	5/10 P	OSLO	2/11 N		
DUBLIN	3/11 N	PALMA DE M.	12/22 S		
FRANCFORT	6/14 P	PRAGUE	5/15 S		
GENEVE	7/13 P	ROME	10/19 S		
HELSINKI	2/13 S	SEVILLE	9/25 S		
ISTANBUL	15/20 S	SOFIA	13/21 S		
		ST-PETERSB.	8/18 S		
		STOCKHOLM	5/10 S		
		TENERIFE	12/18 S		
		VARSOVIE	11/15 P		

AMÉRIQUES		**AFRIQUE**	
BRASILIA	12/25 S	ALGER	8/24 S
BUENOS AIR.	17/26 S	DAKAR	20/24 S
CARACAS	25/29 S	KINSHASA	23/29 P
CHICAGO	8/12 C	LE CAIRE	15/32 S
LIMA	19/25 S	MARRAKECH	12/21 S
LOS ANGELES	17/24 S	NAIROBI	15/22 P
MEXICO	14/19 P	PRETORIA	11/20 S
MONTREAL	3/11 P	RABAT	12/21 S
NEW YORK	12/19 P	TUNIS	12/22 S
SAN FRANCIS.	12/21 S		
SANTIAGO/CHI	8/23 S		
TORONTO	6/11 P		
WASHINGTON	13/21 S		

ASIE-OCÉANIE	
BANGKOK	30/38 S
BOMBAY	25/32 S
DJAKARTA	26/30 S
DUBAI	22/30 S
HANOI	26/30 P
HONGKONG	25/26 P
JERUSALEM	17/28 S
NEW DEHLI	23/38 S
PEKIN	11/28 S
SEOUL	12/22 S
SINGAPOUR	27/33 S
SYDNEY	12/17 P
TOKYO	16/23 S

Situation du 8 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 10 mai à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ETATS-UNIS.** Les passagers de la compagnie United Airlines pourront, à partir de l'été, alimenter leurs ordinateurs portables aux prises (15 volts) de leur siège, en première classe et en classe connaisseur sur les Airbus et Boeing effectuant des liaisons internationales ou long-courriers.

■ **FRANCE.** Seul hôtel de la célèbre avenue parisienne, le Marriott Paris Champs-Elysées ouvrira ses portes début juillet au numéro 70, là même où Vuitton s'installa au début du siècle. Ce quatre étoiles luxe de 192 chambres et suites aura une façade art nouveau et un atrium de 300 m de haut. Réservations au 01-53-93-55-00.

■ **JUMELAGE.** Paris et Pékin devraient signer un accord de jumelage à l'occasion de la visite à Paris, en juin, du maire de Pékin, Jia Qinglin, qui inaugurera une exposition consacrée à la capitale chinoise. – *(AFP.)*

VENTES

Plus de 200 lettres de Napoléon Bonaparte proposées à Drouot

LES RELIQUES des personnages historiques ont toujours attiré les collectionneurs. Ceux-ci vouent un culte tout particulier à Napoléon Bonaparte, dont l'abondante correspondance pourvoit périodiquement le marché des autographes anciens. Jeudi 22 mai, plus de deux cents lettres réunies par un amateur seront vendues à Drouot. Cet ensemble se rapporte à toutes les périodes de la vie de l'Empereur et comprend de nombreux documents adressés à son ministre de la guerre, le général Clarke (1765-1818).

Plusieurs d'entre eux, inédits, nous montrent le grand homme tel qu'en lui-même, parfois sous des aspects méconnus ou soigneusement enfouis sous la légende. D'autres, reproduits dans la *Correspondance* publiée sous le Second Empire, avaient été censurés et apparaissent ici dans leur intégralité. Presque toujours dictées, ces lettres étaient relues, corrigées et annotées par Napoléon. Ces parties manuscrites leur confèrent une plus-value certaine. Par ailleurs, leur prix dépend de la valeur historique du texte écrit, et les motifs anodins sont, bien sûr, moins appréciés qu'un document ayant trait à la stratégie militaire (plan de campagne ou de bataille) ou à la diplomatie. Selon ces critères, les estimations varient ici de 2 000 à 20 000 francs.

Signé Buonaparte, le premier lot date de 1794 : le jeune général d'artillerie donne des instructions relatives à des pièces d'armement (4 000 F à 5 000 F). Deux lettres de la campagne d'Egypte (1798-1799) sont adressées au général Desaix, chacune avec la mention manuscrite « *Salut amitiés Bonaparte* » (5 000 F à 6 000 F). Premier consul en 1799, il doit terminer la guerre contre les chouans et pacifier la région.

JUGEMENTS SUR SES PROCHES

Dans un courrier au général Brune, en janvier 1800, il préconise des moyens radicaux : « *Commencez à faire sentir tout le poids et les horreurs de la guerre aux révoltés du Morbihan (...). Commencez à faire quelques exemples (...). Ce n'est qu'en leur rendant la guerre terrible que les habitants eux-mêmes se réuniront contre les brigands.* » (8 000 F à 10 000 F). Les lettres inédites ou censurées contiennent des jugements tranchés sur certains de ses proches. Ecrit à Fontainebleau en 1810, un courrier au ministre de la guerre Clarke critique sévèrement le roi de Naples, Murat, qui a annulé, malgré son ordre, une expédition en Sicile (5 000 F à 6 000 F). Pour le même destinataire, il accable son frère Joseph, roi d'Espagne, « *qui est non seulement incapable de mener une armée, mais ne sait même pas se rendre justice et laisser le commandement aux militaires* » (6 000 F à 8 000 F).

D'autres dévoilent sa puissance de travail et l'attention qu'il porte à chaque détail. Un ensemble de quatorze lettres, toutes écrites le 12 novembre 1811 au ministre de la guerre, concernent la réorganisation de l'armée. Napoléon s'occupe de tout, des mouvements de régiments, des conscrits, des déserteurs, des militaires en retraite (15 000 F à 20 000 F).

Deux documents manuscrits complètent la correspondance. Estimés 25 000 à 30 000 F et 30 000 à 40 000 F, ils contiennent des notes et des croquis pour l'*Essai sur la fortification de campagne*, ouvrage entrepris à Sainte-Hélène.

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu, vendredi 23 mai, exposition sur place le 21 de 11 heures à 18 heures. Etude Le Blanc, 32, avenue de l'Opéra, 75002, tél. : 01-42-66-24-48. Expert Thierry Bodin, 45, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006, tél. : 01-45-48-25-31.**

Calendrier

BROCANTE

● **Château-d'Oléron** (Charente-Maritime), jusqu'au dimanche 11 mai.
● **Orléans** (Loiret), Parc-Expo, samedi 10 et dimanche 11 mai, 150 exposants.
● Saint-Rémy (Saône-et-Loire), samedi 10 et dimanche 11 mai, 50 exposants.
● **La Rochelle** (Charente-Maritime), Parc-Expo, samedi 10 et dimanche 11 mai, 120 exposants.
● **Saint-Augustin** (Seine-et-Marne), samedi 10 et dimanche 11 mai, 110 exposants.
● **Vernou** (Seine-et-Marne), samedi 10 et dimanche 11 mai, 100 exposants.

ANTIQUITÉS

● **Paris**, place de la Bastille, jusqu'au lundi 19 mai de 11 à 20 heures. Nocture mercredi 14 mai jusqu'à 22 heures, 60 antiquaires, 250 brocanteurs, entrée 35 F.
● **Dijon** (Côte-d'Or), Parc-Expo, jusqu'au 19 mai, de 11 à 20 heures, 100 exposants, entrée 45 F.
● **Rivesaltes** (Pyrénées-Orientales), Domaine de Rombeau, du vendredi 9 au dimanche 11 mai, de 10 à 19 heures, 40 exposants, entrée libre.
● **Trégastel** (Côtes-d'Armor), Centre des congrès, jusqu'au 11 mai, de 10 à 19 heures, 25 exposants, entrée 15 F.
● **Périgueux** (Dordogne), Parc-Expo, jusqu'au 11 mai de 10 à 19 heures, 65 exposants, entrée 25 F.
● **Eauze** (Gers), Halle d'exposition, jusqu'au 11 mai de 10 à 19 heures, 55 exposants, entrée 25 F.
● **Châtelguyon** (Puy-de-Dôme), Centre de la Mouniaude, du vendredi 9 au dimanche 11 mai, de 10 à 19 h 30, 60 exposants, entrée 25 F.

ÉCHECS

A l'issue de la quatrième partie, le champion du monde d'échecs Garry Kasparov et l'ordinateur d'IBM Deeper Blue sont à égalité à 2 points partout. La cinquième et avant-dernière partie se jouera samedi 10 mai.

New York, 1997. Quatrième partie
Blancs : Deeper Blue.
Noirs : Garry Kasparov.

1. e4	c6	29. Td1	Rc7
2. d4	d6	30. Ra1	Dxe3
3. Cf3	Cf6	31. fxe3	Tf7
4. Cc3	Fg4	32. Th3	Tef8
5. h3	Fh5	33. Cd4	Tf2
6. Fd3	e6	34. Tb1	Tg2
7. De2	d5	35. Cce2	Txg4
8. Fg5	Fe7	36. Cxe6+6	Cxe6
9. e5	Cfd7	37. Cd4	Cxd4
10. Fxe7	Dxe7	38. exd4	Txd4
11. g4	Fg6	39. Tg1	Tc4
12. Fxg6	hxg6	40. Txg6	Txc2
13. h4	Ca6	41. Txg7+	Rb6
14. 0-0-0	0-0-0	42. Tb3+	Rc5
15. Tdg1	Cc7	43. Txa7	Tf1+
16. Rb1	f6	44. Tb1	Tff2
17. exf6	Dxf6	45. Tb4	Tc1+
18. Tg3	Tde8	46. Tb1	Tcc2
19. Te1	Thf8	47. Tb4	Tc1+
20. Cd1	e5	48. Tb1	Txb1+
21. dxe5	Df4	49. Rxb1	Te2
22. a3	Ce6	50. Te7	Th2
23. Cc3	Cdc5	51. Th7	Rc4
24. b4	Cd7	52. Tc7	c5
25. Dd3	Df7	53. e6	Txh4
26. b5	Cdc5	54. e7	Te4
27. De3	Df4	55. a4	Rb3
28. bxc6	bxc6	56. Rc1	nulle

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97092

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II						■						
III										■		
IV			■					■				
V		■							■			
VI						■						
VII					■						■	
VIII		■					■			■		
IX				■								
X												

HORIZONTALEMENT

I. C'est peut-être un beau rôle, mais ce n'est pas le bon. – II. On y trouve de beaux rôles. Vent du large. – III. Rouge et brillante. Haut de gamme. – IV. Parti en attente. Plat en mer. Derrière le miroir. – V. Escroc quand il ne vole pas. Fait partie des labiées. – VI. Crier au fond des bois. Envoyer au feu éternel. – VII. Grosse averse. Part du tronc en touffe. – VIII. Vent du nord. Parti qui partage le pouvoir. Ne veut pas dire son nom. – IX. Se jette dans le Rhin en passant par Mulhouse. Voisin. – X. Protégé par une mouche.

VERTICALEMENT

1. Entre gens du métier. – 2. Pour s'y retrouver dans les œuvres. Appréciation moyenne. En faillite. – 3. Sans bavure. Ne devrait pas décevoir. – 4. Associés. – 5. A retourné sa veste. Commun en Méditerranée. – 6. Paresseux. Lâche tout. – 7. Trois fois plus que dans le 4 vertical. Le rendez-vous de 20 heures. – 8. Celui-là a trois lettres. Recouvrit de sauce. – 9. Ce n'est pas un cadeau puisqu'il faudra le rendre. Grand avec effusion. – 10. Saint dans la Manche. Entre cuisse et bas-ventre. Préposition. – 11. Ne produit rien. Forme d'avoir. – 12. Ne peut pas rester en place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97091

HORIZONTALEMENT

I. Dégraissages. – II. Ecrans. Imago. – III. Place. Grigou. – IV. Lame. Grossir. – V. Aimerait. Ni. – VI. Ire. Alpe. Bec. – VII. Sésame. Rai. – VIII. Ar. Lira. Bâté. – IX. Naît. Encrier. – X. Tiroir-caisse.

VERTICALEMENT

1. Déplaisant. – 2. Eclairerai. – 3. Grammes. Ir. – 4. Racée. Alto. – 5. Ane. Rami. – 6. Is. Galérer. – 7. Grip. ANC. – 8. Siroter. Ça. – 9. Amis. Abri. – 10. Gags. Biais. – 11. Egoïne. Tes. – 12. Souricière.

L'ART EN QUESTION N° 14

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Délit de misère

ALFRED STEVENS, peintre d'origine belge installé à Paris, célèbre pour ses portraits mondains, a connu au début de sa carrière, sous l'influence de Gustave Courbet, dont il a pu voir des œuvres au Salon de 1851 à Bruxelles, une période de réalisme social dont témoigne ce tableau.

Il neige, une jeune femme portant son bébé et accompagnée d'un enfant plus âgé est emmenée par des soldats. Le vagabondage est alors interdit et constitue un délit puni de trois à six mois d'emprisonnement suivis de cinq à dix ans de surveillance par la police. Deux spectateurs assistent à la scène, un ouvrier indigné et une riche passante compatissante. Sur la palissade monochrome qui constitue le fond du tableau, on déchiffre le texte de deux affiches évoquant un monde plus opulent : terrain à vendre, annonce d'un bal.

Devant ce tableau, qui figure à la section des beaux-arts de l'Exposition universelle de 1855, Napoléon III est choqué que l'on montre des soldats effectuant cette basse besogne et souhaite le retrait de l'œuvre. Apprenant qu'il s'agit d'une pratique quotidienne, il prend la mesure suivante :

■ Les femmes et les enfants ne seront plus emprisonnés mais accueillis dans les hospices ?

■ Le vagabondage cesse d'être considéré comme un délit ?

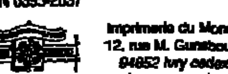
■ Les vagabonds seront désormais emmenés à la prison de la Conciergerie en voiture fermée ?

Réponse dans *Le Monde* du 16 mai.


RMN - H. LEWANDOWSKI

Alfred Stevens (1823-1906). « Les Chasseurs de Vincennes » ou « Ce qu'on appelle le vagabondage » (1854). Paris, Musée d'Orsay (jusqu'au 14 juillet aux Galeries nationales du Grand Palais, exposition « Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris »).

Solution du jeu n° 13 (*Le Monde* du 25 avril)
La copie qui, en 1964, a remplacé *La Danse* de Carpeaux sur la façade de l'Opéra-Garnier a été réalisée par le sculpteur Paul Belmondo.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

CANNES 97 Mercredi 7 mai, premier jour, et déjà des cérémonies, des conférences de presse, des bains de foule, de la nostalgie, un feu d'artifice. Mais surtout, deux films, puisque – c'est l'honneur et la gageure du cinéma –, on donne le même nom à des objets dissemblables au-delà de l'imaginable. L'un, « Le Cinquième Elément », de Luc Besson, a fait l'ouverture du festival. Deux heures de divertissement à l'échelle galactique. L'autre, un court métrage sans titre de Leos Carax, présenté en avant-programme d'Un certain regard, dure huit minutes. C'est un jaillissement d'images et de sons qui traverse le bonheur et la terreur de faire du cinéma, qui passe avec une grâce violente au travers de la vie et de l'horreur du siècle, comme on passerait par la fenêtre. Pour se tuer, pour se sauver, on ne sait pas. Que ce cinquantième Festival s'ouvre sur semblable grand écart donne envie d'espérer, jusqu'à la clôture le 18 mai, en un voyage imprévisible, accueillant aux expériences les plus extrêmes.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

17 heures. Les marches

Trois mille neuf cents journalistes et photographes accrédités, venus du monde entier. Un record. Les photographes, tenue de soirée exigée, s'alignent des heures durant avant l'arrivée des stars et des officiels dans l'attente que l'un d'entre eux leur adresse un regard.

Spectaculaire pyrotechnie pour une venue au monde

Le Cinquième Elément. Le créateur du « Grand bleu » bâtit une superproduction futuriste sur un scénario étonnamment peu « hollywoodien »

HORS COMPÉTITION. Film français de Luc Besson. Avec Bruce Willis, Milla Jovovich, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker. (2 h 00.) Sortie en France le 7 mai.

« Boum ! », a dit Bruce Willis, le chauffeur de taxi volant. *« Badaboum »*, a répondu la jolie mutante, qui ne parle pas encore les langues terriennes. Boum et badaboum, c'est sûr. Pyrotechnie *king size*, avec explosions à l'échelle de planètes entières, péripéties galactiques, plongées vertigineuses dans la mégapole du futur, bastons homériques et péripéties en cataractes. Le tout filmé avec une vivacité, un sens du show et assez d'humour pour que, côté montagnes russes, on s'amuse bien, et de bon coeur.

Dans ses décors de science-fiction inspirés des bandes dessinées des années 70 (Moebius et Jean-Claude Mezières ont participé aux décors, Enki Bilal et Philippe Druillet ne sont pas loin non plus) et de visions utopiques plus anciennes (de Jules Verne à *Metropolis*), *Le Cinquième Elément* se veut aussi une fable : s'il s'agit, comme d'ordinaire, de sauver l'univers menacé par le Mal, le moyen retenu passe par une gentille métaphore écologiste, humaniste et altruiste. Sans renouveler réellement le dossier, celle-ci a du moins le mérite de nous éviter les prêches *new age* ou à la gloire de la technique, quand ce n'est pas le retour à l'ordre musclé, que suggèrent trop souvent les récits de ce genre.

Et l'histoire échappe au simplisme trop souvent requis en pareil cas, et qui laisse à la débauche d'effets spéciaux tout le devant de la scène. Il gagne en densité grâce à la multiplicité des références visuelles (auxquelles se mêlent de nombreux coups de chapeau aux cinéastes chevronnés du genre, à commencer par le générique hommage au Stanley Kubrick de *2001*, immédiatement suivi du prologue clin d'oeil au Steven Spielberg d'*Indiana Jones*, en attendant des bestioles intergalactiques cousines des créatures de George Lucas). Grâce, encore, à un sens certain de l'autodérision.

Mais la réelle audace de l'entreprise tient à un scénario étonnamment peu « hollywoodien », avec ses arborescences et ses lignes narratives multiples. Cette diversité d'approche engendre un grand nombre de personnages nullement secondaires, autour du couple formé par Bruce Willis, ancien baroudeur d'élite reprenant du service sans prendre le temps de se raser pour sauver la Création, et Leeloo la créature « parfaite », en tout cas d'une prestance fort avenante (Milla Jovovich).

Zorg, le vilain trafiquant d'armes joué avec délectation par Gary Oldman, un animateur radio (Ruby Rhod) en clone suractivé de Prince quand il n'avait pas perdu son nom, un prêtre, un général, une cantatrice vénusienne, le président de la planète et une poignée d'autres composent une série de figures dessinées avec assez de force et de précision pour peupler de personnages ce film relevant d'un genre désormais trop souvent squatté par la seule technologie.

La virtuosité du scénario et la diversité de protagonistes constituent les tours de force narratifs qui légitiment le plaisir enfantin auquel on se livre dans les séquences explosives : ce plaisir n'est pas celui de l'hypnose syncopée avec laquelle les experts en films d'action subjuguent leur public. Il tient à la mobilité du récit, qui donne un sentiment de légèreté, malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre. On se souvient alors comme Besson sait définir et faire exister des personnages, par exemple comme Jean Bouise, Michel Galabru, Richard Bohringer, Jean-Hugues Anglade et consorts « habitaient » le métro de *Subway*.

Puisque *Le Cinquième Elément* est, aussi, le nouveau film de Luc Besson. Si on veut bien le considérer également la manière dont il s'inscrit dans une « œuvre » qui, pour n'avoir pas reçu l'onction culturelle, occupe tout de même une place notable dans le cinéma français contemporain, cette septième réalisation du cinéaste représente un achèvement. Le bout d'un chemin commencé avec *Le Dernier Combat* (1982), mais dont le point de départ le plus visible s'intitulait *Le Grand Bleu* (1987). Cette histoire longue, dont chaque film de Besson serait un épisode, serait celle d'une naissance, ou d'une renaissance. Le feuilleton d'une lente montée vers l'humain, depuis l'être désocialisé qui, rompant avec l'amour, avec l'amitié, avec la parole, s'enfouissait dans le liquide amniotique de l'océan.

Nikita et *Léon* ont raconté des étapes du retour vers un statut humain (et la multiplication des plans, dans tous les films de Besson, où le personnage progresse avec difficulté dans d'étroits boyaux peut être vue comme la métaphore d'un parcours intra-utérin, dont *Subway* était aussi une métaphore). Etre déchu recréé par deux hommes auxquels il échappera, Nikita donnait une ébauche, précisée par Léon, en bout de course mais transmettant une étincelle de vie avant d'exploser.

A nouveau, dans *Le Cinquième Elément*, Leeloo est créée à partir de presque rien (une trace de vie) grâce aux puissances de la technologie. Elle parcourt durant tout le film les étapes d'une humanisation qui la mène au partage avec l'autre et à l'amour. Bruce Willis est certes le héros actif de l'histoire, mais elle en est l'enjeu, désigné d'ailleurs par le titre (c'est elle, le « cinquième élément »), tout comme la mise en scène consiste à emmener vers l'humain une production issue d'une débauche de technique et d'argent.

Avec cette histoire, la dernière de celles inventées lorsqu'il était un adolescent solitaire dont il ait voulu faire un film, Luc Besson aurait ainsi achevé son retour par les hommes. Ou, si on préfère, il a fini de grandir. Qu'il doive consacrer désormais à des thèmes adultes son habileté et sa puissance expressive n'est pas une mince promesse, ni la moindre des bonnes nouvelles apportées par la séance d'ouverture du Festival de Cannes.

J.-M. F.

Le film le plus cher du cinéma français

Avec un budget d'un peu plus de 500 millions de francs, *Le Cinquième Elément* est, de très loin, le film français le plus cher jamais produit à ce jour. Tourné en anglais, avec dans le rôle principal une star « américaine » (Bruce Willis), il est produit par Gaumont. Un risque considérable... déjà couvert : les préventes internationales du film sont supérieures à son budget. Si les effets spéciaux ont été réalisés par les experts d'outre-Atlantique, l'essentiel du tournage a eu lieu à Londres, et les travaux de post-production se sont faits en France. Ce qui a permis, grâce aussi à la présence de techniciens français à tous les postes-clés, le classement du *Cinquième Elément* comme film français par le Centre national du cinéma.

Luc Besson, réalisateur

« Je connais bien ce monde du XXIIIe siècle, j'y ai longtemps habité »

« Aviez-vous vraiment commencé à écrire cette histoire à seize ans ?

– Pas l'histoire, l'univers dans lequel elle se déroule. J'étais très seul, je vivais à la campagne où je m'ennuyais, je n'avais ni cinéma, ni télé, ni vidéo ni même une Mobylette.



ENTRETIEN CINÉMA

Alors je m'inventais, dans ses moindres détails, un monde du XXIIIe siècle où je me sentais mieux. Je le connais bien : j'y ai longtemps habité. Quand j'ai envisagé d'en faire un film, j'ai écrit deux cents pages décrivant la manière dont les gens mangent, dorment, s'amusent, paient leur loyer, etc.

– Comment avez-vous donné une apparence à ces créations imaginaires ?

– J'ai travaillé un an avec huit dessinateurs. Le lundi, je leur décrivais par exemple une créature extraterrestre, son passé, ses mœurs, ensuite chacun inventait de son côté. Le vendredi, ils me montraient ce qu'ils avaient dessiné : je n'ai jamais eu de mal à choisir entre leurs propositions, je reconnaissais la bonne représentation de chacun, sans l'avoir jamais vu avant bien sûr. Le véritable travail consistait à créer un monde vraisemblable, cohérent, c'est beaucoup plus difficile que de délirer.

– Accordez-vous une place importante à la technique ?

– Oui, mais pas pour elle-même. L'essentiel est l'instant où la technique devient grâce. Comme dans une compétition de formule 1, qui est le sport le plus technique qui soit et puis, à un moment, un pilote dépasse ce savoir-faire, cette maîtrise, il se passe quelque chose de beau, inexplicable par la seule technique.

– Lorsque vous décidez de faire ce film, savez-vous que ce sera, de très loin, le film le plus cher du cinéma français ?

– Non. Je ne me pose jamais ce genre de questions : je me lance, tant que ça suit je ne m'arrête pas. Dans ce cas, « ça a suivi » jusqu'au bout. Je ne triche pas, je ne demande rien dont je n'ai pas besoin, et je suis entouré de fous qui me soutiennent dans mes projets les moins raisonnables. Et je compte au premier rang de ces fous Nicolas Seydoux [le patron de Gaumont], et Patrice Ledoux [responsable de la production].

– Que répondez-vous à ceux qui considèrent *Le Cinquième Elément* comme un film hollywoodien ?

– Je réponds que c'est une facilité d'appeler hollywoodien n'importe quel film ambitieux, et que c'est bien triste. Le cinéma français a été capable d'enfanter des superproductions qui séduisaient le monde entier, pourquoi devrait-il y renoncer ? Bien sûr qu'il y a des influences américaines dans le film, il y a aussi des influences asiatiques, ou africaines (notamment dans la musique). Je suis pour les influences intercontinentales. Dans l'équipe technique du film, tous les postes créatifs sont tenus par des Français. Et le scénario n'est pas hollywoodien, aucune major ne l'aurait accepté. Depuis dix ans, j'ai reçu des propositions à plusieurs millions de dollars d'Hollywood. La seule question que je me pose est : cela permettra-t-il au film d'être meilleur ? Jusqu'à présent la réponse a toujours été : non.

– Avez-vous été angoissé d'avoir à diriger un film de 90 millions de dollars, environ 500 millions de francs ?

– Pas du tout, je n'y pense pas, le budget d'un film ne m'émeut pas. Bien sûr il est très élevé, mais le même film, produit par Hollywood, aurait coûté 140 millions de dollars. Et je ne considère pas que je ne peux travailler qu'à ces conditions, mon prochain film sera sûrement beaucoup moins cher. Je n'ai pas non plus de problème pour travailler avec une équipe de cinq cents personnes. L'important est que dans le « cercle magique », qui ne fait pas plus de quinze mètres autour de la caméra, il y a toujours les mêmes personnes, en petit nombre : le chef opérateur, le cadreur, l'ingénieur du son, la scripte, l'assistant, et les acteurs. Et moi, qui n'en sors jamais.

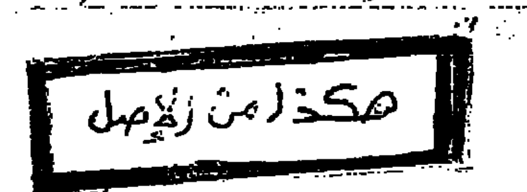
– Vous produisez vous-même des films, par exemple celui de Gary Oldman, acteur dans *Le Cinquième Elément* mais qui présente à Cannes sa première réalisation, *Ne pas avaler*.

– Ce sera ma quatrième production, après *Kamikaze*, de Didier Grousset, *Lune froide* et *L'Enfant lion*, de Patrick Grandperret. Je n'ai pas de politique de production, seulement parfois l'envie de donner un coup de main à un projet qui me plaît. J'ai aussi écrit un scénario de comédie, que doit tourner Gérard Pirès cet été. Quand je lui ai raconté cette histoire, elle l'a fait rire. Lors d'une interruption d'un mois dans le montage financier du *Cinquième Elément*, j'en ai profité pour écrire le script.

– Présenté en ouverture du Festival de Cannes en 1988, *Le Grand Bleu* y avait été mal accueilli. Quel sentiment avez-vous en y retournant ?

– Cannes est secondaire, l'important c'est la sortie en salles. J'ai envie que les spectateurs soient contents, je ne peux pas faire grand-chose pour eux, je ne peux pas réduire le chômage ou diminuer les injustices, je peux seulement mettre un sparadrap... mais je prends cette « mission sparadrap » très au sérieux. Aller au Festival reste excitant, c'est une fête, en même temps je sais que je vais me retrouver en situation de cible. Mais depuis *Le Grand Bleu*, j'ai appris qu'on se fait tirer dessus avec des balles à blanc. On est au cinéma. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon



SIX QUESTIONS À DES JURÉS

1 Que ressentez-vous à l'idée d'être membre du jury à Cannes ?
Nanni Moretti. – Ce qui est bien quand on est membre du jury, c'est qu'on n'est pas tenu de donner des interviews.

2 Quel souvenir gardez-vous du Festival ?
Tim Burton. – Je n'ai jamais eu un film en compétition à Cannes. Vous dites ? *Ed Wood* ? J'ai oublié, j'ai dû faire un blocage parce que je n'ai pas obtenu de prix.

3 Comment réagissez-vous à l'idée que deux cinéastes étrangers n'aient pas le droit de présenter leurs films à Cannes ?
Isabelle Adjani. – *Quand l'idée de* ce Festival a pris naissance avant guerre, c'était pour se poser contre la Mostra de Venise sous infuence nazie. Il a donc vocation, par nature, à défendre les films et leurs auteurs qui ont des difficultés dans leurs pays.

4 Allez-vous souvent au cinéma ?
Oui, très. Mais c'est la première fois depuis que je viens à Cannes que j'aurai l'occasion d'y voir des films.

5 Vous apprêtez-vous à arbitrer des controverses entre les membres de votre jury ?
Il n'y a pas de controverse personnelle entre les membres des jurys. La controverse, elle réside par nature dans l'ambivalence artistique.

6 Quel est votre sentiment avant le début de l'épreuve ?
Michael Ondaatje. – On se prépare pour le pire et le meilleur...

Une ouverture très « diplomatique »

Le court-métrage sur les sans-papiers n'a pas été projeté

D'ABORD, il y a eu une bonne nouvelle. Le Festival faisait savoir que le film d'Abbas Kiarostami, *Le Goût de la cerise*, avait été « libéré » par les autorités iraniennes et serait finalement présenté en Sélection officielle. C'était une demi-heure avant que les membres du jury ne tiennent leur conférence de presse. La foule déjà s'était massée devant le Palais. Elle attendait surtout Isabelle Adjani, *qui portait un* chapeau jaune paille, un strict tailleur gris, et des lunettes noires. Un style qui colle à son emploi de présidente.

La conférence de presse n'en fut *pas moins insipide et langue* de bois. Les seules interpellations qui méritaient l'intérêt furent escamotées et leurs auteurs appelés à plus de discrétion. Elles portaient sur les deux affaires de politique étrangère de ce 50e Festival : la censure qui frappait les films de l'Iranien Kiarostami, rattrapé donc de justesse, et du Chinois Zhang Yimou (*Keep Cool*) contraint de renoncer à présenter son film à Cannes, du moins sauf nouveau coup de théâtre. Il s'agissait de ne pas créer d'incident diplomatique et de ne pas placer Gong Li, qui fut l'actrice fétiche de Zhang Yimou, en situation délicate. D'autant qu'elle s'était déjà livrée, il y a quelques semaines à Hongkong, à quelques déclarations franchement engagées pour la démocratie et la liberté de la création artistique. Le genre de propos généralement peu apprécié de Pékin. Il fut donc question de pas grand-chose, ce qui n'avait rien de surprenant en pareils lieux et circonstances.

L'autre sujet, également politique, mais de politique intérieure celui-là, attendu avec curiosité, c'était le documentaire d'une durée de quatre minutes sur les sans-papiers réalisé par des cinéastes initiateurs de la pétition appelant à la désobéissance civile. Il devait être projeté avant chacun des films français présentés à Cannes. C'était l'occasion de montrer que le mouvement contre les lois Debré *ne s'était pas éteint* avec le temps et les élections anticipées. On croyait l'affaire réglée et le feu vert obtenu. Mais on ne vit rien, ni avant le film de Robert Guédiguian *Marius et Jeannette*, qui faisait l'ouverture de la sélection Un certain regard, ni avant *Le Cinquième Elément*, de Luc Besson qui faisait, lui, l'ouverture de la Sélection officielle en grande pompe et gardes républicains. L'irruption du problème *des sans-papiers sur écran géant* face aux smokings et robes du soir aurait sans doute jeté le blizzard sur les festivités du cinquantenaire et ses paillettes internationales. La direction du Festival a semble-t-il hésité à prendre le risque. On cherche une autre solution négociée.

> L'irruption de ce problème sur écran géant face aux smokings et robes du soir aurait sans doute jeté le blizzard sur les festivités du cinquantenaire et sur ses paillettes

Pour le reste, tout s'est passé comme prévu. Le spectacle géant de Luc Besson *a été suivi* d'un dîner géant sous une tente géante sur le port, suivi d'une fête géante. Bruce Willis a dit qu'il se fichait des critiques mitigées de la presse américaine, étant donné que la *presse écrite était en voie de quasi*-disparition. Les journalistes français n'étaient pas contents de ne pas avoir pu assister au film avant Cannes (à part quelques privilégiés), contrairement à leurs confrères d'outre-Atlantique.

Enfin Jeanne Moreau et Vanessa Redgrave remirent à Michelangelo Antonioni la récompense qu'il avait obtenue en 1967 pour *Blow Up* et qu'on lui avait dérobée depuis. *Le monstre sacré, amoindri* et muet, monta sur scène recevoir sa Palme d'or disparue, et à cet instant, il n'y avait plus que lui.

Jacques Buob







KIOSQUE

THE FINANCIAL TIMES
■ Le quotidien britannique *Financial Times* consacre trois pages de son édition du vendredi 7 mai au 50e Festival de Cannes. Pour l'occasion, le journal aux pages saumon étudie l'évolution de l'industrie européenne du cinéma à travers des thèmes liés à *« la fragmentation croissante des sources de financement »*, *« à la multiplication des chaînes de télévisions thématiques et des salles multiplexes »*, analyse les relations entretenues par le studio Canal Plus, la chaîne cryptée et le cinéma en France et à l'étranger, *constate que des coûts de* production plus faibles attirent les producteurs américains en Europe pour des investissements qui devraient être plus soutenus, plus durables dans le temps que par le passé.

PARIS-MATCH
■ Les acteurs Jean-Paul Belmondo et Alain Delon piquent un coup de geule dans l'hebdomadaire *Paris-Match*, daté du 15 mai, parce qu'ils n'ont pas été invités par la direction du Festival à célébrer le cinquantenaire de Cannes... tout en affirmant : *« De toute façon, Cannes on s'en fout ! C'est la France qui compte »*. Jean-Paul Belmondo s'interroge : *« Si le cinéma américain fêtait son anniversaire, vous imaginez qu'il viendrait à l'idée des organisateurs de ne pas inviter De Niro ou Al Pacino ? »* Alain Delon affirme : *« Si l'on raconte l'histoire du cinéma mondial et du cinéma français en faisant venir Pamela Anderson, et pas Jean-Paul Belmondo, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. »* S'avouant un peu naïf, il lance : *« Si j'étais en charge du Festival de Cannes, je le ferais ouvrir par Michèle Morgan et Jean Marais. »*

EN VUE SUR LA CROISETTE

■ **Le Marché international du film** (MIF), organisé concomitamment au Festival de Cannes compte 4 000 participants et propose 1 000 projections. En 1996, le MIF avait accueilli 3 200 participants et organisé 850 projections. Il se veut le principal pôle d'information pour les professionnels et se positionne en fédérateur de tous les intervenants de l'industrie cinématographique présents à Cannes. Avec les deux nouvelles salles Dolby de 135 places ouvertes cette année, le MIF dispose de 25 salles pour les projections.

■ *Présidente du jury*, **Isabelle Adjani** a eu un coup de cœur pour le thème chinois créé par **John Galliano**. Col mandarin perlé, tons jaune impérial, rouge laque ou bleu Ming, boutonnage asymétrique, emmanchures kimono sont la constante des six modèles choisis par l'actrice qui a pour compagne de jury l'actrice chinoise **Gong Li**.

■ L'actrice **Bernadette Lafont** est la marraine de « La distinction Glaces Gervais », qui offre chaque année 100 000F à un film de la section Un certain regard. Une somme destinée à aider le distributeur à assurer la promotion du lauréat. Le trophée sera attribué par un jury présidé par Thierry Gandillot de *L'Express* et composé de journalistes et d'un lycéen cannois. En 1996, le jury avait primé *The Pillow Book* du cinéaste britannique **Peter Greenaway.**

■ **L'association Cinéma des antipodes** présente cette année « Australie tout court », un programme qui comprend une série de courts métrages de fiction réalisés par des **aborigènes** ainsi qu'une présentation des écoles de cinéma de Sydney et de Melbourne.

Ingmar Bergman, récompensé par ses pairs

Tous les lauréats encore en vie ont attribué au metteur en scène suédois la Palme des palmes d'or. Le trophée lui sera remis au cours de la soirée anniversaire, dimanche 11 mai

BERGMAN AUX CHIOTTES : l'image est odieusement triviale. Mais cet expert en confessions, autoproclamé *« étrange animal »*, avoua un jour avoir appris que *Sourires d'une nuit d'été* avait obtenu (en 1956) un prix à Cannes (le Prix de l'humour poétique !) en lisant le journal *« aux cabinets »*. L'anecdote attire des ironies cocasses, compte tenu de sa réputation de cinéaste « chiant ». Lorsque ses films étaient projetés à Cannes, François Chalais ne manquait pas une occasion de ricaner sur la traditionnelle liturgie suédoise aux vertus narcotiques qui *« fait passer le grand frisson dans les colonnes vertébrales de l'élite »*.

PORTRAIT
Le peintre des couples en crise, des femmes entre elles, des oubliés de Dieu

Bergman eut beau multiplier les révoltes contre les interdits, signer des chroniques sensuelles et des marivaudages, les Suédois le qualifièrent de *« cinéaste démoniaque »*, tout en craignant à chaque projet une nouvelle provocation. François Truffaut, qui avait pris dans les *Cahiers du cinéma* la défense de *Monika* (où Harriet Andersson est filmée nue), se fit traiter d'*« érotomane »* par son rédacteur en chef. Le génie suédois ne pouvait pas avoir la Palme. *Trop nihiliste, trop bavard*, trop personnel. *Le Septième Sceau*, qui obtint tout de même en 1957 le Prix spécial du jury, était *« trop beau »*, écrivit Truffaut : *« Le film est passé au-dessus de nos têtes vides et nœuds-papillonnées. »* Si la récompense suprême lui échut, en 1992, ce fut par la bande. Il avait rendu les armes, confié le scénario des *Meilleures Intentions* (où il retraçait la jeunesse de ses parents) au consensuel Bille August.

Voilà l'erreur réparée à l'occasion de ce 50e Festival. Tous les lauréats encore en vie lui ont attribué la Palme des palmes d'or (trophée offert par Cartier), qui lui sera remise au cours de la soirée anniversaire, dimanche 11 mai. On ignore encore *si le cinéaste se déplacera pour* l'occasion. Considéré tout au long des années 70 comme « le plus grand », Ingmar Bergman avait été durant dix ans l'un des chefs de file du cinéma moderne. A l'époque où le classicisme était incarné par Hollywood, les partisans d'un « cinéma d'auteur » retrouvent alors chez deux Européens un reflet du malaise existentiel de l'après-guerre, et l'opportunité de tenir compte de l'apport des sciences humaines dans le septième art.

Tandis qu'Antonioni, qui sonde le désespoir métaphysique de ses contemporains perdus dans la brume et la nuit, est rattaché à Pierre Boulez et René Char, l'existentialiste Bergman, peintre des couples en crise, femmes entre elles, oubliés de Dieu et possédés du démon, est assimilé à Kierkegaard, Kafka, Camus, Beckett, Bataille. Depuis qu'au temps de son enfance infernale (initiation au péché, à l'aveu des fautes, à la punition, au pardon et à la grâce) il a construit son « théâtre de poupées » (et manipulé sa lanterne magique à manivelle, lampe à pétrole et bout de film sépia), il observe le spectacle de la vie avec un sens inné du masque, du pantin.

LE SANG, LE MAL, L'ENFER

Pour les Américains, le moteur d'un film, c'est l'action. Pour les géants de l'Ancien Monde (Renoir, Bresson, Rossellini), c'est le paysage ontologique, le miracle humain. Pour Bergman, c'est le corps, dans tous ses états, fusion de la *chair et de l'âme. Il nous montre les* hommes *« tels qu'ils se réfléchissent dans les prunelles féminines »* (encore selon Truffaut), et marionnettes sexualisées du jeu de l'amour ; la danse macabre du solitaire (preux chevalier ou saltimbanque) qui lutte pour sa survie ; des promenades crépusculaires, gifles, étreintes, viols, insomnies, mutilations, agonies, teints blafards, paupières gonflées, crises d'étouffement, halètements, plaintes, hurlements, râles, cadavres.

Films de chambre voués à l'austérité, huis clos pour quelques damnés, hommes ravagés par l'angoisse, femmes épiées, visages scrutés dans des décors hiératiques, choses dites et choses tues, tic-tac du temps, grincement du corbillard : atmosphère. Questions éternelles : Pourquoi, au lieu de visages, nous a-t-on donné des masques à porter ? Pourquoi nous a-t-on inculqué l'hystérie plutôt que les sentiments ? Accusations proférées contre Dieu dans une certaine lumière, une certaine blancheur, des ténèbres rouges comme le sang, le mal, l'enfer.

Cette œuvre, oratorio des douleurs, est un face-à-face de Bergman avec lui même. Bergman est le prototype du cinéaste qui se débat avec ses propres tourments, dans sa prison intérieure. Qui ne croit plus en l'efficacité de l'art, mais qui rage encore, contre l'humiliation, physique et morale. Ses films sont des exorcismes. Un travail névrotique. Les revoir a toujours été *pour lui un exercice insoutenable*. Ferment de crampes, de troubles, de diarrhées. Evoquer ce qui fut conçu *« dans* [son] *cœur*, [son] *cerveau*, [ses] *nerfs*, [son] *sexe*, [ses] *tripes »* est une torture.

Lui dont l'œuvre a été l'une des plus « analysées » s'est pourtant livré, il y a quelques années, épuisé par ses combats avec ses fantômes, à une auto-dissection dans *Images* (Gallimard, 1992). Pour se réconcilier avec lui-même, soigner les blessures indélébiles que lui infligèrent père et mère, dissiper ses rêves hideux (meurtre, torture, inceste), s'absoudre d'avoir puisé son inspiration dans sa haine des géniteurs disparus. Chronique d'une nausée qui l'a laissé pantelant, en panne d'images. Définitivement trahi par ses entrailles. Boyaux en larmes.

Jean-Luc Douin (à Paris)

La lettre ouverte de Léos Carax où « le ciné donne de ses nouvelles »

QU'EST DEVENU Léos Carax ? Depuis *Les Amants du Pont-Neuf* (1991), ceux qui l'aiment se faisaient du mauvais sang. Parmi eux, le Festival de Cannes, qui lui a demandé *« un film court, comme une lettre adressée au Festival dans laquelle le ciné donnerait de ses nouvelles »*. La réponse du réalisateur – fulgurance de huit minutes trente-sept secondes dépourvue de titre – rassure d'abord parce qu'elle témoigne de la puissance intacte d'un créateur qui allie virtuosité, mystère et émotion intime en un montage époustouflant qui entremêle l'histoire du cinéma et celle du cinéaste.

Sans qu'on ait le temps d'identifier des images qui jaillissent dans un déchaînement que souligne en contrepoint une bande-son très dissonante, quelque chose prend forme ici qui partirait d'une danseuse des Frères Lumière, pour aboutir au prochain film du réalisateur, dont on aperçoit les principaux interprètes (Katerina Golubeva, Guillaume Depardieu, Catherine Deneuve). En cours de route, on aura vu une salle applaudir à tout rompre, des enfants fuir apeurés *(La Nuit du chasseur*, de Charles Laughton*)*, le sexe d'une femme s'échancrer sous l'action du feu (*L'Origine du monde*, de Gustave Courbet), et des bombes s'écraser sur la Terre. Histoire du cinéma, peut-être, et portrait de l'artiste d'autant plus inquiétant qu'on y perçoit *une immense solitude*. Carax, *en somme*.

Le film d'Abbas Kiarostami a été sélectionné « in extremis »

GILLES JACOB avait attendu jusqu'à la dernière limite avant d'annoncer que *Le Goût de la cerise*, le nouveau film de l'Iranien Abbas Kiarostami, ne pourrait pas être présenté. Après avoir longtemps tergiversé, le gouvernement iranien avait finalement dit non. Ce qui ne faisait l'affaire ni de Kiarostami, qui s'est entièrement investi (y compris matériellement) dans son film, ni du Festival, ni des cinéphiles. Pas les affaires non plus de Ciby 2000, qui devait commercialiser les droits mondiaux du film après avoir aidé à son financement.

Mais le jour même de l'ouverture, mercredi 7 mai, un communiqué des responsables du Festival annonçait que *Le Goût de la cerise* serait présenté en compétition. Le ministère des affaires étrangères de Téhéran aurait ainsi avisé celui « de la culture et de bonne conduite islamique » qu'il était dommageable pour les intérêts supérieurs de la nation que celle-ci ne soit pas représentée au Festival de Cannes, et qu'elle apparaisse à nouveau comme terre d'élection de la censure.

Le CNC donne un bilan 1996 positif du cinéma français

Les statistiques du Centre national de la cinématographie (CNC), traditionnellement présentées pendant le Festival de Cannes, donnent, cette année, l'image d'une industrie bien-portante. Premier indicateur, le dynamisme de l'exploitation : les 233 nouveaux écrans ouverts en 1996 (près de deux fois plus qu'en 1995) portent le parc à 4 519 salles.

Une progression due à l'ouverture de multiplexes dans les zones urbaines mais aussi à la politique du CNC – avec le soutien financier des collectivités locales – en faveur du maillage de salles sur le territoire : près de 100 écrans ont ainsi été créés dans des communes de moins de 30 000 habitants. Le nombre de films produit augmente lui aussi (104 contre 97 en 1995), et reste supérieur à celui des autres pays européens. Surtout, l'industrie cinématographique française fait preuve d'une grande capacité de renouvellement grâce à une proportion élevée de premiers et deuxièmes films (plus de la moitié).

Par ailleurs, le niveau de fréquentation est inégalé depuis 1987 : avec 136,7 millions d'entrées, la France se situe en tête des pays européens pour le nombre d'entrées par habitant (une moyenne de 2,4, contre 1,5 en Allemagne ou encore 1,6 en Italie – chiffres 1995). Le cinéma français a largement bénéficié de cette remontée : ses 51 millions d'entrées ont porté sa part de marché en 1996 à 37,5 %. Le film français a ainsi rassemblé plus de spectateurs qu'il ne l'avait jamais fait au cours des dix dernières années. Mais la tendance à la concentration de la fréquentation sur un petit nombre de films s'est renforcée : 20 titres (sur 391) ont attiré 43 % du public global. Parmi les huit plus grands succès, quatre comédies françaises disputent les honneurs à quatre superproductions américaines (*Independence Day*, *Le Bossu de Notre-Dame*, *Seven* et *Mission : Impossible*).

Première source de financement de l'industrie cinématographique (à hauteur de 42 %), les chaînes de télévision ont dépensé en 1996 plus de 3 milliards de francs en coproduction et préachat de droits de passage des films. Les chaînes généralistes en clair ont diffusé 1 064 films, tandis que Canal Plus en programmait à lui seul 449. Dix-sept films figurent en 1996 dans le Top 50 des programmes télévisés (dont 4 parmi les 10 plus fortes audiences), contre 9 en 1995. Le montant global des aides au cinéma (1,16 milliard) est en hausse, malgré la diminution des subventions publiques. Elles sont surtout financées par des ponctions sur les chaînes de télévision (587 millions, + 10 %) et la taxe sur le prix des places (502 millions, + 0,7 %), affectées aux aides automatiques et sélectives.

Sylvie Léna (à Paris)

Derek Bailey et Joëlle Léandre

Rencontre radicale entre deux improvisateurs majeurs



PARMI les musiciens qui marquent depuis plus de trente ans les musiques improvisées en Europe, le guitariste britannique Derek Bailey et la contrebassiste française Joëlle Léandre sont deux perles rares. Ils ont appris et assimilé toutes les formes et les codes de ces musiques, qui doivent autant au jazz qu'à la musique contemporaine. Derek Bailey joue, puissant, avec les notions de déconstructions complètes des systèmes ; Joëlle Léandre possède une énergie intérieure formidable, profondément musicienne. L'un et l'autre sont aussi des activistes des à-côtés de la musique, prenant souvent des positions politiques sur la société comme sur le quotidien des musiciens. On ira donc entendre ce duo avec toutes les envies d'être surpris, bouleversé, malmené, emporté par ces successions d'événements musicaux (concert à Vandœuvre-lès-Nancy, le 16, tél. : 03-83-57-52-24). Autre attente, toujours aux Instants chavirés : rencontre entre Léandre et la chanteuse Lauren Newton.

★ Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. Mº Robespierre. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Cycle des musiques de l'Atlas
La Cité de la musique consacre un cycle de concerts dédiés au Haut et Moyen-Atlas. Le 8 mai, Ahmed Essyad présente trois pièces extraites du *Cycle de l'eau*, sous la direction de Philippe Nahon. Les 9 et 10, les musiciens et chanteurs berbères du village d'Ichebakenne interprètent des chants de l'*Ahwach*. Le 11, les Cheiks du Moyen-Atlas et les Rwayès de l'Anti-Atlas assurent la clôture.
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, les 8, 9 et 10 mai ; 16 h 30, le 11. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Chef d'orchestre et pianiste, le Finlandais Leif Segerstam est aussi un compositeur prolifique. Il propose la création française d'*Avril*, qu'il dirigera du clavier. Segerstam : *Avril*. Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre nº 3*. Nielsen : *Symphonie nº 4 « L'Inextinguible »*. Imogen Cooper (piano). Leif Segerstam (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 heures, le 9 mai. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Monster Mike Welch Band
On réactive les vieilles légendes du blues, on découvre des petits génies précoces. Le guitariste Mike Welch affole les experts du genre du haut de ses seize ans. Et il vient déjà de sortir son deuxième album *(Axe To Grind)*.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 8 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Arthur H, Giovanni Wurzbuger
Arthur H présente le Napolitain Giovanni Wurzburger (descendant d'un diplomate autrichien), qui à son tour invitera le Français au Lido Pola de Naples, dans le cadre des Rencontres Paris-Napoli. Pour découvrir la nouvelle scène napolitaine influencée par le jazz et les musiques de la Méditerranée.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 19 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-44-92-77-66. Location Fnac, Virgin. 80 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Connexions implicites
Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 13 mai au 13 juillet. 20 F.

Raoul Dufy, les années 30
Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7e. Mº Sèvres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Du 14 mai au 13 juillet. 20 F.

Le Mai du livre d'art
Centre Georges-Pompidou, galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 14 mai au 23 juin. Entrée libre.

EXPOSITIONS PARIS

Absalon
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 mai. Entrée libre.

Gilles Aillaud
Galerie de France, 54, rue de la Verrerie, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Algérie, je ne quitterai jamais mes amis
Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges, Paris 4e. Mº Chemin-Vert. Tél. : 01-42-78-21-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

Pat Andrea
Galerie Rachlin-Lemarié-Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4e. Mº Châtelet. Tél. : 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Angkor et dix siècles d'art khmer
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 mai. 50 F.

Années 30 en Europe, 1929-1939
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi et vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Ouverture exceptionnelle les 8 et 18 mai de 14 heures à 20 heures. Jusqu'au 25 mai. 50 F.

Artistes palestiniens contemporains
Institut du monde arabe, salle d'expositions temporaires, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mº Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. Entrée libre.

Arts rituels d'Océanie : la Nouvelle Irlande
Mona Bismarck Foundation, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Mº Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 juin. Entrée libre.

John Baldessari, 1990-1996
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Bellmer graveur
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mº Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 14 juin. 25 F.

Stanley Brouwn
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

John Chamberlain
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-77-19-37. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Marco Del Re
Galerie Maeght, 42, rue du Bac, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 01-45-48-45-15. De 9 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

L'Empreinte
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 mai. 27 F.

Les Francs, précurseurs de l'Europe
Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40 ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Ouverture exceptionnelle de 14 heures à 18 heures les 8 et 18 mai. Fermé lundi. Jusqu'au 22 juin. 40 F.

George Grosz
Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-42-78-61-79. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

L'Inde de Gustave Moreau
Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez, Paris 8e. Mº Monceau, Villiers. Tél. : 01-45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai. 30 F.

Kees Van Dongen retrouvé
Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7e. Mº Assemblée-Nationale. Tél. : 01-53-59-12-40. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 8 juin. 20 F.

Dominique Labauvie : l'invisible ouvre la vue
Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mº RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 01-43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1er juin. 27 F.

Bertrand Lavier chez Denise René
Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-77-57. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mai. Entrée libre.

Jean Leppien (1910-1991)
Galerie Lahumière, 17, rue du Parc-Royal, Paris 3e. Mº Chemin-Vert. Tél. : 01-42-77-27-74. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

Le Miroir noir, Picasso, sources photographiques 1900-1928
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mº Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 juin. 38 F.

Bernard Moninot, Jaume Plensa
Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. Mº Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 mai. 38 F.

Malcolm Morley
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 mai. Entrée libre.

Jean-Luc Moulène, Jörg Sasse, Koo Jeong-A
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi, vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Ouvertures exceptionnelles jeudi 8 et dimanche 18 mai de 14 heures à 20 heures. Jusqu'au 22 juin. 27 F.

Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris
Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet. 50 F ; lundi 35 F.

Pascin
Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mº Palais-Royal et Bourse. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.

Points de vue européens de Josef Sudek à Gabriele Basilico
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4e. Mº Saint-Paul, Pont-Marie. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 22 juin. 30 F.

Jacques Prévert
La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 01-43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.

Jacques Prévert et le groupe Octobre
Théâtre du Rond-Point, hall, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8e. Mº Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-00. De 13 heures à 20 h 30 ; dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.

Martial Raysse
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 juin. 35 F.

Lucas Samaras
Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mº Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-40-27-05-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 21 juin. Entrée libre.

Sean Scully
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mº Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Le Surréalisme et l'amour
Pavillon des Arts, Les Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mº Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 juin. 35 F.

Pierre Tal-Coat
Galerie Berthet-Aittouarès, 29, rue de Seine, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 01-43-26-53-09. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Dessins italiens du Musée Condé à Chantilly II, Raphaël et son cercle
Musée Condé, Institut de France, château, 60 Chantilly. Tél. : 01-44-57-08-00. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 mai. 39 F.

42e Salon d'art contemporain, Montrouge-Athènes
Mairie, 2, avenue Emile-Boutroux, 32, rue Gabriel-Péri, 92 Montrouge. Tél. : 01-46-12-75-63. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai. Entrée libre.

Trésors mérovingiens d'Ile-de-France
Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain, 78 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-34-51-53-65. De 11 heures à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 29 juin. 25 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BLACK SHEEP
Film américain de Penelope Spheeris, avec Chris Farley, David Spade, Tim Matheson, *Christine Ebersole, Gary Busey* (1 h 26).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

LE CINQUIEME ÉLÉMENT
Film français de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich (2 h 06).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (01-47-20-76-23) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

L'ENVOLÉE SAUVAGE
Film américain de Carroll Ballard, avec Jeff Daniels, Anna Paquin, Dana Delany, Terry Kinney, Holter Graham, Jeremy Ratchford (1 h 50).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; UGC Odéon, 6e ; UGC Normandie, dolby, 8e.

EXCLUSIVITÉS

ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO
de Jean-Luc Godard,
avec Eddie Constantine, Hanns Zischler, Claudia Michelsen, André Labarthe, Nathalie Kadem, Robert Wittmers.
Français (1 h 02).
Grand Action, dolby, 5e (01-43-29-44-40).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai,
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hongkong (1 h 36).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+).

BEKO
de Nizamettin Aric,
avec Nizamettin Aric, Bezara Arsen, Lusika Hesen, Cemale Jora, Fila Tital, Nuriye tital.
Allemand-arménien (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

BIG NIGHT
de Campbell Scott et Stanley Tucci,
avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron.
Américain (1 h 40).
VO : Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).

CE RÉPONDEUR NE PREND PAS DE MESSAGES
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 17).
St-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL
de Gérald Caillat,
Français (1 h 15).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

LA FÊTE BLANCHE
de Vladimir Naoumov,
avec Innokenti Smoktounovsky, Armène Djigarkhanian, Natalia Belokhvostikova, Natalia Naoumova, Elena Maïorova, Robert Voulfov.
Russe (1 h 37).
VO : Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65).

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME
de Raoul Ruiz,
avec Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette Lafont, Monique Mélinand.
Français (1 h 53).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE
de Hou Hsiao Hsien,
avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lim Giong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien Pi-Tung.
Taïwanais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

GRACE OF MY HEART
d'Allison Anders,
avec Illeana Douglas, Matt Dillon, Eric Stoltz, Bruce Davison, Patsy Kensit, Jennifer Leigh Warren.
Américain (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; UGC George-V, 8e.

GRAINS DE SABLE
de Ryosuke Hashiguchi,
avec Yoshinari Okada, Kota Kusano, Ayumi Hamazaki, Koji Yamaguchi, Kumi Takada.
Japonais (2 h 09).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+).

JOURS DE COLÈRE
de Bernard Dartigues,
avec Philippe Caubère.
Français (3 h).
Max Linder Panorama, 9e (01-48-24-88-88) (+).

KIDS RETURN
de Takeshi Kitano,
avec Masanobu Ando, Ken Kaneko, Leo Morimoto, Hatsuo Yamaya, Mitsuko Oka.
Japonais (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) (+) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Ju'nishi Ushiyama.
Français (1 h 46).
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).

MARS ATTACKS !
de Tim Burton,
avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er ; UGC George-V, 8e ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+).

MICHAEL COLLINS
de Neil Jordan,
avec Liam Neeson, Aidan Quinn, Alan Rickman, Julia Roberts, Stephen Rea.
Américain.
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+).

LA MOINDRE DES CHOSES
de Nicolas Philibert,
avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde.
Français (1 h 45).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
d'Anne-Marie Miéville,
avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard.
Franco-suisse (1 h 20).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

LE PATIENT ANGLAIS
d'Anthony Minghella,
avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth.
Américain (2 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC George-V, dolby, 8e ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

LA PLANTE HUMAINE
de Pierre Hébert,
dessin animé canadien (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

LE POLYGRAPHE
de Robert Lepage,
avec Patrick Goyette, Marie Brassard, Peter Stormare, Maria de Medeiros, Linda Lepage-Beaulieu, Josée Deschenes.
Franco-canadien-allemand (1 h 37).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+).

PORT DJEMA
d'Eric Heumann,
avec J.-Yves Dubois, Nathalie Boutefeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot.
Franco-gréco-italien (1 h 35).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23) (+) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+).

QUADRILLE
de Valérie Lemercier,
avec Valérie Lemercier, André Dussollier, Sandrine Kiberlain, Sergio Castellitto, Lise Lamétrie, Frack de La Personne.
Français (1 h 36).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; UGC George-V, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; UGC Maillot, 17e.

LA RENCONTRE
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

REPRISE
de Hervé Le Roux,
Français (3 h 12).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

SCHIZOPOLIS
de Steven Soderbergh,
avec Steven Soderbergh, Betsy Brantley, David Jensen, Eddie Jemison, Scott Allen, Mike Malone.
Américain (1 h 36).
VO : Lucernaire, 6e.

SÉLECT HÔTEL (**)
de Laurent Bouhnik,
avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail, Eric Aubrahn.
Français (1 h 25).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09).

LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
Français (2 h 46).
Denfert, 14e (01-43-21-41-01) (+).

SEXY SADIE
de Matthias Glasner,
avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel, Thomas Heinze, Richy Müller, Andreja Schneider, Stephanie Philipp.
Allemand, noir et blanc (1 h 32).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+).

LE SORT DE L'AMÉRIQUE
de Jacques Godbout,
avec René-Daniel Dubois, Philippe Falardeau, Jacques Godbout.
Québécois (1 h 30).
Latina, 4e (01-42-78-47-86).

UN INSTANT D'INNOCENCE
de Mohsen Makhmalbaf,
avec Mirhadi Tayebi, Ali Bakhshi, Ammar Tafti, Marjam Mohamadamimi.
Franco-iranien (1 h 18).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00) (+).

UN JOUR, TU VERRAS LA MER
de Jahnu Barua,
avec Bishnu Kargona, Arun Nath, Kashmiri Saïkia Barua.
Indien (1 h 46).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

VASKA L'ARSOUILLE
de Peter Gothar,
avec Maksim Szergejev, Valja Kaszjanova, Jevgenyij Szigyihin, Szergej Ruszkin.
Hongrois (1 h 25).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

LA VÉRITÉ SI JE MENS !
de Thomas Gilou,
avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Elie Kakou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer.
Français (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; *Gaumont Opéra Français, dolby, 9e* (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LE VILLAGE DE MES RÊVES
de Yoichi Higashi,
avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Mieko Harada, Kyozo Nagatsuka, Hoseil Komatsu, Kaneko Iwasaki.
Japonais (1 h 52).
VO : Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00) (+).

WHEN WE WERE KINGS
de Leon Gast,
avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer.
Américain (1 h 28).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17e (01-53-42-40-20) (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

REPRISES

HOLIDAY
de George Cukor,
avec Katharine Hepburn, Cary Grant, Doris Nolan, Lew Ayres, Edward Everett Horton, Henry Kolker.
Américain, 1938, noir et blanc (1 h 34).
VO : Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

JEUDI 8 MAI

TF 1

20.45

CASSIDI ET CASSIDI
Le prix de la liberté. Série de Joël Santoni, avec Elisabeth Bourgine (100 min). 904311

Le frère du commissaire Laura Cassidi, condamné pour meurtre, se voit proposer la liberté en échange d'une mission d'intérêt national.

22.25

TOUT EST POSSIBLE
Magazine présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Jean-Luc Lahaye (100 min). 8281953

0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Jérôme Monod.
0.35 et 1.35, 2.40, 3.45, 4.20 TF 1 nuit.

0.45 Chapeau melon et bottes de cuir (rediff.). 1.50 Les Archives fabuleuses de l'armée française. Documentaire. 2.50 L'Equipe Cousteau en Amazonie. Documentaire. [4/6] Ombres fuyantes : Indiens de l'Amazonie. 3.55 Cas de divorce. Série (rediff.). 4.30 et 5.10 Histoires naturelles (rediff.). 5.05 Musique (5 min).

France 2

21.00

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine. Spécial Egypte. L'architecte et le pharaon ; La 7e Merveille du monde (135 min). 9572330

Une émission spéciale, présentée par Bernard Benyamin, de Sakkara, en Egypte.

23.15

TARATATA
Divertissement présenté par Alexandra Kazan. Invités : Enzo Enzo, Jane Birkin, E.F.F, Au P'tit Bonheur, Peter Kingsberry, Lokua Kanza, C. Fredericks, M. Jones (70 min). 8962021

0.25 Journal, Météo.
0.45 Signé Croisette.
0.55 Le Cercle de minuit. Spécial Youssef Chahine (70 min). 3823783

2.35 Paysans, la vie en prime. Documentaire. 3.30 24 heures d'info. 3.40 Météo. 4.15 13 néophytes et 2 pros. Documentaire. 4.40 Papy pôle. Documentaire. 5.30 Chip et Charly. Collier de Mme Loupina (30 min).

France 3

20.50

LA NUIT DES GÉNÉRAUX ■ ■
Film O d'Anatole Litvak, avec Peter O'Toole (1966, 135 min). 44998311

Un étonnant tableau historique où le nazisme et la guerre pervertissent les esprits.

23.05 Journal, Météo.

23.40

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine présenté par Jean-Michel Mariou. *Le Haut-Mal ; Christian Oster ;* Barcelone-Saint-Georges ; Polac Plus (55 min). 328717

0.35 Saga-Cités. Magazine (rediff., 25 min). 6722880
1.00 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 6346286
1.05 Espace francophone.

1.40 Le Huit Mai 1945. Documentaire de Pierre Miquel. "Une journée particulière" (55 min).

Arte

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : LA VIERGE MARIE
20.45 La Force des visions. Documentaire (1997, 30 min). 653311
21.15 *Notre-Dame de l'Apparition.* Documentaire (1994, 55 min). 4195448
22.10 L'Ave Maria d'Aaron Neville. Documentaire (1992, 10 min). 5592595
22.20 Lady Madonna. Documentaire (1997, 10 min). 5598779
22.30 Marie moderne. Documentaire (1997, 30 min). 1683
De la statuette kitsch à la publicité.
23.00 ▶ Le Livre de Marie ■ ■ ■ Film d'Anne-Marie Miéville, avec Bruno Cremer, Aurore Clément (1984, 35 min). 85224
23.35 ▶ Je vous salue Marie ■ ■ ■ Film de Jean-Luc Godard, avec Myriem Roussel (1984, 70 min). 8445330
0.45 Quand passent les cigognes (Letiat Jouravli) ■ ■ Film de Mikhaïl Kalatozov (1957, N., v.o., rediff., 95 min). 3467712
2.20 L'Œil du père. Court métrage (rediff., 15 min). 7958422
2.35 La Maison de poupée. Court métrage (rediff., 15 min). 9105712

M 6

20.45

FLASHBACK
Elvis est vivant. Divertissement présenté par Laurent Boyer. Invités : Christian Blachas, Sandrine Quetier, Cendrine Alexi, Yves Lecoq, Martin Fontaine, Vince Diamond, Chris Agulo, Dick Rivers, etc. (140 min). 973576

23.05

FAUX-SEMBLANTS ■ ■ ■
Film Δ de David Cronenberg, avec Jeremy Irons, Geneviève Bujold (1988, 120 min). 8615935

Deux frères jumeaux, tous deux gynécologues, se complètent intimement : l'un est extraverti, l'autre plus renfermé. Jusqu'à ce qu'une femme survienne...

1.05 Deux flics à Miami. Série. Cavalier seul.

1.55 Best of trash. Une sélection de clips trash, noisy, metal, core, indus... 2.55 E = M 6. (rediff.). 3.25 Hot forme. (rediff.). 3.50 Faites comme chez vous. (rediff., 45 min).

Canal +

20.35

L'INDIEN DU PLACARD
Film de Frank Oz, avec Hal Scardino (1995, 90 min). 227885

22.05 Flash d'information.
22.07 Spécial infos net. Législatives 97.
22.12 Qu'en pensez-vous ? Magazine.

22.25

DESPERADO
Film de Robert Rodriguez, avec Antonio Banderas (1995, v.o., 100 min). 8284663

Un chanteur sans nom, devenu hors la loi, parcourt le Nord du Mexique pour venger la femme qu'il aimait, assassinée par un trafiquant de drogue. Sa route est semée de cadavres.

0.05 Caméra insolite. Documentaire.
1.00 Chucky, la poupée de sang 3. Film de Jack Bender (1991, 85 min). 6372538

Radio

France-Culture
20.30 Lieux de mémoire. Bleu, blanc, rouge, les trois couleurs.
21.32 Fiction. L'Arrosoir de Philippe Yvelin
22.40 Nuits magnétiques. La fin du travail. 3. Résister.

0.05 Du jour au lendemain. Tierno Monenembo (Cinéma). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Concert. Ouverture du festival d'Evian. Donné en direct d'Evian, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg, dir. Yuri Temirkanov : Symphonie nº 2 Petite Russie, de Tchaïkovski ; Le Sacre du printemps, de Stravinsky.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Histoire de disques.

0.00 Tapage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Johann Nepomuk Hummel. Œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven, Mendelssohn, Leipzig, Hummel.

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Salieri, Hummel, Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5
20.00 Hyènes ■ Film de Djibril Diop Mambety (1992, 105 min). 43588886
21.45 D'amour et d'os frais. Court métrage de Cécilia Marreiros Marum.
22.00 Journal (France 2).
22.50 C'est à suivre (France 2 du 28/4/97).

Planète
20.35 The Store.
22.30 Face au vent.
23.20 Les Combattants de l'ordre.

Animaux
20.30 Faune ibérique. Le pirate du maquis.
21.00 Le Monde sauvage. Un long nez.
21.30 Flipper le dauphin. Dauphin à vendre.
22.00 Seigneurs de *l'Hokkaïdo.*
23.00 Les Mangroves.

Paris Première
20.00 et 0.55 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Le train sifflera trois fois ■ ■ Film de Fred Zinnemann (1952, N., 90 min). 1686040
22.30 Le J.T.S. Spécial Cannes. Magazine.
23.25 Erich Leinsdorf dirige Richard Strauss. *Concert enregistré au Festival* Richard Strauss de Garmisch-Partenkirchen en 1991 (90 min). 5508040

France Supervision
20.40 Troubles ■ ■ Film de Wolfgang Petersen (1990, 85 min). 25215359
22.05 Sortie de nuit. Magazine.
23.30 Des religions et des hommes. *De Jean Delumeau.* Animisme et chamanisme.

Ciné Cinéfil
20.30 Simplet ■ Film de Fernandel (1942, N., 85 min). 57625137
21.55 Deux nigauds aviateurs (Keep'em Flying) Film de Arthur Lubin (1941, N., v.o., 85 min). 72144717

Ciné Cinémas
20.30 CinéCinéCannes.
20.45 Elmer Gantry, le charlatan ■ ■ Film de Richard Brooks (1960, 145 min). 7202243

Festival
20.30 Quadrille ■ ■ Film de Sacha Guitry (1937, N., 100 min). 38693311
22.10 La Comédie de Sacha Guitry. De Georges Bensoussan.

Série Club
20.45 Ellery Queen : A plume et à sang. Mémoires d'un espion.
21.35 et 1.20 Symphonie.
22.30 Sherlock Holmes. La légende de la Tour.
23.00 Caraïbes offshore. Téléfilm pilote de Douglas Schwarz (45 min).
23.45 Lou Grant. Le scandale au L.A. Tribune.
0.30 Les Charmes de l'été (50 min).

Canal Jimmy
20.30 Boy Meets Girl ■ Film de Leos Carax (1984, N., 105 min). 44433791
22.15 Hair ■ ■ Film de Milos Forman (1979, v.o., 115 min). 22847779

Disney Channel
21.00 Chasseurs de fantômes.
21.20 Les Twist II.
21.50 Les Envahisseurs.
22.40 Les Nouveaux Monstres.
23.10 Courses extraordinaires.
23.35 Thunder Alley. Les serpents et les sonnettes.

Téva
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 L'Esprit de famille ■ Film de Jean-Pierre Blanc (1978, 95 min). 505831224
22.30 Murphy Brown. Monsieur Schmoll.
23.00 Téva vie pratique (60 min).

Voyage
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. Ile de la Réunion.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (35 min).

Eurosport
18.00 Football. En direct. Championnat de France D2. Toulon-Toulouse (120 min). 491156
20.00 Basket-ball. En direct. Championnat Pro A (Play-offs) : demi-finale retour : PSG Racing - Pau-Orthez (90 min). 445137
22.30 Tennis. Open d'Allemagne. Tournoi messieurs de Hambourg. 4e jour.
23.00 Football. En différé. Coupe des Pays-Bas. Finale : Heerenveen - Roda JC (120 min). 476589

Muzzik
21.00 Itzhak Perlman à la « Fiddler's House ».
22.00 Solo Tango.
22.55 Charlie Haden and the Liberation Music Orchestra. Concert enregistré au festival de Jazz de Montreux 1994 (60 min). 1222040

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT - Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.30, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

VENDREDI 9 MAI

TF 1
16.30 Dingue de toi. Série.
17.05 Melrose Place. Feuilleton. [2/2] La théorie du Big Bang.
18.00 Sous le soleil. Série. Le démon de midi.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour.
20.35 Le Beau Jeu, Le Beau Geste.

20.45

LES ANNÉES TUBES
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Liane Foly, les Bee Gees, Etienne Daho et Elli Medeiros, Julio Iglesias, 2 Be 3, Stone et Charden, Andréa Bocelli (125 min). 195809

22.50

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Invitée : Isabelle Lacamp. Avec la participation de Marie Lecoq et Me Didier Bergès. Les arnaques aux voitures d'occasion ; Les contraventions ; La remise en forme (110 min). 9160199

0.40 et 1.45, 2.50, 4.00, 4.40 TF 1 nuit.
0.55 Très chasse. Documentaire. Les belles armes de chasse (50 min). 6339854

2.00 L'Equipe Cousteau en Amazonie. Documentaire. [5/6] Rivières d'or (rediff.). 3.00 et 4.10, 5.05 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.50 Musique. Concert (15 min).

France 2
16.40 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.10 Le Prince de Bel Air. Série.
17.40 Waikiki Ouest. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 1.45 Studio Gabriel. Invité : Alain Ducasse.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.

21.00

HORS LIMITES
Le piège. Téléfilm de Dennis Berry, avec Patrick Rocca (100 min). 8433847

A la veille de signer un important contrat en Ukraine, un PDG français se retrouve en prison, accusé de viol. Desfons s'envole vers Odessa pour y mener son enquête.

22.50

BOUILLON DE CULTURE
Magazine. Les petits plaisirs et les petits bonheurs de la vie. Invités : Philippe Delerm, Christine Ferdière, Georges Fleury, Marie Rouanet, Guillaume Pellerin, Yves Leclair (55 min). 6949288

23.50 Au bout du compte.
23.55 Journal, Météo.
0.05 Signé Croisette.
0.15 Plateau.
0.20 Viridiana ■ ■ ■ Film de Luis Buñuel, (1961, N., v.o., 85 min). 5172805

2.15 Envoyé spécial (rediff.). 5.00 Corsicayak. Documentaire. 5.15 Aratitiyope. Documentaire. 5.40 Chip et Charly (30 min).

France 3
18.50 et 1.05 Un livre, un jour. *Demandez nos calembours,* de Patrice Delbourg.
18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Alain Juppé.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. Les guerriers de l'Iroise (60 min). 2697248

Les « guerriers », comme on les surnomme, assurent la liaison entre le continent et les îles bretonnes sur des bateaux qui sont synonymes de vie.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Henri Verneuil. Espagne : le miracle du désert ; France : l'école qui roule ; Autriche : la grande roue (65 min). 1042731

22.55 Journal, Météo.
23.20 Science 3. Magazine. [2/3] Big Bang : L'étoile soleil (50 min). 2568002
0.10 Libre court. Nuit et brouillard. (1955, 35 min). 9109316

0.45 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano. 0.50 Vivre avec... (rediff.). 1.15 1944 la France libérée. Documentaire (60 min).

La Cinquième
18.20 Le Monde des animaux. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. [41/50] 1987.

Arte
19.00 Tracks. Magazine.
19.30 7 1/2. Magazine. La campagne pour les législatives. Cannes.
20.00 Brut (30 min). 1165
20.25 Contre l'oubli. L'Algérie : L'assassinat des journalistes.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LES JEUX SONT FAITS !
Téléfilm de Dominik Graf, avec Dieter Pfaff, Benno Fürmann (1996, 90 min). 761977

Pour solder une dette de jeu, un petit malfrat dévalise une banque. Le commissaire Sperling (sorte de Derrick obèse) l'arrête et entame une enquête dans les salles de jeux de Berlin...

22.15

GRAND FORMAT : EGOLI
Afrique du Sud, ma deuxième patrie. Documentaire allemand de Jens Meurer (1996, 90 min). 5338538

Jens Meurer dresse un état des lieux de l'Afrique du Sud (pays de son enfance) post-apartheid et s'interroge sur les chances de rapprochement entre Blancs et Noirs.

23.45 Chronique des années de braise ■ ■ Film de Mohammed Lakhdar-Hamina (1974, v.o., 170 min). 76244373
Importante fresque historique, chronique de l'Algérie colonisée à travers celle d'un individu. Style simple et lyrique.
2.35 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Nunavut, future terre des Inuits (rediff., 15 min). 2004852

M 6
18.05 et 19.00 Caraïbes Offshore. Série. [1/2 et 2/2] Episode pilote.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 *Ciné 6 spécial* Cannes.
20.05 Mister Biz. Magazine. Comment devient-on une star du foot ?
20.35 Capital 6. Magazine.

20.45

LA VIE EN FACE
Téléfilm de Laurent Dussaux, avec Nathalie Richard (105 min). 128002

Une sage-femme qui élève seule son fils apprend qu'elle souffre d'une tumeur cérébrale. Elle organise sa vie et tente de rapprocher son enfant d'un père immature.

22.30

LE CAMÉLÉON
Pilote de chasse. Série (55 min). 56828

Jarod, pilote de chasse, s'intéresse à la mort suspecte d'un aviateur de la base.

23.25 Morts en eaux troubles. Téléfilm O de Michael Tucker (100 min). 3584354
Un ancien journaliste aide un peintre connu à retrouver la trace de son ex-femme.
1.05 Best of groove.

2.05 Movida opus 2 (rediff.). 3.00 E = M 6 (rediff.). 3.25 Culture pub (rediff.). 3.50 Fan de (25 min).

Canal +
15.45 Le Journal du cinéma. Magazine.
16.15 L'Indien du placard. Film de Frank Oz (1995, 90 min). 8830977
17.45 Les Jules... chienne de vie ! Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 Nulle part ailleurs. Avec Gary Oldman ; Faith No More.

20.35

A PART ÇA... MATHIEU KASSOVITZ
Emission (110 min). 621489

Un portrait de Mathieu Kassovitz, un entretien réalisé par Michel Denisot.

22.25 Surprises. Michael Jackson.
22.50 Flash d'information.

23.00

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ ■ ■
Film d'Etienne Chatiliez, avec Michel Serrault (1995, 102 min). 7745267

0.45 La Vengeance de Spartacus. Film de M. Lupo (1969, v.o., 100 min). 5080213
2.25 Top Dog. Film d'Aaron Norris (1995, 85 min). 55057045
3.50 Chungking Express ■ ■ Film de Wong Kar-Wai (1994, v.o., 100 min). 5702836

Radio

France-Culture
20.30 Radio archives. De la part de Georges Neveux (nº 2).
21.32 Black and Blue. Une histoire illustrée de la batterie.
22.40 Nuits magnétiques. La fin du travail. 4.

0.05 Du jour au lendemain. Pierre Pachet (Conversations à Jassy). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de Berlin et émis simultanément sur les radios de Francfort, Leipzig et Sarrebruck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Fabio Luisi : Œuvres de Verdi : La Force du destin (ouverture) ; Huit romances orchestrées par Luciano Berio ; Symphonie fantastique, de Berlioz.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Daniel, Hervé.
23.07 Miroir du siècle. Œuvres de Barraine, Barraud.

0.00 Jazz-club. En direct de la Villa, à Paris : Le Quartette de Jon Gordon, saxophone. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Guennadi Rojdestvenski, chef d'orchestre. Œuvres de Khatchaturian, Prokofiev, Glazounov, Borodine, Tchaïkovski.

22.30 Concert. Enregistré le 11 février, à l'Opéra-Comique, par le Quatuor Lipatti. Œuvres de Chostakovitch. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5
20.00 Médecins de nuit. Henri Gillot, retraité.
21.00 Bon week-end. Invités : Pierre Aucaigne «Momo», Sophie Favier, Jean Roucas, Marc Herman, les Founambules, B'Four.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata (France 2 du 3/5/97).
23.45 Télé qua non.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète
20.35 Les Nouveaux Explorateurs. Star Trek : la science de la fiction.
21.30 Nature de toutes les Russies. [2/3]. Le chant de la Volga.
22.25 Attendre.
23.00 Los Roques.
23.25 Mohila, femmes du Bangladesh.
23.50 The Store (115 min).

Animaux
20.30 Collection documentaire. Sous la glace.
21.00 Le Monde sauvage. Un drôle de pionnier.
21.30 Flipper le dauphin. La femme et le dauphin.
22.00 Montagnes Mayas.
23.00 Manger comme un fou.
23.30 Maîtres de l'Ungava.
0.00 Le Monde sauvage.

Paris Première
20.00 La Semaine 20 h Paris Première.
21.00 Ici Londres. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Spécial Cannes. Magazine.
22.55 Aïda. Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi. Enregistré à la Scala de Milan en 1986. Solistes : Maria Chiara, Ghena Dimitrova (170 min). 78636557

France Supervision
20.30 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Les Fabulous Troubadours, Isabelle Mayereau, Au P'tit Bonheur et Daara J.
21.25 Concerti pour orgue de Haendel. Concert par l'Orchestre de Lodz, dir. Zdzislaw Szostak (80 min). 64707181
22.45 Musiques de films : Le son de Hollywood. De Joshua Waletzky. Le son de Hollywood.

Ciné Cinéfil
20.30 Griseries (I Dream Too Much) ■ ■ Film de John Cromwell (1935, N., v.o., 95 min). 5258354
22.05 Yvette ■ ■ Film muet d'Alberto Cavalcanti (1927, N., 75 min). 95433064

Ciné Cinémas
21.00 Ciné CinéCannes. Magazine.
21.15 Wyatt Earp ■ Film de Lawrence Kasdan (1994, 185 min). 15119373
0.20 Une femme en péril ■ Film de Peter Yates (1987, v.o., 105 min). 91734229

Festival
20.30 et 22.25 ▶ Moravagine. Téléfilm de Philippe Pilard [1/2 et 2/2] (1988). Avec Maxence Mailfort, Frigyes Funtek (225 min). 78844575

Série Club
20.15 L'Ile aux naufragés. The Friendly Physician.
20.40 Le Club.
20.45 Two. L'accident.
21.35 et 1.20 Symphonie.
22.30 Sherlock Holmes. La légende des Wintrope.
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang. Mémoires d'un espion.
23.45 Lou Grant. Les espions.
0.30 Médecins de nuit. La décapotable (50 min).

Voyage
20.05 et 23.35 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. *Ile Maurice.*
22.30 L'Heure de partir. Magazine (50 min).

Canal Jimmy
20.30 Star Trek. Dans les griffes du chat.
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. Moody's Blues (v.o.).
21.45 Le Guide du parfait petit emmerdeur.
22.10 Chronique du front. Magazine.
22.15 Dream On. Fellatio, mensonges et vidéo (v.o.).
23.15 Seinfeld. Parking réservé (v.o.).

Disney Channel
20.10 Juste pour rire. Téléfilm (50 min). 4781084
21.00 Imogène et la veuve blanche. Téléfilm de Thierry Chabert avec Dominique Lavanant (1990, 90 min). 297825
22.30 Sport Académie.
23.00 La Rédac.

Téva
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années. Nancy. Les meilleurs ennemis du monde.
22.30 Murphy Brown. Sauvons la planète.
23.00 Coups de griffes. Karl Lagerfeld.
0.00 Casse-noisette. Ballet en deux actes de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Mise en scène de Roland Petit (95 min). 500080958

Eurosport
17.30 et 22.30 Tennis. En direct. Open d'Allemagne. Tournoi messieurs de Hambourg. Quarts de finale (90 min). 701118
19.00 et 0.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde. Phases finales. Etats-Unis - Finlande (150 min). 2681462
21.30 Monster Truck. *Epreuve de tractor pulling indoor. Le 15 mars.*
23.00 Fléchettes. Open européen de fléchettes électroniques.
0.30 Boxe. Championnat d'Irlande. Poids lourds-légers (60 min).

Muzzik
21.00 Lee Ritenour and Friends. Concert. "Live from the Coconut Grove" volume 1 (60 min). 65921 volume 2 (60 min). 66985
23.00 Mopiopio, le souffle de l'Angola. De Joao van Dunem et Zézé Gamboa.
0.00 Ma Vlast, de Smetana. Concert (85 min). 3168126
1.25 James Carter. Concert enregistré à Montréal en 1996 (60 min). 1398126

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT - Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Cinema. 1.45 Visa.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1
21.20 Le Monstre. Film de Roberto Benigni (1994, 110 min). *Comédie.*

RTL 9
22.40 Contes pervers. Film à sketches de Régine Deforges (1980, 90 min). *Erotique.*
0.40 La Bataille de l'eau lourde. Film franco-norvégien de Jean Dreville (1948, N., 95 min).

TSR
22.10 Duo à trois. Film de Ron Shelton (1988, 110 min). Avec Kevin Costner, Susan Sarandon. *Comédie.*
0.10 Les Epices de la passion. Film d'Alfonso Arau (1992, 110 min). *Comédie dramatique.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
VENDREDI 9 MAI 1997

En vol ou au sol ?

par Pierre Georges

L'IMAGE est forte, explicite, de nature à marquer les esprits : « *Le projet du PS est en train d'exploser en vol.* » Voilà ce qu'a dit Alain Juppé et qui n'outrage pas les règles habituelles du combat politique. La métaphore joue parfaitement des vieux réflexes de survie et de crainte devant le scénario-catastrophe. Au secours, la gauche revient ! Attachez vos ceintures. Crash garanti.

Mais, métaphore pour métaphore, et sans vouloir voler au secours d'une gauche assez grande pour répliquer elle-même, force est pour le simple et médusé témoin du meeting électif de se poser une question : la majorité présidentielle ne serait-elle pas, elle, en train d'exploser au sol ?

C'est assez étonnant. Depuis plusieurs jours, la dite majorité ne cesse d'étaler publiquement ses divergences. Sur le libéralisme, sur l'Europe, sur l'art et la manière de gouverner, sur le moins d'Etat, autant d'Etat, plus d'Etat. Et même sur le premier ministre, passé, présent et à venir. Elle donne le sentiment de n'être unie que sur un projet, une urgence qu'elle s'est imposée à elle-même : interdire le retour de la gauche. Et, pour le reste, la désunion fait la force.

Est-ce manière de ratisser large ? En tout cas, la cacophonie est manifeste. Un jour, Charles Pasqua réclame une « *nouvelle politique* ». Ce qui laisse supposer que l'ancienne n'était pas la bonne. Un autre, Alain Madelin, se fait blairiste. Ce qui, tout de même, fait hurler de rire dans les chaumières politiques. Le troisième, Philippe Séguin, tonne, sans les nommer, contre ceux, de son propre camp, qui ourdissent le funeste projet de « *rabaisser* » l'Etat. Le quatrième, un ancien ministre balladurien, Bernard Debré, enrage, dans *Valeurs actuelles*, de ne pouvoir « *être plus explicite sur l'après-juin en annonçant par exemple que le prochain ministre s'appellera Philippe Séguin ou Edouard Balladur* ». Autrement dit, implicitement, que les jours du chef de guerre Juppé sont comptés.

Et le cinquième jour, Valéry Giscard d'Estaing vient à la télévision. On avait un peu oublié comme il peut exceller en cet art. Mais pas oublié sa capacité à tuer, avec son vieux fusil à deux coups. Pan ! Il était, et l'a fait savoir à son successeur, « *contre la dissolution* » pratique ne correspondant *pas* « *à l'idée que j'ai du fonctionnement de la démocratie* ». Re-pan ! Il est urgent que « *la France soit gouvernée autrement* ». Moyennant quoi, feu sur Juppé et vive la majorité !

La voici donc, cette majorité, unie comme les doigts des trois mains ! Car les laboratoires de recherche en marketing, après un intense remue-méninges, viennent de lui livrer son affiche de campagne. C'est important, une affiche, pour ainsi dire subliminale, destinée à marquer les esprits comme formule-choc. On sait cela depuis 1981 et la fameuse « *Force tranquille* » mitterrandienne.

Le choix, cette fois-ci, s'est porté sur trois simples mains, paume ouverte, en direction d'un ciel d'azur. Trois mains, l'une d'homme, l'autre de femme, la troisième d'enfant, moins en posture de supplique ou de mendicité qu'en quête d'espoir, d'avenir. Des mains élancées non plus vers un « *nouvel élan* », mais vers « *un élan partagé*, avec *Jacques Chirac* ». Des mains en somme dont personne ne saurait supposer qu'elles puissent exploser. Ni en vol, ni au sol.

L'accord entre BT et la chaîne BSkyB de Rupert Murdoch lance la télévision numérique en Grande-Bretagne

Le groupe de communication compte déjà six millions d'abonnés sur le réseau analogique

LE MAGNAT australo-américain Rupert Murdoch répartit ses pions sur toutes les cases de l'échiquier audiovisuel mondial. Certes, il a renoncé au marché allemand en abandonnant, le 7 mars, un projet de partenariat dans la télévision numérique avec Leo Kirch. Mais il promet son arrivée prochaine au Japon avec JSKyB et aux Etats-Unis avec ASkyB. Et il vient enfin de donner le feu vert à la télévision par satellite numérique en Grande-Bretagne, l'un de ses fiefs puisqu'il y contrôle à 40 % BSKyB, un bouquet de quarante-deux chaînes thématiques.

Mercredi 7 mai, BSkyB a conclu officiellement une alliance avec le géant des télécommunications BT, la banque Midland et le groupe japonais Matsushita pour lancer au cours de l'été 1998 un bouquet numérique de deux cents chaînes de télévision et de services interactifs. Outre des programmes thématiques, on y trouvera du téléachat, des services bancaires, des jeux en ligne, du courrier électronique ou un accès à Internet. « *L'interactivité* [assurée par une liaison téléphonique couplée aux décodeurs] *sera pour nous un atout formidable pour prendre place dans la télévision numérique* », a affirmé David Chisolm, président de BSkyB. Les quatre partenaires vont créer une société commune, baptisée British Interactive Broadcasting (BIB), détenue à 32,5 % chacun par BT et BSKyB, à 20 % par Midlank et 15 % par Matsushita. Ces nouveaux alliés vont investir 265 millions de livres (environ 2,5 milliards de francs) sur cinq ans pour financer les programmes, l'infrastructure et les décodeurs, qui seront vendus à un coût inférieur au prix de revient.

« *Nous allons subventionner ces boîtiers numériques pour qu'ils ne coûtent qu'environ 200 livres (1 900 francs environ) à l'achat* », a indiqué David Chance, directeur de BSkyB. La nouvelle entité BIB a passé commande d'un million de décodeurs numériques auprès d'Amstrad, Panasonic (filiale de Matsushita), du britannique Pace et du coréen Hyundai. Selon David Chance, BSKyB, qui inaugurera la nouvelle position orbitale choisie par l'opérateur des satellites Astra, a pu en contrepartie obtenir des tarifs intéressants pour la location des transpondeurs.

MONOPOLE DE FAIT

Pour être formellement entérinée, la création de BIB doit encore obtenir l'aval de la Commission européenne, de l'organisme de régulation des télécommunications britannique (Oftel) et des autorités anti-trusts. Or, jusqu'à présent, ces dernières se sont montrées plutôt tatillonnes, redoutant que BSkyB, déjà dominant dans la télévision analogique avec plus de 6 millions d'abonnés en Grande-Bretagne et en Irlande, n'exerce un contrôle et un monopole de fait dans le numérique.

Durant la campagne électorale, le soutien au New Labour du journal conservateur de Rupert Murdoch, *The Sun*, avait été dénoncé par les tories comme le résultat d'un accord avec Tony Blair pour que ce dernier, une fois au pouvoir, ne s'attaque pas à l'empire audiovisuel et de presse du magnat australo-américain. Pour sa part, BT, qui compte vingt-neuf millions d'abonnés outre-Manche, attend du nouveau gouvernement britannique une révision de la législation en vigueur et espère pouvoir obtenir, à moyen terme, le statut de diffuseur de programmes.

Pourquoi BSKyB a-t-il autant tardé à se lancer dans le numérique, un système qui se généralise dans le monde entier ? Ce groupe, qui a dégagé en 1996 2,6 milliards de francs de bénéfice net, comptait initalement se lancer dans la bataille du numérique à l'automne dernier. Mais il a eu du mal à convaincre des partenaires financiers et ses négociations avec la banque Barclays ont échoué.

En fait, rien ne pressait réellement BSkyB. Bénéficiant d'un monopole de fait dans la télévision à péage en Grande-Bretagne et d'un « *gentleman agreement* » avec ses rivaux européens comme Canal Plus-Nethold ou Kirch pour ne pas enfreindre un Yalta des droits sportifs, BSkyB s'est résignée à se lancer dans l'aventure coûteuse du numérique seulement au moment où une concurrence risquait de se faire jour. Or les câblo-opérateurs anglais vont effectuer rapidement leur mue vers le tout-numérique pour proposer davantage de services à leurs abonnés.

De plus, la Grande-Bretagne est le seul pays d'Europe à s'être lancé, avec la bénédiction du gouvernement, dans la télévision numérique hertzienne. Deux consortiums, l'un piloté par BSkyB, Granada et Carlton, l'autre conduit par le câblo-opérateur CableTel, sont en lice pour l'attribution prévue en juin de la seule franchise.

« *Avec ses deux très gros projets sur la Grande-Bretagne, la télévision numérique par satellite et par voie hertzienne, c'est une bonne chose que l'accord avec Kirch n'ait pas fonctionné en Allemagne. BSKyB aura suffisemment à faire en Grande-Bretagne* », a estimé, très pragmatique, mercredi 7 mai, Jérôme Seydoux, président de Pathé et second actionnaire de BSKyB avec 17 % du capital, au cours de l'assemblée générale du groupe français.

Nicole Vulser

Coup d'arrêt à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en légère hausse jeudi 8 mai, l'indice Nikkei gagnant en clôture 0,1 %, 12,91 points, à 20 061,81 points dans un marché prudent après sa forte hausse des dernières semaines.

La veille, Wall Street avait subi une correction, cédant une partie des gains accumulés au cours des dernières séances, en raison de prises de bénéfices et d'une remontée des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 139,67 points (– 1,93 %), à 7 085,65. Le Dow Jones avait gagné près de 250 points au cours des trois dernières séances et affiché deux nouveaux records.

Sur le marché obligataire, le rendement des émissions du Trésor à 30 ans a rebondi à 6,96 % contre 6,89 % la veille au soir. Le marché obligataire a notamment reculé en réaction à une progression de 2 % de la production industrielle aux Etats-Unis au premier trimestre 1997, contre une hausse attendue de 1,5 %.

À NOS LECTEURS

■ **Une quinzaine de chauffeurs-routiers ont bloqué**, mercredi 7 mai, le centre de distribution de presse de Stains (Seine-Saint-Denis), empêchant la diffusion du *Monde* et des autres quotidiens nationaux dans une grande partie du Nord de la France. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

Tirage du *Monde* daté jeudi 8 mai 1997 : 467 649 exemplaires 1

Un haut fonctionnaire américain espionne pour Israël, selon le « Washington Post »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Nom de code : Méga. Fonction présumée : haut fonctionnaire du gouvernement américain. Tâche assignée : transmettre au Mossad israélien des informations classées « *top secret* ». Qui est Méga ? Mystère.

Si la cinquième division du FBI, chargée du contre-espionnage sur le territoire américain, parvient à débusquer la taupe qu'elle cherche depuis quatre mois, il y aura comme un cataclysme dans les relations israélo-américaines. Interrogé toute la journée du mercredi 7 mai par les médias locaux, le gouvernement de Benyamin Netanyahou a vu le danger. « *Pas une once de vérité là-dedans* », a affirmé un porte-parole du premier ministre. Le soir, à la grand-messe du 20 heures télévisuel, nouveau démenti de David Lévy, le chef de la diplomatie : « *Incroyable, impossible. Aucun diplomate israélien de par le monde ne se livre à l'espionnage. Pas plus aux Etats-Unis qu'ailleurs.* » Mais qui prétend qu'un diplomate y est mêlé ?

Tout a commencé à la mi-janvier, par une simple communication téléphonique sur une ligne dite « protégée » et néanmoins interceptée par les agents de l'Agence nationale de sécurité, la puissante NSA américaine. Selon les deux enquêteurs du *Washington Post* qui ont révélé l'affaire dans leur édition du 7 mai, c'est un agent du Mossad basé dans la capitale fédérale américaine qui appelle son supérieur au siège du Mossad à Tel Aviv.

Deux ou trois jours plus tôt, le 15 janvier, Israël et les Palestiniens ont signé sous la houlette américaine l'accord dit « d'Hébron ». Au-delà du retrait israélien des quatre cinquièmes de la ville, le document recense les trois futurs retraits de Cisjordanie qu'Israël s'engage à effectuer à dates fixes. Yasser Arafat, qui se méfie des promesses de Benyamin Netanyahou, accepte de signer à condition que les Etats-Unis, parrains du processus de paix et alliés numéro un d'Israël, se portent garants de la bonne exécution des engagements.

Warren Christopher, le secrétaire d'Etat de l'époque, écrit donc, le 16 janvier, deux lettres. La première, aux Israéliens, sera rendue publique à Jérusalem et laisse au gouvernement Netanyahou toute latitude pour déterminer, seul, la profondeur territoriale des retraits à venir. La seconde à Yasser Arafat. Que contient-elle ? Dit-elle la même chose ? Le chef de l'OLP prétend à qui veut l'entendre que non. Il affirme que les retraits à venir devront être négociés à deux, mais il se garde de publier la lettre. Les Israéliens sont inquiets. Washington joue-t-il double jeu ? Le département d'Etat dément farouchement. Pour en être sûr, une seule solution : mettre la main sur la lettre de Christopher à Arafat.

> « Pas une once de vérité là-dedans », a affirmé un porte-parole du premier ministre

Ce jour-là, donc, un agent du Mossad appelle son supérieur à Tel Aviv : « *L'ambassadeur Ben Elissar* [nommé à Washington par Benyamin Netanyahou à la fin de 1996] *me demande de m'adresser à Méga pour obtenir une copie de cette lettre.* » A l'autre bout du fil, le supérieur n'hésite pas : « *Non. Ce n'est pas pour ce genre de choses qu'on utilise Méga...* » La conversation a eu lieu en hébreu, précise l'un des officiels du gouvernement américain cités par le *Washington Post*. « *Son contenu et son contexte* », ajoute l'une des sources du journal, laissent à penser que Méga serait quelqu'un de haut placé au sein de l'administration américaine. Repris toute la journée par les médias audiovisuels israéliens, le scoop du *Post* fait l'effet d'un coup de tonnerre. « *Ridicule allégation née d'une imagination malade !* », s'emporte à Washington l'ambassadeur Eliahou Ben Elissar. Mais le diplomate, qui fut lui-même un brillant officier du Mossad pendant plus de dix ans, prend la mesure du scandale en gestation : « *C'est une terrible allégation que d'accuser Israël d'espionner les Etats-Unis. C'est contre tous nos principes. Aucun diplomate israélien de par le monde ne se livre à ce genre d'activités.* »

Au *Washington Post*, la veille, le diplomate s'était montré plus prudent : « *Bien sûr*, avait-il répondu aux journalistes, *je ne peux pas me porter garant pour tout le personnel de l'ambassade. Mais si quelqu'un ici a eu cette conversation* [avec le Mossad à Tel Aviv], *on peut le considérer comme un imbécile, un complet imbécile.* »

Le problème, pour les Etats-Unis, est que Méga, s'il existe, ne serait pas le premier Américain haut placé à révéler des secrets d'Etat au Mossad. En 1986, un officier analyste juif de la marine militaire, Jonathan Jay Pollard, a été convaincu d'avoir vendu des années durant de précieux secrets militaires américains à l'Etat hébreu.

Condamné à perpétuité, Pollard a pris la nationalité israélienne en 1996. Régulièrement prié par les dirigeants israéliens de faire preuve de clémence à son égard, le président Bill Clinton a toujours refusé de l'élargir à cause de l'« *énormité du crime* ». Entre autres choses, Pollard transmettait au Mossad des photos satellite et des informations classifiées sur les systèmes militaires arabes. « *Si Méga existe*, affirme au *Whashington Post "un haut fonctionnaire américain", cela pourrait être plus sérieux encore que le cas Pollard.* »

Patrice Claude

La DGSE installera un centre d'écoute sur le plateau d'Albion

LA DIRECTION GÉNÉRALE de la sécurité extérieure (DGSE) a prévu de transférer, sur le plateau d'Albion, en Haute-Provence, un centre d'écoute radioélectrique. Le ministre de la défense, Charles Millon, qui exerce la tutelle administrative des services spéciaux, a approuvé la décision, qui entre dans le cadre de la reconversion des activités de la base des missiles stratégiques. Le groupement des missiles est en cours de démantèlement. Une fois dénucléarisé, le site sera fermé en 1998.

Les installations du plateau d'Albion, à la limite des Alpes-de-Haute-Provence, de la Drôme et du Vaucluse, qui dépendaient de l'armée de l'air, passeront sous la responsabilité de l'armée de terre. Un régiment de 1 000 à 1 100 hommes, composé en partie de légionnaires, y tiendra garnison. De son côté, l'armée de l'air doit y déployer un centre de surveillance de l'espace. Les associations de défense de l'environnement se sont opposées à l'implantation d'une école franco-allemande d'apprentissage au pilotage des hélicoptères (notamment le Tigre, conçu en coopération avec l'Allemagne). Cette école sera en définitive installée au Luc, près de Brignoles (Var), où, déjà, l'armée de terre française forme ses équipages d'hélicoptères.

Le centre d'écoute radioélectrique des services spéciaux français que M. Millon vient de décider d'installer sur le plateau d'Albion devrait occuper une cinquantaine d'agents.

Les services spéciaux, sous le couvert de leur direction technique qui a repris à son compte les activités de l'ancien Groupement des contrôles radioélectriques (GCR), disposent de moyens d'interception et de décryptage des communications gouvernementales (civiles et militaires) étrangères. A cette fin, elle a installé une chaîne de stations de réception et d'écoute électronique en France et hors des frontières dont les principales sont situées aux Alluets-Feucherolles (Yvelines), à Domme (Dordogne), à Solenzara (Corse-du-Sud), à Agde (Hérault), à Saint-Barthélemy (Guadeloupe), à la Réunion, à Mayotte, à Djibouti et à Bouar (République centrafricaine).

D'autre part, la DGSE exploite un ancien cargo servi par la marine nationale, le *Berry*, spécialement aménagé en station mobile d'interception. Ses missions l'amènent parfois, par exemple, en Méditerranée, à proximité des côtes algériennes, pour évaluer la situation engendrée par la lutte des autorités locales contre les maquis islamistes. Les services spéciaux français, qui projettent de remplacer le *Berry*, envisagent l'achat d'une coque d'occasion que leurs techniciens équiperont pour le besoin.

La DGSE avait, un temps, eu l'ambition de transférer sa direction générale, située boulevard Mortier, dans le 20e arrondissement de Paris, où elle se trouve à l'étroit, dans un fort dont elle est déjà le propriétaire à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Elle a renoncé en 1996 à ce projet, dont le coût était estimé à 1,2, voire 1,5 milliard de francs, pour des raisons budgétaires. La Ville de Paris avait conçu un plan de réaménagement de son domaine immobilier au cas où les services spéciaux déménageraient. En fin de compte, M. Millon a autorisé la DGSE à s'étendre en disposant de locaux et de terrains qui jouxtent les siens, de l'autre côté du même boulevard, et qui relèvent de l'armée de terre.

Jacques Isnard

هكذا من الأصل



La double vie de Pinget

Monsieur Songe, à qui l'écrivain donne à nouveau la parole, n'a rien perdu de son humeur fantasque. Mais son rire a parfois le goût des larmes

Rire aux larmes. Au-delà ou en marge de la réalité physiologique qu'elle décrit, l'expression indique clairement le lieu et le *moment d'une bascule. Là, le rire* va jusqu'aux larmes, qu'il fait jaillir. Il verse directement dans le vertige ; ce vertige que l'on éprouve devant la gravité des choses et du monde – choses et monde presque touchés, saisis par ce vertige qui, au même instant, les dérobe. Et l'on éclate d'un rire non pas insouciant et heureux, mais comme sidéré par le caractère définitivement opaque et indécidable de notre présence à ce monde.

Mais de quoi rit-on vraiment ? Qu'est-ce qui mérite – ou réclame... – que nous soyons ainsi déstabilisés, secoués de corps et d'esprit par les spasmes de l'hilarité ? Et puis n'est-il pas temps, un jour, de devenir enfin sérieux ?

Longue suite de loufoqueries mûrement réfléchies, de sornettes dûment agencées et soigneusement mises en scène, l'oeuvre de Robert Pinget démontre, d'une manière exemplaire, qu'à ces questions il est inutile d'espérer apporter une réponse simple. Bien sûr, on pourrait dire que l'écrivain s'appuie sur le rire, le désire, le recherche, en fait son objet et son projet littéraires. Qu'il est ce qu'on peut appeler un humoriste. Et pourquoi pas ?... un bon vivant. Mais aussitôt on devrait remarquer que cette recherche est bien incertaine, cette assise tremblante et ce désir ambigu. Que l'humour, ici, n'est finalement guère réjouissant, qu'entre la détente qu'il est censé procurer et le vertige dont nous parlions, plus d'un lien s'est tissé, qu'à la satisfaction du joyeux drille s'est substituée une certaine quantité d'angoisse, angoisse avec laquelle il va falloir désormais apprendre à vivre. Que les larmes enfin, ne sont pas loin de ce rire dont l'écrivain avait dit un jour qu'*« en quelque circonstance qu'il éclate (...) il désarme et purifie »* (1).

Allant un peu plus loin dans la lecture des romans de Pinget, percevant la cohérence et l'unité de son monde imaginaire, croisant quelques spécimens de cette foule qui le peuple – silhouettes incertaines admirablement découpées dans le noir des mots –, le lecteur prend conscience d'un fait à la fois élémentaire et fort mystérieux : tout cela se produit dans et par le langage. C'est la langue, et elle seule, qui recèle les secrets et les ingrédients du rire – rire qui interrompt la parole, l'étrangle. C'est par les mots, par l'art des combinaisons auquel ils invitent, que tout tremble et vacille, que le monde s'avère d'une géométrie infiniment variable.

On ne s'étonnera pas, à l'intérieur de ce souci, d'entendre l'écrivain nommer Henri Michaux et Max Jacob comme ses modèles littéraires : *« Ce sont eux qui m'ont aidé à partir. »* Mais cette liberté et cette invention permanente, Pinget les trouvera surtout en lui-même. Et très vite, dès le premier roman, *Mahu ou le matériau* (d'abord sorti chez Laffont en 1952, repris quatre ans plus tard chez Minuit et aujourd'hui réédité). Il a alors trente-trois ans, a exercé la profession d'avocat à Genève (sa ville natale) au sortir de la guerre, puis s'est inscrit aux Beaux-Arts à Paris, a voyagé, peint, rencontré Supervielle, Perros... Mais c'est Samuel Beckett, le grand aîné et l'ami, qui sera le vrai maître, comme Minuit sera sa maison et le nouveau roman, un *espace littéraire où il ne se sent pas* trop à l'étroit. Chez Beckett, il admire la *« conscience professionnelle. »* « *Il m'avait conseillé*, ajoute Pinget, *de décoller du réel. D'ailleurs le roman réaliste ne m'intéresse pas. J'essaie d'écrire le plus près possible de la langue parlée. Ce qui demande beaucoup de travail.* »

A ce propos, il est parfaitement injuste de faire de Pinget un simple émule de Beckett, de ne considérer son oeuvre, romanesque et théâtrale, qu'à l'ombre de celle de l'auteur de *Godot*. Certes, des affinités existent et on peut rapprocher les visions noires et catastrophiques des deux écrivains ; parfois, le rire résonne dans les mêmes sphères et la perplexité maniaque devant des énigmes énormes ou millimétriques prend des tours proches. Mais les moyens – le style donc – sont tellement différents, s'épurant peu à peu jusqu'à l'abstraction chez l'Irlandais, obstinément chevillés au concret, moins métaphysique chez l'auteur de *L'Inquisitoire* (1962, Prix des critiques).

« Les mots ont une vie indépendante de notre raison. Jouer avec eux nous révèle un monde étranger qui pourtant est le nôtre », note Monsieur Songe – avec cet esprit de paradoxe teinté de mélancolie qui fait tout son charme –, dans le dernier volume de ses « carnets », que Pinget, après plusieurs années de silence, après *Théo ou le temps neuf* (1991), vient de faire paraître. *Taches d'encre* s'inscrit dans la série des précédents recueils de « pensées » de Monsieur Songe : *Le Harnais* (1984), *Charrue* (1985) et *Du nerf* (1990). Un avertissement précise que ce « carnet » est vraiment le dernier : *« Qu'on lui pardonne une dernière fois »*, écrit Pinget, mais pour nous avouer aussitôt, avec un sourire malicieux, que ce type de déclaration n'a pour lui aucune valeur contraignante et que, sans dommage, il peut, demain, la démentir ! C'est déjà ce qu'affirmait, à l'aide d'un imperturbable syllogisme, l'un des personnages de *Quelqu'un* (1965) : *« Ça m'est égal de me contredire. Ce qui est dit n'est jamais dit puisqu'on peut le dire autrement. »*

Un peu comme le Teste de Paul Valéry ou le Plume d'Henri Michaux, Monsieur Songe a une existence beaucoup plus mentale que physique. Sa figure, son âge, son apparence, peuvent bien être soulignés : rien de fixe dans tout cela. A cette heure où il reprend du service, Robert Pinget voit son double de papier en *« vieux bonhomme barbu »*. *« Il me ressemble, mais il n'est pas moi »*, ajoute-t-il, affirmant son horreur pour toute idée de confidence directe, avant de préciser : *« J'ai beaucoup mis sur son compte... »* Ainsi cette phrase, dans *Taches d'encre* : *« Comment se fait-il que l'on soit deux en écrivant tout seul ? Banal. »* Qui parle ? Monsieur Songe ou Monsieur Pinget.

J.-R. FAVREAU

Monsieur Songe a débarqué dans l'étrange société pingetienne au milieu des années 50, avec nièce et neveu, avec un vieux complice, Mortin, qui lui donne la réplique, le bouscule, l'engueule quelquefois. Mortin, personnage-clé lui aussi de l'univers de Pinget et qui a lui aussi beaucoup changé, pris *« de la bouteille »*. Parmi la foule des fantômes pingetiens, ces deux-là demeurent finalement des sortes de privilégiés. En 1985, sous le simple titre de *Monsieur Songe*, l'auteur rassemble six fragments écrits entre 1956 et 1976, éléments disparates et aléatoires de l'identité d'une créature elle-même dispersée et aléatoire, mais dont la probabilité est loin d'être nulle : *« Son âme n'était donc pas anodine ? Non. Ce n'était assurément pas non plus ce qu'on appelle une grande âme, mais saugrenue, ça, oui, elle l'était. On entend par là imprévisible, quinteuse, d'humeur fantasque... »* Pourvu d'une pensée et d'une vision du monde, Monsieur Songe regarde le temps passer : *« Une journée passe sans achever l'autre. Que faire de la suivante »* ou *« C'est l'été. Le cœur n'a pas suivi. Il attend le verbe qui délivre. »* Mais il écoute surtout : *« Quelqu'un écoute. D'une oreille si attentive qu'on l'entend écouter. »* On peut noter combien l'art de Pinget excelle, à l'intérieur même d'une forme aphoristique, à contourner toute pose sentencieuse, et à rire d'elle.

« Choisir à chaque fois, par goût du neuf, un ton entre les milliards qu'a enregistrés l'oreille, voilà mon lot », soulignait l'écrivain il y a près de trente ans (postface de *Passacaille*, 1969). Cette quête, qui fore à l'intérieur de la langue et des mots pour découvrir à chaque tournant des contrées surprenantes, donne à l'œuvre de Pinget une allure constamment juvénile. *« Les enfants écriraient comme lui, s'ils pouvaient »*, disait d'ailleurs Georges Perros.

---

(1) Dans *Robert Pinget à la lettre. Entretiens avec Madeleine Renouard* (Belfond, 1993), volume qui constitue, avec la monographie de Pierre Taminiaux (*Robert Pinget*, Seuil, « Les contemporains », 1994), le plus utile accompagnement à la lecture de l'oeuvre elle-même.

★ Jacques Seiler créera et jouera une adaptation du roman de Pinget *Quelqu'un* (1965), à partir du 27 mai au Théâtre Montparnasse.

TACHES D'ENCRE
de Robert Pinget.
Ed. de Minuit, 94 p., 65 F.

La tragédie yougoslave vue de l'intérieur

Yves Heller avait suivi pour « Le Monde » ce conflit. Analyses et récits sur le vif se croisent dans ce recueil d'articles posthumes

DES BRASIERS MAL ÉTEINTS
Un reporter dans les guerres *yougoslaves, 1991-1995*
d'Yves Heller.
Préface de Claire Tréan.
Le Monde Editions, 340 p., 120 F.

Pour narrer l'histoire des conflits yougoslaves, il est deux sortes de témoins. Les uns sont les décideurs ou ceux qui se croient tels, diplomates et acteurs politiques. Si vous lisez les mémoires de Lord David Owen (*Balkan Odyssey*, Londres, Gollancz, 1995), vous avez l'impression que tout le drame balkanique s'est joué à Genève, Londres ou Washington, dans des négociations feutrées entre personnages aussi bien élevés que machiavéliques.

Les autres sont les hommes de terrain, ceux qui ont, au jour le jour et parfois au péril de leur vie, arpenté les champs de bataille et les ruines, observé et interrogé les victimes et les acteurs immédiats, dont ils ont ressenti et exprimé les peurs et les angoisses. Cette approche leur permet aussi de saisir de l'intérieur la logique propre du drame, et parfois même d'en prévoir le déroulement.

C'est à cette deuxième catégorie d'observateurs qu'appartient Yves Heller, grand reporter au *Monde*, récemment disparu, qui a suivi pour ce journal tout le conflit, et dont les articles sont réunis dans ce volume. Les limites chronologiques : 1991-1995, indiquées par le sous-titre, ne rendent pas justice à l'ampleur de la fresque, car les premiers articles, traitant de la crise du Kosovo, sont de 1990, et les derniers, sur l'après-Dayton, de 1996. Ainsi Heller est de ceux qui ont vu venir la crise avant qu'elle n'éclate au grand jour, puisque dès le 7 février 1990 (un an et demi avant que les armes ne parlent), grâce à une enquête menée à Pristina et à Belgrade, il analysait le danger que représentaient pour l'équilibre de la fédération yougoslave les « fantasmes serbes » attisés par Milosevic.

Outre le Kosovo, Heller a été un peu partout. En Croatie en 1991, il rend compte très concrètement de cette guerre atroce passée presque inaperçue en France, avec le déchaînement soudain de la puissance militaire et des irréguliers serbes contre une population de Croatie désarmée et désemparée, les drames de Dubrovnik et de Vukovar ; et aussi les maladresses et les hésitations du pouvoir de Zagreb.

En 1992, il est en Bosnie, et décrit la confusion du début de la guerre dans ce pays et les horreurs du siège de Sarajevo. En 1993, c'est la Bosnie centrale où il observe sur le terrain la naissance du conflit croato-bosniaque, sa complexité, le *désarroi des populations de part et* d'autre, l'angoisse des enclaves croates comme Vitez, et les massacres comme celui du village musulman d'Ahmici par le HVO croate. Mais derrière l'observation se cache l'analyse politique qui met en lumière l'arrière-plan du conflit : le désir croate de s'approprier le territoire par une application anticipée du plan Vance-Owen, et le retournement militaire qui entraîne la défaite croate devant les Bosniaques en Bosnie centrale.

Paul Garde

Retour en Bosnie en 1994-1995, avec de nombreux et saisissants instantanés de Sarajevo, de Mostar et d'autres lieux, mais aussi avec une analyse prémonitoire (dès le 23 juin 1995) du changement de tactique des Croates et des Bosniaques, réconciliés de gré ou de force par la diplomatie américaine, qui devait conduire à leurs victoires de l'été. *Enfin c'est Dayton, qui apporte la fin des combats, mais aussi ce « montage constitutionnel extravagant concocté dans les grandes capitales »* dont l'auteur n'a pas de mal à montrer le caractère fictif.

Il est des événements dont Heller n'a pas été un témoin direct : le « nettoyage ethnique » en Bosnie du Nord au printemps 1992, avec les massacres massifs, les camps, *les viols, les expulsions, a été perpétré* dans des régions où les journalistes n'avaient pas accès. Mais très tôt notre reporter en a fait état sur la base de témoignages recueillis auprès de réfugiés, par exemple le massacre commis par la police serbe à Zaklopaca, commune de Vlasenica, le 16 mai 1992 : *« Aïda Hodic, soixante-trois ans, se souvient. Il était 17 heures lorsque les policiers, épaulés par des réservistes de la milice, sont sortis des voitures et ont commencé à tirer. Une demi-heure plus tard, cent cinquante villageois baignaient dans leur sang... Les cadavres sont restés trois jours à l'endroit même où hommes, femmes et enfants étaient tombés, avant que les Serbes ne les enterrent dans une fosse commune »* (p. 124-125). Ce texte est paru dans *Le Monde* du 10 juin 1992. C'était deux semaines avant la visite de François Mitterrand à Sarajevo. Notre président, qui a cru que les Bosniaques n'avaient besoin que d'aide humanitaire, lisait-il *Le Monde* ? Ailleurs (p. 170 ; 30 novembre 1992) Heller fait état du jugement du général serbe Momir Talic, pour qui cette visite *« a empêché une intervention militaire internationale contre les forces serbes »*.

L'auteur revient sur les massacres en Bosnie du Nord dans des articles du 21 juin 1995, consacrés *au rapport remis* à l'ONU *en mai* 1994 par la commission d'experts présidée par Cherif Bassiouni. Il en montre le caractère systématique et prémédité. L'étude de ce rapport permet au journaliste (p. 278) de critiquer la politique suivie par la communauté internationale, et préconisée notamment par des diplomates comme Lord Owen, consistant à *« être inflexible sur la notion d'impartialité »* et à renvoyer dos à dos les « belligérants ».

Parmi toutes les notations *concrètes dont fourmille l'ouvrage*, j'ai été particulièrement sensible à des expériences qui me sont plus ou moins communes avec l'auteur, et dont la justesse m'a sauté aux yeux : le long voyage en bus vers Sarajevo dans l'hiver 1994-1995 (*« Un bus nommé Sarajevo »*, 15-16 février 1995) ou encore la traversée de *« la Krajina, terre maudite »* (26 février 1996), région deux fois « nettoyée », par les Serbes en 1991 et par les Croates en 1995, aujourd'hui *entièrement dévastée et* presque vide. La légitimité absolue et incontestable de la reconquête croate ne justifie certainement pas les exactions qui l'ont suivie.

Humanité prise sur le vif, analyse politique clairvoyante : l'alliance de ces deux approches fait toute la valeur du livre.

le feuilleton
de Pierre Lepape

LE PRIX DU PLAISIR
(The Debt to Pleasure)
de John Lanchester.
Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli,
Seuil, 254 p., 130 F.



L'Art du rien

John Lanchester ravive la flamme du vieux couple gastronomie-littérature. Sous les traits de Tarquin Winot, amateur éclairé et dilettante, il nous confie de savoureuses réflexions culinaires comme autant de prétextes à digressions : souvenirs, considérations métaphysiques, aveux amoureux, impressions de voyage... Savoureux

Les relations de la gastronomie et de la littérature sont de l'ordre du lieu commun. Au point de susciter une légitime méfiance lorsque des écrivains s'adonnent encore à des combinaisons métaphoriques où entrent les ragoûts et les romans, la cuisine des mots et celle des mets. Il faut beaucoup de talent et d'invention pour redonner fraîcheur à ces antiques poncifs (autant qu'il en faut pour redonner quelque vie aux clichés nés de la comparaison de l'amour et des arts de bouche).

Roland Barthes a été l'un de ces rénovateurs. Sa longue préface à la *Physiologie du goût* de Brillat-Savarin est une petite merveille d'intellectualisme façon « années 70 » (1). On y voit se déployer à chaque ligne, non sans coquetterie, les séductions de l'intelligence et les parures de l'esprit, dans un inimitable mélange de préciosité lexicale, d'apprêt scientifique et de réflexion véritable qui nous font nous ressouvenir que Barthes fut le Fontenelle de notre époque. Entre mille autres pensées ingénieuses, Barthes posait une énigme qu'il avouait ne pas pouvoir résoudre et que Ferreri venait d'illustrer dans sa *Grande Bouffe* : pourquoi la perversion sexuelle doit-elle être assumée *« dans un style noir, farouche, maudit, comme la plus pure des transgressions »*, alors que la perversion gastronomique, qui est du même ordre – le plaisir socialement inutile –, est traitée sur le mode de l'aveu aimable et gentiment complaisant, comme un *péché mignon* ; si mignon qu'il faut être bien sévère pour y déceler le péché.

Manuel Vazquez Montalban a également contribué à ranimer les feux du vieux couple fatigué de la littérature et de la gastronomie en le faisant entrer en politique. Le capitalisme, explique le père de Pepe Carvalho, est en train de déposséder l'homme de tout ce qu'il a pour faire du monde un immense champ d'illusions rentables. On nous a tout pris pour le transformer en signes monétaires, notre travail, notre culture, notre repos, notre liberté et jusqu'à nos rêves. Même la littérature la plus subversive, la contestation la plus radicale de cette société est un objet de consommation promis à la même digestion. La cuisine est le dernier îlot de résistance, le lieu où la tradition populaire trouve encore à s'exprimer, dans sa richesse simple, sa créativité, son invention. C'est le seul endroit où le luxe, cette protestation contre une vie réduite aux besoins, s'accompagne de naturel et de mémoire et non de perversion.

Il faut désormais ajouter John Lanchester à notre liste. *Le Prix du plaisir* se présente comme un roman. Il se présente également comme un recueil de recettes de cuisine. Il en est parfois ainsi dans certains plats où l'on ne sait pas trop ce qui l'emporte en saveur de la viande ou de son accompagnement ; sauf qu'il serait difficile ici de dire qui du roman ou des recettes est la viande, et qui l'accompagnement. Posons, à titre provisoire, que *Le Prix du plaisir* est un roman dont le héros, un certain Tarquin Winot, est un gastronome qui a décidé de nous faire part de ses réflexions culinaires.

Il le fait sous la forme de menus, classés selon le déroulement des saisons, manière de rappeler qu'il n'y a pas d'art et pas de beauté qui ne s'appuient sur un ordre du monde. Mais, la règle posée, Lanchester – ou plus exactement Tarquin Winot, qu'on devine être un Lanchester emphatique, une projection critique – s'empresse de la transgresser. La cuisine, comme le roman, est un passe-partout. Le menu *« peut aussi bien figurer l'anthropologie d'une culture que la psychologie d'un individu ; être une biographie autant qu'une histoire de la culture, un lexique ; faire appel à la sociologie, à la psychologie et à la biologie de son créateur et de son destinataire, comme, bien entendu, à leur situation géographique ; être moyen de connaissance, chemin, inspiration, révélation, tao, mise en ordre, mise en forme, talisman, injonction, souvenir, fantasme, réconfort, allusion, évasion, assertion, séduction, prière, appel, incantation murmurée à voix basse »*.

Le roman va jouer de tous ces registres, dans la plus grande confusion. Lanchester réussit l'un des exercices littéraires les plus compliqués qui soient : écrire le livre, parfaitement lisible et agréable, d'une personne qui ne sait pas, qui ne peut pas, écrire un livre. Tarquin Winot, qui possède des théories élaborées sur l'art de composer un repas, de séparer, de doser, de faire jouer les saveurs contraires, est incapable de composer un ouvrage. Celui qu'il mitonne est semblable à ces potées où la cuisinière jette dans l'eau bouillante au-dessus du foyer tout ce qui reste dans son garde-manger. Ici : des bribes de recettes, des morceaux de savoir arrachés à des encyclopédies, des souvenirs d'enfance, des paysages anglais, bretons ou provençaux, des considérations métaphysiques, des aveux amoureux et criminels, un journal de voyage, un hommage à Brillat-Savarin. Le tout noyé dans la verve légèrement ivre d'un intarissable bavardage.

Le talent de Lanchester consiste à communiquer à son lecteur cette agréable ébriété, sans rien lui laisser perdre de ses saveurs annexes. Au fur et à mesure que le livre semble avancer au hasard des foucades et des digressions de son auteur, comme une promenade qui n'aurait d'autre but que la marche, monte subtilement, sans qu'on puisse en déterminer les degrés et la progression, le sentiment d'une douleur, d'une blessure, d'un prix à payer pour le plaisir dont les mots ne servent qu'à tenter de reculer l'échéance. Ce roman, si délibérément, si spectaculairement drôle, est parcouru par un filet de tristesse et d'amertume qui n'en perturbe pas le goût mais l'arrière-goût. Cette amertume est le fruit d'un constat : la gastronomie est un plaisir solitaire.

Tout affirme le contraire, à commencer par l'art de la recette lui-même, qui est une forme parfaite de la communication sociale d'où tous les parasites ont été éliminés au profit de la transparence, de l'impeccable transmission technique de l'excellence. Pour peu qu'on se donne la peine d'écrire, les plats les plus compliqués, les œuvres d'art des meilleurs chefs peuvent être reproduits et comme réinventés par les cordons bleus les plus modestes. Le miracle peut et doit se reproduire. Mais on sait qu'en réalité il n'en est rien, que la recette n'est rien de plus qu'une grammaire qui permet d'ânonner la langue culinaire. Winot, avec son immense savoir des choses et des mots de la cuisine, avec son infinie curiosité des saveurs et des textures, avec ses théories élaborées sur les compositions et les mélanges, avec sa science des temps de cuisson et son enthousiasme pour un art *dont la plus haute expression* est de ne pas ressembler à un art, Winot n'est pas plus cuisinier qu'il n'est écrivain. Le prix du plaisir, c'est l'amateurisme.

Winot est un amateur, un dilettante, un homme de pur plaisir. Et le discours qu'il tient participe de cette même propension sensuelle a écarter tout ce qui pourrait alourdir la vie. Tout part des sens chez lui, en bon Anglais disciple de Locke, mais tout y retourne et y aboutit également. Il a de l'homme une conception gastronomique exclusivement fondée sur le goût ou sur le dégoût qu'il suscite dans l'instant. Ce charmant immoralisme donne à ses propos un brillant et une légèreté qui vaudront à Lanchester la faveur de tous les amoureux de l'humour à l'anglaise : un brin de cynisme, une pointe de mépris pour l'humanité ordinaire, une once de cruauté, une bonne dose de folie qui se marque par l'attrait exercé par les gouffres de l'absurde et du non-sens.

Mais l'appétit de sensations de Winot est si vorace qu'il le pousse à toujours en faire trop, y compris dans le raffinement. Il a beau se moquer, avec une efficacité certaine, de ces cuisiniers français qui confondent le sublime et l'extrême de la sophistication, il ne parvient pas à tempérer sa gourmandise narrative. Parti pour nous raconter la composition d'un cocktail, il dérive très vite sur les origines du mot, et, cette première embardée – encore légitime – effectuée, il aura toutes les peines du monde à retrouver un propos d'origine qui ne l'intéresse qu'à titre d'apéritif ou de mise en bouche.

Ainsi le lecteur aura-t-il, le roman terminé, l'impression d'une très agréable déception. Il aura lu un très joli livre sur rien : une pure dépense d'invention, d'imagination, de savoir que ne soutient aucune idée sinon celle-là : que tout discours sur la cuisine est un discours sur des riens. Brillat-Savarin affirmait que le goût donne lieu à des sensations de trois ordres différents, savoir : la sensation *directe*, la sensation *complète* et la sensation *réfléchie*. Les deux premières sont d'ordre physiologique, elles sont données par la bouche, puis par l'arrière-bouche. *« La sensation réfléchie est le jugement que porte l'âme sur les impressions qui lui sont transmises par l'organe. »* Ce stade suprême de l'élitisme gastronomique ne s'obtient que lorsque la bouchée est avalée, qu'il est déjà trop tard – et qu'il ne reste rien de ce qui a provoqué le bonheur ou la déception. C'est ainsi qu'on dira du roman de John Lanchester : *« Voilà qui est délicieux ! »*

(1) Editions Hermann, 1975.

A l'encre de Chine

Des « propos détachés » de Zhang Chao, fin lettré du XVIIe siècle, aux romanciers contemporains, avant-gardistes comme Sun Galu ou fidèles à une certaine tradition littéraire comme Gao Xinjian, en passant par la « prose littéraire » de Yang Jiang et de Shen Congwen, petit panorama des lettres chinoises

AU printemps, le vent est comme du vin, en été comme du thé, en automne comme de la fumée, en hiver comme du gingembre ou de la moutarde. » « Si un miroir rencontre un laideron, une pierre à encre un lettré vulgaire, ou une épée un général médiocre, ce sont pour eux des malheurs sans remèdes. » Ces phrases ne sont pas des poèmes, mais un genre d'apophtegmes que les Chinois appellent *qingyan*, terme que la traductrice a habilement rendu en français par « propos détachés ». L'auteur, en effet, y adopte volontiers une attitude de retrait, voire de mépris à l'égard de la réussite sociale, tout en se gardant d'une satire trop mordante.

Lettré oisif et raffiné de la fin du XVIIe siècle, Zhang Chao a voulu ces propos désinvoltes et plutôt rassurants. Ils paraissent avoir été écrits au hasard de l'inspiration, sans thème précis, mais bon nombre d'entre eux relèvent de l'art de bien se comporter en ce monde. On est loin, toutefois, du pur traité de morale ou des sentences d'un La Rochefoucauld. C'est que le sentiment, dont l'auteur nous dit qu'il est *« le support du monde »*, doit être le maître de la raison.

Ouverts au dialogue, les propos de Zhang Chao sont aussi accompagnés de commentaires de ses amis qui tempèrent souvent quelques généralisations abusives de l'auteur. Ainsi, lorsque l'auteur affirme : *« Ce pour quoi les femmes sont plus aimables que les fleurs, c'est qu'elles peuvent parler ; ce pour quoi les fleurs sont plus aimables que les femmes, c'est qu'elles ont un parfum naturel ; puisqu'on ne peut concilier les deux, je renonce au parfum pour la parole »*, Wang Wujian lui réplique : *« Zhao Feiyan avait une haleine d'orchidée, sa sœur Hede un corps aux senteurs d'aromatiques, Yaojing une peau odorante comme une fleur fraîche ; il n'y a pas que les fleurs qui aient un parfum naturel »* (1).

Yuan Hongdao (1568-1610), lui, voulait *« visiter les nuages et saluer les pierres »*. En rupture avec l'académisme de son époque, il détestait l'imitation des anciens, qu'il jugeait stérilisante (*« Ne me comparez pas aux hommes du passé : même dans un lit commun, nos rêves seraient différents »*), et prônait l'originalité et la spontanéité dans la création littéraire, qu'il appréciait avant tout comme un véritable plaisir de l'écriture. Il osa exalter la subjectivité du moi et des sentiments. Cela rend très attachantes ses proses paysagistes, qui sont des notes de voyages formant une sorte de géographie esthétique des divers sites visités (Suzhou, Hangzhou, Shaoxing, Pékin, Lushan, monts de l'Ouest et du Centre). Publié à l'origine en 1982 par les Publications orientalistes de France, ce recueil compte assurément parmi les œuvres majeures de la dynastie des Ming (2).

SAGESSE

Le *sanwen*, qu'on traduit, faute de mieux, par « prose littéraire », est un art subtil. Son esthétique répond à des contraintes que la désinvolture supposée du genre dissimule bien. Il se nourrit de fragments brefs et dispersés, volontiers choisis pour leur banalité apparente, et il s'attache à la vérité du détail anodin, qui échappe d'ordinaire au romancier. Le recueil de Yang Jiang, qui réunit seize textes, est une parfaite illustration du genre. Elle y évoque ses souvenirs, sur des gens, sur des épisodes du passé. On retrouve dans ces compositions la vieille dame attendrissante et indulgente des *Six récits de l'Ecole des cadres*, du *Bain* ou de *Sombres nuées* (Christian Bourgois ; voir *Le Monde*, 9 septembre 1983 et 28 février 1992), sa bienveillance pour les humbles, sa confiance dans la nature humaine, son recours constant à la culture pour remédier à l'adversité.

Elle parle délicatement de la vie infortunée de sa sœur cadette (*En souvenir de Yang Bi*), de ses remords, pour avoir eu malgré tout de la chance, par rapport à ceux qui n'en eurent jamais (*Le Vieux Wang*), des joies et des souffrances des vieux intellectuels chinois qu'ont partagées quelques étrangers (*In Memoriam Monsieur Winter*), de ses *« petites vantardises »* aussi, lorsque, adolescente, il lui est exceptionnellement arrivé de marquer un point décisif dans un match de volley-ball. Il émane de ces récits, que Yang Jiang a désignés discrètement comme son *« testament »*, une sensibilité morale et une réserve dignes des plus grands sages humanistes du passé (3).

Ni roman, ni essai, *L'Eau et les Nuages* de Shen Congwen (1902-1988), est un petit opuscule de soixante pages, qu'on peut aussi classer dans le genre « prose littéraire ». En retraçant avec sobriété son itinéraire esthétique et spirituel, ainsi que ses aventures amoureuses, Shen dévoile les conflits aigus qui l'agitent, entre la raison et le sentiment. Ce dernier se manifeste sous la forme de Hasards (sont ainsi nommées les femmes qui traversent son existence), dont les grâces et les sourires tentent d'engloutir son moi. Lorsqu'il les perd, il lui reste à se réfugier dans la calligraphie, *« touffe d'herbe ou planche à laquelle on s'agrippe en cas de naufrage »*.

On reconnaît ici, chez Shen Congwen, l'idée que la passion peut être neutralisée par l'Art, et ce culte du Beau, qui, associé au sacré et à la nature, en ont fait un des derniers grands visionnaires romantiques du XXe siècle. La *« mosaïque d'impressions abstraites »* que ses rencontres lui suggèrent, autorise enfin l'auteur à nous révéler quelles ont été les sources de son inspiration, et aussi comment cette dernière a modelé son caractère. D'où les deux sous-titres du recueil : *Comment je crée des histoires* et *Comment mes histoires me créent*.

Au-delà, pourtant, d'une prose lyrique originale, qui compte sans aucun doute parmi les plus achevées de la littérature chinoise des années 30, les allusions et les silences obscurcissent souvent le message. La longue postface (vingt pages) d'Isabelle Rabut, permet heureusement d'éclairer les différentes étapes de la création chez Shen Congwen. Elle rend l'ouvrage essentiel pour comprendre comment Shen Congwen a pu devenir l'un des plus grands écrivains de son époque (4).

Traînant son ennui et sa paresse dans les rues du Shanghaï des années 80 à la recherche d'épisodes et de visions instantanés, Luo Ke, le jeune héros de *Respirer* de Sun Ganlu, aime à citer cette étrange sentence de Marx : *« La sensualité est le fondement de toute science. »* Aussi, plutôt que de passer son temps à haïr les hommes, préfère-t-il aimer les femmes. Elles sont cinq à partager son oisiveté. Elles lisent *Play Boy* ou la revue *Diogène*, s'enfuient à Macao ou partent se marier à Sydney, sortent de prison ou jouent les starlettes dans des films de seconde catégorie. Aucune ne lui est réellement attachée, ni préoccupée par l'indifférence apparente qu'il manifeste dans ses relations. De toute façon, comme le lui explique l'une d'entre elles, *« toutes celles qui ont fait l'amour avec toi sont capables de le remarquer : personne ne peut craindre de te perdre »*. Sun Ganlu, âgé de trente-huit ans, traduit ici pour la première fois, est un des quatre représentants les plus en vue de ce que la critique chinoise nomme l'« école d'avant-garde », qui se caractérise par la recherche de la virtuosité technique au niveau du style et de la composition, et par la reconnaissance des vertus de l'individualisme. Se plaisant dans son roman à évoquer pêle-mêle Miro, Dali, Freud, Calvino, Hemingway, Oscar Wilde, Gide ou Sollers, il rejette délibérément toute continuité avec la tradition littéraire chinoise, classique ou contemporaine (5).

Gao Xinjian, en revanche, pourtant aussi connu pour être un écrivain résolument moderniste, se refuse à une telle rupture. Auteur du remarquable roman *La Montagne de l'âme* (voir *Le Monde* du 16 décembre 1995), qui n'était pas sans rappeler les « notes de voyage » des lettrés du passé, il a choisi, avec son traducteur, de nous présenter aujourd'hui six nouvelles qui nous entraînent à nouveau dans ses rêves et réflexions intimes. A partir d'événements ordinaires, une conversation dans un parc, une visite dans un temple délabré, un accident de la circulation, etc., il évoque ses souvenirs d'enfance, raconte les bonheurs simples de l'amour et de l'amitié, se remémore des lieux qui lui sont familiers, rapporte des drames communs de la rue.

« DU COURANT DE LA LANGUE »

Rédigés pour la plupart avant *La Montagne de l'âme*, ces courts récits dessinent bien le contour de thèmes qui ont été développés avec brio dans son grand roman (7). On y reconnaît aussi déjà son art singulier du « courant de la langue », qui vise à rendre aux spécificités linguistiques du chinois toute leur importance dans l'écriture littéraire (6).

Zhang Kangkang appartient à la génération des « jeunes éduqués », euphémisme tragi-comique qui désigne en Chine les millions de jeunes adolescents que les directives maoïstes de la Révolution culturelle déportèrent dans des zones rurales arriérées à la fin des années 60, afin qu'ils modifient leur conception du monde et assimilent l'idéologie des paysans pauvres. Les deux nouvelles réunies dans son dernier recueil évoquent cette dramatique expérience de transmutation avortée. Elles racontent aussi ce qu'est devenue cette génération sacrifiée. Longtemps indécis, bon nombre de ces « jeunes éduqués » n'ont pas résisté aujourd'hui à l'adoration du Veau d'or qui a saisi la Chine depuis la fin du maoïsme orthodoxe (8).

Alain Peyraube

(1) *L'Ombre d'un rêve*, de Zhang Chao, traduit du chinois par Martine Valette-Hémery, éd. Zulma, 217 p., 89 F.
(2) *Nuages et pierres*, de Yuan Hongdao, traduit du chinois par Martine Valette-Hémery, éd. Philippe Picquier, 207 p., 42 F.
(3) *Mémoires décousus*, de Yang Jiang, traduit du chinois par Angel Pino et Isabelle Rabut, éd. Christian Bourgois, 261 p., 120 F.
(4) *L'Eau et les Nuages*, de Shen Congwen, traduit du chinois par Isabelle Rabut, éd. Bleu de Chine, 81 p., 96 F.
(5) *Respirer*, de Sun Ganlu, traduit du chinois par Nadine Perront, éd. Philippe Picquier, 239 p., 130 F.
(6) *Une canne à pêche pour mon grand-père*, de Gao Xinjian, traduit du chinois par Noël Dutrait, éd. de l'Aube, 110 p., 80 F.
(7) Edition de l'Aube.
(8) *L'Impitoyable*, de Zhang Kangkang, traduit du chinois par Françoise Naour, éd. Bleu de Chine, 148 p., 139 F.



Ecrire l'esclavage

Un roman et un essai sombres et majestueux, où Patrick Chamoiseau explore la généalogie des Antilles actuelles

L'ESCLAVE VIEIL HOMME ET LE MOLOSSE
de Patrick Chamoiseau.
Gallimard, 136 p., 80 F

ÉCRIRE EN PAYS DOMINÉ
de Patrick Chamoiseau.
Gallimard, 326 p., 130 F.

Les deux nouveaux livres de l'auteur de *Texaco*, prix Goncourt 1992, sont hantés par le thème de l'esclavage : « *Ici, terres amères des sucres, nous nous sentons submergés par ce nœud de mémoires qui nous âcre d'oublis et de présences hurlantes.* » Le héros du court roman *L'Esclave vieil homme et le molosse* n'a pas de nom. C'est un silencieux, un solitaire, un « *minéral de patiences immobiles* ». Un jour, cet inerte prend la fuite, il « *marronne* », selon l'expression antillaise pour désigner l'évasion d'un esclave. Sa course au plus profond de la forêt, à l'issue désespérée, *est aussi un voyage* au tréfonds du vieil homme, une errance à travers ses souvenirs, ses sensations. Une renaissance.

A la plantation, il était souvent assailli par la « *décharge* », cette « *fièvre fondamentale* » qui pousse à fuir, parvenant toujours à la dominer : *c'était là* « *sa seule manière de vivre et d'être catastrophiquement vivant* ». Puis, l'arrivée d'un chien bouleverse ce contrôle de soi. Venu de France par les mêmes bateaux misérables que les esclaves, il est le mercenaire du maître, toujours prêt à tuer de ses crocs les nègres fuyards. Mais, au fond de ses yeux, le vieil homme reconnaît la blessure de l'exil et ce même bouillonnement de désirs impossibles qu'il subit. Quand le molosse sera lancé à ses trousses dans la forêt, le face-à-face sera singulier.

Comme ces bois mythiques, l'essai *Ecrire en pays dominé* est majestueux, parfois sombre. L'écrivain antillais s'interroge : comment écrire depuis les territoires anciennement colonisés sans singer le « *centre* » (l'Occident), sans se réfugier dans un localisme exotique ni se limiter à la langue de bois anti-impérialiste ? La forme même du livre, à la fois récit et essai, respecte son goût du multiple, son refus de la « *monolangue* ». Les trois parties abordent successivement la genèse de son amour des livres, depuis sa petite enfance jusqu'à son premier emploi de bibliothécaire dans une prison parisienne ; l'histoire des différentes populations des Antilles ; la place de l'écriture et des langages aujourd'hui.


Y. JEANMOUGIN/RAPHO
« Ici, terres amères des sucres, nous nous sentons submergés par ce nœud de mémoire qui nous âcre d'oubli et de présences hurlante »

Plusieurs personnages accompagnent le lecteur. Presque à chaque page, les convictions de l'auteur sont entrecoupées par les commentaires du « *vieux guerrier* », défini comme « *la Voix sans corps des vieilles mythologies* », tantôt comique, tantôt « *radoteur, astiqueur de paroles inutiles* ». Chamoiseau appelle ses propos « *Inventaire d'une mélancolie* ». Il nomme « *sentimenthèques* » les références qu'il fait aussi souvent à ses écrivains aimés – Breyten Breytenbach, Gabriel Garcia Marquez, Derek Walcott, James Joyce... Il rend hommage tout particulièrement à deux auteurs, le Haïtien Frankétienne, auteur de *Dézafi*, et surtout le poète et romancier martiniquais Edouard Glissant, dont le livre *Malemort* (rééd. Gallimard 1997) eut un impact décisif sur sa vocation d'écrivain.

« *Comment écrire alors que ton imaginaire s'abreuve, du matin jusqu'aux rêves, à des images, des pensées, des valeurs qui ne sont pas les tiennes ?* » A goûter la richesse de l'écriture de Chamoiseau, la réponse semble trouvée. Mais le romancier veut faire œuvre théorique pour ces générations postérieures aux luttes d'indépendance, désemparées face à la « *domination furtive* » qui a succédé à la conquête brutale. La question est passionnante alors que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les ex-colonies, que de nouvelles littératures émergent à travers le tiers-monde et que, même en Occident, les imaginaires se sentent parfois colonisés.

Catherine Bédarida

★ A signaler : *Société et littérature antillaises d'aujourd'hui*, actes de la rencontre de novembre 1994 à Perpignan, avec les interventions de Patrick Chamoiseau, Edouard Glissant, Ernest Pépin (n° 25, Presses universitaires de Perpignan

Michon et ses aînés

L'écrivain fait « résonner la louange » pour honorer Balzac, Cingria et le « père du texte » : Faulkner

TROIS AUTEURS
de Pierre Michon.
Ed. Verdier, 90 p., 69 F.

Au fond, on reconnaît un écrivain à la manière dont il sait parler des autres, à sa singulière façon de lire ses aînés et d'abolir la chronologie coutumière. On connaît la familiarité de Pierre Michon avec Rimbaud (*Rimbaud le fils*, Gallimard, 1992). Aujourd'hui, sous le simple titre de *Trois auteurs*, Michon rassemble de brefs textes sur Honoré de Balzac – « Le temps est un grand maigre » –, Charles-Albert Cingria – « La danseuse » – et William Faulkner – « Le père du texte ». « *Si la culture a un sens*, dit d'emblée Michon, *elle est ce salut fraternel aux mânes des grands morts – comme une forme appauvrie de ce qu'au temps de Sigismond, roi Burgonde, les moines de Cluny instituèrent sous le nom de* laus perennis, *la louange perpétuelle, la prière ininterrompue, assurée par trois équipes de moines qui se succédaient en tournant chaque jour. Comme j'écris ces lignes, la pellicule de* Pierrot le fou *est en train de se dévider quelque part. La louange résonne.* »

C'est aux écrivains qu'il revient de faire « résonner la louange », puisqu'ailleurs on croit désormais qu'un livre chasse l'autre et qu'il vaut mieux célébrer le médiocre talent de « braves types » plutôt que se confronter au mystérieux génie de gens politiquement très incorrects – staliniens, racistes, sudistes... Le « fermier sudiste », justement, comme il se désignait parfois de manière provocante, William Faulkner, sur lequel on entend tant d'âneries ici ou là, en Amérique notamment – et auquel les bien-pensants jurés Nobel ne donneraient sans doute plus maintenant leur prix –, est pour Michon « *quelque chose comme* le père du texte ». Celui qui lui a permis d'écrire, lui qui, depuis l'adolescence cherchait « *la clef, le secret, la posture, l'imparable* incipit *à partir de quoi le texte se déploie sans effort* ».

Si son hommage à Balzac et à Cingria est pertinent, subtil, simple, net – comme Michon, toujours, sait l'être –, c'est son texte sur Faulkner qui est magnifique, émouvant dans son intimité, sa presque timidité, sa gêne. Car « *comment* avouer *que c'est de Faulkner que je me sens le plus proche ? Comment écrire cette histoire de grenouille et de bœuf ?* » Comment affronter le parti des malveillants qui risque de crier à la mégalomanie ? En l'ignorant, pour ne penser qu'à celui dont on veut parler, à celui par lequel on a trouvé « *la violente liberté* », « *l'audace* » d'écrire, « *la permission d'entrer dans la langue à coups de hache, la détermination énonciative, la grande voix invincible qui se met en marche dans un petit homme incertain* ».

Peut-être faut-il aimer Faulkner pour être touché par ce texte, pour avoir envie de le citer tout entier, de le faire apprendre par cœur, pour partager l'enthousiasme et la reconnaissance de Pierre Michon envers « *le texte faulknérien (...)de la joie pure, ravageuse, guillerette et tueuse comme le temps* ». Peut-être faut-il penser que la littérature, perpétuellement, appelle cette question : « Qu'est ce qui s'est passé *pour que ces phrases-là viennent, s'arrachent d'un petit homme vaniteux d'Oxford, Mississippi ? Quel* coup de vent, *quelle* ombre ? » Mais, précisément, y-a-t-il vraiment littérature sans que surgisse cette interrogation : « qu'est-ce qui s'est passé ? » – et des milliers de pages pour envisager une réponse ?

Jo. S

★ Pierre Michon publie aussi *Mythologies d'hiver*, douze récits très courts, « Trois prodiges en Irlande », « Neuf passages du Causse », – « *ce peu de vérité mortelle qui brûle dans le cœur froid de l'écrit* » – (éd. Verdier, 90 p., 69 F).

Un geste pour retarder la mort

Latifa Ben Mansour a choisi la littérature pour dire au plus juste les blessures et les mensonges enfouis. Et, au bout de la douleur, exprimer l'espoir

LA PRIÈRE DE LA PEUR
de Latifa Ben Mansour.
Ed. de la Différence, 380 p., 138 F.

Ecrire, en français, aujourd'hui, un grand roman algérien, c'est déjà se placer à la croisée de multiples contradictions. Vouloir aller au bout de la douleur, tout en affirmant que l'espoir demeure, semble un défi impossible à relever. Pourtant, Latifa Ben Mansour l'a fait – et a gagné – dans ce gros roman qu'elle a mis mis cinq ans à *construire et qu'on* lit avec une sorte d'angoisse et de ferveur. Ou plutôt qu'on « entend », comme un chant, comme *un conte – un geste pour retenir* la mort –; comme une prière – le titre y insiste, *La Prière de la peur*.

Ce n'est pas uniquement la si*tuation en Algérie* – la violence, l'intolérance, le fanatisme –, ni ce qui se passe en France – la passion d'exclure, le racisme, la *haine d'extrême droite* – *qui* rendent ce texte si poignant. C'est aussi, et peut-être surtout, le pari fait sur la littérature, sur le roman, pour dire, au plus juste, la complexité des choses. Pour être plus vrai qu'un témoignage – même si ceux-ci sont nécessaires et tout à fait respectables.

Latifa Ben Mansour ne veut pas seulement raconter les atrocités d'aujourd'hui. Elle a besoin d'aller plus loin dans la découverte des mensonges, des blessures. Il lui faut revenir, fût-ce de manière allusive, sur les combats d'hier. Elle doit chercher, par le récit de fiction, à se retrouver, et avec elle bien des femmes de sa *génération, celles qui se sont* « *saoulées* » « *de Kate Millett, Simone de Beauvoir, etc.* » en oubliant trop, peut-être, leur ascendance. Cette sensation d'être perpétuellement une personne déplacée est commune à beaucoup de ceux qui étaient enfants pendant la guerre d'Algérie, qui ont fait des choix difficiles, ont été écartelés entre deux cultures, déçus de chaque côté, parfois brisés. Mais il y a une douleur singulière des femmes : « *Si tu savais la violence qui nous est faite à nous les femmes depuis si longtemps !* s'écrie l'une des héroïnes du roman auquel un homme reproche d'avoir trop de violence dans la voix. *Si tu savais ! Tu serais surpris que nous n'ayons pas encore pris les armes contre vous !* »

En raison de cette violence-là, les personnages *principaux* de *La Prière de la peur* ne pouvaient qu'être des femmes. Elles sont trois. Deux portent le même prénom, *Hanan, sont cousines et se* sont installées en France ; la troisième est leur aïeule, Lalla Kenza, demeurée au pays. C'est à partir du retour d'Hanan, qui a décidé de quitter définitivement Paris, que va s'accomplir ce qui ressemble à une malédiction – l'anecdote individuelle n'est pas pour autant le centre du roman, elle permet seulement au récit de « se mettre en place ». A l'aéroport d'Alger, une bombe explose. Hanan est touchée; on devra l'amputer des deux jambes. Elle sait qu'elle ne survivra pas très longtemps à cette mutilation. Elle se réfugie dans le village de ses ancêtres, dans le lieu de la mémoire familiale, avec Lalla Kenza. Elle travaille sans relâche à un ultime livre, le récit de sa vie, ou du moins la vérité de cette existence telle qu'elle la voit désormais.

L'autre Hanan revient elle aussi au pays pour les funérailles de son homonyme, morte peu après avoir terminé son manuscrit. Devant le cadavre, soudain, lui vient « *UN CRI... UN CRI resté prisonnier dans sa gorge, comme dans celle de beaucoup d'Algériennes et d'Algériens de sa génération... CE CRI... Coincé dans leur larynx depuis de si longues années* ». Elle a été chargée – volonté posthume de sa cousine – de lire à haute voix, *devant la famille réunie*, une partie de ce texte. Hanan, en un geste qu'elle voulait sans doute libérateur, a fait de son récit – bilan d'un destin déchirant – un « révélateur ». Mais il devient un tragique détonateur, prenant possession de sa lectrice, la conduisant au bord d'elle-même, de la folie... C'est une autre folie, pourtant, qui la tuera : le fanatisme religieux. Latifa Ben Mansour est allée au bout de la malédiction. C'est alors que s'élève une dernière prière, un cri, une proclamation, une conviction: « *Par le serment des femmes/Et lorsqu'elles jurent elles tiennent/De tes cendres, tu renaîtras, Algérie.* »

Josyane Savigneau


LOUIS MONIER

Latifa Ben Mansour.
Née à Tlemcen, en Algérie, en 1950, Latifa Ben Mansour a fait des études de lettres. Elle est docteur d'Etat. Elle enseigne aujourd'hui la linguistique à Paris. Elle a publié un premier roman, en 1990, *Le Chant du lys et du basilic* (Ed. J.-C. Lattès), où elle évoquait son enfance en Algérie. Puis, pendant cinq ans, elle a travaillé à ce nouveau livre, *La Prière de la peur*. Elle est aussi l'auteur d'une pièce de théâtre, *Trente-trois tours à son turban*, qui sera jouée à Paris le 10 mai, au Théâtre international de langue française du parc de La Villette.

Idylle linguistique

Histoire d'amour, de mots et de langues par une voix originale : celle d'Eva Almassy

V. O.
d'Eva Almassy.
Gallimard, 112 p, 70 F.

L'apprentissage de la séduction passe par la maîtrise d'un langage. *L'amour a besoin d'un* passeport : les mots. C'est ce que rappelle joliement la Hongroise Eva Almassy, qui a attendu d'avoir *atteint sa majorité, dix-huit ans de* séjour à Paris, pour se décider à écrire en langue française. Le titre de son « court-métrage » doit *mettre le lecteur sur cette voix-là :* l'étrangère a choisi de changer sa manière de transcrire ses sentiments. Une trouvaille formelle donne le la : chaque page de son livre est scindée, les deux tiers du haut étant consacrés à une voix off littéraire, le tiers du bas à des bouts de dialogue naturels, sous-titres, traduction en BA.-BA de ce qui a été exprimé au-dessus dans les formes de l'art.

L'argument, c'est une histoire d'amour. Qu'Eva Almassy situe « *cent quarante ans après l'action de* Premier amour *de Tourgueniev et une éternité avant l'apparition du sida* » : entre la crainte de tomber enceinte et la terreur de mourir. Dans la banlieue de Budapest, Anita, dix-*sept ans, fréquente un garçon de* vingt ans qu'elle surnomme Bel, et avec lequel elle veut perdre sa virginité. La fille est déterminée, le garçon « *n'y arrive pas* ». L'idylle est drôle, poétique, contrariée par les difficultés à fondre les distances : Anita, qui fait ses travaux d'approche avec un dictionnaire bilingue, circule en autocar, elle prend l'autobus ou le tramway : autant de moyens de communication qui freinent l'échange, jusqu'à ce que Bel achète une moto et qu'Anita colle son corps contre le dos du conducteur.

La métaphore est habilement filée. Ce qu'Anita veut perdre, c'est sa virginité lexicale et son accent. *Ce qu'elle veut conquérir, c'est le* pouvoir de ne plus confondre les « v » et les « f ». Ce qui résiste, bien qu'elle fasse allusion à une époque où la France accordait l'asile facilement, c'est la faculté pour un pays « singulier », se refusant à se comporter en hussard, à percer *l'hymen d'une terre amie*. Bel joue de la flûte à bec, mange la bouche de sa bien aimée. Anita apprend à lire à une gamine asiatique, fait l'or*thophoniste. C'est une histoire de* langues vivantes *via* des baisers sans fin, une histoire de langues mêlées et d'initiation au plaisir, *avec escapade dans un cimetière*, sur la tombe des ancêtres. Anita entretient avec son père des rapports quasi incestueux (« *une sorte de conjugalité pleine de maladresse* »), identiques à ceux d'une émigrée avec sa langue maternelle.

Le flirt d'Eva Almassy s'est terminé par un mariage vocal. Elle joue avec ce que son vocabulaire d'antan lui a laissé d'entraves à la prononciation (beau masque, beau Max), internationalise les comptines (« *Il pleut, il pleut, bergère, rentre ton Gene Kelly* »), s'enivre des envolées lyriques offertes par la langue natale de Mallarmé (« *mille soleils des renoncules ficaires* »), élabore entre deux rêves de paradis botanique d'aigres for*mules* (« *Les espoirs déçus descendent du cœur dans l'estomac où ils se digèrent en milieu extrêmement acide* »). Bel, le Tristan, le Blabla à la « *tête penchée de côté de l'air d'un jeune oiseau qui se demande de quoi il retourne dans le monde* », ressemble à une icône russe en même temps qu'à un mélange d'Alphonse Daudet et de Brigitte Bardot ! Les pommes, 100 % végétales, sont croquées dans une luxure de « *décibels juteux* », et le couple, amateur de théâtre, s'avise avec candeur lors d'un entracte que « *l'applaudissement est l'envers de la caresse. Il est sonore, elle est silencieuse. On applaudit l'autre à distance. On caresse l'autre de près* ». Et ainsi de suite.

Jean-Luc Douin

Voyage inattendu au cœur du XIXe siècle

LIVRE XIX
de Christophe Claro.
Ed. Verticales, 400 p., 125 F.

Alors que les bilans du XXe siècle ne vont pas manquer à la vitrine du libraire, n'est-ce pas une curieuse idée que de nous proposer celui des trois premiers quarts du XIXe ? Curieux est d'ailleurs le *mot qui, de page en page, s'impose* à la lecture de cet inventaire en forme de kaléidoscope où, après avoir vu passer des émules du Courtial des Pereires de *Mort à crédit*, on voit « *se montrer à nu le vice de la musique contemporaine* », on écoute Fieschi qui voulut assassiner Louis-Philippe, on grimpe sur les barricades de 1848, on suit Pierre-Joseph Proudhon dans un « *dialogue aux Enfers* », etc. On n'en finirait pas de relever les événements qui nourrissent ces récits, de l'attentat contre le premier consul à la fin de la Commune, et l'on ne sait distinguer, dans la foule des personnages, lequel est le plus inattendu d'Uriel Kablinski, librettiste de l'opéra *La Fusée Satan* ou du marquis de Grandmaison prévoyant d'édifier un Thanatorama national et populaire où seraient exposés les cadavres non identifiés par l'Institut médico-légal, et ce « *à la seule récréation du public* ».

Si ce « chronorama » est curieux, il est aussi délirant, comme peut l'être un siècle où – ce n'est pas une exclusivité – les machines infernales ne manquent pas d'exploser, où des troupes d'occupation campent sur les Champs-Elysées, où les découvertes de la science annoncent un monde meilleur. De cette lecture édifiante, on ne sait bientôt plus la part du rêve de l'auteur et celle de la réalité, mais elle est toujours d'une bien séduisante qualité d'écriture, aussi talentueuse dans le dialogue que dans le commentaire. Cet euphorique voyage dans le temps est un vrai bonheur.

Pierre-Robert Leclercq

l i v r a i s o n s

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● **DIMANCHE AVEC LÉON-PAUL FARGUE**, d'André Beucler
Cela fera cinquante ans, en novembre, que le poète Léon-Paul Fargue (1876-1947) est mort. Son ami André Beucler (1898-1985) avait alors publié des souvenirs au style drôlement imagé, aujourd'hui réédités. « *Nous avons connu là*, écrit Beucler, *des dimanches abstrus, que nous éprouvions le besoin de nommer, qui appelaient le qualificatif : dimanches rascaloux, dimanches salamboriques, dimanches azertuiopes, dimanches à la peau grenue.* » De 1928 à 1947, en passant par les « *petits dimanches de guerre* », il y est question de parties de billard, de flâneries en taxi dans Paris, de personnages hauts en couleur – comme « *l'Aspirine des grands chemins* » –, de quart Vichy bouillant et de cigarettes anglaises, de Lipp et du Flore. Le tendre portrait de ce « Piéton de Paris » devenu hémiplégique, de cet homme à la conversation éblouissante d'érudition et d'images (« *une rue de la Paix de la métaphore* », disait Max Jacob), manifestant son désir dominical et récurrent d'une bonne partie de billard qu'il ne fit jamais avec Beucler, flatte la nostalgie : la nostalgie d'un Paris d'avant la seconde guerre, et d'une vie composée d'errances, de rencontres et de propos « *sans queue ni tête* » (Le Temps qu'il fait, 99 p., 85 F). **Cl. P.**

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● ***LE VIEIL HOMME ET LA NUIT***, *de Paul Louis Rossi*
Limitée dans le temps, d'un minuit à l'aube, l'histoire de Benjamin est celle d'une marche vers l'éternité. Vieil homme, l'idée lui est venue de traverser sa ville ; et à ce qu'il voit se mêle ce qu'il croit voir, des fragments de sa jeunesse. Le passé ne se distingue plus bien du présent, la réalité des sensations. Les joies et les tristesses, l'amour et l'amitié se ravivent d'autant plus que le terme de l'errance nocturne ressemble au terme de la vie. Qui est ce chauffeur de taxi qui n'emprunte pas la bonne route, ce jeune homme qui disparaît « *au cri faible d'un coq* » ? La mort, le diable ? Paul Louis Rossi nous laisse faire la part des choses en conduisant un récit qui serpente dans la pensée de Benjamin et la mémoire collective. Et l'ambiance de ce voyage se retrouve dans *Elevation Enclume*, ses poèmes illustrés par Gaston Planet où la nostalgie n'est pas sans porter quelque lumière sur les ombres (Julliard, 175 p., 99 F et Le Temps qu'il fait, 118 p., 97 F). **P. R. L.**

CONSTANCE OU L'IRLANDE, d'Anne Pons
Dès son plus jeune âge, tout laisse supposer que Constance Gore-Booth, fille de l'aristocratie anglo-irlandaise de la fin du XIXe siècle, connaîtra une trajectoire singulière. Enfant audacieuse, sportive, elle devient une jeune femme séduisante, émancipée et féministe. Elle se tourne vers l'art et sa pratique, et affirme parallèlement son identité irlandaise (dès 1899). S'agit-il alors d'une simple provocation ? Toujours est-il que Constance, devenue Markievicz en épousant un comte polonais, troque son univers douillet et fastueux des bals et *réceptions pour s'engager dans la lutte de l'indépendance irlandaise.* Son adhésion à la politique socialiste et républicaine la pousse jusqu'à prendre part, corps et âme, aux combats. Elle meurt en prison de cet engagement forcené. Anne Pons restaure la dimension emblématique de cette femme déterminée, soulignant la maturation de son investissement en politique, sans en évacuer les paradoxes. Elle se livre ici à un véritable exercice d'historienne et de biographe, tout en adoptant une forme romancée (Nil éditions, 302 p., 120 F). **Sy. J.**

L'ivresse des profondeurs

Consacrée au « continent oublié » d'une certaine littérature black américaine et anglaise, la nouvelle collection « Soul fiction » exhume Clarence Cooper et Charles Perry. Noires résurrections

BIENVENUE EN ENFER
(The Farm)
de Clarence Cooper.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-François Ménard
Ed. L'Olivier, coll. « Soul Fiction »,
299 p., 99 F.

PORTRAIT D'UN JEUNE HOMME QUI SE NOIE
(Portrait of a Young Man Drowning)
de Charles Perry.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michel Deutsch
Ed. L'Olivier, coll. « Soul Fiction »,
452 p., 119 F.


LEONARD FREED/MAGNUM
Désirs frustrés, violences larvées, un monde toujours au bord de la déflagration

Le ton est immédiatement donné, en deux mots bien balancés : « Soul Fiction ». La qualité des photos de couverture et la sobriété des partis pris graphiques affichent l'ambition éditoriale et littéraire. Le choix du noir et du jaune renvoie, en un clin d'œil, au mythe de la « Série noire ». Mais c'est le titre du premier volume de la collection qui annonce le plus clairement la couleur : *Bienvenue en enfer.* Consacrée au « *continent oublié* » d'une certaine littérature black américaine ou britannique, « Soul Fiction » sera forcément noire. Très noire.

Bienvenue en enfer de Clarence Cooper est un livre suffocant, tendu aux limites de la rupture sur l'exaltation d'une écriture ardente et inspirée, toute en bouffées de mots incandescents. Tombé pour détention et trafic de drogue, John, le héros du livre, est incarcéré à la « Ferme », une sorte de prison-hôpital où s'entassent, dans les années 60, des armées de junkies soi-disant en traitement. Hommes et femmes s'y côtoient, dans un confinement moite et morbide, sans avoir jamais le droit de se toucher, ni même de communiquer. Détenus, matons et psychiatres s'y affrontent avec d'autant plus de brutalité que tous partagent la même défiance envers un système absurde où les remèdes sont bien pires que le mal. *Bienvenue en enfer* est ainsi, au premier degré, la chronique d'un monde vertigineux, brûlant de désirs frustrés et de violence larvée, toujours au bord de la déflagration. Mais c'est aussi la métaphore d'un enfermement plus essentiel.

Cette prison intérieure dans laquelle se débat le héros, celle d'une irrémédiable lucidité. Sur le piège de sa condition. « *Comment se fait-il qu'on ne trouve jamais de logement, de boulot, d'endroit où étudier, mais qu'en revanche, on puisse trouver de la drogue sans aucun problème ?* » Et sur la condition de l'homme en général. Le roman prend alors toute sa dimension, celle d'une tragédie universelle, magnifiquement exprimée. « *Personne n'a envie d'être mesuré à l'aune de la mort et pourtant, fondamentalement, c'est à ça que se réduisent les choses : combien de temps cela va-t-il durer ?* » Après avoir usé sa vie à lutter contre la drogue et à courir les éditeurs (*La Scène*, son premier roman, a été publié en France, en 1962, dans une version abrégée à la « Série noire »), Clarence Cooper sera retrouvé mort, en 1978, les veines bourrées d'héroïne, dans une chambre d'hôtel, à Manhattan.

Portrait d'un jeune homme qui se noie de Charles Perry, deuxième volume de la collection, n'a pas grand-chose à voir avec le premier. Harry Odum, gamin de Brooklyn est mis entre les mains de Louis Varga, dit « Le Pacha », par la misère et par la rue. Dans un style hyperréaliste, Charles Perry, qui a lui-même grandi à Brooklyn pendant les années de crise et dont c'est l'unique roman, réussit un saisissant portrait, intime et troublant, du monde des « Affranchis ». Mais surtout un remarquable personnage dont la dérive fascinante et bouleversante fait irrésistiblement penser aux héros de Goodis. Plutôt timide, désireux de bien faire, aspirant à une vie tranquille et rangée, Harry Odum, poussé par son destin, ira droit à sa perte. Après avoir méthodiquement gravi les échelons de l'organisation criminelle, découvert les faces les plus sombres de sa personnalité et fait l'expérience des pires infamies. Car à l'instar de Brownie, le personnage de *M. Zéro* de Jim Thompson, c'est d'une « *cirrhose de l'âme* » que souffre Harry Odum. « *J'ai l'impression d'être un robot. Des fois, je m'aperçois avec étonnement que je suis une partie d'un tout. Et je me demande alors si je sais vraiment ce que je fais. Si je sais qui je suis réellement.* »

Portrait d'un jeune homme qui se noie ne met en scène que des Blancs. A une exception près. George, « *un homme de couleur au teint maladif* ». Un vieux terrassier qui se met brusquement à creuser « *son trou personnel* ». Sa tombe. Et qui va finir par s'y allonger, « *les mains croisées sur la poitrine* »...

Michel Abescat

b a n d e d e s s i n é e

p a r Y v e s - M a r i e L a b é

Education pragoise

L'APPRENTISSAGE
de Vittorio Giardino.
Ed. Casterman, 96 p., 120 F.

C'est en bon connaisseur de l'univers étouffant des pays de l'Est d'avant la chute du mur de Berlin que Vittorio Giardino campe l'univers dans lequel évoluent les personnages de sa trilogie *Jonas Fink*, dont *L'Apprentissage* est le deuxième volet. Avant de devenir, à l'instar d'Hugo Pratt ou de Manara, l'un des plus importants auteurs de la BD italienne, Vittorio Giardino fut ingénieur en électronique et séjourna fréquemment à l'Est, notamment en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Il a puisé au fil de ses souvenirs et de ses rencontres le profil de ses scénarios et les contours de ses héros, ce qui donne à son dessin et à son écriture une densité dramatique et un réalisme parfois poignant. *L'Apprentissage* relate la traversée de l'adolescence par Jonas, ce jeune homme dont le père, doublement coupable parce que juif et ennemi du socialisme, a disparu dans les geôles tchèques. Vittorio Giardino conte à la fois l'entrée dans la vie active de Jonas – un chantier puis une librairie tenue par un opposant discret au régime communiste –, ses premières passes d'armes avec sa mère, l'antisémitisme qui imprègne la société tchèque et surtout la découverte de l'émoi amoureux et du désir avec la jeune Tatiana.

Comme toujours, les héros mis en scène par Vittorio Giardino, grand lecteur de Hemingway, de Koestler, de Joseph Roth et de Graham Greene, ne suivent pas un parcours linéaire. Le doute et les interrogations les accompagnent, incarnés par des personnages secondaires qu'il s'agisse d'une bande d'étudiants, d'un poivrot philosophe et rusé, ou d'un officier des services de renseignement. Cette richesse humaine s'accommode d'une froide description de la vie de tous les jours dans le Prague d'avant la révolution de velours, que ce soient les queues devant les commerces, le partage de salle d'eau avec des voisins irascibles, la surveillance orwellienne, les poésies lues dans le froid des jardins publics.

Le dessin de Giardino, grand admirateur du peintre de la Renaissance Piero Della Francesca, auquel il consacra d'ailleurs un récit, est d'une précision sans artifice à la fois élégante et efficace, apte à ménager dans cette grisaille pragoise les trouées colorées de l'espoir.

● ***JEAN DE FLORETTE : L'EAU DES COLLINES***, de Marcel Pagnol et Jacques Ferrandez
Jacques Ferrandez s'est attaqué à un mythe, en racontant en bande dessinée l'histoire de Jean de Florette s'installant sur le terrain convoité par Ugolin et son Papet. On pouvait tout craindre : de l'adaptation plate du livre de Pagnol au décalque pur et simple du film de Claude Berri, y compris dans le dessin des traits des personnages principaux. Jacques Ferrandez a évité tous les obstacles et les poncifs. Il offre une version très personnelle de l'œuvre de Pagnol, irradiée par une Provence qu'il dépeint dans dans toute sa chaleur et sa sensualité (Casterman, 62 p., 78 F).

● **LE POISSON CLOWN**, de David Chauvel et Fred Simon
Rien ne distingue a priori ce premier tome du *Poisson Clown*. Intitulé *Happy*, d'autres BD d'inspiration policière. Mais les premières images d'un hold-up, traitées avec une rigueur toute cinématographique, puis le rythme de ce récit contant l'arrivée à Denver d'un jeune plouc de l'Oklahoma, séduisent rapidement le lecteur. Cette histoire revisitée d'un jeune homme de la campagne plongeant dans l'univers urbain du vice à la traîne de son frère devenu l'un des caïds de la pègre locale, est menée tambour battant par deux jeunes auteurs, grands amateurs de films noirs. Le duo n'hésite pas à user des poncifs du genre – le flic pourri, le boss mafieux, le braquage raté, etc. – tout en donnant à son récit un ton et une pointe d'humour très personnels. Quant au dessin, classique en diable, il joue de toutes les subtilités de perspectives et de cadrages qu'offre la bande dessinée (Delcourt, 48 p., 78 F).

● ***EXOTISSIMO***, d'Autheman
Exotissimo est le nom d'un cocktail servi à l'Hôtel Arleston de Puerto Madrina, un des confettis de la France perdu au bout du monde. L'inspecteur Merlin doit en ramener un certain Cartier, un escroc de haut vol. Dans sa quête, Merlin croisera un commissaire de police véreux et receleur de cocaïne, un couple d'évadés dont l'un récite le seul livre qu'il ait jamais lu – *Cyrano de Bergerac* –, tandis que l'autre rêve de reprendre la mer à bord de son navire pillé, et enfin une tenancière d'hôtel pour femmes qui en ont ras-le-bol des hommes. L'inspecteur en proie au maléfice des îles du bout du monde ira même jusqu'à croire avoir trouvé l'amour et un sens à sa vie dans les bras d'une belle de nuit. Toujours sur le fil du rasoir de l'humour et du désespoir, Autheman, dont le trait tout simple claque comme un coup de fouet, raconte un de ces romans où l'homme se rit de l'humain, de ses travers et de ses illusions. En noir et blanc, bien sûr (Dargaud, 160 p., 95 F).

● **UN VER DANS LE FRUIT**, de Pascal Rabaté
Au cœur des années 60, dans un village entouré de vignobles, un jeune curé découvre ses ouailles. Un meurtre inopiné perturbe vite son installation, tout autant que l'arrivée de sa mère qui veut lui prouver qu'elle réalise de bien meilleures recettes culinaires que sa gouvernante. Mais l'enquête, menée par un policier bizarre, patine. Finalement, croyant bien faire, le prêtre sera à l'origine d'une catastrophe familiale. Dessinée avec virtuosité en noir et blanc, cette chronique villageoise qui fleure bon la France des « trente glorieuses » et des traditions campagnardes campe une galerie de personnages d'une incroyable justesse. Le ton ironique dont use parfois l'auteur se fonde sur la réalité des secrets, des drames et des lâchetés gisant au sein de toute communauté, faisant de cette BD la petite sœur des œuvres d'un Mauriac ou d'un Bernanos (Vents d'Ouest, 128 p., 118 F).

● **BÉTON ARMÉ**, de Chauzy
Que risque-t-on à se rendre à une fête dans un coin de banlieue paumée ? C'est ce que raconte sans angélisme Chauzy, en entraînant son héros dans une fiesta glauque qui dégénère vite en bataille rangée entre CRS et bandes de jeunes. Au menu : saccage d'un supermarché, tir aux pigeons sur cible vivante par des beaufs plus vrais que nature, rodéos de voitures, etc. Chauzy ne condamne pas, il montre cet univers qui transpire d'inhumanité et d'abandon, en rehaussant son propos de couleurs et de tons chauds, comme pour mieux signifier dans quel enfer est plongé son tout petit héros. En n'oubliant pas son seul viatique : l'humour (Casterman, 69 p., 90 F).

● **CARNET DE VOYAGE**, de Jacques de Loustal
En plus de bandes dessinées « classiques » et d'illustration pour la publicité, Loustal ne perd pas une miette de ses voyages. Un premier *Carnet* était paru aux éditions Futuropolis en 1990, couvrant le Maroc, la Guadeloupe, Israël, etc. En plus de la réédition de ce premier ouvrage – épuisé –, Le Seuil publie un deuxième tome des tribulations de Loustal, de Saint-Domingue au Chili, du Japon au Sénégal. Souvent en noir et blanc, ces dessins se feuillettent comme un livre de poésies sur lequelles l'œil s'arrête et le cœur s'emballe (Seuil, Carnets de voyage 1981-1989 et 1991-1996, 128 p. et 125 F chacun).

Le réel en horreur

Sur le mode fantastique ou satirique, Dan Simmons excelle à dénoncer la cruauté du monde

LE STYX COULE À L'ENVERS
de Dan Simmons.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Daniel Brèque.
Denoël, coll. « Présences »,
362 p., 130 F.

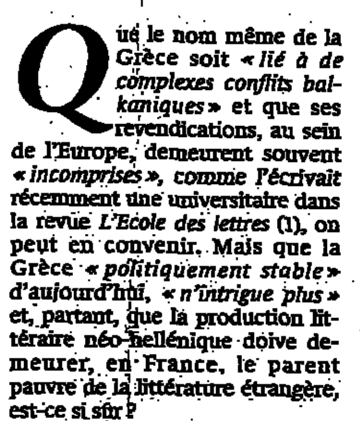
Dans la préface qu'il a écrite pour ce remarquable recueil, Harlan Ellison raconte comment, lors d'un atelier d'écriture, il a lu la nouvelle d'un des aspirants-auteurs et rapporte les paroles qu'il lui a dites sous le coup de l'émotion : « *Mister Simmons, vous êtes un écrivain. Peut-être y a-t-il un autre écrivain dans cette salle, mais il me semble peu probable qu'il le soit de façon aussi absolue, aussi juste, aussi impressionnante que vous l'êtes.* » La suite de la carrière de Dan Simmons a démontré à quel point le jugement de Harlan Ellison s'était révélé prophétique : dans le domaine des littératures de l'imaginaire – science-fiction et roman d'horreur –, il occupe aux Etats-Unis, depuis plusieurs années, une place prééminente grâce à la hauteur de son inspiration et à des qualités de style peu communes. Cette nouvelle, qui provoqua en 1981 l'enthousiasme d'Ellison, obtint ensuite un prix important et lança définitivement Simmons dans l'aventure de l'écriture. Elle ouvre le volume, et sa lecture permet de mieux comprendre la réaction de Harlan Ellison. Les autres textes qui composent le recueil sont inédits en France, couvrent une période d'une dizaine d'années de publications et sont pour la plupart des nouvelles écrites pour des anthologies thématiques. C'est à l'aune d'un de ces exercices imposés qu'il est possible de juger au mieux du singulier talent de Dan Simmons. « Photo de classe » lui fut commandé pour une anthologie d'histoires de zombies. Le traitement qu'il a donné du thème des morts-vivants est saisissant : il ne l'a pas illustré, il l'a tout simplement accaparé, l'a intégré à son univers et l'a utilisé pour le mettre au service d'une de ses obsessions, qui transparaît de manière plus révélatrice encore dans « Le Conseiller » : l'enfance saccagée par les adultes...

L'horreur chez Dan Simmons prend toujours racine dans le réel : l'horreur des mauvais traitements infligés aux enfants, l'horreur des désastres écologiques tranquillement perpétrés (« Mes Copsa Mica », auxquelles quelques données autobiographiques confèrent une intense charge émotionnelle), l'horreur des guerres, qu'elles appartiennent au passé (« Les Fosses d'Iverson ») ou qu'elles soient récentes (« Passeport pour Vietnamland »), l'horreur économique avec un texte fulgurant sur la catastrophe de la navette Challenger (« Deux minutes quarante-cinq secondes »), l'horreur de cette maladie terrible qu'est le cancer, dont le caractère monstrueux est rendu de façon très imagée (« Métastases »). Avec Dan Simmons, l'horreur n'est pas un moyen de se faire peur à peu de frais avec l'arsenal convenu du fantastique, mais une manière de rendre compte de la cruauté du monde, de l'inconfort de vivre... Le recueil est loin cependant d'être monochromatique, de ne jouer que d'un seul registre. Il comporte également un conte de Noël du plus parfait humour noir, une charge contre les télévangélistes, où *La Divine Comédie* de Dante joue un rôle pour le moins inattendu, une fable satirique. Et il se termine sur un texte superbe, « A la recherche de Kelly Dahl », le plus beau joyau peut-être d'un volume qui en comporte un grand nombre, et qui n'est rien moins qu'une célébration des pouvoirs proprement magiques de l'imaginaire ! Sous la conduite de Dan Simmons, le Styx est un fleuve sur lequel il est impératif de naviguer...

Jacques Baudou

Une abondante moisson hellénique

Souvent méconnues, les lettres grecques font l'objet, en ce printemps, de nouvelles parutions et rééditions. Romans corrosifs, grinçants ou lyriques, nouvelles et « petites proses » réalistes, tour d'horizon d'une littérature vivante et plurielle



Que le nom même de la Grèce soit *« lié à de complexes conflits balkaniques »* et que ses revendications, au sein de l'Europe, demeurent souvent *« incomprises »*, comme l'écrivait récemment une universitaire dans la revue *L'Ecole des lettres* (1), on peut en convenir. Mais que la Grèce *« politiquement stable »* d'aujourd'hui, *« n'intrigue plus »* et, partant, que la production littéraire néo-hellénique doive demeurer, en France, le parent pauvre de la littérature étrangère, est-ce si sûr ?

Romans, nouvelles, poèmes, petits textes à foison... voici justement qu'une brassée généreuse de traductions nouvelles ou de rééditions nous est offerte, ce printemps, par divers éditeurs et non des moindres. Voici qu'un vent souffle de Thrace, de Thessalie, de Crète ou d'Attique pour nous apporter quoi ? Les *« fragments d'une âme en petits morceaux »* ? Des pièces à rapprocher pour apercevoir quelque chose d'une « conscience grecque » ? Ou autant d'univers singuliers, irréductibles à un périmètre géographique, et dont les auteurs, bien qu'*« inscrits sur la carte spirituelle de* [leur] *temps et de* [leur] *nation »* (Kundera), chercheraient avant tout à saisir quelques-unes des vérités éternellement fuyantes de l'existence ?

A cet égard, l'une des voix les plus originales de cette livraison est sans doute celle de Petros Abatzoglou (2), écrivain originaire d'Athènes, exilé en Angleterre sous la dictature des colonels, et dont *Les Choix de M*me *Freeman* (Hatier) n'étaient déjà pas passés inaperçus lors de leur parution en France, en 1994. Vigoureuse, corrosive, en un mot délectable, l'écriture d'Abatzoglou exprime, lit-on, *« la détresse de l'homme contemporain, incarné dans des personnages insignifiants sinon grotesques, face à un monde rationnellement organisé, et pourtant absurde, sur lequel il n'a aucune prise »* (3).

En l'occurrence, Pavlos, le narrateur, est amoureux d'Eleni, qui a une liaison avec Alexandre. Décidant de lui dire son fait, Pavlos s'engage dans une rumination ironique et brillante sur le couple, la fidélité, la chair, la satiété, l'hypocrisie, la jalousie, la *« canaillerie »*, le sacrifice, la masturbation... Sur lui aussi, Pavlos, le publicitaire minable, le *« pauvre type insignifiant »* dont on ne peut tomber amoureux sans déployer *« des capacités d'imagination* [relevant] *de la mythomanie »*. Obsédé par le sexe, poursuivi par le désastre de sa vie conjugale, burlesque, mélancolique, l'anti-héros d'Abatzoglou a quelquefois de faux airs de famille avec certains personnages de Bellow ou de Philip Roth... comme un arrière-cousin méditerranéen d'Herzog ou de Portnoy.

Le mordant, la dérision ne manquent pas non plus chez Marios Hakkas (4), né en 1931 – comme Abatzoglou –, communiste, emprisonné quatre ans par la droite au pouvoir, et mort d'un cancer à quarante et un ans. Jusqu'au bout, Hakkas n'aura cessé d'écrire avec *« l'allègre furie de celui qui donne tout ce qu'il a »*, note Michel Volkovitch dans sa préface. Son œuvre est aussi dense que fulgurante : un recueil de poèmes, trois pièces de théâtre et des nouvelles dont ce *Bidet* (1970), tableau sarcastique d'une Grèce des années 60, amollie dans le confort matériel, et ces *Cénobites* (1972), texte autobiographique, hilare et désespéré, où l'auteur ne manque pas de retourner son humour contre lui-même : *« Mes écrits ? Pas grand-chose, des crottes de poule, après deux pages, trois au plus, ils s'épuisent, et après, j'essaie en vain de les tendre, les phrases ne viennent pas, les idées sont comme des petits chats jetés dans un tas d'ordures. »* Qu'on n'en croie rien. Il y a chez Hakkas une force des images, une sincérité féroce, quelquefois déconcertante, qui méritent vraiment l'effort de la découverte.



PIERRE DEVIN

On sera moins surpris – mais pas moins charmé – par les nouvelles de Dinos Christianopoulos (5), homme du nord de la Grèce, né à Thessalonique en 1931, lui aussi – une génération, décidément féconde et bien représentée ! Bien que d'une facture plus classique, ses *« petites proses »*, sobres et ciselées, expriment également, mais de façon plus feutrée, le décalage face au souvenir d'amitiés fantasmées *(Vacances à Athènes)* ou trahies *(Monsieur Garyfallos)*, aux idéaux broyés *(Le Témoin de Jéhovah)*, à la fêlure des destinées... que l'on peut lire face à face, en grec et en français.

Et c'est encore un « destin brisé » que *Le Suicidé* de Mikhaïl Mitsakis (6). En dépit de sa modernité, ce récit est celui d'un homme du siècle dernier, mort en 1916 dans un asile psychiatrique près d'Athènes et auteur d'une œuvre météorique longtemps oubliée. Il ravira les amateurs de notations fines, de *« détails touchants »* (un peu comme chez Emmanuel Bove avec qui le traducteur, Gilles Ortlieb, suggère une possible correspondance).

On y goûtera un art de la description sur le vif, digne du journaliste que fut également Mitsakis : vendeurs de crevettes s'égosillant, femmes *« bien jambées »* faisant la noce dans un café-chantant, *« clappement des pions au tric-trac »*, *« chuintant gargouillis des narguilés »* au fond des estaminets d'un Patras oublié...

Enfin, en point d'orgue à ce trop bref panorama, signalons la réédition du magistral roman de Pandelis Prevelakis (1909-1989), *Le Soleil de la mort* (Gallimard, 1966), où se répondent, sous la plume du *« plus crétois »* des auteurs grecs contemporains, ami et disciple de Kazantzakis, les thèmes étincelants de la Mer, de la Mère et de la Mort (7).

Humour, réalisme, lyrisme, gravité... Ecritures multiples d'un *« petit pays dont la langue jamais interrompue et la littérature plus que jamais vivante »* disent, aux yeux de Jacques Lacarrière, *« l'étonnante et toujours active pérennité »*... On n'aura, on le voit, que l'embarras du choix pour se préparer un « été grec ».

Florence Noiville

(1) *La Prose néo-hellénique de 1949 à nos jours. De quelques romans grecs traduits en français*, par Marie-Christine Anastassiadi, L'Ecole des lettres n° 7 du 15 janvier 1997 (11, rue de Sèvres, 75006 Paris).

(2) *La Supernova*, de Petros Abatzoglou, traduit du grec par Marie-Claude Cayla (Hatier, coll. « Confluences », 256 p., 118F).

(3) *Ecritures grecques, Guide de la littérature néo-hellénique* (éd. Desmos, 1997).

(4) *Les Cénobites*, précédé de *Le Bidet et autres histoires*, de Marios Hakkas, traduit du grec par Noëlle Bertin, Yseult Dimakopoulos, Dominique Dourojeanni et Michel Volkovitch (éd. Maurice Nadeau, 176 p., 100 F).

(5) *Destins brisés*, de Dinos Christianopoulos, traduit du grec et présenté par Josette Doron, préface d'Henri Tonnet (édition bilingue grec-français, éd. Langues & Mondes, L'Asiathèque, 138 p., 85 F).

(6) *Le Suicidé et autres textes*, de Mikhaïl Mitsakis, traduit du grec et présenté par Gilles Ortlieb (éd. Le Temps qu'il fait, 112 p., 87F).

(7) *Le Soleil de la mort*, de Pandelis Prevelakis, traduit du grec et posfacé par Jacques Lacarrière (éd. Autrement, 240 p., 110 F).

★ Signalons également le roman de Michel Faïs *Autobiographie d'un livre*, traduit du grec par Françoise Arvanitis (Hatier, coll. « Confluences », 272 p., 139 F) ainsi que *27 poètes grecs contemporains*, traduits par Xavier Bordes et Robert Longueville (éd. Le Cri Jacques Darras, 124 p., 85 F). Enfin, écrit non pas en grec mais en macédonien, par un Macédonien d'origine albanaise, signalons le roman de Luan Starova, *Le Temps des chèvres*, traduit par Clément d'Içartégui (Fayard, 290 p., 120F).

Jeu criminel

Christoph Hein met en scène un singulier personnage, mégalomane et meurtrier par lassitude

LE JEU DE NAPOLÉON
(Das Napoleon Spiel)
de Christoph Hein.
Traduit de l'allemand
par Nicole Bary,
éd. Métailié, 190 p., 120 F.

Qu'un fou se prenne pour Napoléon, cela n'a rien que de très ordinaire. Un tel délire doit même être dûment répertorié dans la liste des dérangements mentaux les plus fréquents. Qu'un homme soit assassiné pour un million, ce n'est pas non plus exceptionnel, et les archives criminelles doivent regorger de ce genre d'exemples. Mais si le mégalomane et l'assassin ne sont qu'une seule et même personne et si le crime est commis, non par convoitise mais par une sorte de lassitude que provoquerait une trop belle réussite sociale, le cas devient beaucoup plus singulier. Le héros du *Jeu de Napoléon* est un avocat allemand qui, de la cellule où il a été incarcéré pour meurtre, adresse à son défenseur une longue lettre en forme de plaidoyer. Il a assassiné dans le métro, sans mobile apparent, un homme qui lui était parfaitement inconnu, et il n'a rien fait pour se soustraire à la justice. Le crime parfait, en quelque sorte, qu'il s'applique à faire requalifier en *« homicide nécessaire »*. Toute son argumentation repose sur les raisons impérieuses qui l'ont poussé à commettre cet acte, et elles sont suffisamment convaincantes pour lui valoir, au terme du procès, l'indulgence du jury. *« Seule une action audacieuse peut un jour nous soustraire à notre ennui. Ou bien pouvez-vous imaginer que Napoléon, après avoir créé son empire, s'être marié et avoir engendré un héritier au trône, se soit contenté de gérer, depuis Paris, la ville et ses Etats ? A lui non plus il ne restait rien d'autre à faire que de jouer avec lui-même. »* Napoléon ne pouvait ignorer que sa tentative de conquérir Moscou était vouée à l'échec, de même que le héros de Christoph Hein met gravement en danger sa carrière et sa réputation ; mais le va-tout fait partie intégrante de la logique du joueur. S'il est insupportable de perdre, il est ennuyeux de gagner. Et c'est l'annonce de sa réussite financière qui pousse l'avocat vers l'illégalité. *« Un souhait que j'avais formé dans mon enfance s'était accompli, et comme toujours quand quelque chose se réalisait, quelque chose d'autre mourait en moi. »* Avant de recourir à des solutions extrêmes, *« le meurtrier au billard »*, comme il se dénomme lui-même, a tout de même fait un long détour par la politique où il a pu renforcer sa conviction que c'est le jeu qui mène le monde. Régissant des rapports en perpétuelle mutation, l'homme politique ne procède pas autrement que le joueur de billard. Dans son champ d'action, comme au prétoire ou sur le tapis vert, tout est question d'effets. De là à penser que les grands principes et les idéaux ne sont que des manœuvres destinées à mettre en branle le trajet plus ou moins aléatoire des boules... Il est un peu surprenant de lire une analyse aussi désabusée de la politique sous la plume de Christoph Hein qui fut un des intellectuels les plus écoutés de l'ex-RDA et le reste aujourd'hui dans l'Allemagne réunifiée. Ses mises en garde et la réflexion qu'il poursuit sur l'Histoire n'en sont que plus pertinentes. Du reste, même le narrateur n'assimile pas totalement la politique à un jeu de hasard. Pour faire valoir devant la cour les brillantes théories destinées à l'innocenter, il s'est assuré le concours d'un de ses excellents confrères et ce, par un vulgaire chantage : une bonne vieille méthode qui, elle aussi, a fait ses preuves en politique.

Gérard Meudal

A la source maternelle

La comédienne Betty Söderberg ne fut-elle qu'une femme autoritaire et fantasque ? Son fils, le romancier et cinéaste danois Henrik Stangerup, lui rend hommage

ELLE
(Datter Af)
de Henrik Stangerup.
Traduit du danois
par Inès Jorgensen,
éd. L'Olivier, 120 p., 69 F.

Elle, c'est Betty Söderberg. Fille du romancier suédois Hjalmar Söderberg (1), comédienne en vue – jusqu'à son mariage avec un éminent professeur, père de l'auteur, le romancier et cinéaste danois Henrik Stangerup. Sur le tard, lorsque les mésententes dans la famille se sont tues et que les enfants se sont fait un nom, elle songe à rédiger ses Mémoires, et se propose de les intituler : *Fille de, Epouse de, Mère de*. Son mari, qui veillera à la qualité de l'écriture, lui donne son imprimatur. Bien sûr, ce n'est pas un titre. Est-ce une fin de non-recevoir ? Une provocation ? Une pirouette ironique sur la scène de l'existence où elle saluerait en s'effaçant trois auteurs dont elle n'aurait fait que jouer l'œuvre commune ?

Disparue, sa mère perturbe encore Henrik Stangerup. Comme si elle continuait de veiller à son maintien. Elle fut son *« premier amour »* et il garda longtemps au-dessus de son lit, en place de madone, une photo tirée d'un film où elle apparaissait en jeune mariée. Mais les blessures suscitées par ses réprimandes, son regard sans aménité sur les femmes qui se succèdent chez lui, ses annotations scandalisées sur son roman autobiographique, demeurent à vif. Comédienne ou mère, vivante ou morte, c'est tout un : il lui faut la scène entière ou rien. En triant les vieux papiers qu'elle a laissés, quelques rares photos et lettres, il escompte lui rendre de plus justes proportions. Dédramatiser, peut-être démêler, ce qui, entre héritage et mode de vie, aurait échappé à l'auteur et lui rendrait un peu de la valeur qu'il est tout prêt à s'accorder.

Henrik Stangerup interroge : *« Quel est l'âge d'une mère ? »* Il ne demande pas : *« Quel est l'âge de ma mère ? »*, mais *« d'une mère »*. Car *« une »* mère n'a pas d'âge. Pas d'existence propre, pas d'histoire, pas de Mémoires. *« Une mère »*, selon lui, est ce qui nourrit. Elle nourrit l'histoire des autres et leur écriture, de loin, y compris dans son propre renoncement. Assez pour qu'un fils traîne *« une montagne de culpabilité »* pour n'être pas exactement à la hauteur des exigences qu'elle pose. Elle paraît s'engager ainsi, comme le premier versement d'une caution qui le libérerait d'elle, en dépit d'elle et peut-être contre elle.

Malgré la tendresse qui affleure en permanence, aucun souvenir ne paraît pouvoir réconcilier l'auteur de *L'Homme qui voulait être coupable* avec cette femme envahissante. Du moins avant qu'il ne découvre combien elle lui a échappé. Sa mère n'est pas la petite chose autoritaire et fantasque qu'il a tenue dans ses bras et qu'il a giflée. Sa biographie n'est pas réduite à trois notes minuscules au bas de celles de trois géants. En s'imposant à l'Histoire, elle est devenue mieux qu'une mère acceptable, une mère nécessaire, la raison d'être de ce récit, une héroïne, une vraie. Et cela renverse littéralement l'image du triple couple initial : ce sont les hommes qui apparaissent soudés à elle, Fils de, Epoux de, Père de... A eux d'écrire les Mémoires qu'elle leur a abandonnés, et dont Henrik Stangerup s'acquitte pour trois.

En sauvant des juifs durant l'occupation nazie, Betty Söderberg a aussi sauvé les siens. Ses hommes. Elle a pleinement rempli la tâche qu'ils assignent aux femmes : celle d'entretenir et de propager la vie. Non par le roman ou le poème, mais dans la réalité. Si la *Mère de* Henrik Stangerup est avant tout *Fille de* (titre danois du récit), c'est parce que Hjalmar Söderberg fut un dreyfusard et un antinazi de la première heure. Accusé (justement ou injustement ?) de collaboration, le *Mari de* est largement escamoté, pour qu'*Elle* apparaisse comme un combat singulier entre deux grands écrivains, le père et le fils de Betty. Le *« petit saumon joyeux »* auquel le Suédois consacra l'unique poème qu'il écrira en danois avait le goût de brouiller un peu les cartes et parfois de les escamoter. Courageusement. Et lorsque son fils lui dédie l'arbre qu'il plante en hommage aux résistants danois, c'est une forêt infranchissable qu'il voit se lever.

Jean-Louis Perrier

(1) De Hjalmar Söderberg (1869-1941), Viviane Hamy a publié *Egarements*, *La Jeunesse de Martin Brick* et *Jeux sérieux*.

la chronique de Roger-Pol Droit

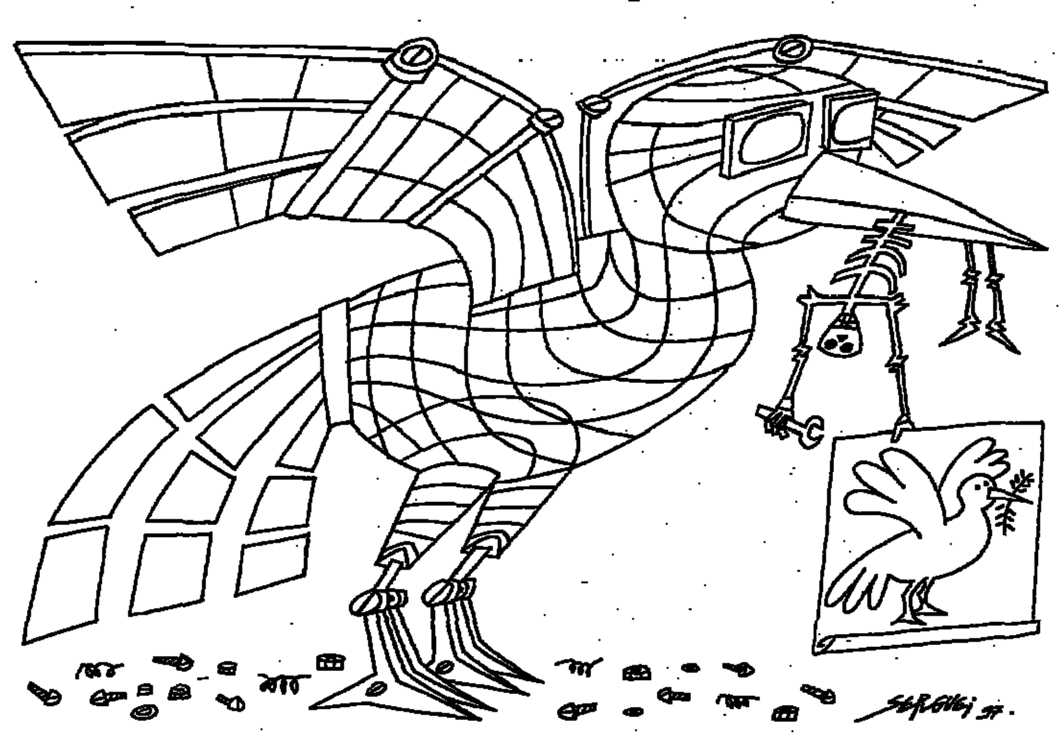
Guerre et paix

DEMAIN LA GUERRE
Une visite guidée
de François Géré.
Calmann-Lévy, 260 p., 120 F.

Les armées équipées livrent bataille sur écran, proprement. Finie la proximité de l'adversaire, oubliée l'angoisse du corps à corps. Seuls les pauvres se battent encore dans le sang et la sueur. Serait-ce donc ça, la paix ?

On se souvient de la formule de Raymond Aron : « *Paix impossible, guerre improbable.* » Elle caractérisait ce temps où, entre les deux blocs qui se partageaient le monde, l'hostilité ne cessait pas, alors que l'équilibre nucléaire arrêtait toute « vraie » guerre, qui se serait transformée en apocalypse. Cette époque est loin. Certes, les missiles existent encore. La terreur atomique – moins obsédante, moins présente dans l'imaginaire collectif – ne s'est pas évanouie. Mais la scène mondiale a tout entière changé de face, elle est devenue multipolaire, mobile, incertaine. L'électronique s'est infiltrée partout, modifiant les combats, le style des opérations, le sens même des stratégies. La guerre semble avoir disparu, du moins sous la forme boueuse, mondiale et métallurgique qui a dominé le siècle. Ce n'est pas véritablement la paix : il y des conflits aux quatre coins. Chacun sait combien la liste est longue des luttes locales et des massacres régionaux. Mais ce sont des horreurs circonscrites. Globalement, rien à signaler. Le monde est sous contrôle : finis les combats stagnants dans les tranchées où des chairs s'enfonçaient sous terre, adieu les grenades et le sang, l'angoisse du corps à corps, l'ennemi dont il fallait s'approcher, mètre par mètre, jusqu'à l'instant de le toucher presque, au risque d'être tué à ce moment même. Ces combats-là n'existent plus que localement – tueries de pauvres entre eux. Chez les riches, mondialisés, internetisés, lasérisés, tout se joue à l'écran, à distance, proprement. Les microprocesseurs ont inventé la guerre allégée. On exige le combat sans cadavres, sans violence apparente. La victoire ne se célèbre plus en marchant sur le corps des ennemis éventrés. Elle s'affiche comme un score, discrètement, dans un coin de l'écran.

Et demain ? Quelles horreurs propres nous attendent ? Quelles nouvelles armes, déjà en cours de fabrication, nous préparent un XXI[e] siècle bien ordonné ? François Géré les explique, les expose, organise la visite guidée, instruisant les néophytes avec pédagogie. Le parcours qu'il propose permet de dissoudre au passage quelques frayeurs communes. On imagine souvent, par exemple, que le terrorisme pourrait s'emparer bientôt d'un vieux plutonium soviétique, utiliser quelque missile abandonné, faire trembler ainsi les métropoles d'Occident plus sûrement qu'avec des bouteilles de gaz dans les métros ou des pains d'explosif dans les avions. Le cauchemar des nouveaux kamikazes atomiques n'est pourtant qu'un rêve, selon François Géré. Les explosifs pour attentats classiques sont faciles à trouver, à transporter, à mettre en œuvre. Les armes nucléaires sont autrement complexes, leur fabrication est inaccessible aux bricoleurs. Ils devraient donc acheter à la mafia des missiles déjà existants. Or celle-ci a bien assez à faire, pour plus de profit et moins de risques, avec la prostitution, le trafic de drogue et quelques autres activités ordinaires. Qu'on se rassure donc : l'embuscade nucléaire n'est pas pour demain.



Ne pas se rasséréner trop vite est conseillé. Car ce ne sont pas les sujets de terreur qui manquent. Un virus dans l'eau potable, un gaz dans les souterrains demeurent à la portée des groupes terroristes. Le dérèglement soudain des ordinateurs est aussi un favori des experts : quelques « bombes logiques » invisibles sont placées dans des programmes informatiques, et plus rien ne fonctionnera quand elles se déclencheront à retardement. Sans doute est-ce là l'entrée de la guerre dans une nouvelle dimension : la tôle des chars et le blindage des cuirassés importent moins que la sûreté des liaisons. En un sens, ce n'est pas une nouveauté : les stratèges ont toujours su qu'un bataillon coupé de son état-major ne pouvait rien. Mais l'extension des champs de bataille et la multiplication des données sont telles que la vitesse et la précision dans la transmission des informations sont devenues centrales. Le contrôle des systèmes de communication a pris le pas sur les stratégies de dissuasion. Il n'y a qu'une question qu'on évite généralement de poser : que devient la guerre atomique ? On aura du mal à savoir comment s'articulent effectivement le nucléaire et l'électronique. Ils se juxtaposent sans pouvoir s'harmoniser. L'auteur rappelle qu'il suffirait de l'explosion dans la haute atmosphère d'une arme nucléaire pour brouiller presque tous les systèmes de communication, et donc toutes les stratégies actuelles.

Parmi les penseurs, somme toute assez rares, de la guerre telle qu'elle évolue, sans doute est-ce Paul Virilio qui a le mieux mis en lumière l'étrange « disparition » dont elle fait l'objet dans la société électronisée. Qu'est-ce qui a disparu ? Ni les armes ni les armées. Pas non plus le spectacle, quotidien, des morts – chez les autres. Se sont éclipsées la présence des adversaires, l'idée que nous pourrions, nous aussi, avoir à tuer ou être tués, vraiment. En paix, militairement parlant, nos sociétés sont en même temps de plus en plus violentes. Les techniciens s'ingénient à combattre en tuant le moins possible. Ils s'emploient à inventer des armes « non létales », qui paralysent, engluent, étourdissent, apeurent, empoissent, affolent, endorment ou abrutissent des ennemis invisibles dont on ne fait que supposer l'existence. Mais, en même temps que cette guerre vidéo semble effacer soigneusement tout ce qui, jusqu'alors, composait la guerre, les sans-abri se multiplient, la faim revient, l'économie écrase, de moins en moins silencieusement, des vies de plus en plus nombreuses.

Les combats de demain, tels que les militaires déjà les étudient et les pratiquent, seront truffés de faux signaux, de leurres, de communications simplement destinées à égarer – cibles illusoires, semblants de missiles. La désinformation, dira-t-on, a déjà un beau passé... Il s'agit d'autre chose encore : un « vrai » virtuel, seulement fait pour détourner les missiles, tromper les guidages, aveugler les trajectoires. Les troupes qui autrefois arpentaient des territoires, enlevaient des places fortes ou tenaient des positions n'appartiennent plus à ce monde lisse et tout en lumière. Il s'agit seulement d'images, de coordonnées et d'informations à relier ou à séparer. Dans cette abstraction généralisée, on constate la même violence propre, désincarnante et froide, que dans l'ordre des beaux quartiers et dans la soumission aux contraintes du marché. On dirait que la réalité a été dérobée du dedans, vidée de sa présence. Des reflets, des leurres, des ombres calculées en tiennent lieu. Inutile de chercher la sortie : les apparences sont une tunique sans couture.

Ce type de constat ne laisse que deux possibilités. D'abord l'espoir d'une rébellion ultime, qui ferait réapparaître la réalité. Des gens vivants, des choses denses resurgiraient de derrière les écrans. Des paroles comme autrefois, des solidarités et des conflits, des corps, des armes et des livres, des forêts où l'on se cache, toutes ces choses déjà anciennes redeviendraient présentes. Ce rêve paraît de plus en plus improbable. Heureusement, une autre hypothèse reste, paradoxale, provisoire, fragile, mais pas absurde. Que tout cela soit réellement le début de la paix. Moins douce qu'on ne l'avait imaginée, moins assurée, déconcertante encore, distante et presque froide, s'avançant sous les traits d'une glaciation technique générale, vécue d'abord comme une domination suspecte, une mécanique impersonnelle, ressentie comme inhumaine et menaçante, empruntant des détours qu'on n'avait su prévoir, cheminant par des trajets contraires à toute attente, il se pourrait qu'en fait une paix s'installe. Elle n'est pas décidée par le concert des nations, conclue par les peuples souverains. Peut-être n'est-elle même pas encore habitée par aucun esprit. Mais elle arrive. Reste à la rendre humaine, si faire se peut.

livraisons

● **LE PLAISIR ET LE MAL,** de Giulia Sissa
Avant de goûter aux voluptés de la drogue, il conviendrait de méditer Platon. Il nous enseigne que la nature du désir est insatiable ; que vouloir y répondre, c'est se soumettre à la loi du plus inflexible des tyrans et que le seul remède contre le vide que nous sentons en nous est la pensée. La toxicomanie, poursuit Giulia Sissa dans son beau livre sur *Le Plaisir et le mal,* est « *un trou noir où la jouissance devient indiscernable de la peine la plus aiguë* ». Mais, à l'opposé du calvinisme pharmacologique de ceux qui stigmatisent la quête du bien-être en soi, elle montre intelligemment, à partir de Thomas De Quincey et de William Burroughs, comment tout drogué est au départ un expérimentateur de la chimie du bonheur. Le seul ennui étant que « *l'héroïne et la cocaïne sont tellement faites pour nous... que nous ne sommes pas faits pour elles* ». On lira également avec intérêt les pages sur Freud succombant à l'effet euphorisant de la cocaïne. L'importance croissante du principe de réalité dans son œuvre ira de pair avec la conscience que les drogues déchaînent une volupté qui isole du monde (éd. Odile Jacob, 218 p., 130 F). **R. J.**

● **MOÏSE AUTOBIOGRAPHIE,** de Georges Nataf
Il ne s'agit pas d'une exégèse. L'auteur utilise la Bible avec une certaine circonspection, confrontant le texte saint aux hypothèses de commentateurs passés ou plus récents ainsi qu'aux découvertes archéologiques qui replacent le législateur du peuple hébreu dans le contexte socioculturel de son époque. A mi-chemin entre littérature et travail d'érudition historique, cet ouvrage constitue une interprétation personnelle de la vie du prophète. Bien que le texte soit écrit à la première personne (c'est Moïse qui parle), l'auteur a adopté un style contemporain. Un livre qui a une dimension didactique et multiplie les renvois au texte fondateur ainsi que les notes de bas de page (Berg International, collection « Anamorphoses », 232 p., 98 F). **Sy. J.**

● **IAM, LE LIVRE,** de Fred Guilledoux, Gilles Rof, Didier Deroin, Stéphan Muntaner
Au moment où sort *L'Ecole du micro d'argent,* le troisième album des stars du rap marseillais, deux journalistes et deux graphistes publient le plus bel ouvrage jamais consacré à des artistes de hip hop français. Précision historique, richesse des entretiens, rigueur des analyses esthétiques, géographiques et sociales, originalité des illustrations et du format (24 × 29), *IAM, le livre* n'a rien de l'habituelle hagiographie destinée aux fans. La maturité du rap des Phocéens, mélange unique de faconde méridionale, de fierté régionaliste, de mysticisme et d'engagement, méritait qu'on prenne un tel soin (Soleil productions, Plein Sud, 104 p., 129 F). **S. D.**

● **RAP TA FRANCE,** de Jean-Louis Bocquet et Philippe Pierre-Adolphe
Nulle analyse claironnante, nul point de vue exprimé, encore moins d'idôlatrie : *Rap ta France* livre la parole brute de ceux qui ont bâti le rap en France depuis vingt ans. Sidney, DJ à l'Emeraude, une boîte black, rappelle qu'en 1976 Africains et Français ne se mélangeaient pas. En 1996, Kool Shen, un des membres de NTM, s'en prend à cette fausse démocratie qui laisse « *Le Pen parler de l'inégalité des races* », mais condamne un groupe de rap à une peine de prison ferme pour « *outrage à personnes détentrices de l'autorité publique* ». En ne touchant rien aux mots de Franck-le-Breaker-fou, de Dee Nasty, Solo, Jimmy Jay ou Akhenaton, mais aussi à ceux qui ont contribué à les lancer (Bernard Zekri, Olivier Cachin), les auteurs ont fait œuvre littéraire. Et éclairent la puissante identité des banlieues françaises (Flammarion, 265 p., 98 F). **V. Mo.**

Le dandy crépusculaire

Une passion anime Baudrillard : celle du meurtre symbolique. Explication avec Philippe Petit

LE PAROXYSTE INDIFFÉRENT
de Jean Baudrillard.
Entretien avec Philippe Petit,
Grasset, 204 p., 105 F.

Jean Baudrillard n'appartiendrait-il pas plutôt à la constellation des nihilistes qu'à celle des sociologues ? Avec une indifférence du dernier chic, il s'offre le luxe de tenir pour négligeables, désuètes ou ridicules les valeurs ou les croyances auxquelles ses contemporains ont encore la faiblesse d'adhérer. Il pratique le meurtre symbolique avec aisance. Ce qui l'attire depuis toujours, c'est de précipiter les choses vers leur fin, pour aller voir au-delà. Mais, même au-delà, le spectacle s'achève. Alors Baudrillard feint de s'étonner : ne serait-il pas comme ce fou qui annonçait au XIX[e] siècle la mort de Dieu, lui qui pratique avec gourmandise l'autopsie du monde réel, ce monde dans lequel nous prétendons vivre, alors qu'il n'existe plus ?

Dans *Le Paroxyste indifférent,* Baudrillard a pris pour interlocuteur Philippe Petit, mais ce pourrait être aussi bien M. Tout-le-Monde. Et il lui raconte à sa façon, jubilatoire et décapante, la démoralisation de l'Occident. Il lui explique comment la grande pensée nietzschéenne de la transvaluation s'est vu réaliser exactement à l'inverse, dans l'involution de toutes les valeurs ; « *Nous ne sommes pas passés au-delà, mais en deçà du Bien et du Mal, en deçà du Vrai et du Faux, en deçà du Beau et du Laid – non dans une dimension par excès, mais dans une dimension par défaut. Il n'y a eu ni transmutation, ni dépassement, mais dissolution et indistinction. Requiescat Nietzsche.* »

Plus personne ne croit en sa propre existence – et la politique n'est que le rêve des sociétés occidentales, un pauvre rêve où s'affrontent dans une distorsion sans cesse croissante un discours idéaliste et volontariste où tout s'arrange de mieux en mieux par une fuite en avant dans des solutions imaginaires, et l'état des choses réelles (si on ose dire) où tout se dégrade inexorablement. Le jour où le social sera totalement réalisé, note ironiquement Baudrillard, il n'y aura plus que des exclus. Dans le nouveau contrat social pervers et consensuel qui se met en place, chacun cherchera à obtenir sa reconnaissance en tant que victime. Après les figures du Courtisan, liée à l'ordre aristocratique, du Militant, incarnant l'ordre révolutionnaire, et celle du Repenti, caractéristique de l'ordre démocratique avancé, voici venir celle de la Victime, mendiant des miettes de bien-être dans le Nouvel Ordre mondial. Dans un film prémonitoire, *Soleil vert* (1973), Richard Fleischer avait décrit exactement cet édifice économique planétaire dont nous sommes les termites.

Ce que pointe Baudrillard, c'est le passage insensible d'une politique humaniste fleurant bon les idéaux révolutionnaires – et désormais passéistes – à une simple gestion des déchets. « *Ce n'est donc plus l'Humain qui pense le monde. Aujourd'hui, c'est l'inhumain qui nous pense.* » Baudrillard pousse le paradoxe jusqu'à s'en réjouir. Sans doute aspire-t-il à être le penseur de la fin, son heure de gloire advenant dans un hospice désaffecté au milieu d'un désert de détritus. Y a-t-il d'ailleurs perspective plus exquise pour un vrai dandy ?

Roland Jaccard

★ Dans la même veine, on se délectera avec l'essai de Baudouin de Bodinat : *La Vie sur Terre – Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes,* tome I., éd. de l'Encyclopédie des nuisances (74, rue de Ménilmontant, 75020 Paris, 96 p., 60 F).

A quoi sert l'Europe ?

Didactique, Yves Salesse répond. Et, pragmatique, il expose les formes d'une union nécessaire

PROPOSITIONS POUR UNE AUTRE EUROPE
Construire Babel
d'Yves Salesse.
Ed. Le Félin, 480 p., 169 F.

Enfin ! Depuis que la construction européenne n'intéresse plus seulement les experts mais passionne et divise l'opinion, deux bandes intégristes s'affrontent. Pour les uns, des lendemains radieux se mitonnent à Bruxelles et honte à celui qui ose douter de cette Vérité Révélée. Pour les autres, l'Europe est coupable de tous les maux du jour. Coupons ses têtes à l'hydre communautaire, revenons au bon vieux temps de la marine à voile et des nations triomphantes. Jouez hautbois, résonnez musettes, le bonheur d'antan retrouvera le chemin de nos chaumières. Enfin voici un livre qui pose la seule question qui vaille : quarante années après la signature du traité de Rome, à quoi va servir l'Europe ?

Le parcours personnel de l'auteur, Yves Salesse, donne à son analyse le poids et l'envergure qui manquent à tant d'ouvrages sur le sujet. Le double péché mortel qui assombrit sa biographie (réussir l'ENA, entrer au Conseil d'Etat), il ne l'a commis que sur le tard, après quinze ans de syndicalisme actif. De cette longue aventure est née une rareté : un haut fonctionnaire désireux de mettre les institutions au service des peuples.

En une première partie, magistrale de clarté et de synthèse, il raconte à bride abattue notre histoire, de Babel à Maastricht. Celui qui veut savoir comment et pourquoi l'Europe est aujourd'hui telle que nous la voyons doit lire ce résumé de haut vol où rien n'est lourd et tout est abordé : les relations franco-allemandes, l'impérialisme grandissant du droit communautaire, les nouvelles politiques. Cela fait et l'état des lieux dressé, Yves Salesse aborde le vif du sujet : que faire ? Plus que jamais, l'Europe est nécessaire. Que les nostalgiques ouvrent les yeux : les Etats ont perdu beaucoup de leur emprise sur la réalité économique et la sacro-sainte souveraineté nationale s'est peu à peu réduite comme peau de chagrin. Parallèlement, la fameuse mondialisation est synonyme de dépossession pour tous ceux qui n'atteignent pas le degré de puissance permettant de faire entendre leur voix. L'Europe possède cette puissance, à condition de la construire ensemble. Ce qui est possible.

Le démarche de l'auteur est exemplaire et réconforte tous ceux qui, très échaudés par les programmes supposés « changer la vie » ne se résignent pas à laisser faire l'*air du temps.* Salesse, en déboutonnant les illusions, ouvre le chemin de l'action. Les chantiers ne manquent pas. Et les derniers développements de l'affaire Renault-Vilvorde apportent à son moulin une eau nouvelle. A quoi sert l'Europe et comment faire accepter les efforts qu'elle implique si elle n'est pas le lieu d'une cohésion sociale privilégiée ? Suivent vingt propositions concrètes. De même pour les services publics, la politique de défense commune. Ceux qui s'affrontent dans la guerre binaire imbécile pour ou contre l'Europe ne sont que des paresseux. On répète à l'envi qu'un nouveau référendum sur Maastricht serait aujourd'hui largement rejeté. Antienne sans doute fondée mais qui condamne à la fois l'outil référendaire, inadapté aux complexités des démocraties modernes, et la technocratie maastrichtienne.

Alors faisons un rêve. Notre Parlement, un beau jour, ressuscite. Il se saisit du livre de Salesse. Et en débat. Les députés et les citoyens y trouveraient matière à éclairer leurs lanternes, singulièrement clignotantes ces temps-ci.

Tableau de la bourgeoisie européenne

A partir de l'échec des bourgeois allemands du XIXe siècle à s'imposer en classe dominante, une équipe d'historiens dirigée par Jürgen Kocka a entrepris une enquête comparative à l'échelle européenne. Un essai brillant et novateur

LES BOURGEOISIES EUROPÉENNES AU XIXe SIÈCLE
sous la direction de Jürgen Kocka.
Ed. Belin, « Socio-histoires »,
416 p., 180 F.

Dès 1899, l'historien Théodore Mommsen s'interrogeait : *« Pourquoi la bourgeoisie allemande, en dépit de ses succès extérieurs, en dépit d'un essor matériel sans précédent, a-t-elle échoué pour le principal c'est-à-dire dans son idéal politique et social initial ? »* Face à cette problématique de l'échec d'une bourgeoisie à l'aune du modèle français ou anglais, les historiens rassemblés autour de Jürgen Kocka ont voulu reprendre la question à la base, au terme d'une enquête comparative systématique portant sur l'ensemble de l'Europe (1). Pour l'historiographie allemande et plus généralement européenne, la rupture avec le fétichisme national est passée, depuis les années 60, par la pratique d'une histoire sociale enrichie par la sociologie wébérienne et la méthode comparative. La présente entreprise en représente en quelque *sorte le point d'aboutissement.*

La première difficulté à surmonter pour pratiquer le comparatisme sociologique est de s'entendre sur le vocabulaire et les mots qu'on emploie. Or *Bürgertum* et ses équivalents en traduction, reflets de l'état de forces sociales propres mais aussi traditions culturelles et politiques spécifiques, constituent des désignations décalées et évolutives. Dans son introduction, le maître d'œuvre dessine un schéma global, à la fois structurel et historique, qui explicite le questionnaire des différents articles. Selon qu'on est dans une société unifiée ou divisée ethniquement, dans un ensemble national où les villes jouissent ou non d'une certaine autonomie (la bourgeoisie initialement dérive de l'univers urbain *médiéval), dans un espace dominé* ou non par les références aristocratiques, dans une structure sociale enfin où les groupes dominés travaillent plutôt à la ferme ou à l'usine, et où les couches intermé*diaires sont puissantes ou fragiles,* délimitation, représentations et extension de la notion de bourgeoisie varient considérablement. Les différents chapitres forment autant de tableaux des sociétés européennes et révèlent tout cet impensé social qui habite le langage le plus courant et rend la traduction si délicate.

CONSERVATEURS ET LIBÉRAUX

Par ses apports interprétatifs, cette enquête est capitale. La thèse de la féodalisation de la bourgeoisie allemande, liée à l'idée du *Sonderweg*, sort complètement remise en question, quand on rééquilibre la comparaison de l'Allemagne avec la France (H. Kaelble), ou avec l'Angleterre (E. Hobsbawm), terres classiques du libéralisme, par une confrontation avec la Pologne – divisée et asservie, sans bourgeoisie autonome (W. Dlugoborski) –, la Hongrie – aristocratique et rurale, où la bourgeoisie *est avant tout d'origine juive* (G. Rànki)–, ou l'Italie – dominée par une bourgeoisie de diplômés d'origine rurale (M. Meriggi). En fait, le compromis politique conservateur allemand s'explique non par la fusion entre noblesse et bourgeoisie mais par la distance maintenue entre ces groupes sociaux. A l'inverse des pays plus libéraux ou dominés par les valeurs capitalistes, où les passages de frontière entre noblesse et grande bourgeoisie sont les plus fréquents, grâce aux relations sociales – mariages – ou professionnelles – intérêts économiques communs dans la gestion des grandes entreprises anonymes (Y. Cassis). Pour Kocka, cette distance maintenue entre les deux types de groupes dominants tient à l'absence de la *formation de transition qu'on a* appelée en France les « notables » ou en Angleterre la *gentry*. Une autre particularité allemande est la présence du *Bildungsbürgertum*, que les expressions françaises « bourgeoisie à talent », « bourgeoisie diplômée » ou « capacités » ne rendent qu'imparfaitement. Issue des universités, destinée le plus souvent au service de l'Etat ou à des professions étroitement contrôlées par l'Etat, à la différence des professions libérales anglaises et françaises ou de l'intelligentsia dissidente d'Europe centrale et orientale, cette bourgeoisie a été d'abord le milieu d'accueil des Lumières puis celui du soutien au mouvement libéral et national mais elle a versé progressivement du côté conservateur, par attachement passéiste à une culture classique et par peur du mouvement *ouvrier et socialiste.* Konrad H. Jarausch montre ce revirement entre la fin du siècle et les années 30 où ces groupes ont accepté sinon soutenu le nazisme, avant de s'en repentir amèrement (2).

Les éléments qui fondent l'identité sociale des bourgeoisies alle*mandes sur un mode encore quasi* corporatif sont en même temps les sources de son impuissance à devenir une classe véritablement dominante. En effet, comme le note H. Kaelble, c'est l'Etat qui organise la hiérarchie de la bourgeoisie en Allemagne, en conférant des titres *ad hoc* aussi bien aux industriels qu'aux banquiers ou aux membres du *Bildungsbürgertum*. La bourgeoisie se trouve isolée par la rapidité du processus d'industrialisation et d'urbanisation et par la concentration des entreprises qui fragilisent les petits producteurs indépendants, la paysannerie et les classes moyennes. L'appui sur l'Etat et les anciennes classes dirigeantes est jugé indispensable face à un mouvement ouvrier en croissance rapide dont on surestime *alors le caractère révolutionnaire.*

Mais la comparaison permet aussi de voir d'un œil neuf notre propre société. A propos des élites économiques en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne à la fin du siècle, Youssef Cassis démontre ainsi que cette élite s'est plus renouvelée dans notre pays avec l'apport d'individus issus d'autres milieux, grâce au pantouflage et à l'accès au sommet des affaires par la filière des grandes écoles. En sens inverse, Patrick Fridenson et Heinz-Gerhard Haupt *soulignent que, malgré l'établissement* précoce de la démocratie politique en France, le style des relations sociales dans les entreprises et le rôle de frein de la petite bourgeoisie face aux réformes rendent compte de l'autoritarisme des relations professionnelles et du retard social.

NOUVELLES PISTES

Les trois chapitres les plus en phase avec les orientations actuelles de l'historiographie du XIXe siècle sont ceux d'Ute Frevert, sur le duel en Allemagne et en Grande-Bretagne, d'Ute Gerhard, qui compare le statut juridique des femmes en France et en Allemagne, et de Monika Steinhauser, qui analyse la signification sociale de la transformation de l'architecture des théâtres dans les deux pays du XVIIIe au XIXe siècle. Cette histoire socioculturelle comparée contredit là encore les schémas convenus. Alors qu'il est progressivement abandonné en Angleterre dans les milieux privilégiés, le duel se maintient en Allemagne comme signe de classe, y compris dans la bourgeoisie intellectuelle, ce que Ute Frevert met en relation avec la culture de corps entretenue par les universités et l'armée. Dans les deux autres comparaisons, ce sont les convergences par contre qui l'emportent. En France comme en Allemagne, le processus de codification civile aboutit à un renforce*ment du patriarcat qui contredit* les utopies prérévolutionnaires et quarante-huitardes, comme si le libéralisme politique, en voie d'affirmation dans la sphère publique, impliquait, en contrepartie, un retour à l'ordre strict dans la sphère privée. De même, la réforme de l'architecture théâtrale, précoce en France dans le sens des valeurs et des intérêts de la bourgeoisie, sert de modèle aux théâtres des grandes villes allemandes qui se libèrent peu à peu de la culture de cour.

On voit les apports multiples de cette traduction (pourtant bien tardive) en termes de méthode, d'interprétation ou d'ouverture de nouvelles pistes de recherche. Deux regrets toutefois : l'absence d'une véritable mise à jour de la bibliographie et d'une postface où Jürgen Kocka aurait repris, comme *il l'a tenté lors du Congrès des* sciences historiques de Montréal (3), la question initiale, à la lumière des multiples recherches en cours et surtout des nouvelles perspectives nées de la réunification qui imposent à tous les historiens de reconsidérer l'histoire sociale de l'Europe contemporaine *indépendamment de la thématique* des « exceptions » allemande, française ou autre.

Christophe Charle

(1) Parue en 1988, la version première comptait 1 500 pages de 46 auteurs et rassemblait 14 pays différents. La traduction, assurée par Dominique Tassel pour l'allemand et Jean-Pierre Bardos pour l'anglais, n'en retient que 8 pour 13 chapitres. Elle privilégie les comparaisons avec la France, ce qui renforce la cohérence d'ensemble contre la tentation encyclopédique de l'original.
(2) Voir *The Unfree Professions*, Oxford U. P., 1989.
(3) Voir son article issu de la table ronde sur la bourgeoisie qu'il avait organisée dans le cadre du congrès : « The Middle Classes in Europe », *Journal of Modern History*, 67, décembre 1995, pp. 783-806.

Charles le Téméraire une vision novatrice de l'Etat

CHARLES LE TÉMÉRAIRE
de Jean-Pierre Soisson.
Grasset, 384 p., 135 F.

Dans le droit-fil d'une tradition politico-littéraire déjà ancienne, Jean-Pierre Soisson, homme d'Etat et bourguignon, se penche sur Charles le Téméraire, l'illustre duc qui tenta d'imposer une souveraineté authentique en marge du royaume de Louis XI. Soucieux de rendre l'aventure individuelle *exemplaire et intelligible, il présente* la branche ducale des Valois depuis le bisaïeul de Charles jusqu'à son arrière-petit-fils l'empereur Charles Quint. Cette geste héroïque, agréablement rendue avec force révérence aux documents du temps comme aux vénérations d'historiens qui les ont paraphrasés, porte *cependant la marque du politique,* puisque Jean-Pierre Soisson réserve la part la plus personnelle de son travail à une réflexion sur l'Etat et sur l'administration qui gagne sans scrupule le terrain que la vacance du pouvoir peut ouvrir. Saluant l'organisation financière qui soutient la politique de Charles, il souligne le *rôle majeur des grands serviteurs de* Bourgogne, hauts fonctionnaires avant l'heure, qui furent le vrai ciment de l'Etat bourguignon tel que le réalisèrent ces grands ducs d'Occident, puisque ni la langue ni les intérêts n'unifiaient un espace disparate, où le désir de vivre ensemble comme le simple souci de solidarité n'existent pas. Soisson partage la plupart des analyses du travail scrupuleux de Jean-Marie Cauchies (1) qui fait litière des calomnies comme des lieux communs sans verser dans l'hagiographie cependant. On retiendra surtout l'analyse précise de l'image posthume du prince, qui fut plus glorieux et opiniâtre que réellement imprudent.

Ph.-J. C.

(1) *Louis XI et Charles le Hardi*, de Boeck *Université, 184 p, 215 F.*

Quand la noblesse releva la tête

Tout autant œuvre de synthèse que fresque familiale, l'essai de Suzanne Fiette montre comment les nobles ont survécu au couperet révolutionnaire

LA NOBLESSE FRANÇAISE DES LUMIÈRES À LA BELLE ÉPOQUE
Psychologie d'une adaptation
de Suzanne Fiette.
Ed. Perrin, 348 p., 159 F.

Nul ne s'étonnera aujourd'hui d'un livre consacré à la noblesse française au XIXe siècle. Avec celui-ci, Suzanne Fiette récolte la moisson des nombreuses recherches historiques qui font des élites traditionnelles le chantier le plus actif sans doute de l'histoire sociale de la France postrévolutionnaire. Biographies, monographies familiales, approches régionales se sont multipliées : historienne de profession, Suzanne Fiette n'en ignore rien; et son ouvrage est solidement nourri de ces approches micro-historiques qui préfèrent la richesse des archives privées aux conceptualisations des années 50.

De fait, bien loin de se fondre dans une aristocratie problématique, la noblesse française survit à sa mort juridique, qu'a entraînée l'expérience la plus égalitariste jamais tentée avant 1917. Beau sujet, donc, dont le choix fait le très grand mérite de ce livre. Reprenant la problématique de Guy Chaussinand-Nogaret, l'auteur ne cherche pas l'originalité mais fait œuvre d'utile synthèse. Avec d'autres, il souligne la dynamique de l'adapta*tion qui permet,* à travers la complexité et les contradictions de l'histoire politique, la conciliation entre méritocratie et droits acquis de la naissance, dès les dernières décennies de l'Ancien Régime et jusqu'à la fin du XIXe siècle. La périodisation adoptée est de nature à bien montrer la précocité des acculturations réalisées dès avant la Révolution, alors qu'elle laisse dans l'ombre les infléchissements qui les remettent en cause, de 1860 à l'affaire Dreyfus. C'est donc dans une grande fresque historique que s'engage Suzanne Fiette, qui s'écarte en définitive de l'analyse des *« psychologies d'une adaptation »* annoncée par le sous-titre, négligeant l'apport possible des recherches sociologiques, ethnographiques ou anthropologiques.

FORCE D'ADAPTATION

S'en dégagent avec force et finesse d'inoubliables portraits, enrichis par de très suggestifs morceaux choisis des correspondances privées : ainsi la comtesse d'Hervilly *(1759-1830), aux prises avec l'im*broglio du contentieux créé par l'émigration, infatigable restauratrice de la fortune familiale, mère attentive, châtelaine éprise d'utilité sociale autant que d'économie, adepte des Lumières mais chrétienne à la foi intériorisée, fille de guillotiné, sœur et veuve d'émigré *mais belle-mère d'un aide de camp* de l'Empereur, comte refait et grand serviteur du Premier Empire. A elle seule, pareille figure féminine, douée de tant d'autonomie, tord le cou aux idées reçues, renvoie les caricatures à l'obsolescence et convaincra le lecteur le plus sceptique d'une vitalité qui administre la preuve d'une *adaptation* voulue et réussie à la société postrévolutionnaire.

Mais est-ce bien d'adaptation *qu'il s'agit ?* Suzanne Fiette est ici à la croisée des diverses interprétations avancées depuis trente ans : fusion ou concurrence d'élites rivales – noblesse et bourgeoisie –, embourgeoisement des nobles ou aristocratisation des bourgeois, ou encore réinvention d'une culture d'ordre. Dans le débat, Suzanne Fiette verse au dossier de nombreuses pièces convaincantes qui décrivent une élite ouverte, engagée dans la confrontation des valeurs sinon dans la fusion des groupes : vision optimiste, somme toute, de la société française entre 1810 et 1860, qui sort la noblesse de *la légende noire antinobiliaire.* Quant à l'originalité d'une recomposition des élites *à la française*, elle ne saurait être qualifiée que par comparaison aux noblesses des autres Etats européens, comparaison que ne tente pas la conclusion.

Fallait-il s'attarder sur l'histoire événementielle de la période révolutionnaire ? Fallait-il prendre le risque de la répétition en multipliant les exemples provinciaux, bien souvent concordants ? Le rythme de l'écriture s'en ressent, alourdi qu'il est, ou même desservi, *par la multiplicité des figures évo*quées et par la longueur des phrases, voire par l'obscurité de certaines formulations. Le lecteur se perd parfois, tout en se félicitant d'avoir trouvé deux livres en un, une synthèse nationale et une histoire des maisons d'Hervilly et Caffarelli, dont il aimerait suivre la *trame de façon moins discontinue,* pour le plaisir et l'intérêt de la lecture.

Mais y a-t-il une noblesse française ou des noblesses ? Au fil des voies régionales d'évolution économique, la modernisation des fortunes a ses faillites et ses échecs, et la reconstruction foncière dans la*quelle la comtesse d'Hervilly voit « une priorité sociale et politique »* provoque à la fin du siècle le déclassement de certains gentilshommes ruinés par l'agriculture et les chevaux au temps de la grande dépression des prix agricoles. Et que de fractures provoquées jusqu'au sein des familles par les choix politiques ou par l'anticléricalisme des anciens élèves des jésuites ! La bonne noblesse qui refait sa fortune en province détient avec son appartenance saisonnière aux mondanités parisiennes un autre moyen de réussite, et non des moindres.

Bref, si les noblesses provinciales sont unifiées par la réinvention d'une culture d'ordre, leur adaptation à la société postrévolution*naire, puis républicaine, est sans* doute multiforme.

Claude-Isabelle Brelot

L'amour tel qu'on le parle

En croisant littérature courtoise, fabliau, discours théologique et médical, John Baldwin appréhende les perceptions de la sexualité au Moyen Age

LES LANGAGES DE L'AMOUR DANS LA FRANCE DE PHILIPPE AUGUSTE
La sexualité dans la France du *Nord au tournant du XIIe siècle*
(The Language of Sex. Five Voices from Northern France around 1200)
de John W. Baldwin.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Béatrice Bonne,
Fayard, 484 p., 190 F.

Quand le pape rappelle que l'homme qui désire trop ardemment sa femme est considéré comme adultère ou que la seule fin du plaisir charnel est la procréation pour assurer la perpétuation de l'espèce, il apparaît à beaucoup comme étonnamment déplacé. En fait, le discours n'est pas neuf et reprend simplement les anathèmes lancés dès l'Antiquité tardive par les Pères de l'Eglise, lui-même repris par les pontifes il y a huit siècles, lorsque l'Eglise entreprit de contrôler la société médiévale en réglementant, à travers le mariage, la vie *sexuelle de l'homme occidental.* L'exemple formidable que fit le pape Innocent III, en lançant sur le royaume de France l'interdit qui suspend tous les sacrements pour faire céder le roi Philippe Auguste – il refusait de reprendre son épouse répudiée –, marque symboliquement la mise en œuvre d'une politique et d'un discours sur l'amour et le sexe dont l'historien a du mal à retrouver l'écho dans la littérature du temps.

Ribaudes s'offrant au « desport » masculin, pucelles sans défense que le chevalier se doit de protéger, filles d'Eve luxurieuses dont le mariage ne réussit pas toujours à contenir les ardeurs, amoureuses ingénieuses qui parviennent à leurs fins en manipulant une gent masculine bien gauche sur le terrain subtil du désir et de son accomplissement : romans et fabliaux nous familiarisent avec une vision contrastée de la femme médiévale dans le rapport amoureux.

En entreprenant sa belle enquête sur les Dames du XIIe siècle (1), Georges Duby rappelle la difficulté presque insurmontable pour l'historien de rétablir la figure de la femme, prise comme dans une nasse par le regard des clercs. Ce constat ne vaut pas pour les seuls textes histo*riques, les discours du temps rele*vant tous, peu ou prou, d'une culture cléricale, même lorsqu'elle est mise au service d'autres groupes sociaux, et n'échappant quasiment jamais au point de vue masculin. Confrontant avec une prudence scrupuleuse et une exemplaire rigueur le témoignage littéraire et les observations sociales, John Baldwin a tenté, avec circonspection, de croiser toutes ces voix qui parlent d'amour dans la France capétienne de la fin du XIIe siècle, sans garantir l'harmonie d'une polyphonie précoce.

A CINQ VOIX

Distinguant soigneusement, d'entrée, le discours de l'Eglise, de tradition augustinienne, celui de la médecine, héritière de Galien, celui d'une courtoisie fleurie empruntée à Ovide, ceux, enfin, du roman naissant et, plus cru, du fabliau, destinés chacun à un public laïc peu sensible au discours culpabilisant sur la concupiscence, Baldwin a l'excellente idée de croiser les cinq voix pour tenter de repérer leurs unissons comme leur cacophonie. Ce pari a son revers : les mêmes exemples reviennent souvent à l'appui d'analyses complémentaires et pourront lasser le lecteur désireux de brûler les étapes du raisonnement. Qu'il soit patient ! Il en sera largement récompensé. De la présentation des acteurs, de leurs corps, de leur désir et de son accomplissement jusqu'à la place de l'enfant dans le discours physiologique ou dans l'identité du lignage, chaque étape de l'aventure amoureuse est l'occasion d'une passionnante *confrontation, d'où se dessine une* société riche de sa complexité même, celle de ses idéaux, de ses fantasmes et de ses interdits. La sociologie des acteurs permet d'établir les limites du programme de mise au pas voulu par l'Eglise. Les contradictions d'un modèle nuptial hétérosexuel, monogame *et bexogame, et la pratique des* dispenses pontificales n'ont pas manqué de choquer, et si le rejet de l'image de la prostituée n'a pas heurté, la relégation de la vierge ou de la sainte matrone, qui s'excluent du schéma matrimonial, pose davantage de problèmes, d'autant que la femme qui sort ainsi de l'orbite du pouvoir des mâles et des clercs y gagne une liberté inédite. Le corps sexuel, caché ou tu, quand il est masculin, autorise moins de pudeur dans l'exhibition féminine. Est-ce à dire qu'il y a nécessaire inégalité dans le couple ? Les ecclésiastiques, tenus alors pour les plus qualifiés et *les plus autorisés pour parler de* sexualité, confortent cette idée qui ruine le mariage établi sur le double consentement. Si les quatre autres discours refusent pareillement l'image dépréciative d'un instinct sexuel universel mais corrupteur, ils rejettent aussi le mariage comme cadre exclusif des relations sexuelles et la perpétuation de l'espèce comme un idéal absolu.

Toujours soucieux de ne pas trahir le regard du temps dont il décode les langages parallèles, Baldwin ne tranche jamais, mais observe, réagit, croise les éléments, dans une étude qui tient de l'enquête et de la démonstration. Avec l'inspiration et la véritable humilité des authentiques savants.

Philippe-Jean Catinchi

(1) Gallimard (1995-1996).

L'EDITION FRANÇAISE

● **Maxi-Livres/Profrance en redressement judiciaire.** Spécialiste du livre neuf à prix réduit, le groupe Maxi-Livres/Profrance a été mis mis, mecredi 7 mai, en redressement judiciaire pour une période de six mois par le tribunal de commerce de Lyon. Fondé en 1980, Maxi-Livres/Profrance (qui emploie quelque 600 personnes pour un chiffre d'affaires de 800 millions de francs) gère une chaîne de plus de 200 magasins en France et à l'étranger. Le groupe est aussi diffuseur-distributeur (à travers ses filiales Distique et Dilisco) de plus de 300 petits éditeurs, et producteur d'ouvrages (comme les Maxi-poches à 10 francs). En septembre 1996, Maxi-Livres avait lancé le dictionnaire Maxidico à 99 francs, vendu à 300 000 exemplaires, mais qui lui vaut actuellement deux actions en justice, menées par Larousse et Le Robert, pour plagiat et *« concurrence déloyale »*. Une croissance trop rapide et un fort endettement seraient à l'origine des difficultés du groupe, qui avait enregistré des pertes de 4,8 millions de francs au cours de l'exercice 1995-1996.

● **Bilan du Salon de Genève.** Pour sa onzième édition, du 30 avril au 4 mai, le Salon international du livre et de la presse de Genève a, une fois de plus, tenu ses promesses en recevant 119 000 visiteurs selon les organisateurs. Devenu la vitrine de la production littéraire de Suisse romande, il profite de l'ouverture de Genève sur la France et le monde. Outre les principaux éditeurs français, et le Québec en hôte d'honneur, il a accueilli des exposants d'une quarantaine de pays. Parmi eux un pavillon officiel de la Chine consacrait un tiers de ses livres à présenter le Tibet version Pékin, mais les représentants chinois devaient prendre ombrage d'un stand tenu par des sympathisants de la cause tibétaine offrant d'autres ouvrages évoquant le Toit du monde. Leurs tentatives d'intimidation et leurs protestations étant restées sans effet, les représentants de China Books exprimèrent leur vif mécontentement en pliant démonstrativement bagage quelques heures avant la fin officielle de la manifestation.

● **Librairie pour revues.** Une librairie d'un genre nouveau a ouvert ses portes à Paris : entièrement consacrée aux périodiques, elle propose dans ses rayons plus de 4 000 numéros de revues françaises et étrangères, pour la plupart épuisées, dans le domaine de la littérature et des sciences humaines. Un service de recherches par thème, au numéro isolé ou en collection complète, est également mis à disposition (Librairie des revues, 6, rue Laromiguière, 75005 Paris, tél./fax : 01-45-87-15-85).

● **Prix.** Le Prix franco-allemand de traduction de la fondation Deutsche Verlags-Anstalt (DVA) a été remis à Andreas Knop (qui traduira en allemand *Penser au Moyen Age* d'Alain de Libera) et à Christian Berner (qui traduira en français *Brouillon zur Ethik* de Friedrich Daniel Ernst Schleiermacher). Les prix Donat, récompensant (par l'intermédiaire de Jacqueline de Romilly) les meilleurs latinistes et hellénistes parmi les élèves de terminale, ont été décernés à François Ploton (lycée Henri-IV) et à Adrien Walfard (Louis-le-Grand).

Chambéry, la ville de leurs débuts

Durant un an, la cité savoyarde met ses concitoyens à la lecture à l'occasion du Festival du premier roman. Moments de découverte et d'échanges, de rencontres entre lecteurs et écrivains. Et dix ans d'un succès jamais démenti

Depuis dix ans, le Festival du premier roman met la ville de Chambéry à la lecture avec un succès qui va grandissant, selon la formule d'un des organisateurs : *« C'est une petite plante verte qui est devenue un baobab »* et qui a réussi à attirer *« le milieu littéraire parisien chez les péquenots. »* Pas de mystère à cela, car voilà probablement l'un des seuls festivals qui tourne pratiquement en continu : lorsque l'un se termine, le suivant se met en place et certains lecteurs boulimiques commencent à se réunir en comités de lecture dès la fin mai et espacent à peine leurs rencontres pendant l'été. Les autres s'y mettent en septembre. Quant aux bénévoles qui organisent la manifestation, ils travaillent aussi tout au long de l'année. Ce n'est pas une mince affaire : les livres arrivent au rythme de la production éditoriale au printemps et à l'automne. On va les trouver en librairie, bien entendu, mais aussi dans les bibliothèques de tout le département, sous un bandeau spécial qui va permettre au lecteur de donner son avis. Ils sont diffusés également dans les établissements scolaires, et surtout ils sont décortiqués et passés de main en main dans les comités de lecture (il y en a eu vingt-trois cette année, regroupant chacun une quinzaine de personnes). Cette année, cent soixante-huit premiers romans – environ mille exemplaires en tout – ont ainsi pu circuler auprès de quelque mille cinq cents lecteurs qui se sont prononcés en février pour décider des quatorze écrivains invités pour le festival, les 9, 10, 11 et 12 mai. Bien entendu, tout le monde ne lit pas tout. Ainsi, Catherine Charbonnier, directrice de l'hôtel Mercure, qui va recevoir tous les participants cette année, a pris le train en marche mais fait déjà partie des plus mordus. A Chambéry depuis cinq ans, elle s'est longtemps contentée d'emprunter les livres à la médiathèque sans oser intégrer un comité de lecture. Elle a fini par organiser le sien, tous les quinze jours de 18 heures à 20 heures, dans le salon de l'hôtel, et, dit-elle, *« pour moi qui ai toujours lu en solitaire, c'est passionnant de confronter les point de vue, de partager cette passion avec des mots de tous les jours. J'avais peur que cela soit guindé, mais dès la première réunion toute mon appréhension est tombée et c'est fantastique »*. Venant d'un milieu modeste, sans livres à la maison, elle a énormément lu depuis son adolescence sans jamais en parler à personne, et quand elle aime un auteur, elle se précipite sur tout ce qu'il a écrit, et vogue la galère de Kundera à Colette, de Montalbán à Kadaré, de Giono à Philip Roth, de Queneau à Leo Perutz ou de Zweig à Jane Austen.

BOULIMIE

Le parcours de Léa Neumann est à la fois le même et totalement différent, elle aussi passe son temps à lire, elle aussi a une culture énorme, elle non plus n'a pas eu de livres dans son enfance, mais comme elle est née au Brésil, lire en français a été pour elle un facteur d'intégration, un moyen incomparable d'apprendre le français, qu'elle parle merveilleusement. Elle fait partie de deux comités de lecture, un que l'on pourrait dire classique et l'autre au centre de détention de Chambéry. *« Cela m'a fait beaucoup réfléchir, sur la peur des mots, la portée des mots. On ne peut pas demander à quelqu'un machinalement s'il va bien, s'il a passé un bon week-end, ni dire : "Vous partez, quel dommage !" En prison, on a du mal à dire, et, quand on parle de livres, on parle de soi. »* De son côté, elle a lu cent soixante des cent soixante-huit titres de l'année, ce qui ne l'a pas empêchée de lire beaucoup d'autres livres...

Chaque comité de lecture a sa façon de fonctionner, certains participants cherchent à s'exprimer, à s'affronter aux autres soit pour « descendre » un roman qui les choque ou leur déplaît, soit au contraire pour en défendre un autre, avec ses défauts. Mais d'autres personnes viennent plus pour écouter que pour parler, pour découvrir la pluralité des goûts des uns et des autres, pour entendre des avis différents et argumentés, de façon à approfondir leurs propres lectures. Au contraire de la critique, la subjectivité semble être de règle, comme le dit un membre du comité Chabert (du nom du café du même nom) : *« On ne choisit pas comment on lit un livre. Cela ne sert à rien de me dire qu'il ne faut pas lire au premier degré, on lit à fleur de peau. »* Mais Léa ajoute : *« Il faut toujours avoir de l'indulgence pour les livres. »*

Les jeunes sont aussi partie prenante du festival : vingt-trois écrivains ont été en contact avec des classes depuis le début de l'année scolaire. La classe de Kaderrah, Linda et Saïda a reçu de Rolland Doukhan (l'auteur de *Berechit*, Denoël, « Le Monde des Livres » du 27 septembre 1991), une nouvelle spécialement écrite à leur attention et qui raconte le calvaire d'une jeune fille violée par des membres du FIS et qui de son lit d'hôpital en France poursuit une conversation intérieure avec son père. Pour leur professeur, cet échange a aussi permis d'aborder d'autres thèmes comme le métissage, l'identité, la famille, les langues, ou les envies d'évasion. Pour fêter dignement leurs dix ans, les organisateurs, et en particulier Sylvie Gouttebaron, la directrice du festival, Martine Liochon, la présidente de l'association, et Daniel Enjalran font revenir près d'une centaine d'écrivains invités à Chambéry au fil des années précédentes. Force est de constater que si certains ont depuis publié d'autres romans, comme Sophie Chérer (*Le Dimanche des réparations* et *Les Loups du paradis*, les deux aux éditions de l'Olivier), marraine de ce dixième anniversaire, d'autres ont eu moins de chance.

Un premier roman, comme l'explique le directeur de la librairie Garin (qui participera avec ses confrères de la librairie Decitre et de La Vieille Boutique à l'espace « Sous les pavés, la page ») a une durée de vie limitée à deux mois, après *« il glisse de lui-même du bout de la table pour finir au bouillon »*. Toutefois, à Chambéry, une fois que la sélection est faite, les quatorze romans choisis se vendent mieux que des best-sellers... Bon nombre d'auteurs vont s'installer pendant le week-end chez les commerçants de la ville pour rencontrer leurs lecteurs d'une façon détendue, dans les librairies, bien sûr, mais aussi à la parfumerie « Chez Maurice », à la médiathèque, dans les cafés où ils ne serviront les consommations que si la demande est formulée en alexandrins ou en jouant les écrivains publics sur la place Métropole. En outre, une cinquantaine d'auteurs ont écrit une lettre à Jean-Jacques Rousseau, elles sont publiées avec des réponses tirées de la correspondance du grand homme par les éditions Paroles d'Aube sous le titre *Citoyen Rousseau, Boîte Postale des Charmettes*.

La ville de Turin ayant elle aussi lancé un Festival del Primo Romanzo, depuis 1995, des auteurs italiens vont chaque année participer au festival sous la houlette de Bernard Simeone et des « palabres » rassembleront romanciers et public, d'abord à Chambéry puis à Turin, le 23 mai.

Martine Silber

Les quatorze auteurs sélectionnés cette année sont présentés par *Pagina* le magazine de l'édition sur Internet : http://www.pagina.tm.fr

Flammarion en secret

Les maisons d'édition ont tendance à prendre de nouvelles habitudes : la valse rapide des directeurs. Depuis deux ans, Flammarion – grande maison indépendante fondée en 1876 et, qui plus est, de structure familiale – n'échappe plus à cette règle coutumière dans les grands groupes. La dernière « victime » en est Jean-Pierre Arbon, entré dans la maison il y a presque neuf ans comme directeur général du secteur édition (Alain Flammarion dirigeant la diffusion et Jean-Noël Flammarion les librairies – « Flammarion 4 ») : Charles-Henri Flammarion, PDG du groupe du même nom, vient de faire connaître sa décision de le démettre de ses fonctions. Le 9 juin, lui succédera Danielle Nees, aujourd'hui directrice générale des Editions du Chêne (spécialisées dans les beaux livres).

Ce licenciement vient compléter un étrange feuilleton amorcé récemment depuis le départ forcé, en 1995, de la directrice éditoriale Françoise Verny. Son successeur, François Bourin, avait à peine dit ouf que onze mois après son arrivée, en novembre 1996, il était licencié au motif de la *« suppression de poste »*, et sommé de quitter les lieux dans les trois jours. Peu avant, Louis Audibert, directeur des départements sciences humaines et Aubier, quittait Flammarion pour Hachette, bientôt suivi par Muriel Beyer, directrice de la communication, qui partait chez Plon en qualité de directrice littéraire – où l'avaient précédée certains « auteurs Flammarion à succès » comme Frédérique Hébrard et Françoise Dorin. Lui succédera en juin Olivier Lacroix, responsable des relations extérieures à France-Culture, et ce n'est pas là tout du remue-ménage ambiant. La pérennité du catalogue, la continuité de ceux qui le constituent ne sont-elles pas pourtant ce qui donne sa spécificité et son sens au travail éditorial qui, face à la création d'un écrivain inconnu, parie sur la lente construction d'une œuvre, sur le long terme, sur le temps ?

L'introduction du groupe Flammarion sur le second marché boursier en juin 1996 et la modernisation coûteuse de l'entreprise (acquisitions, investissement dans des technologies de pointe) impliquent des impératifs de rentabilité qui justifient sans doute cette restructuration. Or, en affichant une progression générale de son chiffre d'affaires et de ses résultats, l'activité du quatrième groupe d'édition français révèle une faiblesse relative de la littérature générale. La politique littéraire jugée déficiente, il fallait sacrifier quelques fusibles. Reste à savoir comment le secteur sera réaménagé, *« redynamisé »*, comme on dit.

Aux côtés de Raphaël Sorin et d'Héloïse d'Ormesson, respectivement directeurs littéraires pour la littérature française et la littérature étrangère, il reste à pourvoir le poste de direction des essais et documents. Celui-ci a été proposé à Laure Adler – productrice de l'émission télévisée « Le Cercle de minuit » –, qui est en négociation avec Charles-Henri Flammarion depuis le mois de décembre. Laure Adler (par ailleurs essayiste et qui fut éditeur chez Plon de 1987 à 1990) se dit en effet *« décidée à revenir à l'écrit sous toutes ses formes »*. Confrontée à cette nouvelle donne, elle s'interroge sur les *« manières de procéder »* de la maison, et se dit *« sceptique »* : *« Les choses se trament étrangement. Je sors de deux heures de dialogue constructif avec Charles-Henri pour tomber, dans un couloir, sur le directeur général, dont j'apprends par un collègue qu'il vient d'être licencié. Le jeu ne me semble pas clair. C'est la maison du secret. »*

Marion Van Renterghem

A L'ETRANGER

Mario Vargas Llosa de retour à Lima

Depuis son échec à l'élection présidentielle en 1990, Mario Vargas Llosa n'était retourné au Pérou qu'une fois, pour l'enterrement de sa mère. Il vient d'y entamer un deuxième voyage, pour recevoir un titre de docteur *honoris causa* à l'université de Lima et pour présenter son dernier ouvrage, *Los Cuadernos de Don Rigoberto* (« Les cahiers de Don Rigoberto ») – qui sont publiés simultanément en Espagne et dans 25 pays d'Amérique latine, par Alfaguara. Son arrivée s'est faite dans la plus grande discrétion, seuls quelques amis l'attendaient. On ne sait pas combien de temps a l'intention de séjourner dans son pays natal celui qui se définit comme *« écrivain hispano-péruvien »* et qui vient de demander à la Foire du livre de Buenos Aires la création d'une commission d'enquête sur le déroulement des opérations qui ont mis fin à la prise d'otages à l'ambassade du Japon à Lima. Alfaguara a acheté pour 2 millions de dollars les droits de ses œuvres complètes à Seix Barral (qui avait publié la quasi-totalité de ses romans), dont la publication vient de commencer au Mexique.

● **ROYAUME-UNI : entrées payantes à la British Library**
Après deux cent cinquante ans de gratuité, la British Library envisage de faire payer ses quelque 400 000 lecteurs à qui ont été remis un questionnaire leur proposant différents tarifs d'accès, selon leur taux de fréquentation de cette vénérable institution. Des écrivains comme Malcolm Bradbury ou Antonia Fraser se sont élevés contre cette mesure (la décision sera prise en juillet). Malheureusement, les travaux entrepris pour déménager la bibliothèque de son site actuel, au British Museum, aux nouveaux bâtiments de St Pancras ont dépassé le budget prévu, passant de 116 millions de livres à plus de 500 millions, et il reste peu d'autres solutions.

● **ESPAGNE : Montalbán publie une « biographie de lecteur »**
Manuel Vazquez Montalbán a entrepris de publier un recueil de textes consacrés aux livres et aux écrivains qui l'ont marqué sous le titre *El Escriba sentado* (« Il écrivait assis ») chez Critica.

AGENDA

● **LE 10 MAI. SOLITUDE. A Gennevilliers**, le Collège international de philosophie et le Théâtre de Gennevilliers proposent une soirée de trois rencontres et débats à 16 heures sur le thème : « Solitude et communauté » (tél. : 01-41-32-26-26).

● **LE 12 MAI. LINK.** A l'occasion de la parution de *Hölderlin-Rousseau, retour inventif*, de Jürgen Link (Presses universitaires de Vincennes, « Créations européennes »), la Maison Heinrich-Heine propose la présentation du livre par son auteur, suivie d'un débat, à 20 heures (Fondation de l'Allemagne, Cité internationale universitaire de Paris, 27 C, bd Jourdan, 75014 Paris, tél. : 01-44-16-13-00).

● **LE 12 MAI. TOLSTOÏ. A Paris**, une lecture animée du texte d'Alexeï Tolstoï *La Vipère* est organisée au Conservatoire Serge-Rachmaninoff (26, avenue de New-York, 75016 Paris, tél. : 01-49-23-97-44).

● **LE 13 MAI. ISLAM. A Paris**, l'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (AREHESS) propose une conférence-débat sur le thème : « Islam et islamisme en France », à 18 heures, avec la participation de Jocelyne Cesari et Riva Kastoriano (l'EHESS, 54, bd Raspail, 75006 Paris, tél. : 01-49-54-25-04).

● **LE 14 MAI. LE CLÉZIO. A Paris**, France-Culture et la Bibliothèque nationale de France proposent d'assister à la lecture de *Moloch* par Anouk Grinberg, à 18 h 30 (BNF, Grand Auditorium, hall est, rue Emile-Durkheim, 75013 Paris).

● **LE 14 MAI. WAJDA. A Paris**, l'Institut polonais de Paris présente le film d'Andrzej Wajda *L'Homme de marbre*, à 19 h 30 (31, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, tél. : 01-53-93-90-13).

● **LE 15 MAI. MAC DONALD. A Paris**, Gregory Mac Donald viendra signer à la librairie Epigrammes, de 18 heures à 20 heures, son livre *Rafael, derniers jours* (Fleuve noir) (58, rue de la Roquette, 75011 Paris).

● **LE 17 MAI. NATHAN. A Paris**, la librairie La Boucherie organise, à 15 heures, une rencontre avec Tobie Nathan pour la parution de son livre *Dieu-Dope* (Rivages noir). Une exposition des photographies du Musée Dapper est proposée (76, rue Monge, 75005 Paris, tél. : 01-42-17-08-80).

● **DU 16 AU 19 MAI. BIENNALE. A Saint-Yrieix-la-Perche**, se tiendra la 5e Biennale du livre d'artiste. A cette occasion, un colloque est organisé les 17 et 18 mai sur le thème « Livres d'enfances : espaces de liberté, espaces de résistance ? ». Les expositions « La collection de Pays-Paysage : regards » et « Carte blanche aux 3 Ourses » seront présentées du 12 mai au 1er juin (Pays-Paysage, Centre du livre d'artiste, 17, rue Jules-Ferry, 87500 Saint-Yrieix-la-Perche, tél. : 05-55-75-70-30).

● **LE 21 MAI. RENCONTRE. A Paris**, la Maison des écrivains et l'école d'architecture de Paris-la Villette organisent une rencontre entre Jean Baudrillard et Jean Nouvel, à 19 h 30 (Ecole d'architecture, amphithéâtre 302, La Villette UP6, 144, av. de Flandre, 75019 Paris, tél. : 01-44-65-23-00).

